

**UN DOCUMENT DU
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
POUR USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT**

RAPPORT N° 143333-SN

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
ET L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS**

CADRE DE PARTENARIAT PAYS

POUR LA

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

POUR LA PÉRIODE 2020-2024

**Département Pays Afcf1
Région Afrique**

**Société Financière Internationale
Région Du Moyen-Orient et de l'Afrique**

**Agence Multilatérale De Garantie Des Investissements
Département Afrique Subsaharienne**

Ce document a une diffusion restreinte et ne peut être utilisé par les destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles.
Son contenu ne peut être divulgué sans l'autorisation du groupe de la banque mondiale.

La date de la dernière Stratégie de Partenariat Pays était le 19 février 2013

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

EXERCICE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT

Du 1er janvier au 31 décembre

ÉQUIVALENTS EN DEVISES

(Taux de change en vigueur au 31 janvier 2020)

Unité Monétaire = Franc CFA ouest-africain (XOF)
1.00 USD = 597.00 XOF

	IDA	SFI	MIGA
Vice Président:	Hafez M. H. Ghanem	Sergio Pimenta	Hiroshi Mantano
Directeur:	Nathan M. Belete	Aliou Maiga	Merli Baroudi
Chef de Projet:	Sophie Naudeau, Claude Bationo	Faheen Allibhoy, Luciana Harrington	Luisa Teixeira Felino

Liste des abréviations et acronymes

ABG	Appuis Budgétaires Globaux
ADIE	Agence de l'Informatique de l'Etat
ADM	Agence de Développement Municipal
AGEROUTE	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
ALQMI	Al-Qaeda au Maghreb Islamique
ANSD	<i>Agence Nationale de Statistique et de la Démographie</i>
APIX	Agence de Promotion de l'Investissement et des Grands Travaux
ASA	Services Consultatifs et d'analyse
ASS	Afrique Sub-Saharienne
AT	Assistance Technique
BCEAO	<i>Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest</i>
BRT	Bus Rapid de Transit
CAD	Current Account Deficit
CAT-DDO	Catastrophe Deferred Drawdown Option
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CES	Cadre Environnemental et Social
CETUD	Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar
CLR	Examen de fin d'exécution et des enseignements
CMTD PART	Portefeuille participatif engagé (Committed portfolio from participation)
CMTD	Portefeuille Engagé (Committed Portfolio)
COMEX	<i>Comité exécutif</i>
CPP	Cadre de Partenariat Pays
CPSD	Diagnostic du Secteur Privé
CREPMF	Regional Capital Market Authority
DE	Economie Numérique
DE4A	Economie Numérique pour l'Afrique
DECA	Evaluation National de l'Economie Numérique
DII	Initiative Infrastructure Numérique
DSOG	Sources Numériques de Croissance
DSP	Diagnostic Systématique Pays
EDGE	Excellence in Design for Greater Efficiency
EFTP	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
E-GP	Systèmes d'achat en ligne
ET	Fonds Propres (Equity)
FA	Financement Additionnel
FBR	Financement Basé sur les Résultats
FCFA	Franc Ouest Africain
FMI	Fonds Monétaire International
FMIS	Système de gestion financière
FPD	Financement de la politique de développement
GBM	Groupe Banque Mondial
GFP	Gestion des Finances Publiques
GTA	Grand Tortue/Ahmeyim Gas Field
HFO	Mazout Lourde

HRMIS	Système de gestion des ressources humaines
ICH	Indice de Capital Humain
ICPE	Instrument de Coordination des Politiques Economiques
IDA	Association International pour le Développement
IED	Investissement Etranger Direct
IFMIS	Système intégré de gestion financière
IFSWF	Forum International des Fonds Souverains
IPF	Financement de Projet d'Investissement
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
JCAP	Programme Conjoint de Développement des marchés de Capitaux
LFR	<i>Loi de Finances Rectificative</i>
LN	Prêt (Loan)
Lst DO	Dernier Objectif de Développement (Last Development Objective)
Lst IP	Dernier progrès de mise en œuvre (Last Implementation Progress)
MAPS	Outils méthodologique d'évaluation des systèmes d'achats
MCC	Millennium Challenge Corporation
MIGA	Agence Multilatéral de Garantie des Investissements
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
NDC	Contribution National Prévue
NLTA	Assistance Technique Hors Prêt
OCDE	Organisation de Coopération et e Développement Economiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMVG	<i>Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambia</i> (Gambia River Basin Development Organisation)
OMVS	<i>Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal</i> (Senegal River Basin Development Organization)
OSS	Guichet Unique
OUT IFC	Portefeuille d'encours de la SFI (IFC'S Outstanding portfolio)
OUT PART	Portefeuille participatif d'encours (IFC's outstanding portfolio from participation)
P4R	Programmes pour les Resultats
PACASEN	Programme d'Appui aux Communes et aux Agglomérations du Sénégal
PAP	Plan d'Action Prioritaire
PAQUET	Programme de développement du secteur de l'éducation
PATMUR	Projet d'Amélioration de la Mobilité Urbaine
PCI	
PCN	Note Conceptuelle de Projet
PDIDAS	<i>Projet de Developpement Inclusif et Durable de l'Agribusiness au Senegal</i> (Senegal Inclusive and Sustainable Agribusiness Development Project)
PEI	Producteur Indépendant d'Electricité
PER	Examen des dépenses publiques
PIB	Produit Interieur Brut
PIU	Unité de mise en œuvre des projets
PLR	Examen des progrès et enseignements
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PPP	Partenariat Public Privée
PRFM	Pays à Revenu Faible Moyen
PRG	Garantie partielle de risque
PROGEP	Projet de gestion des eaux pluviale

PSE	<i>Plan Sénégal Emergent</i>
PSW	Guichet Secteur Privé
QE	Quasi fonds-propres (Quasi Equity)
QL	Quasi-Prêt (Qusi-Loan)
RM	Gestion de risque (Risk Management)
RNU	Régistre National Unique
SDFP	Politique de Financement du développement durable
SEEEP	Projet de Relèvement d’urgence et de résilience à Saint Louis
SENELEC	<i>Société Nationale d’Electricité du Sénégal</i>
SFD	Services Financier Décentralisé
SFI	Société Financière Internationale
SMART	Specific, Measurable, Achievable, Relevant and Time-bound (Indicators)
SNDES	Stratégie Nationale pour le Développement Économique et Social
SPP	Stratégie Partenariat Pays
SRMT	Stratégie de Recettes a moyen terme
STEM	Science, Technologies, Ingénierie et Mathématiques
SUF	Scale-Up Facility
TCI	Technologie de l’Information et de la Communication
ToT	Termes de l’échange
UMEOA	Union Monétaire des Etats Ouest-Africain
USSD	Service supplémentaire de gestion de données non-structurées
WAPP	Pool Energétique de l’Afrique de l’Ouest

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION.....	1
II. CONTEXTE NATIONAL ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	2
III. CADRE DE PARTENARIAT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE	13
A. Programme gouvernemental et stratégie à long terme.....	13
B. Leçons apprises et consultations auprès des intervenants	14
D. Objectifs soutenus par le programme du GBM.....	22
IV. GESTION DES RISQUES POUR LE PROGRAMME DE LA CPP	46
Annexe 1 : Matrice des résultats du CPP	49
Annexe 2 : Examen de fin d'exécution et des enseignements (CLR)	61
Annexe 3 : Portefeuille IDA en cours (au 1er juillet 2019) et en prévision.....	110
Annexe 4 : Indicateurs sélectionnés de performance et de gestion du portefeuille de La banque	116
Annexe 5 : Portefeuille du Groupe de la Banque mondiale (au 31 décembre 2019)	119
Annexe 6 : bilan de la SFI sur le portefeuille détenu et décaissé et aperçu de la stratégie.....	120
Annexe 7 : Portefeuille de garantie de miga (au 31 décembre 2019)	122
Annexe 9 : Objectif numérique du CPP Sénégal.....	128
Annexe 10 : Carte du senegal.....	134

Liste des tableaux :

Tableau 1. Sénégal : Indicateurs macroéconomiques clés (2015-2023).....	8
Tableau 2 : Architecture des domaines d'intervention et des objectifs pour 2020-2024.....	23
Tableau 3 : Opérations IDA en cours de préparation pour les deux premières années de la période du CPP.....	42
Tableau 4 : Cote Systématique du Risque Opérationnel (CSRO).....	46

Liste des Figures

Figure 1 : Indicateurs sélectionnés de l'éducation au Sénégal et dans les pays de comparaison.....	11
Figure 2 : Tendances du portefeuille sénégalais – Exercice 2018-2024	43
Figure 3 : Fondements de l'économie numérique.....	130
Figure 4 : Couverture de la connectivité au Sénégal : 2G (carte de gauche) et 3G (carte de droite)	132

Liste des encadrés :

Encadré 1 : Le Sénégal : Ouverture sur le Sahel.....	Error!
--	--------

Bookmark not defined.

Encadré 2 : Gestion des recettes pétrolières et du gazière.....	Error!
Bookmark not defined.	
Encadré 3 : Approche en cascade dans le secteur de l'énergie.....	Error!
Bookmark not defined.	
Encadré 4 : La perspective du genre dans le CPP Sénégal.....	Error!
Bookmark not defined.	
Encadré 5 : Focalisation numérique du CPP Sénégal.....	Error!
Bookmark not defined.	
Encadré 6 : Objectif Climat dans le CPP du Sénégal.....	Error!
Bookmark not defined.	

**CADRE DE PARTENARIAT PAYS EXERCICES 2020-2024
REPUBLIQUE DU SENEGAL**

Accélérer les progrès du Sénégal sur la voie d'une croissance inclusive tout en ouvrant la voie à une trajectoire de croissance plus rapide et plus durable

I. INTRODUCTION

1. **Le Sénégal aborde la troisième décennie du ^{XXI}^e siècle avec beaucoup de promesses et d'opportunités, tout en étant confronté à d'importantes pressions pour faire face à des risques croissants et surmonter des défis profondément enracinés.** Les réformes structurelles et les conditions exogènes favorables ont conduit à une croissance du PIB supérieure à 6 pour cent au cours des cinq dernières années et ont aidé à la baisse des niveaux de pauvreté, surtout dans les zones rurales. Les découvertes de pétrole et de gaz au large des côtes seront mises en production entre 2022 et 2023 et pourront atténuer les défis de développement du pays et permettre de jeter les bases d'une croissance économique à grande échelle. Une démocratie dynamique a donné un deuxième mandat au gouvernement actuel, et un plan de développement national ambitieux établit une feuille de route vers le statut de pays à revenu intermédiaire. Pourtant, le Sénégal devra résoudre d'importants défis pour maintenir sa trajectoire vers l'émergence. Il s'agit notamment de la réduction des différentes formes d'inégalités, du renforcement de la gouvernance et du capital humain, de la mobilisation efficiente des recettes fiscales, de la transition de l'économie vers une croissance davantage axée sur le secteur privé, et de la gestion des risques croissants liés aux changements climatiques. Les politiques publiques devront également favoriser des emplois rémunérateurs pour une population de jeunes en constante augmentation.

2. **Ce Cadre de Partenariat Pays quinquennal (CPP) pour le Sénégal définit le programme du Groupe de la Banque mondiale (GBM) pour la période des exercices 2020-2024, qui vise à soutenir le pays sur la voie de l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2035.** Pour soutenir l'ambition du Gouvernement de promouvoir une croissance durable, résiliente et inclusive, telle que définie dans le Plan Sénégal Emergent (PSE) et le deuxième Plan d'Action Prioritaire (PAP 2) pour 2019-2023, le CPP s'appuie sur les conclusions du Diagnostic Systématique Pays (DSP) 2018 et du Diagnostic du Secteur Privé 2019 (Country Private Sector Diagnostic- CPSD) et se concentre sur trois domaines prioritaires comme suit : (i) renforcer le capital humain pour accroître la productivité et stimuler le dividende démographique ; (ii) stimuler la compétitivité et la création d'emplois grâce à une croissance portée par le secteur privé ; et (iii) accroître la résilience et la viabilité dans un contexte de risques croissants. La stratégie comprend également trois thèmes transversaux : (i) repousser les limites de l'utilisation du numérique pour soutenir le passage du Sénégal à une économie moderne et inclusive ; (ii) favoriser l'amélioration de la représentation des femmes et réduire l'écart entre les sexes dans les indicateurs clés pour tous les objectifs ; et (iii) atténuer les effets du changement climatique.

3. **Qu'est-ce que le GBM fera différemment au cours de cette période du CPP ? En s'appuyant sur les leçons tirées de l'examen de fin d'exécution et des enseignements (Completion and Learning Review-CLR)¹ de la Stratégie de Partenariat Pays (SPP) des exercices 2013-2017,² quatre " comment " ont été identifiés et se traduiront par un plus grand impact à échelle.** Tout d'abord, ce CPP tirera parti des programmes gouvernementaux pour renforcer davantage l'adhésion et la capacité politiques en étroite coordination et

¹ En annexe 2 du présent CPP

² La SPP a été approuvée par le Conseil le 18 janvier 2013. L'écart de deux ans entre la fin de la précédente stratégie en juin 2018 et le début de ce CPP s'explique par (i) des retards dans la finalisation de DSP au cours de l'exercice 2018 ; et (ii) le désir d'aligner ce nouveau CPP avec la période du PAP2 du gouvernement.

complémentarité avec d'autres partenaires. Deuxièmement, il maximisera pleinement la collaboration étroite entre l'IDA, la SFI et MIGA dans le déploiement des principes de Cascade³ pour permettre au secteur privé de se développer, de se diversifier et de devenir plus inclusif. Troisièmement, ce CPP adoptera une approche spatiale plus intentionnelle pour concentrer les investissements sur les zones géographiques ayant les besoins les plus élevés⁴ afin de réduire les écarts de services et de créer des synergies entre les secteurs dans chaque région, tout en renforçant également les liens économiques avec l'économie régionale. Quatrièmement, il généralisera l'utilisation du financement basé sur les résultats et l'engagement des citoyens pour améliorer la redevabilité, la transparence et l'appropriation des activités à tous les niveaux. L'application systématique de ces quatre "comment" se traduira par un portefeuille plus sélectif et plus percutant, qui comprendra des opérations de l'IDA moins nombreuses et plus importantes pour amener le changement à grande échelle.

II. CONTEXTE NATIONAL ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

4. **Cette section présente le contexte politique, économique, social, et régional qui contribue à expliquer à la fois les performances du Sénégal en matière de croissance et les préoccupations concernant son caractère inclusif et durable.** La fragilité de la croissance est soulignée par les contraintes de l'économie politique, les pressions budgétaires, les vulnérabilités liées aux changements climatiques et les tensions liées à l'explosion démographique, qui sont toutes exacerbées par les facteurs liés à la sécurité régionale. Pour gérer ces vents contraires et capitaliser sur ses nombreux atouts, dont sa stabilité sociopolitique, sa richesse culturelle et son positionnement géographique stratégique, le Sénégal devra approfondir efficacement les réformes structurelles et renforcer l'orientation de sa croissance en faveur des pauvres.

2.1 Facteurs socio-politiques et institutionnels⁵

5. **Situé sur l'océan Atlantique, à l'extrême ouest de l'Afrique et du Sahel, le Sénégal est l'un des principaux pôles économiques de l'Afrique de l'Ouest.** Le pays a des frontières communes avec la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie et la Gambie⁶. Elle couvre une superficie de près de 197 000 kilomètres carrés et compte une population d'environ 15,7 millions d'habitants,⁷ dont un quart environ est concentré à Dakar et jusqu'à la moitié dans les autres zones urbaines⁸. Avec des ressources naturelles limitées (sans compter les découvertes récentes de pétrole et de gaz offshore qui ne se sont pas encore traduites en recettes), l'économie tire actuellement la majeure partie de ses devises de la pêche, des phosphates, des arachides, du tourisme et des services. C'est aussi une plaque tournante pour les services bancaires et de transports régionaux. Sur la base de son produit intérieur brut (PIB) réel par habitant en 2018, estimé à 1 410 \$US après le rebasage du PIB, le Sénégal

³ Voir encadré 3 pour un exemple de l'approche en cascade dans le secteur de l'énergie

⁴ Le Sénégal compte 14 régions administratives. L'un des outils rapides et pragmatiques qui sera utilisé pour évaluer la pertinence des investissements du GBM sous l'angle du renforcement de l'équité est l'*empreinte de la pauvreté*. Cet outil de la BM a été expérimenté dans quelques pays (Nigeria, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo, Bangladesh, entre autres) cartographie la répartition spatiale des projets et relie ces informations à la répartition spatiale du bien-être dans un pays (sur la base des cartes de pauvreté existantes), de sorte que les mécanismes de ciblage d'un projet puissent être faits en amont (ou adaptés ultérieurement).

⁵ Cette section s'inspire largement du Diagnostic Systématique Pays du Sénégal (Banque mondiale 2018).

⁶ Le Sénégal partage également une frontière maritime avec la nation insulaire du Cap-Vert.

⁷ Projections 2018 de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ansd.sn/index.php>.

⁸ Le taux d'urbanisation du Sénégal est de 46,7 %, selon les Indicateurs du Développement dans le Monde pour 2017, en avance sur le taux moyen d'urbanisation de l'ASS d'environ 40 %.

a récemment rejoint les rangs des pays à revenu faible moyen (PRFM) après plusieurs décennies de classement parmi les pays à faible revenu.⁹

6. Le Sénégal a bénéficié d'un processus politique démocratique pacifique et actif et d'institutions formelles robustes, faisant de ce pays un modèle de stabilité, de liberté politique et d'influence en Afrique occidentale et au-delà. Le Sénégal a connu trois transitions politiques pacifiques et quatre présidents depuis son indépendance de la France en 1960 : Leopold Sedar Senghor (1960-1980), Abdou Diouf (1981-2000), Abdoulaye Wade (2000-2012) et Macky Sall (depuis 2012). Elle n'a jamais connu de coup d'État militaire et jouit de libertés démocratiques élargies depuis l'instauration de la démocratie multipartite en 1976. Le système politique du pays a été encore renforcé par le référendum constitutionnel de 2016 qui a ramené le mandat présidentiel de sept à cinq ans. Comme la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal est une société multiethnique, les wolof (37 %), les peuls (26 %) et les sérères (17 %) représentant les trois plus grands groupes. La forme traditionnelle de l'islam soufi, pratiquée par plus de 90 % de la population, a assuré une stabilité sociale considérable, une forte identité culturelle et encouragé l'harmonie interreligieuse et interethnique.

7. Le Sénégal bénéficie d'une position côtière stratégique, ce qui le place à proximité des marchés européens et nord-américains et en fait une porte d'entrée pour les pays enclavés d'Afrique de l'Ouest (voir encadré 1). Malgré sa situation dans le Sahel aride (voir encadré 6 pour une description de la vulnérabilité du Sénégal aux chocs climatiques et environnementaux), les conditions agroécologiques générales sont relativement favorables. Le pays jouit d'un climat océanique doux le long de ses côtes sud et centrale, de plusieurs types de sols propices aux cultures céréalières et horticoles, d'un potentiel hydroélectrique sous-exploité et d'une capacité à produire des cultures lorsque c'est l'hiver en Europe. Le Sénégal est également bien placé pour tirer parti de ses taux d'urbanisation élevés, de sa population jeune (plus de 60 % des Sénégalais ont moins de 25 ans), de sa transition numérique et de son importante diaspora (qui fournit des compétences, des réseaux sur d'autres continents et des transferts de fonds).

8. Le pays renforce également ses liens Sud-Sud, notamment avec de nouveaux partenaires au-delà du continent africain. Outre le maintien de relations solides, tant politiques qu'économiques, avec ses partenaires traditionnels en Europe et en Afrique, le Sénégal élargit également ses liens avec les pays arabes, tant dans le Golfe qu'en Afrique du Nord, et renforce sa coopération avec les pays asiatiques, notamment la Chine. Alors que la France fournit encore environ un tiers des nouveaux investissements étrangers, les sources d'investissement étranger direct (IED) se sont récemment étendues à d'importants investisseurs sud-sud tels que la Chine (divers), la Turquie (construction), le Maroc (banque), les EAU (transport), le Liban (électricité), l'Inde (phosphate, construction), la Malaisie, Singapour et l'Afrique du Sud (agroalimentaire), entre autres.

⁹ Malgré ce changement, l'obtention du diplôme de l'IDA devrait prendre plusieurs années et interviendrait très probablement après la fin de cette période du CPP.

Encadré 1 : Sénégal : Ouverture sur le Sahel

Au-delà de ses liens étroits avec l'Europe, l'Amérique du Nord, la Chine et divers nouveaux partenaires mondiaux, le Sénégal entretient des liens régionaux étroits avec les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)¹ et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), zone sous régionale de libre-échange. La présence de la monnaie commune, le franc CFA (XOF) - tout en privant les autorités du contrôle de leur politique monétaire, favorisant les importations et liant le Sénégal à des économies au profil différent - a permis une plus grande stabilité budgétaire et des prix par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne (ASS). Dans le **même temps, le Sénégal est confronté à des risques régionaux croissants**. Bien que l'incidence des conflits à grande échelle en Afrique de l'Ouest ait chuté de façon spectaculaire, de nouvelles menaces régionales sont apparues en rapport avec le changement climatique, l'exclusion des jeunes, les migrations, le trafic de drogue, la piraterie maritime et la montée des groupes extrémistes dans le Sahel. Bien que ces facteurs de stress pourraient apporter l'instabilité au Sénégal, le pays peut également tirer parti de ses nombreux atouts pour exercer une influence positive sur la région.

Les programmes régionaux dans le cadre de ce CPP se concentreront sur la connectivité régionale (par exemple, l'énergie, les TIC, les transports) et les biens publics pour une région plus inclusive et intégrée (par exemple, la surveillance des maladies, l'atténuation du changement climatique, la recherche et l'innovation, et la finance numérique), comme suit:

- **Le corridor routier et ferroviaire Dakar-Bamako entre le Sénégal et le Mali constitue une porte d'entrée importante pour le commerce intra-africain.** Le transport le long de ce corridor est coûteux et inefficace, les coûts représentant environ 30 % de la valeur des marchandises et les délais de transport pouvant atteindre 24 jours. La ligne ferroviaire Dakar-Bamako a cessé d'être exploitée en 2018 en raison de la vétusté des infrastructures et du matériel roulant, de la mauvaise gestion et de la qualité du service, et d'un trafic trop limité pour générer des recettes. Le GBM s'efforcera de réduire considérablement les coûts de fret et le temps de transit tout en améliorant la fréquence et la fiabilité et en créant une concurrence saine entre les modes ferroviaire et routier. La SFI apportera son expertise pour s'assurer que le projet est structuré de manière à attirer un opérateur privé pour le chemin de fer régional. Le GBM visera également à soutenir les objectifs de la CEDEAO et de l'UEMOA d'harmoniser les politiques de transport et commerciales de ses pays membres.
- **Le Programme conjoint de développement des marchés de capitaux (Joint Capital Markets Development Program-JCAP)** vise à approfondir les marchés de capitaux et à améliorer le financement en monnaie locale dans la zone FCFA. Un accès plus facile au financement du FCFA, en particulier au financement à long terme, pourrait accroître considérablement la capacité de la SFI d'influer sur les PME par l'intermédiaire des institutions financières. Un projet d'Appuis Budgétaires régional du GBM visant à soutenir les réformes dans la zone FCFA et la numérisation des paiements par l'intermédiaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est actuellement en discussion. Ces travaux s'appuieront sur des travaux d'analyse et d'assistance technique (AT) pertinents aux niveaux national et régional.
- **Les projets des Centres d'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique** (ACE 1, P126974 ; et 1^{er} ACE pour l'impact, P164546) se concentrent sur les jeunes dans l'enseignement supérieur en améliorant la pertinence du marché, la gouvernance et l'excellence dans ce sous-secteur. En tant que tels, ils offrent d'importantes possibilités de diffusion des connaissances dans toute la région et une plus grande visibilité de la recherche innovante.

9. **Toutefois, l'exploitation de ces avantages s'est avérée difficile en raison de la complexité des réseaux sociaux, religieux, politiques et commerciaux qui ont permis d'obtenir un niveau élevé de consensus social et politique, mais ont aussi parfois freiné les initiatives de réforme.**¹⁰ A l'indépendance, le Sénégal est apparu comme une république centralisée dont les dirigeants s'appuyaient sur le soutien politique de puissants ordres religieux dont la légitimité était largement reconnue. Ces arrangements patrimoniaux se sont étendus à d'autres intermédiaires locaux influents au fil du temps et, malgré les transformations politiques qui ont suivi, continuent d'influencer la concurrence électorale et la participation citoyenne.¹¹ La langue wolof reste la forme dominante de communication verbale au sein de la population et s'accompagne de la diffusion de l'écriture arabe. Dans le même temps, la bureaucratie de l'État et le système d'éducation utilise le français comme langue officielle. Le secteur privé a développé sa propre dualité, avec un petit secteur formel traditionnellement dominé par des entreprises étrangères et un grand secteur informel largement basé sur le commerce et généralement étroitement lié aux réseaux locaux et religieux. Les fonctionnaires et les travailleurs du secteur formel ont formé des syndicats puissants, tandis que la plupart des travailleurs informels et des agriculteurs ont trouvé une protection dans les systèmes traditionnels de solidarité et d'autorité. Ces dualités ont donné naissance à un réseau complexe de groupes de pouvoir interconnectés au sein d'une culture globale de tolérance.

10. **Les cinq à dix dernières années ont montré que la classe moyenne sénégalaise qui se développe, une jeunesse axée sur la technologie, et les nouvelles façons d'intégrer les différentes dualités qui se chevauchent sont des tendances positives, mais ces dynamiques peuvent aussi créer de nouvelles formes d'exclusion et des points de pression sociale.** Dans le domaine de l'éducation, les systèmes scolaires coranique et laïque convergent pour répondre aux attentes multiformes des familles. Un nombre croissant d'écoles coraniques manifestent leur intérêt à inclure des modules de calcul et d'alphabétisation en français dans leur enseignement, tandis que de nombreuses écoles laïques proposent désormais un enseignement optionnel en arabe et religieux. Les jeunes femmes cosmopolites de l'élite urbaine éduquée se sont progressivement positionnées sur un terrain plus égalitaire, remettant en question les normes sociales qui lient encore de nombreuses femmes dans des milieux plus traditionnels et pauvres.¹² La migration urbaine et un meilleur accès aux technologies de la communication (par exemple, le taux de pénétration des smartphones est aujourd'hui l'un des plus élevés d'Afrique de l'Ouest (34 %))¹³ offrent aux jeunes hommes et aux jeunes femmes une occasion unique de participer à une économie numérique inclusive.¹⁴ Ainsi, pour assurer leur inclusion économique, il sera nécessaire de valoriser leurs compétences en tenant compte de leurs aspirations.

2.2 Évolution récente et perspectives économiques

11. **La croissance économique s'est accélérée et est restée constamment supérieure ou égale à 6 % par an depuis 2014.** Elle a atteint 6,0% en 2019 et 6,8 % en 2018, en légère baisse par rapport aux 7,1 % de 2017, mais toujours parmi les plus élevées en Afrique. Ces taux de croissance reflètent le début de la transformation structurelle de l'économie, soutenue par des réformes visant à améliorer le climat des investissements, la

¹⁰ Jean Bossuyt and Ismaila Madior Fall. 2013. *Analyse d'économie politique au Sénégal: Dans quelle mesure le cadre global de la gouvernance au Sénégal est-il réformable?* Union Européenne. Disponible sur: <http://ecdpm.org/wp-content/uploads/Analyse-Economie-Politique-Senegal.pdf>

¹¹ Linda J. Beck. 2008. *Le courtage de la démocratie en Afrique : L'essor de la démocratie clientéliste au Sénégal*. New York : Palgrave Macmillan.

¹² Voir encadré 4 sur la perspective genre dans le CPP

¹³ Ceci est dû à la récente baisse des prix qui a conduit à une croissance des ventes de plus de 70% entre 2016 et 2017. Voir : <http://homeviewsenegal.com/index.php/2018/04/03/senegal-un-rapport-place-la-telephonie-mobile-parmi-les-secteurs-davenir/> et <https://www.jumia.sn/mobile-report>

¹⁴ Voir encadré 5 sur l'objectif numérique du CPP

gouvernance sectorielle et les investissements dans les infrastructures, l'énergie et l'agriculture. L'investissement a augmenté rapidement, à plus de 11 % par année en 2014-2018, ce qui est de bon augure pour la croissance future. La forte croissance a été également soutenue par des facteurs exogènes, notamment l'amélioration des termes de l'échange (Terms of Trade-ToT) au cours de la période 2014-2016 ainsi que des conditions météorologiques favorables qui ont stimulé la production agricole.

12. La croissance est maintenue sur une nouvelle trajectoire, et elle est de plus en plus soutenue par l'investissement. Suivant la tendance observée depuis 2014, tous les secteurs ont connu une croissance supérieure à 6,0 % en 2018. Cependant, le secteur primaire a connu une croissance plus rapide, à 7,7 pour cent, tirée par l'agriculture (+9,4 pour cent), qui a bénéficié des programmes de l'Etat (y compris des investissements pour soutenir le développement de la filière rizicole, la culture de l'arachide et l'horticulture), ainsi que des conditions météorologiques favorables. Les secteurs secondaire et tertiaire ont connu une croissance de 6,0 % et 6,7 %, respectivement. En termes de contribution à la croissance du PIB, les services continueront de jouer un rôle de plus en plus important. Du côté de la demande, les moteurs les plus dynamiques ont été l'investissement (+12,5 %) et les exportations (+7,2 %), reflétant une forte demande extérieure et un climat propice aux investissements. A l'avenir, l'investissement devrait être le principal moteur de la croissance. Les entrées d'IED ont augmenté depuis 2015, atteignant 2,8 % du PIB en 2017, bien qu'encore modestes par rapport à des pays comme l'Ethiopie (5 % du PIB) ou le Vietnam (6,3 % du PIB).

13. Le déficit de la balance courante s'est creusé à mesure que les prix du pétrole augmentaient et que les importations dépassaient les exportations. Le déficit est passé de 7,3 % du PIB en 2017 à 8,8 % en 2018, en raison de l'augmentation des importations d'énergie et de biens d'équipement et malgré les importants flux de transferts de fonds (les transferts privés nets ont atteint 9,1 % du PIB en 2018). Cela reflète la vigueur des investissements et la hausse des prix du pétrole. Les exportations ont également augmenté, mais à un rythme plus lent, sous l'impulsion des exportations d'or (+42 %), de produits alimentaires et d'acide phosphorique. L'émission d'euro-obligations en 2018 a contribué à financer le déficit de la balance courante.

14. Le décalage entre les prix intérieurs et mondiaux de l'énergie a suscité des pressions budgétaires. Un facteur clé est la différence entre les prix intérieurs de l'énergie (y compris les prix du carburant à la pompe et les tarifs de l'électricité) et la hausse des prix mondiaux du pétrole. L'absence d'ajustement réglementaire des prix intérieurs qui en résulte a réduit les recettes fiscales liées à l'énergie et augmenté les subventions à l'électricité avec un coût fiscal total de 1,8 % du PIB en 2018. Les prix du carburant à la pompe ont été augmentés de 12 % pour l'essence et de 10 % pour le diesel en fin juin 2019, tandis que les tarifs d'électricité ont été ajustés début décembre 2019. Il est utile de noter que le gouvernement a également décidé d'épargner les clients de la tranche sociale de toute augmentation des tarifs de l'électricité, protégeant ainsi la plus grande partie des clients vulnérables.

15. L'inflation reste faible grâce à une politique monétaire prudente malgré une forte croissance. La politique monétaire et les politiques de change du Sénégal sont gérées au niveau régional par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui maintient une parité fixe entre le franc CFA et l'euro. Les réserves internationales de la BCEAO se sont stabilisées en 2018, soutenues par d'importantes émissions d'euro-obligations par la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Les réserves devraient couvrir 4,5 mois d'importations à la fin 2018, contre 3,9 mois à la fin 2017. Le taux de change effectif réel (TCER) est estimé à 2,4 % en 2018, après être resté stable en 2017, reflétant en partie le renforcement de l'euro.

16. En 2017, la définition de la dette publique a été élargie pour inclure les entreprises parapubliques et les entreprises d'État ainsi que les garanties émises par le gouvernement central. Ce changement

méthodologique a accru la dette publique d'environ 11 % du PIB en 2017. Le ratio d'endettement de l'administration centrale, à 56,3% en 2018, reste dans la limite de la norme communautaire plafonnée à 70%. En 2018, les opérations de trésorerie ont accru les besoins de financement de l'administration centrale de 0,6 % du PIB, soit moins qu'en 2017 où ils représentaient 1,4 % du PIB. Dans le cadre de la gestion des risques, le gouvernement compte orienter sa stratégie d'endettement vers la réduction des vulnérabilités liées à la structure de la dette, de même que l'amélioration des conditions financières (risque de refinancement, de taux de change et de taux d'intérêt). Cela pourrait permettre de combler le besoin de financement annuel avec un meilleur compromis coût – risque. Les choix d'instruments d'endettement privilégient les emprunts extérieurs offrant les taux de concessionnalité les plus élevés ainsi que les financements intérieurs offrant les maturités les plus longues. L'Etat veillera à assurer une diversification de son portefeuille d'emprunts en assurant un bon équilibre entre les emprunts sur le marché régional et les emprunts extérieurs pour limiter les risques liés à ces derniers.

Perspectives macro-économiques

17. Les vulnérabilités budgétaires doivent être contenues et la mise en œuvre de la réforme du PSE doit être approfondie pour que la croissance reste robuste. La croissance était estimée à 6,0 % en 2019, reflétant un léger ralentissement qui est imputable, en partie, aux secteurs secondaire et tertiaire dont la croissance est projetée respectivement à 6% et 5,1%. D'ici 2021, la croissance devrait approcher 7 %, principalement en raison de la forte consommation privée - la plus grande part du PIB - et des investissements (privés) dynamiques. La production des hydrocarbures (gaz en 2022 ; pétrole en 2023) devrait stimuler de manière considérable la croissance (tableau 1). Cette projection de base suppose une mise en œuvre soutenue des réformes liées au PSE et une forte mobilisation de l'investissement privé (comme prévu dans le cadre du PAP II 2019-23), ce qui accroît la capacité de production du Sénégal tout en soutenant la croissance des exportations. Les services resteraient le principal contributeur au PIB et le secteur primaire (et l'agriculture en particulier) le moteur de croissance le plus dynamique. Le PIB potentiel croîtrait à un rythme similaire à celui du PIB réel, évitant ainsi l'accumulation de pressions inflationnistes. L'inflation devrait rester inférieure à 2 %, soutenue par la stabilité des taux de change, une politique monétaire prudente et la poursuite des efforts d'assainissement budgétaire.

18. Le déficit budgétaire de 2019 devrait s'établir à 3,0 % du PIB (et à 3,7% si l'on tient compte du transfert exceptionnel de l'Etat vers la société publique en charge de l'électricité SENELEC), et rester sur l'objectif de 3 % fixé par l'UEMOA à partir de 2020. Le gouvernement reste attaché à un déficit budgétaire à moyen terme de 3 % du PIB (critère de convergence budgétaire de l'UEMOA, en vigueur depuis 2019). Initialement conforme à cet objectif, le budget 2019 a été révisé à deux reprises pour tenir compte de l'évolution des recettes et des dépenses et des différences entre les prix intérieurs de l'énergie et les prix mondiaux du pétrole. En vertu de la deuxième loi d'ajustement budgétaire, LFR2, le gouvernement devrait atteindre l'objectif de 3 % de déficit, en dehors du transfert exceptionnel de 125 milliards de FCFA (100 milliards équivalent à 0,7 % du PIB alors que 25 milliards de FCFA avaient été initialement prévus au budget) pour renforcer la stabilité financière de SENELEC. D'importantes mesures de mobilisation des recettes et de réduction des dépenses ont été envisagées pour consolider le budget 2019. Le gouvernement élabore également une stratégie de recettes à moyen terme afin d'assurer un cadre macro-budgétaire à moyen terme solide, tout en favorisant le développement du secteur privé.

19. A l'appui des efforts visant à assurer la viabilité budgétaire, le gouvernement du Sénégal et le FMI sont parvenus à un accord sur un nouvel Instrument de coordination des politiques économiques (ICPE) qui a été approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 10 janvier 2020. Le programme comprend une assistance technique intensive et s'articule autour de trois piliers : (i) parvenir à une croissance élevée, durable et inclusive ; (ii) consolider la stabilité macroéconomique par une politique budgétaire prudente et une gestion saine de la dette ; et (iii) gérer les recettes pétrolières et gazières d'une manière durable.

Tableau 1. Sénégal : Indicateurs macroéconomiques clés (2015 - 2023)¹⁵

Senegal: Key Macroeconomic Indicators, 2015-2023									
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
					Est.	Projections			
Real Economy and prices									
GDP at constant prices (% growth)	6.4	6.4	7.1	6.8	6.0	6.8	7.0	8.4	11.6
Sector growth (% growth) :									
Agriculture	10.6	5.4	13.0	7.7	7.2	7.3	7.5	8.3	..
Industry	9.8	4.9	5.9	6.0	6.0	6.6	6.7	8.7	..
Services	3.3	6.4	5.6	6.7	5.3	6.7	7.0	8.0	..
Consumer price inflation									
Annual average	0.1	0.8	1.3	0.5	1.0	1.5	1.5	1.5	1.5
End of period	0.4	2.1	-0.7	1.3	2.0	1.5	1.5	1.5	1.5
External sector									
Export, f.o.b (CFA francs)	13.3	3.6	12.0	10.0	13.8	13.8	13.4	24	37.0
Import, f.o.b (CFA francs)	2.7	-2.6	21.2	13.5	7.8	11.4	10.8	6.2	8.6
Current account balance (incl. official transfers) (% GDP)	-5.4	-4.0	-7.3	-8.8	-9.2	-10.7	-10.5	-7.7	-3.8
Terms of trade ("-" = deterioration)	12.2	0.8	-1.3	0.4	1.4	-0.8	2.6	-3.5	-2.5
WAEMU gross official reserves (Billions US\$)	12.4	10.4	13.0	16.7	17.5	19.3	21.2	22.2	..
Government financial operations (% of GDP)									
Revenue	19.3	20.7	19.5	18.6	20.3	20.7	21.6	22.1	22.8
Grants	2.2	2.2	2.2	2.0	1.9	1.9	1.9	1.8	1.7
Total expenditure	23.0	24.0	22.5	22.2	24.0	23.7	24.6	25.1	25.8
Overall fiscal balance	-3.7	-3.3	-3.0	-3.6	-3.7	-3.0	-3.0	-3.0	-3.0
Primary fiscal balance	-2.2	-1.6	-1.1	-1.6	-1.8	-0.9	-1.1	-1.2	-1.5
Total public debt 1/	44.5	47.5	61.2	61.4	63.7	61.9	61.3	60.5	57.1
Domestic public debt 2/	12.2	14.1	21.4	13.0	10.2	10.0	9.8	10.9	11.5
External public debt	32.3	33.5	39.8	48.5	53.5	51.9	51.5	49.6	45.6
Total public debt service									
Percent of government revenue	34.0	39.7	28.3	42.7	29.8	29.8	22.8	22.1	19.7
Memorandum item									
Gross domestic product (CFA francs billions)	10508.7	11283.0	12159.0	13046.0	13983.0	15085.0	16421.0	18015.0	20573.0
Nominal GDP per capita (USD)	1186.3	1234.6	1330.0	1480.8

Sources : Senegal authorities; IMF and WB staff estimates and projections.

1/ Starting in 2017 debt level, debt service and government revenue include preliminary data covering the broader public sector.

2/ Domestic debt includes government securities issued in local currency and held by WAEMU residents.

20. **A moyen terme, une mobilisation plus forte des recettes sera nécessaire.** A ce titre, le gouvernement entend mettre en œuvre une stratégie de recettes à moyen terme (SRMT). Cette stratégie mettra l'accent sur l'élargissement de l'assiette fiscale sur ses marges intensive et extensive - en particulier l'intégration du secteur informel dans le système fiscal - et sur la rationalisation des exonérations qui peut réduire la compétition dans certains secteurs d'activités.

21. **Le gouvernement Compte poursuivre l'assainissement des dépenses en capital à court terme puis poursuivre l'optimisation des subventions liées à l'énergie et au renforcement des investissements prioritaires.** Les dépenses courantes devraient se stabiliser autour de 14,3 % du PIB jusqu'en 2022, tandis que les dépenses en capital passeront de 7,9% du PIB en 2018 à 9,7 % en 2022. Le gouvernement étudie des solutions pour assurer la soutenabilité budgétaire des subventions au secteur de l'énergie.¹⁶ Elle devrait également poursuivre ses efforts de rationalisation des opérations de trésorerie, notamment en restructurant La Poste, et en réduisant les reports

¹⁵ Il convient de noter que la production de pétrole et de gaz qui sera mise en production à partir de la fin de 2022 devrait stimuler sensiblement la croissance du PIB réel et les recettes publiques.

¹⁶ La BM soutient le Gouvernement par le biais d'une assistance technique et de services consultatifs, y compris une analyse de l'impact social et de la pauvreté et un dialogue permanent sur la manière d'utiliser les mécanismes actuels de protection sociale, tels que le registre unique, pour mettre en œuvre des transferts bien ciblés d'atténuation.

de crédits passés dans les *Comptes de Dépôt*. Le volume prévu des opérations inférieur au seuil du budget en 2019 est d'environ 0,3 % du PIB, mais l'impact budgétaire pour le gouvernement central devrait être ramené à zéro à partir de 2020.

22. Le risque de surendettement extérieur est passé de faible à modéré. La dernière analyse de la viabilité de la dette conduite par le FMI et la Banque mondiale (telle que validée en Janvier 2020) montre une augmentation du risque de surendettement du Sénégal (externe et global) de faible à modéré. Ce changement de notation résulte d'une combinaison de facteurs affectant à la fois le numérateur et le dénominateur des principaux ratios d'endettement. L'augmentation continue de la dette, en particulier l'inclinaison vers la dette extérieure non concessionnelle, et la détérioration de certains indicateurs macroéconomiques à court terme (tels que les déficits budgétaire et courant et la croissance du PIB réel) par rapport aux projections précédentes expliquent le changement de notation. Par rapport à la dernière AVD, le service de la dette moyenne sur 2019-24 a augmenté d'environ 19%. Le service de la dette extérieure publique rapporté aux exportations devrait atteindre un pic d'environ 23% en 2020, avant de diminuer les années suivantes. Alors que d'autres indicateurs de la dette restent bien en deçà de leurs seuils, le ratio du service de la dette aux exportations dépasse une fois son seuil (en 2020) d'environ 2 points de pourcentage. En pratique, le pays dispose d'un espace limité pour absorber les chocs à court terme mais dispose d'un espace substantiel pour emprunter à long terme.

2.3 Pauvreté et prospérité partagée

23. Le système de suivi de la pauvreté et des conditions de vie des ménages s'est sensiblement amélioré au cours des dernières années, bien que certaines faiblesses persistent. Le Sénégal dispose désormais d'un système d'enquête ménages assurant la collecte de données relatives au marché du travail (fréquence trimestrielle depuis 2016) et aux enquêtes démographiques et de santé (EDS continue depuis 2010). Le suivi de la pauvreté monétaire est assuré par l'enquête sur les conditions de vie, dont la dernière disponible date de 2011. De nouvelles données ont été collectées en 2018 et 2019, mais les résultats officiels ne sont pas encore disponibles. Une nouvelle enquête est déjà en programmation pour 2021 pour que le pays puisse s'aligner aux bonnes pratiques internationales, à savoir la collecte de données sur la pauvreté au moins une fois tous les trois ans. Certains efforts demeurent nécessaires pour accélérer l'analyse et la dissémination des données, y compris pour permettre au public d'accéder aux données gratuitement et facilement. Ceci permettrait d'améliorer la capacité des services techniques du gouvernement à prendre des décisions informées sur les politiques relatives aux bien-être des ménages, tout en augmentant considérablement l'utilité des statistiques officielles pour toutes les parties prenantes.

24. Des estimations du personnel de la Banque Mondiale suggèrent que l'incidence de la pauvreté extrême a baissé, mais assez lentement, et que les inégalités en termes d'actifs persistent. Les projections les plus récentes indiquent qu'environ un tiers de la population (33 %) vit en dessous du seuil international d'extrême pauvreté de 1,90 dollar par jour,¹⁷ contre 38 % en 2011 (dernières statistiques officielles). Comparativement à d'autres pays, et compte tenu de la croissance rapide de ces dernières années, le rythme de réduction de la

¹⁷ MPO 2019

pauvreté au Sénégal a été relativement lent.¹⁸ Par ailleurs, certaines inégalités (en termes d'actifs) semblent avoir persisté au cours de la même période.¹⁹

25. Les bonnes performances de l'agriculture et de certains secteurs urbains ont contribué à réduire la pauvreté.²⁰ L'agriculture semble avoir été l'un des principaux moteurs de la croissance en faveur des pauvres, puisqu'elle a enregistré un taux de croissance moyen de 4,4 pour cent entre 2000 et 2018, avec deux années exceptionnellement bonnes en 2015 (11 %) et 2017 (13 %) en raison des bonnes conditions climatiques et des investissements élevés dans ce secteur. Si l'on considère la production agricole séparément, les variations de croissance sont d'autant plus importantes qu'elles peuvent atteindre 30 à 40 % d'une année à l'autre, ce qui montre les efforts nécessaires pour protéger le secteur agricole contre la variabilité climatique afin de renforcer la résistance des moyens de subsistance et de réduire la pauvreté. En outre, l'horticulture (principalement les légumes et les fruits) est un sous-secteur émergent qui contribue à réduire la pauvreté rurale en favorisant l'emploi salarié non agricole. Elle s'est rapidement développée au cours de la dernière décennie (avec un bond des exportations de 24 000 à plus de 100 000 tonnes métriques entre 2007 et 2018), marquant ainsi une transformation structurelle naissante. Dans le même temps, les zones rurales ont connu une certaine réaffectation des emplois du secteur primaire, les ménages ayant diversifié leurs moyens de subsistance pour se tourner vers une économie rurale non agricole en expansion. D'autres facteurs importants de réduction de la pauvreté ont été l'expansion de secteurs urbains favorables aux pauvres, tels que la construction et le commerce, stimulés par l'augmentation des transferts de fonds et des investissements publics importants. Depuis 2017, cette croissance s'est traduite par une accélération de la création d'emplois formels, bien qu'à partir d'un niveau très bas, contribuant à faire baisser la pauvreté dans la région de Dakar. Enfin, depuis 2016, le Gouvernement a engagé des réformes cruciales dans le secteur des télécommunications, qui ont stimulé la concurrence et entraîné une baisse des prix et un meilleur accès aux services, en particulier dans les zones urbaines. La poursuite des réformes devrait permettre à au moins 80 000 personnes de passer au-dessus du seuil de pauvreté. Cela étant, le manque d'opportunités économiques dans les villes secondaires a entraîné une stagnation générale de la pauvreté dans les zones urbaines.

26. La diminution de la pauvreté monétaire s'est accompagnée de progrès importants dans l'accès aux services de base et aux infrastructures, quoique de manière inégale selon les secteurs et les régions. De bons résultats ont été démontrés dans certains domaines de la santé (p. ex. l'espérance de vie, la mortalité infantile et la nutrition), l'accès à l'eau potable, la couverture de l'électricité, l'accès aux technologies numériques et les programmes d'aide sociale, parmi d'autres. Pourtant, des disparités critiques persistent entre les populations urbaines et rurales. Par exemple, l'accès rural à l'électricité ou à l'assainissement n'est qu'une fraction de celui de Dakar (un tiers et un demi, respectivement), et 40 % des ménages ruraux vivent dans des logements précaires, contre moins de 10 % dans les zones urbaines. Il existe également une fracture numérique persistante entre les régions et les groupes socio-économiques, avec de graves lacunes de connectivité pour la 2G et encore plus pour la 3G/4G, en particulier dans le bassin arachidier et en Casamance (voir figure 4 de l'annexe 9). Les disparités régionales sont également frappantes en ce qui concerne les normes sociales et la santé de la reproduction (par exemple, 45 % des filles de moins de 15 ans ont subi une excision et 59 % des filles de 20 à 24 ans ont déjà eu leur

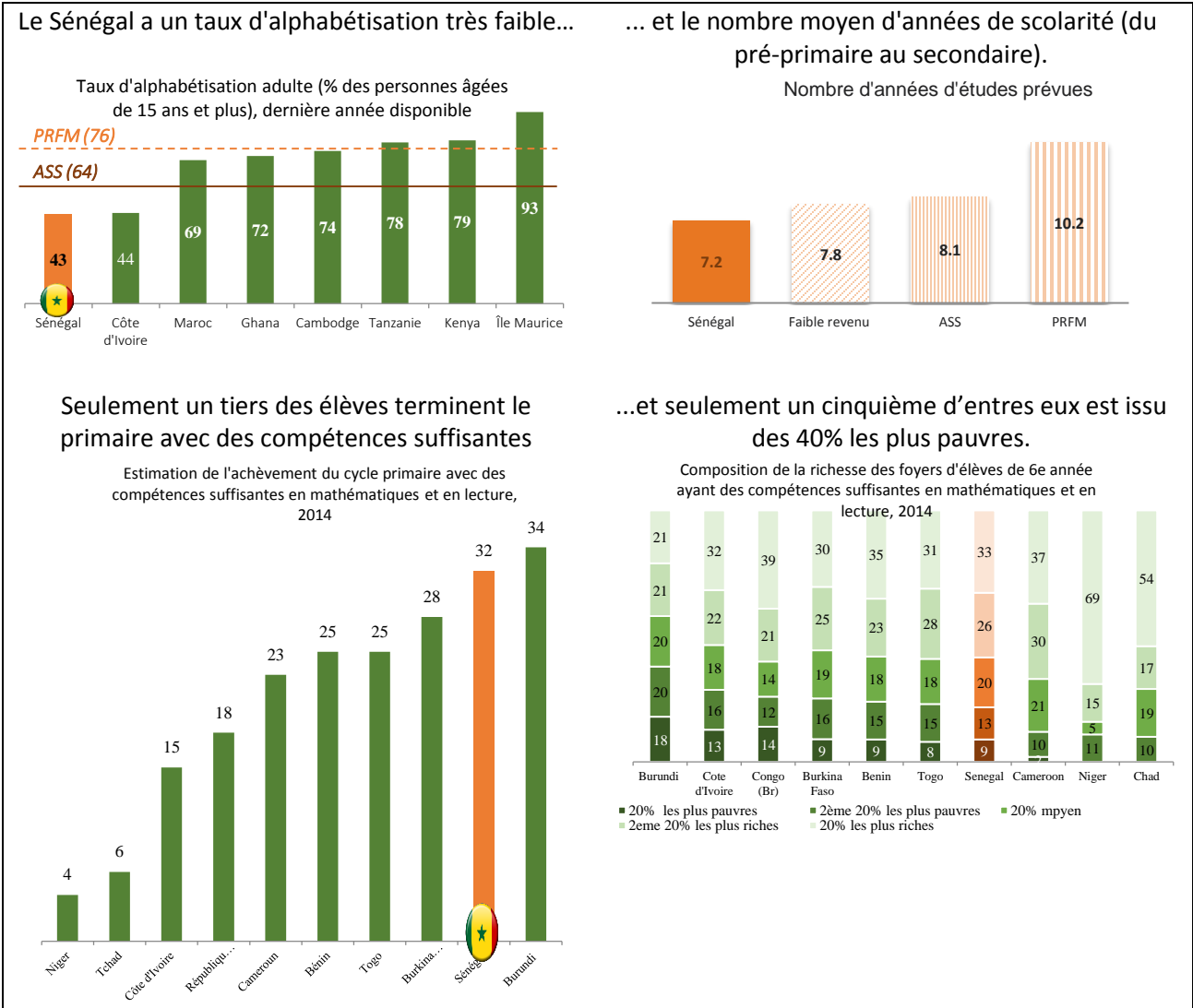
¹⁸ Plusieurs pays en Afrique Sub-saharienne ont réduit leur pauvreté de plus d'un point de pourcentage (p.p.) par an entre 2005 et 2015 (par exemple – 2,6 p.p. par an en Tanzanie ; - 1,5 p.p. par an au Rwanda ; et - 1,3 p.p. par an au Ghana). En comparaison, la réduction de la pauvreté n'était que de 0,43 p.p. par an au Sénégal pendant la même période et de 0,65 p.p. par an entre 2011 et 2018. Source: Estimations du staff de la Banque Mondiale sur la base des enquêtes harmonisées [PovCalNet](#) 2020

¹⁹ Estimations de la Banque Mondiale sur la base des données de l'EDS, telles que publiées dans le Diagnostic Systématique Pays pour le Sénégal (2018).

²⁰ Diagnostic Systématique Pays pour le Sénégal (2018). Groupe de la Banque Mondiale. Disponible à : <http://documents.worldbank.org/curated/en/336611539873310474/Senegal-Systematic-Country-Diagnostic>

premier enfant à 18 ans dans la région du sud-est de Kédougou, contre 14 et 21,5 %, respectivement, au niveau national global).²¹ D'autres secteurs, tels que l'éducation (voir la figure 1) - qui est à l'origine de la faible note de 0,42 de l'Indice du Capital Humain (ICH) du pays - continuent de faire face à des défis critiques aux niveaux tant national que sous-national.

Figure 1 : Indicateurs sélectionnés de l'éducation au Sénégal et dans les pays de comparaison



Source : Indicateurs du développement dans le monde ; PNUD, Rapport sur le développement dans le monde 2016.

27. Pour considérablement réduire la pauvreté et atteindre à la fois les deux objectifs du GBM et l'objectif national de devenir une économie émergente équitable, le Sénégal devra non seulement maintenir le taux de croissance actuel, mais aussi l'accélérer pour les 40 % des ménages les plus pauvres. Les simulations indiquent qu'un taux de croissance annuel réel de 5,2 % de la consommation moyenne des 40 % des ménages les plus

²¹ Enquête sur le développement des ménages (EDS) 2017.

pauvres serait nécessaire pour éradiquer l'extrême pauvreté, mesurée par le seuil international de pauvreté (1,90 \$US/jour) et atteindre un niveau de 3 % en effectifs d'ici 2030. Une telle performance exigerait une prime de prospérité partagée ²² d'au moins 2 points de pourcentage et le maintien d'un taux de croissance du PIB d'au moins 7,4 % par an, correspondant aux objectifs initiaux du PSE. D'autre part, la croissance actuelle permettrait au pays d'atteindre son propre objectif de réduction de la pauvreté fixé à 5 % d'ici 2035, sur la base de la moyenne simple des taux de pauvreté d'un ensemble de pays de référence identifiés lors de la formulation du PSE.²³ Toutefois, même dans ce cas, la prime de prospérité partagée doit être positive. Un scénario de faible croissance rendrait cet objectif tout à fait irréalisable, alors que seule une prime de prospérité partagée positive réduirait le nombre absolu de pauvres.

28. Enfin, les récentes découvertes de grands gisements de pétrole et de gaz en mer pourraient ouvrir d'importantes perspectives économiques, mais aussi présenter de nouveaux défis importants. Le champ gazier de Grand Tortue/Ahmeyim (GTA), à cheval sur la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal, est estimé à environ 15,000 milliards de pieds cubes de gaz (équivalent à 2,5 milliards de barils de pétrole), et pourrait générer environ 80 milliards de dollars sur 30 ans, dont 15,6 milliards de dollars pour le Sénégal selon l'hypothèse d'un partage égal de la ressource entre les deux pays et en supposant un prix moyen du baril de pétrole de 60 dollars US. Le réservoir du SNE, qui est situé entièrement à l'intérieur du Sénégal, pourrait contenir plus de 500 millions de barils de pétrole et 2,400 milliards de pieds cubes de gaz (équivalent à 400 millions de barils de pétrole). Si ce réservoir est complètement développé, et en supposant un prix moyen du baril de pétrole de 60 dollars US, la production de pétrole pourrait générer un total d'environ 9,3 milliards de dollars US de recettes publiques sur 25 ans. Enfin, l'exploration du champ de gaz Yaakar-Teranga, qui est entièrement situé au Sénégal, suggère que la ressource pourrait être de taille similaire à celle de GTA (environ 15 milliards de pieds cube). La manière dont le Sénégal gèrera ces ressources naturelles nouvellement découvertes, y compris le développement adéquat de la chaîne de valeur du gaz, sera donc déterminante pour les perspectives à moyen terme du pays. Parmi les défis à relever figurent la gouvernance du secteur, la gestion de la volatilité des prix et de l'horizon temporel limité des ressources en hydrocarbures, le risque de dépendance à l'égard de ces ressources et d'appréciation du taux de change réel, source potentielle de perte de compétitivité des secteurs hors ressources. Le gouvernement du Sénégal compte définir un cadre institutionnel et réglementaire adéquat pour une gestion optimale des recettes en hydrocarbures (voir encadré 2).

²² La prime de la prospérité partagée fait référence à l'écart entre la croissance des 40% de la population les plus pauvres et la croissance moyenne : lorsqu'elle est positive, elle indique que la croissance est favorable aux pauvres et réduit les inégalités.

²³ Afrique du Sud, Algérie, Angola, Botswana, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Gabon, Jordanie, Malaisie, l'île Maurice, Mexique, République dominicaine, Thaïlande, Tunisie, Turquie.

Encadré 2 : Gestion des recettes pétrolières et gazières

Les ressources pétrolières et gazières découvertes au Sénégal depuis 2014 ont changé le paysage des ressources naturelles et leur exploitation devrait amener le Sénégal dans l'arène des 10 premiers producteurs africains de pétrole et de gaz. Lorsque les trois phases de la GTA et de la SNE arriveront à maturité, le Sénégal pourrait produire environ un quart de la production nationale actuelle de l'Angola et jusqu'à la moitié si la découverte récente de Yaakar-Teranga est évaluée et développée avec succès dans la prochaine décennie.

Pour que cette richesse en ressources naturelles fasse partie intégrante de la stratégie de développement économique du Sénégal, qui représente une formidable opportunité pour le pays, des choix devront être faits en ce qui concerne (i) la quantité de ressources à affecter à l'investissement public en capital humain et physique pour stimuler la croissance ou économiser pour les générations futures, par opposition aux dépenses récurrentes, (ii) les secteurs dans lesquels investir, (iii) le calibrage des politiques macroéconomiques et budgétaires nécessaires pour stabiliser l'espace budgétaire et réduire la volatilité des productions au fil des cycles et face aux chocs, (iv) aux politiques publiques nécessaires à la diversification économique et la création d'emplois. L'optimisation de la gestion des ressources nécessitera également des mesures visant à renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des recettes tirées des ressources, de gestion des investissements publics et de gestion budgétaire.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement du Sénégal s'est engagé à adopter des règles de politique macro-budgétaires inscrites dans un cadre légal robuste pour régir la politique budgétaire et la répartition des recettes en hydrocarbures. Selon ces principes, la gestion se fera conformément aux objectifs de stabilité macroéconomique et de viabilité budgétaire, aux règles de convergence de l'UEMOA, et aux objectifs de partage avec les générations futures. Parallèlement, il importera de définir un cadre institutionnel solide et transparent pour mettre en œuvre les règles macro-budgétaires gouvernant la gestion des recettes en hydrocarbures. En outre, le gouvernement compte mettre en place un fonds intergénérationnel qui sera géré selon les principes de Santiago par le Fonds d'Investissements Stratégiques (FONSIS, Fonds souverain sénégalais), ainsi qu'un fonds de stabilisation.²⁴

III. CADRE DE PARTENARIAT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

A. PROGRAMME GOUVERNEMENTAL ET STRATEGIE A LONG TERME

29. **Le Plan de développement national (*Plan Sénégal Emergent*, PSE), qui entre maintenant dans sa deuxième phase de mise en œuvre, constitue le cadre stratégique global du développement économique et social à long terme du pays. Son objectif est d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire pour le Sénégal d'ici 2035.** Le PSE, adopté en 2014, comporte trois axes stratégiques : a) transformer la structure de l'économie pour soutenir une croissance forte et durable ; b) élargir l'accès aux services sociaux et à la protection sociale et préserver les conditions d'un développement durable ; et c) répondre aux exigences de la bonne gouvernance, en renforçant les institutions et en promouvant la paix, la sécurité et l'intégration africaine. La mise en œuvre de chaque phase du PSE est guidée par un plan d'action prioritaire (PAP).

30. **En décembre 2018, le Gouvernement a achevé son évaluation du premier PAP (PAP1) pour 2014-2018 et a commencé la mise en œuvre du PAP2 pour la période 2019-2023.** Le diagnostic du PAP1 a mis en évidence des progrès importants, en particulier le retour à la croissance, avec des fondamentaux macroéconomiques

²⁴ Ces Principes consistent en 24 pratiques volontairement approuvées par les membres du forum international des fonds souverains (International Forum of Sovereign Wealth Funds- IFSWF) en 2008 sous la coordination du FMI. Ils encouragent la transparence, la bonne gouvernance, la responsabilité et les pratiques d'investissement prudentes et visent à garantir que les fonds souverains investissent en fonction des risques économiques et financiers et des considérations liées au rendement et qu'ils disposent d'une structure de gouvernance transparente et saine qui prévoit des contrôles opérationnels, une gestion des risques et une responsabilité adéquates.

solides et des investissements élevés. Toutefois, elle a également mis en évidence des gains de compétitivité modestes dus à des faiblesses structurelles persistantes, notamment le rôle moins important que prévu des exportations, la faiblesse de l'investissement privé due à une administration fiscale ainsi qu'une réglementation du marché du travail lourdes et arbitraires et le retard des réformes, notamment dans le secteur des infrastructures. Sur le plan social, des efforts sont nécessaires pour réduire davantage les inégalités spatiales et entre les sexes, et pour renforcer les programmes de protection sociale et de développement du capital humain. Le deuxième PAP propose une nouvelle matrice de résultats suivant les mêmes axes stratégiques que le PSE et le PAP1, mais avec une nouvelle orientation et des objectifs plus ambitieux. Les mesures clés vont de la promotion des exportations, de l'expansion des infrastructures et de la gestion durable des ressources naturelles à l'amélioration de l'environnement des entreprises, de l'administration publique et des services sociaux. Le PAP II met également l'accent sur le développement du secteur privé et les PPP.

B. LEÇONS APPRISSES ET CONSULTATIONS AUPRES DES INTERVENANTS

Enseignements tirés de la Stratégie de Partenariat Pays (SPP) des exercices 2013-2017

31. **La SPP des exercices 2013-2017 visait à aider le Sénégal à opérer une reprise économique après une période de ralentissement de la croissance et de chocs exogènes, notamment la crise financière mondiale de 2009, les événements climatiques et l'instabilité régionale.** Alignée sur les priorités de la Stratégie nationale de développement économique et social (SNDES) pour 2013-2017, la SPP des exercices 2013-2017 comportait un pilier de base - Renforcer le *cadre de gouvernance et renforcer la résilience* - et deux autres piliers : (1) *Accélérer la croissance inclusive et créer des emplois*, en mettant l'accent sur le secteur privé comme moteur de croissance ; et (2) *améliorer la prestation des services*, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale. Le portefeuille du GBM comprenait des prêts de l'IDA en cours et nouveaux, des investissements de la SFI, des garanties de MIGA et des services consultatifs de l'ASA/SFI à l'appui des 16 résultats de la SPP. Les conclusions de l'examen des progrès et enseignements (Performance and Learning Review-PLR), effectuées en avril 2015, ont confirmé que le programme de la SPP demeurait globalement sur la bonne voie et conforme aux priorités du gouvernement, bien qu'il ait aussi aidé à recentrer certains éléments du programme du GBM pour refléter le contexte en évolution.

32. **Le CLR pour les exercices 2013-2017 de la SPP a évalué le rendement du programme comme modérément satisfaisant (MS).** Les trois piliers ont été cotés MS - près de 70 % des 16 résultats de la SPP ont été jugés *atteints* ou *en grande partie atteints*. Dans le cadre du pilier de base, le Sénégal a bien progressé dans l'amélioration de la redevabilité du secteur public et de la prévention des inondations à Dakar, et dans l'accroissement des opportunités génératrices de revenus en Casamance. Dans le cadre du premier pilier, le Sénégal a réalisé des progrès considérables dans l'amélioration de l'environnement des entreprises et de l'accès des PME au financement, avec un soutien important de la SFI ; des progrès significatifs dans l'amélioration de la gestion des pêches, des rendements agricoles et de l'accès à l'électricité et des progrès modestes dans l'amélioration de la mobilité urbaine et le développement des compétences. Dans le cadre du deuxième pilier, le Sénégal a réalisé des progrès substantiels dans l'amélioration de l'éducation de base et des services de santé maternelle et infantile, ainsi que dans l'amélioration de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement et aux filets de sécurité sociale, y compris les transferts monétaires pour les ménages pauvres.

33. **Le CLR a évalué les performances du GBM comme étant bonne.** La conception de la SPP est restée pertinente par rapport aux priorités du Gouvernement même après l'introduction du *Plan Sénégal Emergent* et de sa première phase couvrant la période 2014-2018. Tirant les leçons de l'engagement antérieur du GBM jusqu'à l'exercice 2012, la SPP a continué de soutenir efficacement l'engagement et à long terme dans des secteurs clés comme l'agriculture et l'éducation, et de combiner les Appuis Budgétaires (AB) et les prêts à l'investissement pour conduire des réformes essentielles. Toutefois, l'objectif de l'appui budgétaire dans le cadre de la SPP s'est avéré

trop ambitieux et certains projets ont souffert d'une appropriation limitée par le gouvernement, de conceptions trop complexes et de retards dus à la complexité des travaux de génie civil et aux problèmes liés à la sauvegarde environnementale et sociale, en particulier la réinstallation. La SPP avait identifié les risques économiques et de mise en œuvre pertinents pour le programme lors de sa préparation en 2012, bien que les principaux risques ne se soient pas matérialisés en raison d'un climat extérieur favorable et d'une reprise de la croissance. Le PLR a permis de faire un bon bilan à mi-parcours, de déterminer les mesures correctives à prendre pour certains problèmes de portefeuille et de mettre à jour les programmes de la SPP et la matrice des résultats. Le GBM a livré un portefeuille d'une qualité généralement élevée et, dans l'ensemble, un bon taux de décaissement. La SPP a démontré une bonne intégration du genre et avait un programme d'appui hors-prêt.

34. La SPP a reflété les principales priorités institutionnelles et régionales et augmenté l'impact du GBM. La SPP a appuyé les priorités du gouvernement dans le cadre du SNDES et, plus tard, du PSE pour favoriser une reprise économique, une croissance plus forte et une prospérité partagée, qui cadraient bien avec les objectifs généraux du Groupe de la Banque mondiale. Les principaux résultats de la SPP reflétaient à la fois les priorités de la région Afrique et les trois piliers du PSE. L'impact de la SFI a été notable dans les transports, l'énergie (la SFI a financé 35 % de la production d'électricité du pays), l'agro-transformation et l'accès financier. L'engagement de MIGA s'est concentré sur les secteurs du transport et des finances, à travers son appui à la modernisation du port de Dakar et à l'accord de swap de devises associé aux émissions d'euro-obligations au gouvernement du Sénégal. Il y a eu des succès communs du GBM dans les secteurs de l'énergie et des transports.

35. Les principales leçons tirées des exercices 2013-2017 de la SPP pour le présent CPP sont indiquées ci-dessous :

- **Concentrer les efforts sur le renforcement de l'adhésion politique et des capacités à tous les niveaux de gouvernement afin d'assurer le succès des projets du GBM.** Les problèmes systémiques liés à l'insuffisance des ressources budgétaires et de la planification budgétaire pour déboursier les prêts (le gouvernement ayant cherché à retarder les décaissements pour éviter de creuser le déficit budgétaire au-delà des objectifs de convergence de l'UEMOA et du FMI), et l'insuffisance plus générale des ressources budgétaires (par exemple, le manque de mobilisation de fonds de contrepartie dans un contexte budgétaire très étroit) ont ralenti les décaissements. Pour aller de l'avant, il faudra davantage de financement basé sur les résultats (y compris les financements axés sur les résultats), renforcer l'appropriation par le gouvernement (par le biais des systèmes nationaux en matière de sauvegardes, de passation des marchés, de gestion financière et de renforcement des capacités des responsables locaux et des agences d'exécution) ainsi qu'une meilleure planification en amont pendant le processus budgétaire (sur les fonds de contrepartie et sur l'approbation et le suivi des décaissements des dépenses des partenaires et des bailleurs).
- **Veiller à ce que la conception des projets reste simple et souple, avec des calendriers réalistes pour la préparation des projets et la mise en œuvre des réformes.** Plusieurs projets ont éprouvé des difficultés à cause de la complexité de leur conception, de l'insuffisante préparation pour le démarrage (p. ex., personnel clé non recruté) et des délais irréalistes. A l'avenir, cette leçon sera intégrée dans l'ensemble du portefeuille du GBM, notamment par le biais (a) de discussions plus systématique en amont de tous ces aspects à l'étape des notes conceptuelles (Project Concept Note-PCN) ; (b) de filtres de contrôle de l'état de préparation à l'entrée; (c) de revues préliminaires à mi-parcours et une éventuelle restructuration des projets faisant face à des difficultés de décaissement et d'exécution ; et (d) d'une meilleure compréhension initiale du contexte politique et réglementaire dans les secteurs clés du portefeuille (par exemple, agriculture, énergie et éducation).

- **Continuer de tirer parti des approches régionales.** Les projets régionaux lancés pendant la période de la SPP, tels que le Projet de Productivité Agricole de l'Afrique de l'Ouest (PPAAO), ont fourni de bonnes plates-formes pour l'innovation et le partage des connaissances, mais ces types de projets exigent des budgets suffisants et une coordination régionale et des organisations nationales fortes. Les projets régionaux nécessitent également un soutien supplémentaire en ce qui concerne la supervision et le suivi qui peuvent être facilités par des outils et mécanismes virtuels.
- **Accorder une plus grande attention aux questions relatives aux sauvegardes environnementales et sociales, en particulier la compensation et la réinstallation des personnes affectées par les projets.** Les défis posés par les sauvegardes (petit nombre et rotation élevée d'experts sociaux et environnementaux qualifiés, manque d'équipement et de moyens financiers) ont complexifié la mise en œuvre des projets tels que l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio, le projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique (PROGEP), le projet d'Appui aux transports et à la mobilité urbaine (PATMUR), et le projet de développement du tourisme et des entreprises (PTDE). Le renforcement des capacités et des systèmes gouvernementaux sera essentiel dans ce domaine spécifique.
- **Améliorer la matrice de résultats du CPP et le suivi du portefeuille, et mieux communiquer sur les réalisations du GBM au Sénégal.** La matrice des résultats du CPP comprendra des indicateurs SMART (Spécifiques, Mesurables, Réalisables, Pertinents et limités dans le temps) - avec des données de base et des cibles claires, de manière plus systématique. Le PLR sera l'occasion d'effectuer tous les changements nécessaires aux indicateurs en fonction des changements apportés aux projets et au contexte-pays à mi-parcours. Au vu des retours reçus pendant les consultations et visites de terrains pour le nouveau CPP, Le GBM devrait également s'efforcer de discuter des activités et des résultats des projets avec les principales parties prenantes et la population sénégalaise, de manière plus régulière, notamment à travers de nombreux canaux de communication en fonction du public ciblé afin de renforcer l'appropriation et l'appréciation du programme.
- Lorsqu'on envisage d'accorder des prêts sous forme d'appuis-budgétaires, il est important de trouver un équilibre entre réformes significatives et objectifs réalistes, ainsi qu'entre flexibilité et concentration sur quelques mesures essentielles, étant donné la nature du processus décisionnel politique. Le présent CPP comprend la dernière année (exercice 2020) de la série actuelle d'appuis-budgétaires et une nouvelle série pour les exercices 2021-2023 sur l'inclusion productive et l'équité qui prendront en compte ces leçons en se concentrant sur un nombre réduit de secteurs et en favorisant un engagement soutenu et plus profond afin de permettre la poursuite du programme à mesure que la série évolue. Des efforts sont également faits pour combiner les appuis-budgétaires et les études analytiques (ASA) afin de maximiser la complémentarité et l'impact ; se concentrer sur les domaines où une collaboration étroite existe entre l'IDA et la SFI et où des réformes peuvent ouvrir la voie au secteur privé (une opportunité de pouvoir appliquer l'approche en cascade, comme montré dans l'encadré 3) ; et de mieux calibrer l'ampleur du soutien du GBM en fonction de la portée des réformes et du risque politique.
- La SFI, MIGA et l'IDA devraient s'appuyer sur des résultats communs positifs (par ex. dans le cas des projets de routes à péage et des projets de producteurs indépendants d'électricité (PEI)) pour poursuivre leur étroite collaboration afin d'atteindre les objectifs du programme. Il s'agit notamment d'exploiter les engagements consultatifs de l'IFC en amont et d'adopter une vision à long terme des résultats dans des secteurs clés tels que l'énergie, les transports, et l'inclusion financière. MIGA continuera de tirer parti de sa présence à travers son nouveau Bureau central pour la région Afrique à Dakar pour favoriser une plus grande coopération au sein du GBM et de générer de nouvelles activités.

Consultations auprès des parties prenantes

36. **La préparation du présent CPP a été éclairée par une vaste série de consultations.** Les discussions ont concerné l'ensemble des parties prenantes, y compris le gouvernement (aux niveaux central et régional), les partenaires de développement, les organisations de la société civile (OSC), les entreprises du secteur privé, les organisations professionnelles, le monde universitaire, les chefs religieux, les groupes de jeunes et de femmes. Le CPP s'appuie également sur les principales consultations menées dans le cadre du processus du DSP en 2018 et sur les résultats du sondage d'opinion publique en 2017, ainsi que sur les visites de terrain dans les régions de Dakar, Diourbel, Kafrine, Kaolack, Kolda, Sédhio, St-Louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor. Ces visites ont offert des occasions supplémentaires de consulter des acteurs spécifiques dans différentes régions, tels que divers membres de la Chambre de commerce de Ziguinchor et Sosagrin (le plus grand producteur de moutarde du pays) à Dakar ; des populations touchées par l'érosion côtière à St Louis ; des OSC travaillant sur la protection sociale et l'autonomisation des femmes à Kafrine et Diourbel ; des acteurs de l'éducation laïque et religieuse à Sédhio et à Kolda ; divers acteurs travaillant sur la santé, l'eau, l'agriculture et les chaînes de valeur connexes au Sud et au centre du pays ; et des acteurs environnementaux (à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement) travaillant dans la région de Tambacounda et dans le parc du Niokolo Koba, notamment.

37. **Ces visites et discussions ont grandement contribué à affiner le cadre général du CPP, y compris les quatre " Comment " et les objectifs spécifiques de chaque pilier.** Par exemple, les principaux défis constamment soulevés lors des consultations avec le secteur privé comprenaient l'accès à la terre, au financement, aux marchés, à la main-d'œuvre qualifiée, à une énergie fiable et abordable, au haut débit et à un paysage fiscal concurrentiel. Les consultations avec d'autres acteurs ont en outre souligné la nécessité urgente d'investir dans le capital humain (y compris l'accès à des systèmes de santé de qualité et à des programmes d'éducation et de formation professionnelle à tous les niveaux) ; de promouvoir une plus grande équité dans l'accès aux services et aux opportunités économiques, notamment pour les femmes et dans les régions les plus pauvres ou les plus vulnérables du pays ; de tirer davantage parti des importantes ressources naturelles du pays qui sont sous exploitées , tout en atténuant également le changement climatique, notamment dans les secteurs agro-alimentaire et touristique ; de promouvoir une transparence budgétaire et une gouvernance globale accrues. Les trois piliers, onze objectifs et trois thèmes transversaux ont été conçus en conséquence, soit en appuyant directement les progrès dans certains de ces domaines clés, soit en contribuant à des initiatives plus larges avec d'autres partenaires (comme on le verra plus loin). Les visites sur le terrain ont également suscité des discussions sur la possibilité d'accroître les synergies du GBM à travers le portefeuille et les projets futures envisagés au niveau infranational, contribuant ainsi à affiner le troisième " comment " de l'approche spatiale promue dans ce CPP.²⁵ Enfin, les participants de tous les groupes de parties prenantes ont salué les efforts déployés par le GBM pour s'engager plus systématiquement avec eux et ont exprimé le souhait d'une participation et d'une communication accrues avec le GBM et avec le gouvernement sur ses divers programmes tout au long de la période couverte par le CPP, qui a directement inspiré le quatrième "Comment" sur la participation citoyenne.

Partenariats et coordination des bailleurs

38. **Ce CPP s'appuie sur le dialogue solide qui existe entre le gouvernement du Sénégal et ses partenaires et s'appuie sur les différents mécanismes de coordination en place.** Les partenaires sont fortement en accord avec la vision du gouvernement telle qu'elle est exposée dans le PSE, et le GBM a travaillé en étroite collaboration

²⁵ Du côté du GBM, les participants comprenaient des chefs de projets de la Banque mondiale et des membres de l'équipe de base de tous les secteurs ayant un portefeuille actif ou un projet en préparation, ainsi que plusieurs membres de l'équipe de la SFI.

avec le gouvernement et ses partenaires pour préparer et exécuter le Groupe consultatif à Paris en décembre 2018, qui a suscité des engagements à hauteur de 14 milliards de dollar pour la mise en œuvre du PAP II pendant la période 2019-2023. Les mécanismes de coordination des bailleurs ont récemment été revus et un nouvel organe de coordination a été créé en 2018, coordonné par un groupe de 15 membres - le G15 ou Comité des Bailleurs - parmi lesquels un Comité exécutif de 5 membres, ou COMEX,²⁶ est choisi. Le G50²⁷ reste actif en tant que plateforme d'échange d'informations et de consultation entre tous les partenaires au développement. L'une des principales réalisations de ces mécanismes de coordination des bailleurs a sans aucun doute été le protocole d'entente conclu entre les PDD (Partenaires de Développement) et le Gouvernement sur l'harmonisation des coûts (y compris les salaires, les per-diem et autres frais de voyage) pour le personnel local des projets. Le GBM participe activement à ces mécanismes de coordination des partenaires et dirige des groupes thématiques sectoriels à tour de rôle, plus récemment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et de la protection sociale. A l'avenir, la BM prendra la co-direction du COMEX en 2020 et dirigera également le groupe thématique sur la GFP (Gestion des Finances Publiques). Sur la base d'une série de notes de politique générale dans les secteurs clés,²⁸ le GBM a également suscité des discussions à l'échelle des partenaires sur une série de réformes prioritaires devant être examinées par le nouveau gouvernement (après les élections présidentielles de février 2019). Ces notes de politique définissent les domaines d'engagement du GBM prévus au cours de cette période du CPP et peuvent également éclairer l'appui d'autres partenaires, le cas échéant. Pour sa part, le GBM s'appuie sur l'expertise et l'avantage comparatif d'autres partenaires, le cas échéant.

C. Aperçu de la stratégie de la Banque mondiale

Filtres de sélectivité

39. **La stratégie du CPP pour le Sénégal a été déterminée à l'aide de trois filtres de sélectivité standard et de quatre prismes de sélectivité supplémentaires ou "comment".** "Les trois filtres de sélectivité sont : (a) les priorités gouvernementales et la demande d'appui du GBM, telles qu'énoncées dans le PSE et le PAP2 ; (b) les contraintes à la réduction de la pauvreté et le partage de la prospérité, telles qu'identifiées dans le DSP ; et (c) l'avantage comparatif du Groupe de la Banque mondiale. L'appui du GBM sera fourni par le biais d'opérations en cours et de nouvelles opérations, notamment au niveau régional, de services consultatifs et d'analyse (Advisory Services and Analytics-ASA), ainsi que d'investissements dans le secteur privé et de services consultatifs à ce dernier.

40. **Filtre de sélectivité 1 : Priorités gouvernementales.** Le gouvernement du Sénégal recherche le soutien du GBM dans les domaines prioritaires identifiés dans le PSE et réaffirmés dans le PAP pour la deuxième phase du PSE (PAP2, couvrant la période 2019-2023), à travers trois piliers clés : a) Transformer la structure de l'économie pour soutenir une croissance forte et durable (notamment en exploitant le potentiel de transformation numérique) ; b) Élargir l'accès aux services sociaux et à la protection sociale et préserver les conditions d'un développement durable ; et c) Répondre aux exigences de la bonne gouvernance, en renforçant les institutions et en favorisant la paix, la sécurité et l'intégration africaine. En outre, le gouvernement a clairement indiqué que l'une de ses principales priorités est de promouvoir un plus grand développement du secteur privé, y compris par le biais de PPP le cas échéant. L'orientation générale de ce CPP et l'importance renouvelée de l'approche en cascade sont pleinement conformes à ces priorités. Cette stratégie est également conforme aux engagements pris

²⁶ L'objectif global du COMEX est de coordonner et de représenter les positions des bailleurs de fonds pour contribuer à une mise en œuvre optimale de la stratégie nationale de développement (actuellement le Plan Emergent Sénégal), conformément aux engagements de la Déclaration de Paris de 2005, du Programme d'Action d'Accra de 2008, du Plan d'Action de Busan, et de l'Agenda 2030 du développement durable.

²⁷ Un large organe de coordination qui inclut tous les partenaires financiers et techniques intéressés

²⁸ Série de notes d'orientation à l'appui du dialogue politique au Sénégal (P168261)

par le GBM dans le cadre des réunions du Groupe consultatif tenues à Paris en décembre 2018 et est pleinement approuvée par le Gouvernement.

41. Filtre de sélectivité 2 : Voies critiques vers la réduction de la pauvreté et la prospérité partagée. Le DSP a identifié trois voies critiques : a) booster la compétitivité en stimulant la croissance tirée par le secteur privé et en investissant dans le capital humain, notamment pour tirer parti de la croissance de la jeune population urbaine ; b) renforcer l'équité et la résilience en libérant le potentiel économique des ressources naturelles non extractives comme l'agriculture, dont la plupart des populations pauvres tirent encore leur subsistance, tout en améliorant la capacité des populations rurales à résister aux chocs ; et c) gérer les risques associés aux ressources naturelles (notamment pétrole et gaz) et aux changements climatiques. La DCD a également identifié deux défis structurels sous-jacents : a) Un réseau complexe d'intérêts qui peut ralentir la conception et la mise en œuvre de réformes structurelles progressives tout en entravant la fourniture de services équitables et le développement d'un secteur privé prospère ; et b) Des normes et pratiques sociales qui façonnent directement ou indirectement le comportement des jeunes, des femmes et autres groupes vulnérables et peuvent restreindre leur pleine participation au processus de croissance. Comme indiqué dans la DSP, pour réussir à intégrer ces priorités tout en s'attaquant de manière proactive aux principaux défis, il faudra à la fois un programme de gouvernance ambitieux et une stratégie de développement qui comprenne diverses initiatives axées sur l'équité pour modifier les incitations, promouvoir la redevabilité, encourager le changement de comportement et promouvoir une croissance économique plus diversifiée, tirée par le secteur privé.

42. Filtre de sélectivité 3 : Avantage comparatif du GBM. L'IDA est l'un des principaux bailleurs de fonds au Sénégal et s'est établi comme un partenaire de confiance, avec un avantage comparatif ancré dans sa présence de longue date dans le dialogue politique, son travail analytique et son appui technique de haute qualité, son large éventail d'instruments financiers, son pouvoir de mobilisation et sa capacité à forger des partenariats. Il a appuyé plusieurs projets de transformation dans le pays, notamment l'amélioration à grande échelle de la prestation de services pour renforcer le capital humain ; des réformes structurelles complexes sur le plan politique et techniquement difficiles dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et des TIC/du numérique ; et des travaux novateurs pour remédier à la vulnérabilité par la protection sociale et l'atténuation des changements climatiques. Depuis les années 1960, la SFI a joué un rôle crucial dans le soutien du secteur privé sénégalais, avec un portefeuille diversifié et une présence dans tous les secteurs clés et une capacité à fournir à la fois des capitaux d'emprunt et des capitaux propres à ses clients. C'est un partenaire clé dans le domaine des infrastructures, ayant arrangé le financement de projets générant environ 35 % de l'énergie, collaborant avec l'IDA à la réforme des politiques et par le biais du projet phare des routes à péage. Les diagnostics, les initiatives de réforme des politiques et les investissements du GBM ont contribué à créer des conditions de concurrence plus équitables, à améliorer la gouvernance du secteur et à renforcer le secteur privé national, et les travaux du GBM sur *Doing Business* ont donné d'importants résultats en termes de classement.

43. Comme indiqué plus haut, le GBM travaille en étroite coordination avec d'autres partenaires, notamment pour promouvoir de plus grands progrès à l'échelle en coordonnant étroitement (et parfois en cofinçant) des activités spécifiques ou pour investir de manière plus sélective dans des domaines où d'autres partenaires ont une présence ou une expertise accrue. Ces exemples ne se veulent pas exhaustifs, compte tenu de l'étendue du paysage des partenaires au Sénégal, mais sont indicatifs de la manière dont ce principe fonctionne dans la pratique. Par exemple, la SFI, la Banque mondiale et le FMI ont travaillé en étroite collaboration avec le Gouvernement du Sénégal et les partenaires du G20, notamment la République fédérale d'Allemagne, sur le Pacte avec l'Afrique (Compact with Africa-CwA), une initiative visant à améliorer les investissements privés parmi les gouvernements africains réformateurs. Bien que le GBM soutienne la plupart des domaines de la matrice de réforme de la CwA, il n'a pas l'intention de s'engager directement dans des réformes du code du travail, comme d'autres le font déjà. De même, le GBM s'appuiera sur l'expertise d'autres partenaires (tels que les agences des

Nations Unies) pour l'aider à élaborer ses propres activités et à faire avancer certaines des réformes clés liées aux violences basées sur le genre, notamment dans le contexte de la nouvelle série d'AB sur l'inclusion productive. Enfin, les nouvelles opérations de la BM (par exemple en matière de régime foncier, de déchets solides ou d'éducation) serviront de catalyseurs pour une meilleure coordination avec les différents partenaires et un accord en amont sur l'expertise spécifique que chaque partenaire peut apporter dans la mise en œuvre des activités spécifiques.

44. En plus de ces trois filtres, quatre principes d'engagement qui se renforcent mutuellement ou "comment" poussent la sélectivité plus loin. Ces quatre "Comment" sont basés sur les leçons tirées de la CLR, sur les principaux obstacles identifiés dans le DSP, et sur les enseignements tirés des consultations des parties prenantes.

- Premièrement, la BM mettra davantage l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles et sur l'adhésion politique à tous les niveaux de gouvernement. Cela aidera à promouvoir une mise en œuvre opportune et réussie ainsi qu'un impact et une durabilité optimaux dans l'ensemble du portefeuille de l'ACCOVAM.
- Deuxièmement, le Groupe de la Banque mondiale s'appuiera plus délibérément sur les capitaux privés pour financer les problèmes de développement, réservant ainsi un financement public limité dans les domaines où l'engagement du secteur privé n'est pas optimal ou disponible. Le GBM le fera selon le principe de cascade (voir encadré 3). Cette approche tirera pleinement parti de la stratégie 3.0 de la SFI pour le Sénégal, qui identifie les secteurs suivants comme étant les plus critiques pour la réforme en amont afin d'ouvrir le secteur à un investissement privé accru : infrastructures durables, bases de TIC pour une économie numérique, accès au financement, tourisme et chaîne de valeur agroalimentaire (voir Annexe 6)
- Troisièmement, la stratégie adoptera une approche spatiale plus intentionnelle afin de concentrer les investissements sur les régions géographiques où les besoins sont les plus grands²⁹ pour réduire les écarts de services et créer des synergies entre les secteurs dans chaque région, tout en renforçant les liens économiques pour mieux intégrer l'économie régionale en général. Le portefeuille de l'IDA sera intentionnellement plus concentré dans des régions spécifiques du Sénégal tel que (a) le centre et le sud du pays, où les approches multisectorielles auraient un impact plus important pour sortir les populations de la pauvreté, et (b) les zones urbaines et périurbaines, où le nombre absolu de pauvres et de nouvelles opportunités de création d'emplois est le plus élevé.
- Quatrièmement, l'IDA généralisera le recours au financement basé sur les résultats pour améliorer la planification budgétaire ainsi que la gestion et le décaissement des dépenses financées par les bailleurs. La stratégie appuiera également la participation des citoyens afin d'accroître la redevabilité et la transparence dans l'utilisation des ressources financières.

²⁹ Voir note # 4.

Encadré 3 : Approche en Cascade dans le secteur de l'énergie

Un exemple notable de l'approche en cascade du GBM au Sénégal réside dans le secteur de l'énergie, entre autres.

Compte tenu des importantes découvertes de pétrole et de gaz au cours des dernières années, il existe de réelles opportunités de conversion des centrales existantes au gaz (publiques et producteur énergétique indépendant). Ainsi, il est nécessaire de renforcer le cadre réglementaire, contractuel, et financier pour l'acheminement du gaz et notamment (i) de créer un opérateur intermédiaire du secteur gazier, (ii) de s'assurer de la solvabilité financière de l'agrégateur de gaz et, (iii) de définir un cadre commercial attractif (structure tarifaire, équilibre de l'offre et de la demande, réglementation des changes adaptée à des investissements étrangers qui sont intenses en capital, et conditions contractuelles des concessions équilibrées). Il est primordial que le Sénégal puisse se doter de moyens nécessaires pour améliorer son cadre d'investissement dans le secteur de l'énergie afin de mettre un terme à sa dépendance vis-à-vis des importations coûteuses de combustible lourd/diesel. Cette approche pourra également à terme rendre les prix de l'électricité plus compétitifs, créant ainsi les conditions propices à la mise en œuvre d'une stratégie industrielle ambitieuse incluant la production des engrais ou la pétrochimie.

Tirant parti des forces de la SFI et de l'IDA, le GBM poursuivra son appui visant à la mise en œuvre d'un cadre propice à une utilisation optimale des ressources gazières en vue d'améliorer le bouquet énergétique, et de réduire les coûts et l'empreinte carbone. La SFI contribuera à la structuration de sous-secteurs robustes en aval et en milieu de chaîne pour attirer les meilleurs opérateurs privés et maximiser le financement privé. L'IDA fournira une assistance technique à la fois pour la mise en valeur du gaz en amont et pour les segments intermédiaire et aval afin de renforcer les institutions du secteur énergétique. L'IDA financera également des études de faisabilité et des conseillers en matière de transactions, selon les besoins, et soutiendra des instruments de garantie visant à attirer les investisseurs privés.

La série actuelle de trois opérations de financement de la politique de développement (FPD) est un exemple important de réformes en cascade, car elle soutient les efforts du gouvernement pour améliorer la gouvernance, la participation du secteur privé et l'accès inclusif au secteur de l'électricité. La troisième année de cette série (exercice 2020), qui s'appuie sur des travaux analytiques et techniques conjoints de la SFI et de la BM, consolide les premiers acquis et poursuit les réformes visant à améliorer la planification et les résultats des investissements importants dans les infrastructures en vue de réduire les coûts, de faciliter l'accès, de mobiliser des financements privés et de tirer parti des partenariats public-privé (PPP) dans le secteur énergétique. La SFI et MIGA ont toutes deux l'intention de tirer davantage parti de ces réformes pour rendre ce secteur hautement prioritaire attrayant pour le secteur privé.

45. **Ces critères de sélectivité aideront à concentrer le programme du GBM sur des investissements et des réformes plus importants et plus catalytiques afin de mettre les approches réussies à l'échelle du Sénégal.** La dernière année de l'IDA 18 et première année de la période du CPP (exercice 2020) reflètent l'héritage du dialogue en cours et du portefeuille de l'IDA et commencent à consolider d'importantes réformes et des approches novatrices pour un impact plus transformationnel basé sur les quatre "Comment" mentionnés ci-dessus. Il reflète un engagement en faveur du capital humain (avec un accent renouvelé sur les adolescentes), la prestation d'autres services de base (p. ex. la gestion des déchets solides), la compétitivité et la diversification de l'agriculture, l'atténuation du changement climatique et le soutien continu aux réformes structurelles en matière d'énergie et de transformation numérique. Les quatre années restantes (exercices 2021-2024), qui capturent tous IDA19 et la première année de l'IDA20, continueront à se concentrer sur des opérations plus importantes et plus sélectives (y compris un AB annuel) pour avoir un impact sur l'écosystème global des réformes. Les opérations de transformation en sont actuellement aux premiers stades de la planification dans les domaines de l'éducation, du changement dans le domaine de l'énergie avec la production d'électricité à faible émission de carbone, de la propriété foncière, de la gestion des risques de catastrophe, de l'inclusion productive au niveau national, des transports (Dakar-Bamako) et de la gestion financière à travers la région UEMOA. Certaines sont encore en attente de confirmation formelle et pourraient être réexaminées ou ajustées ultérieurement en fonction de la situation du pays et de l'évolution des demandes du Gouvernement. D'autres pourraient être ajoutées en conséquence.

Dans l'ensemble, la mise en œuvre du CPP demeurera souple et adaptée aux changements majeurs de l'environnement général et sera réexaminée lors du PLR. De même, la SFI s'appuiera sur son portefeuille actuel (composé en grande partie de projets dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'agro-industrie, de l'industrie légère et du secteur financier) et tirera parti de l'adoption de nouvelles réformes en amont pour évaluer les investissements privés dans les niches des TIC, du tourisme et du secteur financier, soit l'agro financement, le financement du logement, les services financiers numériques et de financement des MPME.

D. OBJECTIFS SOUTENUS PAR LE PROGRAMME DU GBM

46. **Sur la base des filtres de sélectivité décrits ci-dessus, le CPP pour la période 2020-2024 comprend onze objectifs, organisés autour de trois domaines d'intervention (tableau 2).** La stratégie du GBM visera à rendre la croissance plus inclusive, compétitive et durable. Un facteur clé de succès sera de soutenir le développement d'une population en bonne santé, compétente et productive qui est bien préparée à contribuer au processus de croissance. L'accent sera mis sur l'acquisition par les cohortes actuelles et futures de jeunes des compétences nécessaires pour propulser le Sénégal vers la prochaine étape de son développement dans le contexte des tendances mondiales et de la quatrième révolution industrielle.³⁰ Parallèlement à ces investissements dans le capital humain, le GBM se concentrera également sur la création d'emplois³¹ et l'accroissement de la compétitivité pour soutenir une économie dirigée, diversifiée et inclusive par le secteur privé. Enfin, la stratégie atténuera de manière proactive les risques interdépendants du changement climatique,³² de l'urbanisation rapide, des pénuries d'eau et d'assainissement et des découvertes de pétrole et de gaz, tout en renforçant la gouvernance générale.

47. **Les thèmes transversaux consistant à renforcer l'égalité des sexes, soutenir la transformation numérique du Sénégal et lutter contre le changement climatique sont essentiels à la réalisation du double objectif du GBM et se répandront les domaines d'intervention et les objectifs du CPP.** Les nouvelles opérations et les nouveaux travaux sur les connaissances seront adaptés aux différences entre les genres (voir l'encadré 4 et l'annexe 8), et une optique sexospécifique sera appliquée dans l'ensemble du programme grâce à des évaluations d'impact et à des indicateurs désagrégés par sexe dans la matrice des résultats. Le GBM s'est également fermement engagé à soutenir la transition du gouvernement vers une économie numérique (Digital Economy-DE) à travers un ensemble d'engagements stratégiques d'analyse et de prêts pour accélérer les applications numériques et évaluer les impacts de l'économie numérique de manière à rendre opérationnelle l'initiative économie numérique pour l'Afrique (Digital Economy for Africa- DE4A) au Sénégal (voir encadré 5 et annexe 9). Le changement climatique sera également intégré dans les objectifs pertinents (voir encadré 6).

³⁰ La quatrième révolution industrielle est la quatrième grande ère industrielle depuis la première révolution industrielle du XVIII^e siècle. Elle se caractérise par une fusion de technologies qui estompent les frontières entre les sphères physique, numérique et biologique, collectivement appelées systèmes cyber-physiques.

³¹ Les jeunes qualifiés sans perspectives d'emploi pourraient creuser l'écart entre leurs aspirations et les possibilités qui s'offrent à eux, et accroître le risque de tensions sociales, comme dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ces dernières années.

³² En outre, le CPP examine les co-avantages climatiques escomptés de l'ensemble du portefeuille et du pipeline dans le but de les maximiser dans la mesure du possible.

Tableau 2 : Architecture des domaines d'intervention et des objectifs pour la période 2020-2024

BATIR LE CAPITAL HUMAIN POUR AMELIORER LA PRODUCTIVITÉ ET STIMULER LE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	STIMULER LA COMPÉTITIVITÉ ET LA CRÉATION D'EMPLOI PAR UNE CROISSANCE TIRÉE PAR LE SECTEUR PRIVÉ	AUGMENTER LA RESILIENCE ET LA DURABILITÉ DANS LE CONTEXTE DE DEFIS GRANDISSANTS
1.1 Améliorer le développement des enfants de 0 à 5 ans 1.2 Établir de solides compétences de base pour les enfants du primaire et du secondaire 1.3 Promouvoir l'employabilité des jeunes 1.4 Donner aux adolescentes et aux femmes davantage d'autonomie et d'opportunités en termes de santé reproductive et de productivité économique	2.1 Améliorer la connectivité numérique et physique aux niveaux national et régional 2.2 Réduire les coûts énergétiques et l'empreinte carbone et optimiser le mix énergétique 2.3 Promouvoir une économie axée sur les services, notamment en intégrant l'inclusion et l'innovation financières 2.4 Stimuler la productivité et la compétitivité de l'agriculture et des chaînes de valeur associées	3.1 Promouvoir et protéger des moyens de subsistance, des écosystèmes et des infrastructures résilients face au changement climatique 3.2 Assurer l'accès à l' eau et à l' assainissement dans les zones les plus vulnérables 3.3 Améliorer la gouvernance générale à travers une efficacité, une efficience et une transparence accrues

Domaine d'intervention 1 : Renforcer le CAPITAL HUMAIN pour améliorer la PRODUCTIVITÉ et stimuler la DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE

48. Le score du Sénégal de l'indice du capital humain (ICH) est de 0,42, ce qui signifie que les enfants nés aujourd'hui n'atteindront que 42 % de leur potentiel de productivité si les résultats clés en matière de santé et d'éducation ne sont pas améliorés. Alors que le Sénégal se situe légèrement au-dessus de la moyenne de l'ASS de 0,40, il se situe en dessous de la moyenne de 0,48 de ses pairs ambitieux des pays à revenus faibles et moyens (PRFM). Le Sénégal obtient des résultats relativement bons en matière de nutrition et de taux de survie (il a le taux de retard de croissance le plus faible de toutes les ASS, avec 17 %), mais affiche de mauvais résultats en années d'éducation (7,2 années de scolarité en moyenne contre 8,1 en ASS et 10,2 dans les PRFM) et la qualité reste faible, ce qui se traduit par seulement 4,8 années de scolarité ajustées sur la base de l'apprentissage.³³ Les

³³ Ce score ICH reflète également la progression du pays vers les ODD. Par exemple, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement préscolaire n'est que de 17% au Sénégal, ce qui est inférieur à la moyenne de 21% de l'Afrique subsaharienne et bien en deçà de l'objectif des ODD de scolarisation universelle dans au moins une année d'enseignement préscolaire d'ici 2030.

données ventilées montrent d'importantes disparités puisque plusieurs régions (par exemple Kaffrine, Tambacounda, Kolda) obtiennent des scores aussi faibles que 0,32 ou 0,33 – au même niveau que le Niger, au Mali et au Libéria - alors que Dakar obtient des scores beaucoup plus élevés avec 0,53 (comme le Tadjikistan et l'Indonésie).

49. **Pour stimuler les progrès du Sénégal sur la voie d'une croissance inclusive et durable, il faudra investir massivement et efficacement** dans les jeunes enfants et la jeunesse. Les quatre objectifs de ce domaine d'intervention sont les suivants : a) D'améliorer les résultats scolaires des enfants de 0 à 5 ans ; b) De doter les élèves du primaire et du premier cycle du secondaire de solides compétences en lecture, écriture et calcul ; c) De promouvoir l'employabilité des jeunes ; et d) De donner aux adolescentes et aux femmes les moyens de mieux maîtriser leur grossesse et leur productivité.

Objectif 1.1 : Améliorer le développement des enfants de 0 à 5 ans

OOD correspondants :



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Genre, emploi et transformation économique, en lien avec le thème transversale de l'investissement dans les ressources humaines et les personnes en situation de handicap.

Résultats escomptés du CPP:

- Enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (pourcentage) - par sexe, revenu et région
- Enfants âgés de 12 à 23 mois complètement vaccinés (en pourcentage) - par sexe, revenu et région
- Taux brut de scolarisation dans l'enseignement préscolaire (en pourcentage) dans les 7 régions les plus en retard (par sexe)

50. **Malgré des progrès importants, les résultats du Sénégal en début d'année restent largement sous-optimaux, en particulier parmi les 85 % des ménages les plus pauvres ayant des enfants de moins de cinq ans.** Bien que la malnutrition chronique (retard de croissance) ait été réduite de 30 % en 2000 à 17 % en 2016, et qu'elle soit désormais la plus faible en Afrique subsaharienne, elle touche encore un enfant sur six et davantage dans les régions et quintiles les plus pauvres. Les enfants pauvres souffrent également davantage d'anémie, de diarrhée et d'infections respiratoires aiguës, qui sont impliquées dans le développement physique et cérébral sous-optimal. La stimulation précoce et les possibilités d'apprentissage sont rares pour les enfants de 0 à 5 ans, même selon les normes régionales (la participation préscolaire n'est que de 17,8 % au niveau national contre 20 % en Afrique subsaharienne), ce qui entraîne des difficultés d'apprentissage au niveau primaire et des compétences socio-émotionnelles sous-optimales tout au long de la vie. Une forte proportion d'enfants n'a pas de certificat de naissance, ce qui est essentiel pour l'accès aux services essentiels dans la petite enfance et au-delà.

51. **Deux projets ont permis de réaliser d'importants progrès pour répondre aux besoins des jeunes enfants.** Le projet de *filet de sécurité sociale* en cours (P133597) offre un soutien aux 20 % des familles les plus pauvres des 14 régions sous la forme de transferts en espèces et de séances d'information communautaires pour aider les soignants à satisfaire aux besoins essentiels de développement de leurs enfants dès la grossesse. Le projet *investir dans la petite enfance pour le développement humain* (P161332), approuvé au cours de l'exercice 2019, offre aux

jeunes enfants une meilleure nutrition, une stimulation précoce accrue et des possibilités d'éducation préscolaire de qualité dans sept régions. Il soutient également les efforts visant à accroître l'enregistrement des naissances.

52. Sur la base de ces acquis et des leçons apprises, le GBM propose d'approfondir cette approche multidimensionnelle tout au long de la période couverte par le CPP. La suite d'une précédente opération de santé et de nutrition qui a pris fin en juin 2019 (Investir dans la santé maternelle, infantile et adolescente, P162042) a été approuvée en septembre 2019, avec une augmentation considérable du financement (150 millions de dollars pour les cinq prochaines années, contre 42 millions de dollars pour le projet précédent) pour accélérer les effets sur les mères et leurs jeunes enfants. Sa mise en œuvre s'appuie sur trois ASA récentes en matière de santé et de protection sociale.³⁴ En complément de ces efforts, un AB d'inclusion productive est prévu pour les exercices 2021-2023. Il s'appuiera sur les travaux d'analyse existants et sur les solides systèmes de protection sociale du pays (y compris le registre unifié) pour faire en sorte que divers programmes, dont la *Couverture Maladie Universelle* (CMU), soient à la fois plus progressifs dans leur ciblage et financièrement durables. Le GBM évaluera également les possibilités de renforcer et d'élargir l'engagement du secteur privé dans la prestation de soins de santé de qualité et abordables. La SFI à travers son service de Conseils utilisera son outil d'évaluation de la qualité de la santé pour aider les prestataires de soins de santé privés à atteindre des normes plus élevées et à étendre leur capacité à servir divers groupes socio-économiques à Dakar et dans les villes secondaires.

Objectif 1.2 : Établir de solides compétences de base pour les élèves du primaire et du secondaire.

ODD correspondants :



4 QUALITY EDUCATION



5 GENDER EQUALITY



6 CLEAN WATER AND SANITATION



7 AFFORDABLE AND CLEAN ENERGY



10 REDUCED INEQUALITIES

Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Genre, emploi et transformation économique, en lien avec les thèmes transversaux du capital humain et de l'inclusion du handicap

Résultats escomptés du CPP:

- Élèves ayant des compétences adéquates en lecture, écriture et calcul à la fin du CM1 (pourcentage) - selon le sexe
- Taux de transition du primaire au secondaire inférieur (en pourcentage) - par sexe
- Élèves du premier cycle du secondaire orientés vers les cours de sciences et de mathématiques en Seconde (en pourcentage) - selon le sexe

53. L'amélioration du capital humain tout au long du cycle de vie exige des élèves possédant des compétences de base en lecture, écriture et calcul. L'accès à une éducation de base de qualité reste un défi au Sénégal. Le taux brut de scolarisation n'est que de 86 % dans l'enseignement primaire et de 38 % dans l'enseignement secondaire, avec des taux d'achèvement nettement inférieurs. Seulement un enfant sur trois qui termine l'école primaire possède des compétences suffisantes en mathématiques et en français. Parmi les 40% les plus pauvres, seulement 7 % des filles les possèdent. Parmi les problèmes critiques du côté de l'offre, on peut citer les faibles compétences des enseignants, la mauvaise gestion, le manque de bâtiments scolaires décentes et le manque d'accès à l'électricité et à l'eau (disponibles dans seulement 30 % environ des écoles primaires), avec des inégalités frappantes entre zones urbaines et rurales.

³⁴ L'évaluation de l'impact du financement axé sur les résultats dans le domaine de la santé (P145230), l'évaluation de la couverture maladie universelle et de la préparation aux pandémies (P164017) et les évaluations de l'impact de la protection sociale (dans le cadre de la Protection Sociale Adaptative NLTA, P153183 ; et Filet de Sécurité Social, P156160)

54. **Les investissements de l'IDA aident à faire en sorte que les enfants âgés de 6 à 14 ans acquièrent des compétences de base en lecture, écriture et calcul.** Deux projets en cours appuient le *Programme gouvernemental de développement du secteur de l'éducation* (PAQUET, 2018-2030), qui vise à améliorer la qualité, la pertinence et la gouvernance de l'enseignement public tout en aidant les enfants de l'éducation non formelle à acquérir des compétences de base en lecture, écriture et calcul. Le projet sur la *qualité et l'équité de l'éducation de base* (P133333) a récemment bénéficié d'un financement additionnel (FA) pour se concentrer davantage sur les contrats basés sur les résultats, le soutien aux écoles coraniques et les matières STEM, notamment dans deux écoles secondaires d'excellence situées dans des zones mal desservies. Le projet soutient également le programme de compétitions sportives existant et introduit des méthodes d'enseignement interactives et basées sur la technologie et l'utilisation des langues locales (notamment pour encourager la participation des parents aux comités de gestion scolaire). Le projet de *filet de sécurité sociale* (P133597) contribue à compenser une partie des coûts directs et indirects de la scolarisation des familles les plus vulnérables.

55. **Sur la base de ces acquis, la BM envisage de nouveaux engagements, ainsi que d'autres interventions transversales, pour améliorer les résultats de l'éducation.** En s'appuyant sur les enseignements tirés du projet *éducation de base*, de la note politique sur l'enseignement primaire (dans le cadre d'un ensemble plus large de notes politiques - P168261), d'un nouvel examen des dépenses publiques (Public Expenditure Review-PER) (P170349) et de *l'impact de la modernisation des écoles coraniques sur le développement cognitif et socio-affectif* (P171045), les engagements futurs auront pour objectif de soutenir une meilleure gouvernance et redevabilité à tous les niveaux de l'éducation ; promouvoir les compétences fondamentales pour tous les enfants ; placer les enseignants et étudiants au cœur de l'apprentissage et favoriser un approvisionnement équitable des écoles du pays en eau, électricité et connectivité dans tout le système scolaire national.

Objectif 1.3: Promouvoir l'employabilité des jeunes

ODD correspondants :



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19: Emplois et transformation économique, en lien avec le thème transversale de l'investissement dans les ressources humaines

Résultats escomptés du CPP:

- Jeunes qui sont employés ou s'auto-emploient un an après avoir terminé les programmes de formation pertinents (pourcentage) - selon le sexe
- Nombre de bénéficiaires du filet de sécurité qui bénéficient d'un accompagnement productif (nombre) - par sexe

56. **Un grand nombre de jeunes restent en marge de la vie économique et sociale et représentent un obstacle croissant à une croissance inclusive et à la stabilité.** Environ 300 000 jeunes (âgés de 15 à 24 ans) aspirent à entrer sur le marché du travail chaque année, et ce nombre devrait atteindre 400 000 d'ici 2025 et 650 000 d'ici 2050. Le chômage et le sous-emploi chez les jeunes (15-35 ans) sont respectivement de 11 % et 27 %, comparativement à 7 % et 20 % pour tous les groupes d'âge. Chez les jeunes ruraux (de 20 à 24 ans), 55 % des femmes et 21 % des hommes ne sont ni scolarisés ni au travail. Pour ceux qui travaillent, les résultats sur le marché

du travail sont souvent précaires.³⁵ Même le faible pourcentage de jeunes ayant fait des études supérieures est confronté à des problèmes d'employabilité. La pertinence de l'enseignement supérieur sur le marché est faible et les dépenses publiques à ce niveau sont à la fois élevées et régressives, ce qui laisse peu de marge budgétaire pour rendre l'enseignement supérieur accessible à un plus grand nombre de jeunes.

57. Plusieurs investissements en cours ciblant divers profils de jeunes leur apportent un soutien pour réussir leur transition vers le marché du travail. Le projet *formation professionnelle pour l'emploi et la compétitivité* (P145585) renforce le système d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) et améliore l'employabilité des jeunes qui ont opté pour cette filière dans certains secteurs prioritaires de l'économie (tourisme, volaille, horticulture). Le projet d'amélioration de *l'employabilité des jeunes à travers des stages informels* (P167681) s'adresse aux jeunes de 15 à 25 ans en milieu urbain et périurbain ayant fait l'objet d'un apprentissage informel afin de renforcer et de certifier leurs compétences fonctionnelles en lecture, écriture et calcul, en technique et en planification des affaires. Le financement additionnel (FA) récemment approuvé pour le projet de *filet de sécurité social* (P133597) élargit la portée du projet pilote *productif (Yook Kom Kom)* en fournissant aux jeunes les plus pauvres une formation supplémentaire et des fonds de démarrage pour leur permettre de s'engager dans des activités génératrices de revenus et de progresser graduellement dans la chaîne de valeur.

58. L'IDA consolidera et approfondira l'impact de ces opérations dans le cadre du CPP. Bien que le projet *d'enseignement supérieur* (P123673) axé sur les résultats ait pris fin au cours de l'exercice 2019 et que le projet *formation professionnelle pour l'emploi et la compétitivité* devrait prendre fin en 2020, on s'attend à ce que certaines de leurs activités à fort impact se poursuivent dans le cadre de futures approches sectorielles. Des ASA en cours et nouveaux (*étude de l'emploi des jeunes*, P152738 ; *étude comprendra la migration internationale en Afrique de l'Ouest*, P164474 ; ainsi qu'un *examen des dépenses publics* (*Public Expenditure Review-PER*) à l'échelle nationale prévue pour l'exercice 2020, P170349), serviront de base à la mise en œuvre du portefeuille global de la jeunesse, tandis que la nouvelle série d'AB sur l'inclusion productive au cours de la période 2021-2023 favorisera un ciblage plus progressif et un financement durable des programmes de compétences.³⁶ Le GBM prévoit également d'explorer d'autres travaux PPP dans le domaine des compétences et de l'employabilité, et la SFI étudiera les possibilités de soutenir l'offre privée d'enseignement supérieur pour améliorer l'employabilité.

Objectif 1.4 : Donner aux adolescentes et aux femmes les moyens davantage d'autonomie et d'opportunités en termes de santé reproductive et de productivité économique.

ODD correspondants :



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Genre, emploi et transformation économique, en lien avec le thème transversale de l'investissement dans les ressources humaines et les personnes en situation de handicap
Résultats escomptés du CPP:

³⁵ Rapport de l'Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES) 2014-15.

³⁶ Cette nouvelle série d'AB s'appuiera sur le cadre Emploi et Transformation Economique (Jobs and Economic transformation-JET). Il s'appuiera sur les réalisations de la série d'AB en cours qui devrait s'achever au cours de l'exercice 20 (qui soutient les investissements privés et les aspects de création d'emplois du JET) et soutiendra des réformes complémentaires visant à améliorer la productivité des futurs travailleurs et entrepreneurs.

- *Adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui ont déjà commencé leur vie reproductive (enceintes ou ayant déjà un enfant) (pourcentage) - globalement, pour le quintile le plus pauvre, et aussi pour les régions les plus en retard de développement*
- *Adolescentes qui bénéficient d'un transfert en espèces, avec les conditions nécessaires pour rester à l'école et retarder leur grossesse (nombre)*

59. **Malgré des améliorations, les adolescentes et les jeunes femmes n'ont encore qu'un contrôle limité sur les principales décisions qui ont une incidence sur leur santé reproductive.** Cette situation limite leur productivité individuelle à court terme tout en ayant un impact sur le capital humain de leurs enfants et sur la capacité du pays à tirer parti du dividende démographique à long terme. La fécondité a baissé lentement ces dernières années mais reste élevée, à 4,6 enfants par femme (2017). Cette tendance reflète les normes sociales et culturelles et l'utilisation limitée des contraceptifs modernes (seulement 26 % à l'échelle nationale). Étant donné que la survie de l'enfant s'est améliorée beaucoup plus rapidement que la fécondité n'a diminué, la transition démographique est plus lente que prévu : seul 0,5 point de pourcentage de croissance du PIB par habitant peut être attribué à un faible dividende démographique depuis 2000. La grossesse chez les adolescentes est particulièrement préoccupante (16,4 % des filles de 15 à 19 ans ont déjà commencé à avoir des enfants, avec des disparités régionales frappantes), car elle a des répercussions sur leur santé, réduit leurs possibilités d'éducation et d'emploi et les enferme (elles et leurs enfants) dans la pauvreté. Le mariage précoce reste une pratique répandue (9 % et 31 % des filles se sont mariées avant l'âge de 15 et 18 ans, respectivement), les adolescentes rurales, sans instruction et pauvres étant nettement plus vulnérables à la violence familiale et à d'autres formes de violence et d'exploitation.

60. **Conformément à l'approche transversale du CPP en faveur de l'égalité des sexes et en s'appuyant sur les enseignements tirés du programme de développement humain en Afrique de l'Ouest, l'IDA propose d'investir davantage de ressources dans la santé reproductive, en plus des investissements qui bénéficieront aux jeunes hommes et femmes au titre de l'objectif 1.3.** Le projet Santé et nutrition récemment approuvé (P129472) s'appuiera sur le système actuel de transferts monétaires pour mettre en place des incitations et des activités visant à maintenir les adolescentes à l'école et à retarder le mariage et la grossesse, et le Sénégal pourrait rejoindre le projet régional SWEDD (Sahel Women Empowerment for Demographic Dividend) au cours de l'exercice 2021 pour poursuivre ces objectifs et exploiter les réseaux régionaux (notamment celui des chefs religieux).

61. **D'autres investissements de la BM appuieront des mesures visant à réduire les contraintes à l'autonomie et à libre administration des femmes et à fournir aux jeunes femmes vulnérables les services dont elles ont besoin pour contribuer à l'économie et assurer un meilleur avenir à leurs enfants.** Les interventions pourraient comprendre : a) la fourniture de contraceptifs modernes dans le cadre de l'ensemble des services de soins primaires fournis dans le cadre du programme de couverture maladie universelle ; b) la formation et l'incitation du personnel de santé à accorder une attention professionnelle et personnalisée aux besoins des adolescents en matière de santé sexuelle et reproductive ; c) la sensibilisation des chefs religieux et traditionnels, se basant sur des interventions communautaires sur la santé maternelle et infantile et la nutrition ; d) l'alphabétisation fonctionnelle et l'enseignement du calcul pour les femmes analphabètes par l'intermédiaire des comités scolaires établis ; et e) des incitations financières spécifiques pour les adolescentes afin qu'elles restent à l'école et retardent le mariage et la première grossesse.

Deuxième domaine d'intervention : Stimuler la compétitivité et la création d'emplois par une croissance portée par le secteur privé

Encadré 4 : Perspectives Genre dans le CPP

Plusieurs ASA récentes et en cours (portant spécifiquement sur le genre ou ayant une dimension de genre significative) constituent l'équivalent d'une évaluation nationale de l'égalité des sexes (Country Gender Assessment-CGA). Dans l'ensemble et comme le résume en partie le DSP, cet important corpus de travail identifie le manque d'accès des femmes aux services de base (en particulier la santé sexuelle et reproductive, qui entraîne également une forte croissance démographique) et le manque d'accès des femmes aux intrants productifs (notamment la terre) comme les principaux obstacles liés au genre pour réduire la pauvreté et partager la prospérité.

Le Gouvernement a fait preuve d'un engagement ferme en faveur de l'égalité des sexes et vient de finaliser (en octobre 2019) une nouvelle stratégie nationale pour l'autonomisation économique des femmes 2020-2035. Le plan d'action prioritaire de la stratégie fixe deux objectifs principaux : (i) porter le taux d'emploi des femmes à 60 % en 2035 (contre 34 % en 2018) et (ii) porter le pourcentage d'entreprises dirigées par des femmes à 40 % en 2035 (contre 20 % en 2018).

En conséquence, la plupart des objectifs de ce CPP incluent explicitement des interventions spécifiques et des cibles désagrégées pour aider à réduire les écarts entre les sexes de manière systématique. Ceci est en outre, et en complément stratégique d'un objectif spécifique (1.4) axé sur l'autonomisation des femmes à travers l'angle de la fécondité des adolescentes. Dans certains cas, les objectifs sont en outre ventilés par région géographique et/ou niveau de pauvreté, afin que les femmes les plus pauvres et les plus vulnérables puissent réaliser des gains encore plus importants. Plusieurs opérations en cours ou prévues abordent intentionnellement la question des normes sociales et s'adressent aux garçons et aux hommes (y compris dans leurs rôles de pères et de maris, mais aussi de chefs religieux et traditionnels), ainsi qu'aux filles et aux femmes, pour assurer une pleine appropriation communautaire et de meilleurs résultats pour les deux, plutôt que de simplement réduire l'écart (voir les détails à l'annexe 8).

62. Pour accélérer et soutenir la croissance tout en réduisant la pauvreté et en améliorant l'inclusion, il faudra poursuivre les réformes structurelles, améliorer la productivité et réduire les coûts des principaux secteurs porteurs. Dans le cadre de ce domaine d'intervention, le GBM consolidera et appuiera le gouvernement pour des réformes structurelles selon quatre objectifs : a) Améliorer la connectivité numérique et physique aux niveaux national et régional ; b) Réduire les coûts énergétiques et l'empreinte carbone et optimiser le bouquet énergétique ; c) Promouvoir l'économie de service, notamment par l'innovation et l'intégration financières ; et d) Accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture et des chaînes de valeur connexes.

63. L'approfondissement des réformes de l'environnement des entreprises restera essentiel pour stimuler la croissance tirée par le secteur privé dans le cadre de ces quatre objectifs. Le PREAC (*Programme de Réforme de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité*) du gouvernement a aidé le Sénégal à améliorer constamment le climat d'investissement au cours des cinq dernières années. Le Sénégal s'est classé 123^e (sur 190) dans le rapport *Doing Business 2020*³⁷ en améliorant l'accès à l'information sur le crédit et en intégrant l'administration fiscale des PME grâce à la plate-forme eTax. Bien que ces résultats soient encourageants, le gouvernement devra approfondir davantage le programme de réforme pour s'attaquer aux contraintes qui pèsent encore sur le secteur privé. L'évaluation du climat d'investissement³⁸ a classé les pratiques du secteur informel comme la contrainte la plus sévère pour les entreprises formelles (58%), suivie de près par l'accès au financement (55%), à l'électricité (49%) et à la terre (44%), ainsi que les taux d'imposition et l'administration fiscale (30% et 27%, respectivement).

³⁷ Le Sénégal figurait parmi les 10 premiers réformateurs mondiaux dans le rapport *Doing Business en 2016*. Depuis 2015, le Sénégal a réalisé 23 réformes substantielles selon *Doing Business*, améliorant son classement de 161^{ème} à 123^{ème}, montrant ainsi une volonté constante de réformes.

³⁸ Voir *Évaluation du climat de l'investissement au Sénégal*, Banque mondiale, juin 2017

64. Un engagement coordonné au sein du GBM sera particulièrement important dans ce domaine d'intervention, et le rôle de la SFI sera essentiel pour soutenir les actions du secteur privé dans les quatre objectifs. Le Diagnostic Pays du secteur privé (DPSP, 2019) conjoint SFI-Banque mondiale a identifié les principales contraintes et opportunités d'investissement du secteur privé au Sénégal. Ce diagnostic a servi de base à la stratégie pays de la SFI pour le Sénégal,³⁹ qui définit les domaines et les actions à entreprendre en amont des réformes pour catalyser l'investissement privé au cours des cinq prochaines années (voir annexe 6), notamment dans les infrastructures durables, les TIC, l'accès au financement, le tourisme et la chaîne de valeur agro-alimentaire. Dans le présent CPPI/IDA se concentre sur la promotion de réformes clés par le biais d'AB et d'un nombre sélectif de financement de projet d'investissement (Investment Project Financing-IPF) et d'ASA complémentaires pour optimiser la portée et l'impact des ressources publiques, alors que la SFI utilise un ensemble diversifié de produits financiers et consultatifs dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications pour réduire le coût de ces secteurs porteurs clés et améliorer leur accès. La SFI encouragera également un meilleur accès financier par le biais d'investissements et de services consultatifs aux banques locales et régionales, et s'efforcera d'approfondir le rôle et le fonctionnement des marchés des capitaux. La SFI soutiendra également : les entreprises de transformation de produits agro-alimentaires qui servent la classe croissante des consommateurs au pays et exportent vers la région ; l'industrie légère ; et les entreprises opérant dans les secteurs des services comme le tourisme, le commerce de détail, la construction et l'immobilier. MIGA continuera d'aider le secteur privé étranger à s'engager dans l'économie du Sénégal par le biais de ses instruments de garantie dans tous les secteurs éligibles.

Objectif 2.1 : Améliorer la connectivité numérique et physique aux niveaux national et régional

ODD correspondants :



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Emplois et transformation économique, en lien avec le thème transversal de la technologie

Résultats escomptés du CPP:

- Temps de transport de fret sur le corridor régional clé Dakar-Bamako
- Temps de trajet moyen en véhicule par les transports publics de la préfecture de Guédiawaye à la gare routière de Petersen sur le Plateau de Dakar à l'heure de pointe
- Pénétration de l'Internet mobile (3G/4G) à haut débit (pourcentage de la population)
- Coût du sous-panier du haut débit mobile (en pourcentage du RNB/habitant)

65. L'amélioration des transports et de la logistique est essentielle pour améliorer la compétitivité du secteur privé. Bien que des progrès aient été réalisés, le classement actuel du Sénégal pour certains indicateurs de connectivité reflète l'ampleur des problèmes qui subsistent. En 2018, la connectivité physique (transport et logistique) du Sénégal aux niveaux rural, urbain et régional a contribué à hauteur de 4,6 % au PIB, et le pays s'est classé 141e sur 160 selon l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, en baisse par rapport au 132e rang en 2016.⁴⁰ Si la qualité du réseau de transport/logistique s'est améliorée depuis 2016, elle reste inefficace, coûteuse et peu diversifiée, 95 % du fret étant acheminé par la route. La congestion rampante à Dakar et dans d'autres centres urbains en croissance rapide entrave l'accès aux marchés, aux emplois et aux services, y compris

³⁹ Voir annexe 6

⁴⁰ <https://lpi.worldbank.org/international/scorecard/radar/254/C/SEN/2018#chartarea>

les écoles et les établissements de santé. Elle aggrave également le problème déjà critique de la pollution : Dakar a été classée ville la plus polluée d'Afrique en 2018 par l'Organisation mondiale de la santé.

66. **Dans le cadre du CPP, certaines interventions dans le domaine des transports viseront à améliorer la connectivité nationale et régionale (voir l'encadré 1 sur ce dernier), dans le but de renforcer la compétitivité de secteurs économiques clés.** Le *projet d'appui au transport et à la mobilité urbaine* (P101415), actuellement en cours, vise à relever les défis de la logistique interurbaine et rurale en améliorant les transports entre Dakar et Saint-Louis et en desservant la zone agricole à fort potentiel des Niayes, tandis que le *Projet de Bus Rapid de Transit* (P156181) de Dakar mobiliser le financement privé des autobus, systèmes et équipements, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), projet structuré par la SFI, qui a servi de conseiller transaction et qui compte pour client CETUD (P601344). La SFI envisagera également de financer le promoteur privé chargé de l'exploitation du BRT pour autant que les conditions d'investissement soient remplies. La création d'un système de transport en commun à haute densité pour améliorer la mobilité urbaine entre Dakar et ses banlieues réduira la congestion et la pollution tout en améliorant l'accès aux emplois, aux services et aux marchés, ce qui profitera particulièrement aux pauvres des villes. Là où le gouvernement est intéressé à collaborer, la SFI cherchera à soutenir les engagements des PPP dans l'infrastructure de transport de base, y compris les ports et les routes.

67. **De même, l'élargissement de l'accès et de l'utilisation des services numériques, en particulier de l'internet à haut débit, est essentiel pour promouvoir l'esprit d'entreprise, l'inclusion financière et le développement d'une économie numérique inclusive. Pourtant, les services Internet sont moins développés, plus coûteux et moins fiables que dans les autres pays de la région.** En 2017, seulement 0,7 % de la population avait accès au haut débit fixe (en raison de prix inabordables, c'est-à-dire 33 % du revenu brut mensuel moyen par habitant) et 27 % ont accès au haut débit mobile. La couverture actuelle des réseaux 3G et 4G est faible, avec 39% de la population en 2017 et actuellement 85%. Il existe une fracture numérique persistante entre les régions géographiques et les groupes de population, avec de graves insuffisances de connectivité dans les zones rurales, notamment dans le centre et le sud du pays. La qualité de l'Internet est faible, même à Dakar. En 2017, la bande passante Internet par internaute (kbits/s) n'était que de 7 au Sénégal contre une moyenne africaine de 12 et mondiale de 76. En résumé, le défi auquel le Sénégal est confronté est triple : (i) accélérer l'accès à l'internet à haut débit, (ii) réduire les prix des services à haut débit et (iii) améliorer la qualité et la rapidité des services internet.

68. **Un AB en cours financé par l'IDA (P170366) - qui s'appuie sur une analyse conjointe au sein du GBM au cours des deuxième et troisième années - soutient les réformes visant à améliorer la qualité, la transparence et la concurrence et à réduire les coûts dans le secteur des TIC, créant ainsi un environnement commercial attrayant pour les jeunes entreprises numériques au Sénégal.** L'IDA, avec le soutien de la SFI, s'est également engagée dans la création d'un cadre réglementaire propice à l'investissement privé, et l'initiative d'infrastructure numérique (Digital Infrastructure Initiative-DII) de la SFI et de la BIRD ainsi que l'économie numérique pour l'Afrique (Digital Economie for All-DE4A) du GBM – Diagnostic Pays du Sénégal (P166386) vont accroître la connexion à haut débit dans le Sénégal.⁴¹ Le GBM aidera le Sénégal à être compétitif à l'ère numérique en augmentant l'accès et l'utilisation de services Internet et numériques de haute qualité, inclusifs et abordables.

⁴¹ Groupe Banque Mondiale. 2019. Economie Numérique pour l'Afrique : Diagnostic Pays-Sénégal. Banque Mondiale, Washington, DC. © Banque Mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31841> License: CC BY 3.0 IGO

Encadré 5 : Focalisation numérique du CPP Sénégal

Le gouvernement du Sénégal reconnaît la pertinence stratégique et le potentiel de l'entrepreneuriat numérique (Digital Entrepreneurship-DE). Elle s'est engagée à " promouvoir une industrie numérique innovante et créatrice de valeur et à stimuler les opportunités de transfert de technologie avec l'ambition de devenir un pays de référence en Afrique dans le domaine numérique ".

Plusieurs initiatives du GBM (y compris l'engagement conjoint de la Banque mondiale et du SFI dans le domaine des TIC) appuient le gouvernement du Sénégal dans cette ambition comme suit : Comprendre les moteurs, les canaux de transmission et les contraintes de l'entrepreneuriat numérique., tout en évaluant leur impact potentiel par le biais de l'évaluation nationale de l'économie numérique (Digital Economy Country Assessment-DECA), de l'étude sur les sources de croissance numériques (Digital Source of Growth-DSOG) et de notes politiques sur l'infrastructure numérique et le financement numérique ; soutenir les bases juridiques, réglementaires et politiques de l'entrepreneuriat numérique par un financement multisectoriel de politique du développement (FDP) ; stimuler les applications numériques sectorielles à travers une combinaison d'AT et d'activités de prêt; Préparer des feuilles de route opérationnelles pour élargir l'accès aux services numériques dans les zones rurales et stimuler l'utilisation des services de finance numérique et d'administration en ligne (P17171740), ouvrant ainsi la voie à de nouveaux engagements opérationnels.

Le GBM s'efforcera d'approfondir ses engagements en matière d'infrastructure numérique, de finance numérique et d'administration en ligne (tels que décrits dans les objectifs 2.1 et 3.3, en particulier) tout en veillant également à ce que les technologies numériques soient intégrées de manière organique dans tous les objectifs pertinents. Par exemple, l'un des domaines importants où les solutions numériques peuvent avoir un impact transformationnel est l'éducation, tant du point de vue de l'accès et de la pertinence que de l'efficacité et de la gouvernance (compétences numériques, accès aux contenus mondiaux, examens en ligne, meilleure gestion scolaire, etc.) Il existe également un fort potentiel de numérisation des transactions commerciales et financières dans le secteur agricole et d'amélioration de la transparence et de l'efficacité des mécanismes de prestations en matière de protection sociale, entre autres.

Objectif 2.2 : Réduire les coûts énergétiques et l'empreinte carbone et optimiser le mix énergétique

ODD correspondants:



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Emplois et transformation économique, en lien avec le thème de la dette

Résultats escomptés du CPP:

- *Part du gaz dans le bouquet énergétique (pourcentage)*
- *Niveau de subvention aux entreprises de service public (montant)*
- *Ménages ruraux ayant accès à l'électricité (pourcentage)*

69. **L'accès coûteux et peu fiable à l'énergie demeure un obstacle majeur à la compétitivité et à la croissance du secteur privé.** Alors que 92 % des citoyens ont accès à l'électricité, le taux d'électrification dans les zones rurales n'est que de 40 % (2018). La qualité du service peut être améliorée, 80 % des entreprises connaissant en moyenne 5 pannes par mois, ce qui représente des pertes de ventes annuelles de 5 % (2014-2015). En outre, les tarifs de l'électricité sont encore deux fois plus élevés que la moyenne mondiale et inférieurs aux niveaux de recouvrement des coûts malgré une décision récente du gouvernement d'augmenter les tarifs. Enfin, il existe une dépendance à l'égard du mazout lourd comme principale source d'énergie, ce qui augmente les importations et constitue une charge importante sur les réserves de devises et est moins respectueux du climat.

70. **Les interventions du GBM au cours de la période couverte par le CPP appuieront les efforts de réforme du gouvernement dans le secteur de l'énergie, notamment des réformes institutionnelles et réglementaires visant à améliorer l'accès en milieu rural, à accroître l'utilisation du gaz et des énergies renouvelables dans le mix énergétique (ce qui contribuera directement à la stratégie du gouvernement pour l'atténuation du changement climatique) et à attirer des investissements privés dans ce secteur.** Le projet *d'appui au secteur de l'électricité* en cours (PASE, P125565) contribuera à réduire les pertes techniques et commerciales de la SENELEC et à améliorer la fiabilité du service dans la région de Dakar et ses environs ainsi qu'en en Casamance, et la troisième phase (au cours de l'exercice 2020) de la série d'AB en cours visera à renforcer les efforts du Sénégal en matière de gouvernance, la participation du secteur privé et un accès inclusive au secteur électrique (voir encadré 3, approche en cascade). La BM en est aux premiers stades de la préparation d'un nouveau projet (P169744) visant à promouvoir le passage à une production plus faible de carbone. Cet engagement permettrait au Sénégal d'aller au-delà de son engagement de réduction des émissions de l'Accord de Paris sur le changement climatique de 2016 (avec une réduction attendue des gaz à effet de serre - GES - équivalente à 30% d'ici 2022 et 30% d'ici 2026) et d'atteindre l'ODD 7 sur l'accès universel à des services électriques accessibles, fiables et modernes, d'ici 2025, cinq ans avant la date prévue.⁴² L'utilisation accrue du gaz domestique contribuera également à réduire le coût de l'électricité et le coût budgétaire des subventions, ce qui aurait un impact favorable sur la croissance inclusive et la compétitivité au cours de la période couverte par ce CPP.

71. **En outre, la SFI a commencé à aider le gouvernement à concevoir un réseau national de pipelines et à structurer un PPP envisagé pour construire, posséder et exploiter ce réseau.** Conformément à son orientation en matière d'atténuation des changements climatiques, la SFI cherchera des possibilités de réorienter le bouquet énergétique vers le gaz et les énergies renouvelables, dans le but de réduire les coûts de production et d'accroître la fiabilité des sources d'énergie nationales. La SFI conseille le gouvernement du Sénégal, par l'intermédiaire de son comité gaz-électricité (P603023), sur la mise en place d'un réseau de gazoducs terrestres qui reliera les champs d'hydrocarbures aux centrales électriques au gaz existantes et futures. La SFI a également conseillé le gouvernement et structuré et financé le programme Scaling Solar, qui développe des projets solaires dans le cadre d'un programme IPP. Jusqu'à présent, l'initiative a conduit au développement de deux projets solaires qui produiront environ 65 MW d'électricité à un prix très faible (moins de 0,04 centime d'euro/kWh). MIGA a émis des garanties pour soutenir ces deux projets sur le plan des fonds propres, en plus des prêts de la SFI, afin de fournir une protection contre les risques non commerciaux. Le succès de Scaling Solar (P600925) au Sénégal aura un fort effet de démonstration dans la région.

72. **L'amélioration de l'interconnexion et la promotion d'un marché régional de l'énergie contribueront également à stabiliser le réseau et à réduire les coûts énergétiques.** Les projets d'extension du réseau de transport de l'OMVS (P147921) et d'interconnexion de l'OMVG (P146830) permettront d'accroître les échanges d'électricité entre le Sénégal et d'autres pays du pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest (West African Power Pool-WAPP). Une fois l'infrastructure en place (prévue en 2021), elle permettra aux pays participants de créer des possibilités d'échanges mutuellement avantageux, favorisant ainsi la sécurité énergétique. Au fil du temps, les interconnexions permettront au Sénégal d'exporter de l'électricité produite à partir du gaz vers le WAPP. En outre, un projet d'accès au réseau régional envisagé tirerait parti de l'infrastructure de base à haute tension de l'OMVG

⁴² Le Sénégal a présenté sa contribution nationale prévue (INDC) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2015. La contribution INDC comprend le renforcement de l'adaptation dans les domaines de l'agriculture, de la gestion des paysages et des côtes, de la pêche, des villes et des infrastructures, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (15% de moins d'ici 2025, soutenue au titre de l'objectif 2.2 du CPP) et le renforcement des systèmes d'information.

et de l'OMVS pour fournir un accès au réseau à faible coût dans toute la région. Cette opération permettrait également de fournir de l'énergie à 100 pour cent des écoles primaires et secondaires du Sénégal et à 100 pour cent des centres de santé dans les six régions les plus en retard du bassin arachidier et de la Casamance, en soutenant davantage les objectifs d'accès à l'énergie et de capital humain dans le domaine d'intervention 1.

Objectif 2.3 : Promouvoir une économie axée sur les services, notamment en intégrant l'innovation et l'inclusion financières.

ODD correspondants :



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19: Genre, emploi et transformation économique, en lien avec le thème transversal de la technologie

Résultats escomptés du CPP:

- Adultes ayant un compte de transaction, c.-à-d. banques, IMF et argent électronique (en pourcentage) - selon le sexe et le milieu urbain/rural
- Adultes ayant effectué ou reçu un paiement numérique (pourcentage)
- PME ayant accès aux services financiers (pourcentage)

73. **L'accès au financement pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) est essentiel à l'inclusion financière, au fonctionnement d'un secteur privé viable et à la capacité des pauvres de se sortir de la pauvreté.** Dans le cadre du CPP, l'IDA prépare une nouvelle série régionale d'AB pour appuyer les réformes visant à (a) réduire le coût et le risque du crédit pour les micro-entrepreneurs ; (b) accroître la disponibilité de l'assurance indicielle pour se protéger contre les catastrophes climatiques ; (c) élargir la portée des services financiers numériques, y compris l'épargne électronique, pour les populations vulnérables ; et (d) améliorer les connaissances financières des micro-entrepreneurs tout en mettant en place des réglementations pour les protéger des pratiques frauduleuses et inéquitables. Au-delà de l'accès au financement, l'accès des MPME aux marchés et aux services de soutien est tout aussi important pour les aider à croître et à stimuler la création d'emplois. A ce titre, l'IDA soutiendra des subventions de contrepartie pour faciliter l'accès des MPME aux services de développement des exportations afin d'atteindre de nouveaux marchés ou d'approfondir leur engagement sur les marchés existants et soutiendra le renforcement des capacités des femmes entrepreneurs (par exemple, pour l'accès aux passations de marchés publics). La SFI travaillera en étroite collaboration avec l'IDA pour soutenir les réformes en amont sur l'inclusion financière des MPME, l'agro-financement, les services financiers numériques et l'entrepreneuriat, afin de créer les bases financières d'un écosystème de démarrage. La SFI continuera indépendamment à fournir des services d'investissement et de conseil aux banques locales et régionales pour faciliter l'accès au crédit, améliorer le commerce, soutenir l'accès des femmes aux services financiers, soutenir les PME et le financement du logement.

74. **La SFI renforcera son soutien au développement dans les secteurs des services à fort potentiel de création d'emplois, tels que le tourisme, l'immobilier et le commerce de détail.** La SFI vise à financer l'infrastructure et les services nécessaires pour attirer les touristes et les gens d'affaires qui arrivent dans le pays, en mettant l'accent à la fois sur les hôtels de loisirs et l'industrie des réunions (meetings, incentives, conference and exhibitions -MICE- sector). Cette initiative est complémentaire au projet de *développement du tourisme et des entreprises* financées par l'IDA (P146469) qui aide le gouvernement à mieux commercialiser le potentiel touristique du pays. Dans le domaine de l'immobilier, la SFI cherchera à utiliser sa certification Excellence in Design

for Greater Efficiency (EDGE) pour promouvoir la construction d'immeubles de bureaux et de centres commerciaux écologiques afin de réduire l'impact du secteur privé sur le changement climatique. Dans le domaine du logement abordable, la SFI travaillera sur une approche transversale du financement hypothécaire et sur une éventuelle obligation-logement⁴³ pour la zone FCAF. Dans le commerce de détail, la SFI soutiendra le développement de divers centres d'urbanisation, ainsi que la fabrication dans des secteurs localement compétitifs ou dans des zones économiques spéciales (ZES).

Objectif 2.4 : Accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture⁴⁴ et des chaînes de valeur associées

ODD correspondants :



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Emplois et transformation économique, en lien avec le thème de la dette

Résultats escomptés du CPP:

- Volume du rendement en arachide (tonnes par hectare)
- Volume des exportations agricoles de grande valeur (tonnes métriques) - globalement et pour l'arachide et l'horticulture
- Niveau de mise en œuvre des plans stratégiques nationaux pour deux maladies régionales prioritaires (lutte contre la péripneumonie contagieuse bovine [PPCB] et éradication de la peste des petits ruminants [PPR] (pourcentage)
- Parcelles de terrain avec droits d'usage ou de propriété enregistrés lors des campagnes de régularisation (nombre - par sexe)

75. **L'augmentation de la productivité agricole est essentielle pour que le Sénégal parvienne à une croissance plus inclusive, ainsi qu'à la sécurité alimentaire nationale et régionale.** Le secteur soutient 62 % de la population rurale et emploie plus de 36 % de la population active totale, mais il est six fois moins productif que le reste de l'économie. Le Sénégal s'est engagé dans le *programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique* (PDDAA),⁴⁵ mais les résultats obtenus par rapport à certains des engagements, notamment le renforcement du financement des investissements dans l'agriculture, sont inférieurs aux attentes. Les obstacles au développement du secteur, qui limitent considérablement la capacité des ménages ruraux à se sortir de la pauvreté, comprennent: a) l'utilisation extrêmement faible de l'irrigation et des engrais ; b) le manque de diversification (les arachides représentent 30 % de la production totale) ; c) le manque de transformation agricole (seulement 5 % de la production est transformée au niveau national) ; d) l'accès limité aux services financiers traditionnels et numériques ; e) un cadre juridique obsolète qui impose une contrainte aux droits fonciers transférables, notamment aux femmes, qui sont une condition préalable aux financements bancaires et aux

⁴³ Par l'intermédiaire de la *Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire* (CRRH), société privée de refinancement hypothécaire au service de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

⁴⁴ Sauf indication contraire, le terme "agriculture" comprend le sous-secteur de l'élevage.

⁴⁵ Le cadre politique régional de l'Union africaine (UA) pour la transformation de l'agriculture

investissements privés⁴⁶. Le potentiel d'augmentation de la production et de la productivité du sous-secteur de l'élevage pour répondre à la demande croissante et tirer parti de la diversité des conditions agroécologiques du pays est également inexploité, avec d'importantes disparités dans la nutrition animale, la génétique, la santé et les pratiques d'élevage qui limitent sa croissance durable.

76. Le Sénégal dispose d'un avantage comparatif dans les exportations de produits contre-saisonniers et tropicaux en raison de ses conditions climatiques favorables, de la disponibilité des terres, des faibles coûts de main-d'œuvre et de la proximité de l'Europe. L'IDA vise à tirer parti de ces dotations en stimulant les principales chaînes de valeur de l'agriculture et de l'agro-industrie, en augmentant la productivité et la diversification et en s'attaquant aux problèmes liés au régime foncier⁴⁷. La BM ciblera spécifiquement les deux principaux domaines de l'agriculture paysanne : le bassin arachidier et la Casamance (huile de palme, riz, coton, maïs), riche sur le plan agricole. Le projet sur la *compétitivité de l'arachide* proposé (P164967) vise à améliorer la compétitivité de cette chaîne de valeur et à accroître la résistance aux risques climatiques et commerciaux. Un projet *d'amélioration du cadastre et du régime foncier au Sénégal* (P172422) vise à renforcer la capacité du gouvernement à mettre en œuvre un registre foncier national et à améliorer le système d'enregistrement des droits fonciers dans certaines zones du domaine national.

77. La SFI appuiera le secteur agro-industriel en stimulant l'investissement privé et l'appui consultatif dans les domaines de l'agriculture commerciale, de l'agro-transformation et de leurs chaînes de valeur connexes, y compris les intrants agricoles (semences et engrais), les machines et équipements, le matériel d'irrigation, les services agricoles et le stockage à sec et à froid. La commercialisation du développement de l'agro-industrie permettra au Sénégal de diversifier son économie, de développer ses exportations et d'accroître la valeur économique dans les zones rurales. La SFI peut tirer parti de ses projets consultatifs pour accroître l'investissement privé et l'accès au crédit, ainsi que pour améliorer l'environnement propice à l'agro-industrie et les liens commerciaux. La SFI fournira un appui consultatif aux institutions financières afin d'accroître leur participation au financement agricole. En ce qui concerne le financement des récépissés d'entrepôt (P602976), les services conseils de la SFI continueront de conseiller le gouvernement sur la manière d'améliorer l'accès au financement, d'attirer les investissements dans les services professionnels de stockage et de faciliter l'accès aux marchés (un projet pilote initial dans le secteur du riz sera étendu aux secteurs de la noix de cajou et éventuellement des arachides).⁴⁸ Les services conseils de la SFI (P601575) continueront également de soutenir des mécanismes nationaux de contrôle sanitaire et phytosanitaire solides pour garantir l'accès aux marchés (en particulier pour les produits horticoles tels que les mangues) et le développement de plateformes numériques pour connecter les petits exploitants agricoles aux acheteurs du marché et aux institutions financières. La SFI cherche également à accroître les opportunités pour les petits exploitants agricoles par le biais de l'activité *Invest Senegal-Agribusiness Competitiveness* et à développer les exportations agro-alimentaires en conseillant les entreprises sur les normes

⁴⁶ Le Diagnostic P161579 sur le financement agricole (avril 2019) a révélé l'existence d'obstacles cruciaux à surmonter pour attirer le financement du secteur privé.

⁴⁷ Le Projet de développement inclusif et durable de l'agro-industrie (PDIDAS, P124018) appuie le développement d'une agriculture commerciale inclusive et la gestion durable des terres. L'appui à la politique foncière rurale sénégalaise, s'appuyant sur un projet pilote du PDIDAS pour appuyer la formalisation des droits d'utilisation des terres, vise à étendre l'effort au reste du pays par la création d'un bureau foncier et la préparation d'un cadastre.

⁴⁸ Un système de récépissé d'entrepôt (Warehouse Receipt System-WRS) crée un cadre pour les garanties mobilières sur les stocks détenus par les agriculteurs, les négociants et les transformateurs dans des entrepôts agréés. Les récépissés d'entrepôt constituent un titre de propriété légal des marchandises déposées dans un entrepôt agréé et peuvent être utilisés pour accéder au crédit. Au Sénégal, le projet de loi WRS a été promulgué en juillet 2017 et le règlement WRS en 2019 avec l'appui des services conseil de la SFI.

internationales de sécurité alimentaire. Enfin, la SFI appuiera la chaîne de valeur de l'agro-industrie en finançant et en appuyant les liens avec l'agro-transformation.

Domaine d'intervention 3 : Accroître la RESILIENCE et la DURABILITÉ dans un contexte de défis grandissants

78. Le Sénégal est confronté à des défis de résilience et de durabilité liés au changement climatique, à l'urbanisation rapide, aux inégalités spatiales dans l'accès à l'eau et à l'assainissement, et aux risques liés à l'impact potentiel de la manne pétrolière et gazière sur la gouvernance. Les objectifs spécifiques de ce domaine d'intervention sont les suivants : a) promouvoir et protéger les moyens de subsistance, les écosystèmes et les infrastructures résilients face aux changements climatiques ; b) assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les zones rurales et périurbaines marginales ; et c) améliorer l'efficacité et la transparence des institutions de gouvernance et des systèmes de protection sociale. L'utilisation plus systématique de systèmes efficaces de protection sociale et de ciblage sera primordiale pour faire en sorte que le déficit de fonds propres ne s'aggrave pas davantage et soit en fait réduit. Le GBM travaillera avec son équipe de trésorerie pour explorer des instruments innovants, le cas échéant, pour mieux gérer certains de ces risques.

79. Les risques liés au climat comprennent des pluies imprévisibles, l'élévation du niveau de la mer et l'intrusion d'eau salée, qui entraînent des changements radicaux dans l'agriculture, l'insécurité alimentaire, le manque d'eau utilisable pour les plantes et les animaux et le déplacement des populations rurales et côtières vers les villes et les zones touristiques. Dans les zones urbaines, des infrastructures inadéquates peuvent entraîner l'inondation de quartiers entiers, poussant davantage d'habitants dans l'extrême pauvreté. Les cadres de réponse au changement climatique du pays ne sont pas adaptés pour relever ces défis, en partie du à l'absence de budgets dédiés et de ressources humaines qualifiées.

Objectif 3.1 : Promouvoir et protéger des moyens de subsistance, des écosystèmes et des infrastructures résilients face au changement climatique

ODD Correspondants :

5 GENDER EQUALITY

8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION

15 LIFE ON LAND

13 CLIMATE ACTION

Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Emplois et transformation économique ; Changement climatique

Résultats escomptés du CPP:

- Personnes bénéficiant de meilleures conditions de vie dans certaines zones urbaines vulnérables au climat (nombre)
- RNU (Registre National Unique) systématiquement utilisé pour la sélection efficace, opportune et transparente des ménages qui bénéficieront des réponses à l'insécurité alimentaire (Non/oui)
- Superficie nette des rives gagnée grâce aux investissements de protection et de restauration (nombre en mètres carrés)

80. Le portefeuille de l'IDA vise à protéger les plus vulnérables des impacts du changement climatique grâce à une série d'interventions. La BM a adopté le changement climatique comme thème spécial dans le cadre de l'IDA18 et s'est engagée à aider les pays à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national

(CDN)⁴⁹. Sous ce thème, le Projet de relèvement d'urgence et de résilience à Saint Louis (SERRP, P166538) soutient la planification de la relocalisation des populations et le renforcement de la résilience urbaine et côtière dans la région de Saint Louis et ses environs. Le *projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique* (PROGEP, P122841) construit des infrastructures de drainage dans les zones périurbaines de Dakar et autres zones côtières exposées aux inondations. Pour protéger l'industrie touristique, le *projet de développement du tourisme et des entreprises* (PDTE, P146469) met en place des infrastructures le long de la côte de Saly pour restaurer la plage et la protéger de l'érosion côtière. La durabilité du tourisme dépendra également de la conservation et de la restauration des paysages dans les parcs nationaux.

Encadré 6 : L'objectif climat dans le CPP Sénégal

Comme la plupart des pays sahéliens, le Sénégal est très vulnérable aux chocs climatiques et environnementaux, qui risquent de s'aggraver avec le temps. Les sécheresses et les inondations se sont intensifiées ces dernières années, et les changements climatiques devraient exacerber encore les phénomènes météorologiques extrêmes et les risques naturels auxquels le Sénégal est confronté. La zone côtière (702 km de côtes atlantiques) se caractérise par des banlieues basses, en expansion rapide et à forte densité de population, des nappes phréatiques élevées et un système de drainage mal planifié, ce qui expose une grande partie de la population, des infrastructures et des écosystèmes côtiers à des risques d'inondations et d'érosion. Environ 67 % de la population vit dans la zone côtière urbaine, où se situe 90 % de la production industrielle (y compris dans le triangle Dakar-Thiès-Mbour). Le changement climatique a également de graves répercussions sur les secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture (70 % de la production est pluviale), l'élevage et la pêche, qui représentent 20 % du PIB et emploient la majeure partie de la main-d'œuvre. Les changements climatiques touchent donc de manière disproportionnée les pauvres et les femmes, principalement en raison de la baisse de la productivité agricole, de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des inondations et de l'érosion côtières et des risques sanitaires qui en découlent. Selon certains scénarios, le nombre de personnes vivant dans des ménages dirigés par des femmes extrêmement pauvres pourrait augmenter de 62 % d'ici 2030.

Une attention particulière sera donc accordée à la prévention et à l'atténuation des changements climatiques dans l'ensemble du portefeuille. Il s'agira notamment de veiller à ce que les interventions liées à la santé et à la nutrition tiennent compte du climat (au titre de l'objectif 1.1), de réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre grâce au transport multimodal, en particulier le transport ferroviaire (au titre de l'objectif 2.1), d'accroître la disponibilité de l'assurance indicielle pour protéger le secteur agricole contre les catastrophes météorologiques (au titre des objectifs 2.3 et 2.4) et intégrer des infrastructures résilientes au changement climatique pour toutes les nouvelles opérations concernées.

Le Partenariat de collaboration sur les forêts s'attaque également aux risques liés aux changements climatiques en investissant au niveau régional, notamment dans les systèmes de gestion et d'information à l'échelle régionale. Par exemple : le *projet d'investissement pour la résilience des zones côtières d'Afrique de l'Ouest* (West Africa Coastal Areas Resilience Investment-WACA, P162337) comprend un observatoire régional et une plate-forme de partage d'expériences en Afrique de l'Ouest et dans le monde ; le *projet d'appui au pastoralisme du Sahel* (P147674) assure l'accès à l'eau et aux pâturages des éleveurs et prévoit des systèmes d'alerte pour prévenir les crises climatiques dans six pays (Sénégal, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), améliorant ainsi la résilience des communautés pastorales et agropastorales et les écosystèmes dont dépendent les éleveurs.


81. Le changement climatique est également atténué par le *projet de filet de sécurité sociale* (P133597) et la *protection sociale adaptative* NLTA (P153183), qui soutient le développement d'un système d'alerte précoce et fournit des services de réhabilitations adaptatifs à ceux qui ont subi des chocs climatiques. Ces interventions

⁴⁹ Le Sénégal a soumis son CND (prévu) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2015, y compris le renforcement de l'adaptation dans l'agriculture, la gestion des paysages et des côtes, la pêche, les villes et les infrastructures, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (15 % de moins en 2025, avec l'appui de l'objectif 2.2 du CPP), et des systèmes d'information renforcés.


contribuent à réduire l'impact négatif des chocs climatiques sur la sécurité alimentaire, entre autres, et dépendent fortement de la participation des membres de la communauté, en particulier des femmes, pour assurer un impact maximal. A l'avenir, l'IDA étudiera les options (y compris éventuellement une option de tirage différé) pour permettre au Sénégal de travailler à l'amélioration de la gestion des risques dans divers domaines politiques tout en s'assurant que le gouvernement dispose des ressources fiscales nécessaires pour faire face aux catastrophes futures. Cela s'appuiera sur les efforts déployés précédemment par les gouvernements⁵⁰ et contribuera à atténuer les effets du changement climatique sur l'économie dans son ensemble et dans différents secteurs, notamment la santé, l'eau et l'assainissement, les finances et la protection sociale.

Objectif 3.2 : Assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les zones les plus vulnérables


ODD Correspondants :




3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING



6 CLEAN WATER AND SANITATION



10 REDUCED INEQUALITIES



11 SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES

Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Emplois et transformation économique

Résultats escomptés du CPP :

- Population rurale ayant un accès sécurisé à l'eau grâce à des raccordements domestiques dans des zones ciblées/bassin arachidier (en pourcentage)
- Population ayant accès à des installations sanitaires améliorées dans les zones ciblées (en pourcentage) - par zone urbaine et rurale
- Personnes ayant accès à des services améliorés de gestion des déchets solides (nombre) - par sexe

82. Bien que le Sénégal soit bien doté en ressources en eaux souterraines et en eaux de surface, ces ressources, ainsi que des infrastructures d'eau et d'assainissement adéquates, sont inégalement réparties, avec des disparités spatiales persistantes entre les zones urbaines et rurales et entre la zone côtière et le reste du pays. Dans le bassin arachidier, par exemple, seulement 26 % de la population rurale a accès à un assainissement améliorés, et 53 % pratiquent encore la défécation en plein air. Ces disparités ont un impact évident sur toute une série de résultats, dont la santé et la nutrition, l'éducation des filles et la productivité agricole, qui sont tous essentiels à la réduction de la pauvreté.

83. Le présent CPP s'attaque à ces problèmes à l'aide d'un éventail d'interventions à l'échelle urbaine, rurale et nationale :

- Le projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain (P150351) finance des investissements stratégiques dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans les centres urbains tout en soutenant une plus grande participation du secteur privé aux services d'eau urbains.
- Le projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural (P164262) approuvé en 2018 améliorera l'accès à l'eau et à l'assainissement autour du bassin arachidier. Il renforcera également la capacité de gestion des ressources en eau au niveau national, ce qui aura des répercussions sur l'ensemble de la population. Les résultats escomptés de ce projet comprennent une meilleure nutrition dans la petite enfance, une baisse de la morbidité et des coûts médicaux, une réduction de l'absentéisme à l'école et au travail et une amélioration des résultats d'apprentissage et de productivité.

⁵⁰ Le Sénégal est l'un des premiers pays africains à avoir souscrit (en 2015) une police d'assurance sécheresse et inondation auprès de l'*Africa Risk Capacity*, une agence spécialisée de l'Union Africaine

- Un nouveau *projet de gestion des déchets solides* (P161477), prévu pour l'exercice 2020, appuiera la réforme des mécanismes institutionnels, réglementaires et financiers du secteur et offrira des possibilités de partenariats avec le secteur privé dans la prestation des services.

Un nouvel ASA sur le renforcement de la sécurité de l'eau au Sénégal pour des usages multiples (P172233) répondra au besoin de planification à long terme en proposant une feuille de route pour la protection et la conservation des ressources en eau, ainsi que l'élaboration proposée de plans directeurs sur l'eau afin de répondre à la demande à long terme des services des eaux et d'assainissement, dans des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, les industries minières et touristiques.

Objectif 3.3 : Améliorer la gouvernance générale à travers une efficacité, une efficience et une transparence accrues

ODD correspondants :



Thèmes spéciaux correspondant à l'IDA18 et 19 : Gouvernance et institutions, en lien avec le thème de la dette
Résultats escomptés du CPP:

- *Gouvernements locaux urbains qui reçoivent des subventions après avoir démontré des améliorations pour divers indicateurs de gouvernance (pourcentage)*
- *Élaboration d'un cadre de gestion des recettes pétrolières et gazières (Non/oui)*
- *Paiements d'impôts - comme proxy pour la numérisation (nombre)*

84. **La croissance rapide au cours de la période de la SPP a créé de nouveaux défis en matière de gouvernance qui posent un risque pour le succès continu du programme gouvernemental.** Il s'agit notamment de pressions croissantes sur les ressources publiques, de besoins plus complexes en matière de prestation de services, de demandes croissantes pour que les citoyens puissent s'exprimer et participer, et de demandes croissantes de transparence et de redevabilité dans les dépenses publiques, en particulier les passations de marchés. Pour relever ces défis, il faudra un ambitieux programme de gouvernance visant à promouvoir la redevabilité et la transparence globales, à renforcer l'engagement des citoyens et à modifier les mesures incitatives afin d'encourager les parties intéressées à y adhérer davantage.

85. **L'IDA s'attachera à renforcer la mobilisation des recettes intérieures et à améliorer l'efficacité, l'efficience et la transparence des systèmes et services essentiels de l'administration publique** en tirant parti des solutions d'administration en ligne et en appuyant les efforts de décentralisation, en renforçant les capacités statistiques pour la prise de décisions fondées sur des données factuelles et en intégrant la participation des citoyens au suivi des dépenses publiques.⁵¹ Par exemple, le *programme d'appui aux municipalités et agglomérations* (P157097) encourage une meilleure gouvernance et un financement plus rationnel au niveau municipal par niveau ; le *projet de développement du tourisme et des entreprises* (P146469) établit des guichets uniques (One-Stop-Shops, OSS) dans trois villes en plus de Dakar tout en appuyant le déploiement d'une application e-Tax pour les entreprises ; une assistance technique visant à renforcer la gestion des finances publiques (GFP) vise à améliorer l'efficacité, la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources

⁵¹ Toutes les nouvelles activités du GBM dans le cadre de ce CPP renforcent les possibilités d'engagement direct des citoyens.

financières au niveau central, y compris des recommandations sur la gestion des passifs éventuels associés aux investissements privés dans les services publics par le biais de PPP ou de structures connexes ; et un PER vise à améliorer la gestion budgétaire dans des secteurs clés, notamment l'éducation, la santé et l'agriculture.

86. Le CPP propose également un nouvel engagement pour faire avancer les réformes en matière d'efficacité et de gouvernance. Cette activité, envisagée provisoirement pour l'exercice 2021, soutiendra l'élaboration d'une approche de numérisation de l'ensemble du gouvernement afin de permettre la prestation de services publics efficaces, transparents, responsables et axés sur la personne aux citoyens et aux entreprises. Le projet serait axé sur : a) le renforcement des capacités du Gouvernement en matière d'analyse, de planification et d'évaluation des politiques, notamment par la création d'unités de réforme des politiques dans les principaux ministères ; b) le renforcement de la planification et de la gestion des investissements publics, y compris le cadre pour la sélection et la supervision transparentes des PPP ; c) l'appui pour atteindre les objectifs nationaux de mobilisation des recettes de la stratégie à moyen terme ; d) l'extension du système intégré de gestion financière (Integrated Financial Management System- IFMIS) pour couvrir tous les principaux systèmes gouvernementaux ;⁵² et e) le recours accru des paiements électroniques et mobiles par le Trésor et les services publics électroniques.

87. Dans ce contexte d'amélioration de la gouvernance globale et compte tenu des récentes découvertes de gisements de pétrole et de gaz (voir encadré 2), l'IDA fournira également un appui technique et financier aux secteurs pétrolier et gazier en amont pour mettre en place un cadre institutionnel de gestion robuste et transparent et pour stimuler les investissements privés dans ces secteurs. Ce programme actif de dialogue et d'assistance technique, mené en étroite coordination avec le FMI, vise à assurer une gestion optimale des recettes en hydrocarbures, tout en mettant en place des mécanismes institutionnels propices à la stabilité macroéconomique et à la croissance. Il vise aussi à assurer la transparence nécessaire pour engager les citoyens et soutenir les interventions du secteur privé dans la chaîne de valeur. Un projet de soutien aux négociations gazières et au renforcement de la capacité institutionnelle (P160652) appuie le renforcement de la capacité gouvernementale à mener à bien des négociations dans le secteur à travers le recrutement de conseillers de rang mondial sur divers sujets (techniques, juridiques, commerciaux et financiers). L'IDA appuie également l'élaboration d'un cadre stratégique visant à permettre et à encourager les investissements privés dans le secteur extractif par a) l'établissement d'un cadre fiscal harmonisé pour le secteur extractif et le renforcement des exigences de reporting en matière de prix de transfert et de divulgation des informations pour la fiscalisation des sociétés affiliées à des multinationales; b) l'amélioration des capacités de vérification fiscale, notamment pour les sociétés affiliées à de grands groupes internationaux ; et c) la modernisation du cadastre minier et de la capacité du gouvernement à analyser des données existantes. Enfin, la BM soutient le gouvernement du Sénégal en fournissant des informations sur le potentiel minier, des données sur les recettes issues du secteur et des statistiques sectorielles afin de promouvoir de nouveaux investissements par le biais de *l'initiative pour la transparence dans les industries extractives* (ITIE)⁵³ et d'aider à créer un espace pour un engagement multipartite efficace dans la gouvernance globale du secteur.

⁵² Les principaux systèmes comprennent la gestion financière (Financial Management System- FMIS), les ressources humaines (Human Resources Management System-HRMIS), les systèmes de marchés publics (e-Procurement), l'entreposage des données (agrégation des données financières provenant du FMIS, des taxes, des douanes et de diverses autres applications, y compris la participation des citoyens) et les écosystèmes et plateformes GovTech, notamment la cybersécurité.

⁵³ Senegal was admitted as an EITI member country in October 2013. Based on the latest assessment published in May 2018, the EITI Board found that Senegal had made satisfactory progress in implementing the 2016 EITI Standard.

E. Mise en œuvre du cadre de partenariat pays pour la période 2020-2024

Instruments et enveloppe financière

88. Ce CPP (2020-2024) s'étendra sur cinq ans (la dernière année de l'IDA 18 (2020), la totalité de l'IDA 19 (2021 -2023) et la première année de l'IDA 20(exercice 2024)) et l'enveloppe nationale de l'IDA du Sénégal devrait être maintenue au niveau de l'IDA18.⁵⁴ Le CPP proposé énonce les principes d'engagement pour l'ensemble de la période allant de l'exercice 2020 à l'exercice 2024, mais ne précise que les instruments de prêt proposés pour la première année (voir le portefeuille IDA en cours et les projets en cours de préparation pour les exercices 2020 et 2021 en annexe 3, avec cette partie prospective également résumée dans le Tableau 3 ci-dessous). Certains de ces investissements représentent l'héritage du portefeuille passé ou étaient déjà en préparation avant l'élaboration du présent CPP et demeurent pertinents, tandis que d'autres sont nouveaux et plus intentionnellement alignés sur les approches spécifiques décrites dans le présent CPP.

Tableau 3: Opérations IDA en cours de préparation pour les deux premières années du CPP

Domaines d'intervention du CPP	Nouveaux projets	IDA national	
		2020	2021
1. Renforcer le capital humain pour accroître la productivité et stimuler le dividende démographique	Investir dans la santé maternelle, infantile et adolescente - P162042	140	
	Nouvel engagement en matière d'éducation -P169916*		À DÉTERMINER
	Nouvelle série d'AB sur l'inclusion productive pour les exercices 2021-2023 - P172723*		À DÉTERMINER
2. Stimuler la compétitivité et la création d'emplois grâce à une croissance portée par le secteur privé	Série d'AB (3e et dernière année) sur les réformes structurelles multisectorielles P170366	180	
	Programme de diversification agricole basé sur les résultats dans le projet du bassin arachidier - P164967	150	
	Projet d'amélioration du cadastre et du régime foncier - P17242222		À DÉTERMINER
	Projet de passage à une production d'électricité à faible émission de carbone -P169744		À DÉTERMINER
	AB Développement du secteur financier de l'UEMOA - P171234		À DÉTERMINER
	Projet de corridor intermodal Dakar-Bamako -P171122		À DÉTERMINER

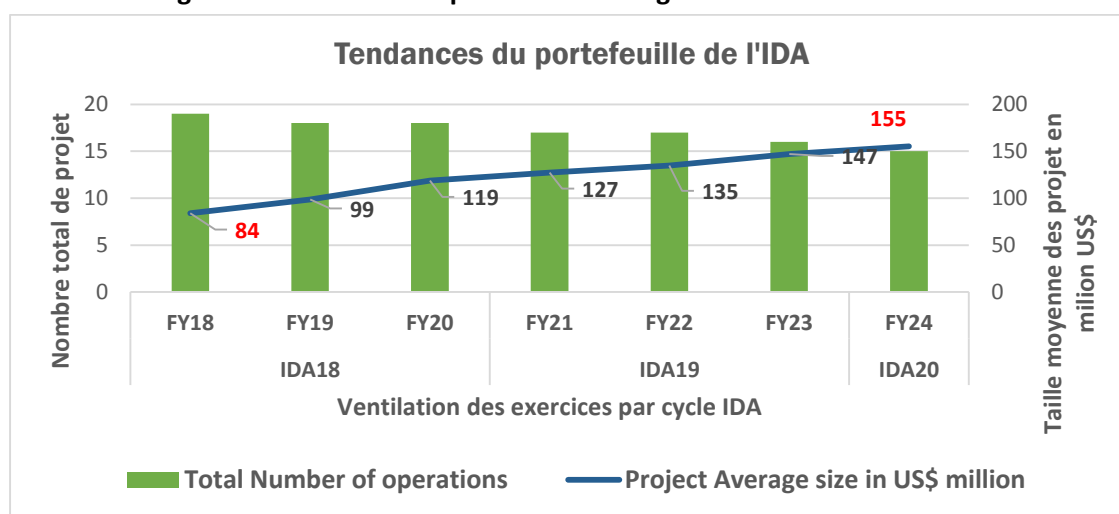
⁵⁴ L'enveloppe nationale de l'IDA pour les exercices 2020-2024 n'est qu'une estimation fondée sur les tendances actuelles. L'allocation réelle sera déterminée chaque année au cours des cycles de l'IDA 19 et de l'IDA 20, sous réserve de données telles que le RNB par habitant, la population, la performance du pays et l'enveloppe globale de l'IDA. L'allocation par pays de l'IDA peut également refléter l'application des réserves de la prochaine politique de financement du développement durable (PFDD). La BM continuera à mobiliser des ressources supplémentaires auprès de guichets spécifiques de l'IDA, y compris le programme régional de l'IDA, le SUF (Scale Up Facility-), au titre desquels 420 millions de dollars ont déjà été approuvés pour l'exercice 2020, le guichet secteur privé (Private Sector Window-PSW) et les fonds fiduciaires, et un portefeuille sélectif d'ASA continuera à alimenter le dialogue politique et les priorités du CPP.

3. Accroître la résilience et la durabilité dans un contexte de risques croissants	FA au Projet de Relèvement d'urgence et résilience de Saint-Louis-P166538 - P170954	50	
	Projet de gestion des déchets solides municipaux - P161477	125	
	Programme d'administration en ligne basé sur les résultats - P172524		À DÉTERMINER

* Provisoire en attendant une requête formelle du gouvernement

89. Le CPP vise également à réorienter le portefeuille actif vers un plus petit nombre d'opérations ayant plus d'impact. Au cours de l'exercice 2021 et au-delà, le financement des nouvelles opérations sera plus important et visera à obtenir un impact plus transformationnel sur les objectifs clés que ce que les portefeuilles passés et actuels ont été capables d'atteindre. Comme le montre la figure 2, ce regroupement se traduira effectivement par une diminution et une augmentation du nombre et de la taille des opérations dans l'ensemble du portefeuille de l'IDA.

Figure 2 : Tendances du portefeuille sénégalais – Exercice 2018-2024



Nota : Les exercices 2018 et 2019 ne font pas partie de cette période du CPP, mais sont présentés afin de montrer les tendances seulement. La taille moyenne des projets dans le cadre de l'IDA18 comprend le financement des guichets SUF.

90. Les modalités de financement de l'IDA pour le Sénégal évolueront au cours des prochaines années. Avec un risque *modéré* de surendettement, le Sénégal commencerait à recevoir un financement de l'IDA, sous forme de subventions, de 50 % au cours de l'exercice 2021. Au cours de l'exercice 2020, le RNB réel par habitant⁵⁵ du Sénégal a dépassé le seuil opérationnel des pays à faible revenu.⁵⁶ Compte tenu des fortes perspectives économiques du Sénégal, il est très probable que le pays restera au-dessus du seuil opérationnel de l'IDA pendant trois années consécutives. Ainsi, on s'attend à ce que le Sénégal perde son éligibilité aux subventions de l'IDA et à ce qu'il passe des conditions de crédit habituelles aux conditions de crédit mixte de l'IDA au cours de l'exercice 2022. Les modalités de financement de l'IDA pourraient également refléter l'application de la future politique de financement du développement durable (Sustainable Development Financing Policy-SDFP).

⁵⁵ Méthode Atlas

⁵⁶ Le seuil opérationnel de l'IDA pour l'exercice 2020 était de 1 175 \$US

91. **L'enveloppe de l'IDA sera complétée par un solide portefeuille de fonds fiduciaires et un programme stratégique d'ASA bien harmonisé avec le programme national dans tous les secteurs.** En particulier, les fonds fiduciaires cofinanceront (i) l'énergie et les industries extractives pour aider le pays maintenir ses performances en termes de respect des normes de l'ITIE; (ii) la protection sociale adaptative - soutien au filet de sécurité sociale et au programme d'emploi du Sénégal ; (iii) les finances, la compétitivité et l'innovation pour soutenir le programme national de l'entrepreneuriat numérique ; (iv) l'agriculture pour soutenir le développement durable et solidaire de l'industrie agro-alimentaire ; (v) le changement climatique pour renforcer la capacité de résistance et la préparation du pays pour éviter et gérer divers chocs tels que des catastrophes naturelles. Les principales ASA sont décrites dans le cadre des divers objectifs, et une liste complète figure à l'annexe 3. Les portefeuilles actuels de la SFI et de MIGA sont présentés dans les annexes 1, 6 et 7, respectivement.

92. **MIGA a cinq garanties en cours totalisant 309,6 millions de dollars américains dans les secteurs des infrastructures et des finances (voir le rapport sommaire sur le portefeuille en annexe 6).** En soutenant des projets éoliens, solaires et le passage des combustibles-au-gaz, MIGA contribue grandement à une énergie moins chère et plus propre (éolienne et solaire) au Sénégal. MIGA continue de chercher d'autres possibilités de soutenir les activités du CPP par le biais de ses produits d'assurance du risque politique pour l'IED au Sénégal. Plus précisément, MIGA entrevoit des opportunités dans le secteur des transports, y compris les ports et les transports urbains, et recherche des occasions d'appuyer des projets du secteur public dans le secteur des infrastructures grâce à son produit de rehaussement de crédit. Le Gouvernement sénégalais a demandé à MIGA d'envisager d'appuyer un grand projet d'infrastructure urbaine à Diamniadio. En ce qui concerne l'IED du Sénégal à l'étranger, à la fin juin 2019, MIGA disposait de 94,9 millions de dollars américains en exposition brute pour les investissements en provenance du Sénégal en Sierra Leone, ce qui souligne la tendance croissante des investissements intrarégionaux Sud-Sud. Trois autres projets sortants d'investisseurs sénégalais dans les pays du fragiles et touchés par des conflits en Afrique sont en cours de réalisation. Compte tenu de son engagement accru dans la région Afrique, MIGA a créé un bureau Afrique à Dakar en Octobre 2016. Le bureau collabore très étroitement avec l'unité de gestion du pays ainsi qu'avec le bureau central de la SFI et a établi des partenariats solides avec le gouvernement du Sénégal.

93. **La SFI a l'intention d'intervenir dans les secteurs de l'infrastructure, des TIC, du tourisme, de l'agro-industrie et des finances afin de créer des emplois, d'accroître la diversification économique et de fournir des services à une économie en voie d'urbanisation pendant la période couverte par le CPP.** La SFI utilisera ses services de conseil et d'investissement pour réduire le coût des principaux secteurs porteurs et améliorer l'accès à ces secteurs, et pour ouvrir de nouveaux secteurs à de nouvelles opportunités. La SFI s'appuiera également sur l'engagement, les produits et les connaissances de la Banque Mondiale pour mener à bien les réformes et accroître leur impact- y compris la réduction des risques de certains investissements de la SFI par le biais du guichet secteur privé, selon les besoins. La SFI a identifié plusieurs réformes à mettre en œuvre dans les principaux domaines d'intervention et collaborera avec l'IDA pour obtenir des résultats.

94. **Le présent CPP porte sur chacun des thèmes spéciaux de l'IDA18 et de l'IDA19.** Les principaux thèmes spéciaux de l'IDA18 et de l'IDA 19 liés au changement climatique et à la fragilité, aux conflits et à la violence sont abordés dans l'ensemble du CPP, notamment dans le domaine d'intervention 3 sur la durabilité et la résilience et dans l'objectif 1.3 sur la jeunesse. Le CPP aborde également les thèmes spéciaux du genre (d'une manière transversale y compris à travers des objectifs de performance ventilés par sexe pour de nombreux objectifs) et de la gouvernance et des institutions (en particulier sous l'objectif 3.3), il est également bien aligné sur le Programme de transformation de l'emploi et de l'économie (JET), y compris tout au long du Domaine d'intervention 2 et de la nouvelle série d'AB sur l'inclusion productive prévue pour les exercices 2021-2023. Enfin,

le CPP reflète également les questions transversales de l'IDA19 concernant la dette, la technologie, l'investissement dans les personnes et l'inclusion des personnes handicapées.

Faire face aux conséquences du changement climatique

95. **Comme indiqué au titre de l'objectif 3.1, le portefeuille du GBM visera à atténuer l'impact des chocs croissants liés au climat aux niveaux national et régional.** La BM a adopté le changement climatique comme thème spécial et s'est engagée à soutenir les pays dans la mise en œuvre de leurs CDN tout au long de l'IDA18 (et de l'IDA19). Le Sénégal a soumis son CND (prévu) à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2015, y compris le renforcement de l'adaptation dans l'agriculture, la gestion des paysages et des côtes, la pêche, les villes et les infrastructures, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (15% de moins en 2025),⁵⁷ et le renforcement des systèmes d'information. Au cours du présent CPP, on examinera la meilleure façon de soutenir ces objectifs (y compris par des investissements dans l'ensemble du portefeuille - comme décrit plus en détail dans l'encadré 6, en plus de ceux plus directement liés à la protection de divers moyens de subsistance, écosystèmes et infrastructures au titre de l'objectif 3.1). Les opérations prévues de la SFI dans le domaine des infrastructures contribueront à limiter les émissions en promouvant les énergies renouvelables et en limitant le trafic urbain.

Arrangements en matière d'approvisionnement et de gestion financière

96. **Approvisionnement.** En 2017, le Sénégal a évalué son cadre de passation de marchés à l'aide de l'outil méthodologique d'évaluation des systèmes d'achats (Methodology Assessing Procurement System-MAPS II). Le rapport fait état de certains progrès dans la réforme du système d'achat, mais identifie certains domaines qui doivent encore être améliorés. Pendant la période couverte par le CPP, la Banque mondiale appuiera la modernisation du cadre d'achat du pays en fonction des priorités suivantes : a) Mise en œuvre des principales recommandations issues de l'évaluation du MAPS et adoption d'un cadre d'achat plus souple et plus efficace ; b) professionnalisation de la fonction approvisionnement ; et c) élaboration et mise en œuvre d'un système d'achat en ligne (E-Governance Procurement, E-GP). La Banque mondiale continuera d'œuvrer à tous les niveaux pour améliorer la qualité de la prestation des services grâce à la modernisation des processus d'achat, en utilisant le nouveau cadre d'achat, les contrats pluriannuels et un E-GP dans tous les secteurs. À cette fin, la Banque financera une nouvelle opération au cours de l'exercice 2021 pour soutenir la mise en œuvre des réformes institutionnelles, y compris l'achat.

97. **Gestion financière.** La conformité globale du portefeuille aux exigences en matière de gestion financière est satisfaisante pour cinq (5) projets et modérément satisfaisante pour quatorze (14) projets. Les exigences de la Banque en matière d'information financière sont constamment respectées grâce à la présentation en temps voulu des rapports financiers intermédiaires (RFI) et des rapports d'audit d'une qualité acceptable. Le taux de décaissement du Sénégal était de 14,1% au 30 juin 2019 (au début du CPP), inférieur à la moyenne de la région Afrique qui se situe autour de 18,8%. Dix (10) opérations d'investissement financées par l'IDA sont actuellement mises en œuvre par l'intermédiaire de ministères ou des agences publiques,⁵⁸ sous la supervision de comités de pilotage (dirigés par le gouvernement avec la banque dans le rôle d'observateur). Les unités de mise en œuvre des projets (Project Implementation Unit-PIU) s'occupent des autres projets. Toutes les PIU prennent les dispositions voulues en matière de gestion financière, y compris la budgétisation, l'établissement de rapports et les audits, comme indiqué dans les manuels administratifs et financiers du projet. Cependant, la disponibilité de fonds de contrepartie est un défi pour le programme de pays, le manque de paiement entraînant des retards dans

⁵⁷ Cet objectif est soutenu au titre de l'objectif 2.2 sur l'énergie.

⁵⁸ EFTP, PASE (SENELEC), PTDE (APIX), PROGEF, SERP & PACASEN (ADM), BRT (CETUD), PATMUR (AGEROUTE), HECE (UCAD).

les activités appuyées par les fonds de contrepartie. Bien que des progrès aient été accomplis dans la mise en place de fonctions d'audit interne, il est nécessaire de renforcer davantage les ministères d'exécution qui mettent en œuvre les projets financés par l'IDA afin que les systèmes nationaux puissent être utilisés efficacement. La BM continuera à renforcer les fonctions d'audit interne de certains ministères (par exemple, la santé et l'éducation, les compétences professionnelles, l'eau et l'assainissement) et à aider à renforcer les capacités du personnel d'audit.

98. **Sauvegardes environnementales et sociales.** Les défis environnementaux posés par les interactions des facteurs naturels (changement climatique, érosion côtière, sécheresse) et humains (migration, urbanisation, croissance démographique, industries extractives, agriculture, déforestation, surpêche) continueront à poser des défis considérables pour la préservation de l'environnement. Le CPP se concentrera sur la promotion et la protection des moyens de subsistance et la résilience des écosystèmes en vue d'inverser ces tendances. Dans le cadre du CES applicable à tous les nouveaux projets au titre de cette période du CPP, le GBM soutiendra de manière proactive le gouvernement du Sénégal dans l'élaboration et la mise en œuvre de cadres environnementaux et sociaux afin que tous les projets évaluent et gèrent les risques et impacts pertinents. En particulier, afin de gérer les risques sociaux et environnementaux en amont, la BM continuera à soutenir (i) la consolidation des structures organisationnelles existantes avec des fonctions appropriées et (ii) le renforcement des capacités des institutions impliquées dans la planification et l'exécution des programmes de développement. La BM continuera également d'appuyer la mise en œuvre de mécanismes systématiques et efficaces de recours en cas de griefs (Grievance Redress Mechanisms-GRM) au niveau des projets, notamment pour lutter contre les violences basées sur le genre.

IV. GESTION DES RISQUES POUR LE PROGRAMME DE LA CPP

99. **Le risque global qui pèse sur la réalisation des objectifs de développement du Sénégal, tels qu'ils sont définis dans le CPP, est évalué comme étant substantiel (voir tableau 3).** Cette évaluation est basée sur les notations pour les domaines : i) politique et gouvernance ; ii) macroéconomiques ; iii) stratégies et politiques sectorielles ; iv) capacités institutionnelles de mise en œuvre et de viabilité, qui présentent chacune des risques importants pour le programme du CPP. Ces risques continueront d'être suivis de près pendant la période couverte par le CPP, en étroite collaboration avec le Gouvernement et les autres partenaires de développement.

Tableau 4 : Cote systématique du risque opérationnel (CSRO)

Catégories de risque	Notation
1. Politique et gouvernance	Substantiel
2. Macroéconomique	Substantiel
3. Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel
4. Conception technique du projet ou du programme	Modéré
5. Capacité institutionnelle de mise en œuvre et de durabilité	Substantiel
6. Fiduciaire	Modéré
7. Environnemental et social	Modéré
8. Intervenants	Modéré

Nota : L'échelle d'évaluation a quatre niveaux va de faible à modéré, puis de modéré à substantiel et enfin à élevé.

100. Risques politiques et de gouvernance. La situation politique est soumise aux pressions d'une coalition dans une démocratie vivante, où le parti au pouvoir a besoin du soutien de nombreux petits partis. Si de bons résultats économiques contribuent à soutenir la popularité du président, il y a aussi une perception selon laquelle les avantages de la croissance ne sont pas répartis de façon égale. Les secteurs clés - en particulier la santé et l'éducation - ont visiblement accru leurs mobilisations sociales en 2018, demandant des ressources publiques supplémentaires. Compte tenu de la réaction positive du gouvernement, d'autres secteurs pourraient être tentés de faire de même. Par conséquent, les décisions gouvernementales pourraient devenir de plus en plus politisées, ce qui pourrait avoir une incidence sur certaines des réformes et opérations envisagées dans le cadre du présent CPP, y compris celles liées à l'efficacité, au secteur privé et au ciblage transparent des dépenses publiques. Le GBM atténuera ce risque grâce à un dialogue continu et ouvert avec le gouvernement, et toutes autres parties prenantes sur les priorités de ce programme.

101. Risques macroéconomiques. Des changements inattendus qui impactent la stabilité macroéconomique et la viabilité budgétaire peuvent compromettre la réalisation des objectifs du CPP. Si d'autres pressions s'exercent sur les soldes budgétaires en raison de déficits de recettes ou de dépenses imprévues, le gouvernement pourrait accumuler d'autres arriérés et ne pas atteindre l'objectif de déficit budgétaire de l'UEMOA. Le risque accru de surendettement ne devrait pas avoir d'impact significatif sur l'accès aux marchés internationaux. En définitive, les pressions externes peuvent découler de la volatilité des prix du pétrole, de l'insécurité potentielle et d'une gestion inadéquate des recettes tirées des ressources naturelles, tandis que les menaces sécuritaires à travers le Sahel, conditions météorologiques et les chocs climatiques pourraient faire dérailler les perspectives de croissance, notamment par l'agriculture. Le GBM cherche à atténuer ces risques par une coordination étroite avec le FMI dans le contexte (1) d'un nouveau programme d'ICPE, en particulier sur la mobilisation des ressources, la qualité des dépenses, la transparence budgétaire et les questions de dette, et (2) des programmes d'assistance technique sur la gestion des revenus des ressources. Comme indiqué plus haut, la Banque Mondiale poursuivra également son dialogue politique direct sur les questions de GFP dans le cadre d'ASA et d'instruments de prêt existants de la Banque Mondiale.

102. Risques associés aux stratégies et politiques sectorielles. Les résultats du Sénégal en matière de formulation et de mise en œuvre des réformes sectorielles sont mitigés, et le DSP a conclu que les questions politiques et institutionnelles de longue date dans divers secteurs sont étroitement liées à d'importants intérêts économiques et politiques acquis. Par exemple, les vulnérabilités budgétaires émergentes ont réduit la capacité du gouvernement central à faire face aux arriérés de paiement de la compagnie d'électricité (SENELEC), et le secteur reste très vulnérable à d'éventuelles nouvelles augmentations des prix internationaux du pétrole. De même, les réformes dans le secteur des TIC touchent aux intérêts puissants et acquis dans ce secteur en pleine croissance et très rentable, qui ont pu retarder ou diluer les tentatives de réforme dans le passé. L'accès à la terre - notamment les droits fonciers - est toujours régi par une loi de 1964, novatrice à l'époque, mais dépassée depuis plusieurs décennies et constitue une contrainte majeure au développement du secteur privé et à l'autonomisation des femmes. Enfin, bon nombre de programmes de nature sociale (p. ex. diverses subventions, pensions, bourses d'études) peuvent en fait être régressifs dans leurs habitudes de dépenses et ne pas réduire suffisamment les inégalités. Le programme CPP propose d'atténuer ces risques en soutenant activement les réformes sectorielles critiques avec le FPD et les IPF et AT complémentaires.

103. Risques liés à la capacité institutionnelle de mise en œuvre et à la durabilité. Certains défis liés à la coordination entre les ministères et les organismes de réglementation peuvent entraîner des retards plus ou

moins longs dans la mise en œuvre des politiques ou des projets. Le GBM atténue ce risque en mettant l'accent sur la capacité institutionnelle et l'adhésion politique comme premier principe d'engagement (ou " comment ") utilisé comme prisme de sélectivité pour façonner le portefeuille tout au long de la période du CPP. Une supervision étroite par un nombre croissant d'employés et de gestionnaires sur le terrain contribuera à l'atténuation du risque.

ANNEXE 1 : MATRICE DES RESULTATS DU CPP

DOMAINE D'INTERVENTION I : Renforcer le capital humain pour accroître la productivité et allumer le dividende démographique, en mettant l'accent sur les plus vulnérables		
Objectif 1.1- Améliorer le développement des enfants de 0 à 5 ans (santé, nutrition et développement optimal du cerveau)		
Indicateurs des objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. % d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance <i>Base de référence : 18,8 % en 2018 ; (29 % dans le quintile le plus pauvre ; région la plus en retard : Kolda 32 %)</i> <i>Objectif : 12 % d'ici 2024 pour les deux sexes (18 % pour le quintile le plus pauvre ; 20 % pour la région la plus en retard)</i></p> <p>Indicateur 2. % d'enfants de 12 à 23 mois complètement vaccinés <i>Base de référence : 76,6 % en 2018 (région la plus en retard : région du Nord 70,2 % : quintile le plus pauvre : 71,6 %)</i> <i>Objectif : 94 % d'ici 2024 pour les deux sexes (75 % dans les régions les plus en retard et 75 % dans le quintile le plus pauvre).</i></p> <p>Indicateur 3. Taux brut de scolarisation dans l'enseignement préscolaire dans les 7 régions les plus en retard de développement <i>Base de référence : 9 % en 2018 ;</i> <i>Objectif : 18 % d'ici 2024 pour les deux sexes</i></p>	<p>Indicateur 1. % d'enfants de 0 à 5 ans couverts par les soins de santé primaire gratuits <i>Base de référence : 54% en 2017 (régions les plus en retard Kédougou 10% ; Tambacounda 11%)</i> <i>Objectif : 100 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. % d'accouchements assistés par du personnel qualifié <i>Base de référence : 74.2 % en 2018 (région la plus en retard : région sud 57.13 % ; quintile le plus pauvre 45.1 %)</i> <i>Objectif : 75 % d'ici 2024 (régions les plus en retard 55 % ; quintile le plus pauvre 50 %)</i></p> <p>Indicateur 3. Enfants de 0 à 23 mois bénéficiant d'activités de stimulation précoce grâce à des plates-formes communautaires de santé et de nutrition <i>Base de référence : 19 % en 2017 ;</i> <i>Objectif : 65 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 4. Nombre d'enfants âgés de 0 à 5 ans dont la famille reçoit un transfert de fonds</p>	<p>Activités en cours:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investir dans les premières années du développement humain au Sénégal (P161332) - Filet de sécurité sociale (P133597) + AF - Surveillance <u>régionale</u> des maladies et intervention en Afrique de l'Ouest (P154807) <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investir dans la santé maternelle, infantile et adolescente (P162042 – exercice 2020) <p>ASA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la couverture maladie universelle et à la préparation aux pandémies (P164017) - Soutien au dialogue sur le capital humain (IO2101198)

	<p>et des informations complémentaires sur la nutrition et la scolarisation des enfants</p> <p>Base de référence et objectif permanent : 348 000 enfants dans les 2 quintiles les plus pauvres chaque année jusqu'en 2024⁵⁹</p> <p>Indicateur 5. % de naissances enregistrées dans les registres de l'état civil au moment où les enfants atteignent l'âge scolaire</p> <p>Base de référence : 64 % en 2018</p> <p>Objectif : 75 % d'ici 2024</p>	
<p>Objectif 1.2- Établir des compétences de base solides (lecture, écriture et calcul) pour les enfants du primaire et du secondaire</p>		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. % d'élèves ayant des compétences adéquates en lecture et en mathématiques à la fin du CM1</p> <p>Mathématiques :</p> <p>Base de référence : 54,2 % en 2018 ;</p> <p>Objectif : 64 % d'ici 2023 (par sexe)</p> <p>Langue :</p> <p>Base de référence : 60 % en 2017 ;</p> <p>Objectif : 65,9 % d'ici 2023 (ventilé par sexe)</p> <p>Indicateur 2. Taux de transition vers le premier cycle du secondaire</p> <p>Base de référence : 66,38 % en 2018</p> <p>Objectif : 79 % d'ici 2023 (hommes et femmes)</p>	<p>Indicateur 1. Taux d'achèvement du cycle primaire</p> <p>Base de référence : 61,82 % en 2018</p> <p>Objectif : 72,7 % d'ici 2023</p> <p>Indicateur 2. Accès à l'électricité et à l'eau dans les écoles primaires et les collèges :</p> <p>Base de référence : électricité au primaire : 26,73 % ; électricité au secondaire : 91 % ; eau courante au primaire : 32 % ; eau courante au secondaire : 91 % (2018)</p> <p>Objectif : 100 % (fonctionnement et sécurité) pour les quatre sous-indicateurs (2023)</p>	<p>Activités en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base + FA (P13333333) <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement en matière d'éducation (projet en préparation pour l'exercice 2021) - P16991616 <p>ASA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Impact de la modernisation des écoles coraniques sur le développement cognitif et socio-affectif (P171045)

⁵⁹ Ces données proviennent de la base de données actuelle du PNBSF et devraient être stables jusqu'en 2024.

<p>Indicateur 3. % d'élèves du premier cycle du secondaire orientés vers les cours de sciences et de mathématiques en seconde Base de référence : 25,8 % en 2018 Objectif : 31,9 % d'ici 2023 (par sexe)</p>	<p>Indicateur 3. Écoles coraniques/Daaras inclus dans les statistiques officielles à la fois pour les inscriptions dans l'enseignement primaire et les résultats d'apprentissage Base de référence : Non en 2018 Objectif : Oui d'ici 2023</p>	<p>- Examen des dépenses publiques (P170349)</p>
<p>Objectif 1.3- Promouvoir l'employabilité des jeunes</p>		
<p>Indicateurs des Objectifs du CPP</p>	<p>Indicateurs de progrès supplémentaires</p>	<p>Programme du GBM</p>
<p>Indicateur 1. % de jeunes qui sont employés ou auto-employés 1 an après avoir terminé les programmes de formation correspondants Base de référence : 0 % en 2018 Objectif : 60 % d'ici 2023 (pour les hommes et les femmes)</p> <p>Indicateur 2. Nombre de bénéficiaires du filet de sécurité qui reçoivent un accompagnement productif Base de référence : 9 000 en 2018 Objectif : 30 000 d'ici 2024 (dont 70 % de femmes = 21 000)</p>	<p>Indicateur 1. Nombre de jeunes diplômés d'un programme de formation court et axé sur le marché du travail Base de référence : 1 800 en 2018 Objectif : 10 000 d'ici 2023, dont au moins 35 % de jeunes filles)</p> <p>Indicateur 2. Nombre de jeunes qui obtiennent un certificat de compétences après un apprentissage informel Base de référence : 0 en 2018 Cible : 12 000 dont au moins 35 % de jeunes filles d'ici 2023</p> <p>Indicateur 3. Nombre de jeunes (parmi les apprentis inscrits) ayant reçu une alphabétisation professionnelle complémentaire, une formation en gestion et un soutien socio-émotionnel Base de référence : 0 en 2018 Objectif : 15 000 d'ici 2023</p>	<p>Activités en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de développement des compétences/ EFTP (P1455858) - Améliorer l'employabilité des jeunes par l'apprentissage informel (P1676814) - <u>Régional</u> : Projet des centres d'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique (P126974) et premier ACE pour l'impact (P164546) <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement en matière d'éducation (projet en préparation pour l'exercice 2021) -P16991616 <p>ASA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation des effets de l'amélioration de l'employabilité des jeunes par l'apprentissage informel (P152738) - Etude : comprendre la migration internationale en Afrique de l'Ouest (P164474)

Objectif 1.4 - Donner aux adolescentes et aux femmes davantage d'autonomie et d'opportunités en termes de santé reproductive et de productivité économique		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. % d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans qui ont déjà commencé leur vie reproductive (enceintes ou ayant déjà un enfant) <i>Base de référence : 16,4 % en 2017 (quintile le plus pauvre : 31,6 % ; régions les plus en retard : Tamboucounda 30,1 % ;)</i> <i>Objectif : 10 % en 2024 (quintile le plus pauvre 20 % ; région la plus en retard : 20 %)</i></p> <p>Indicateur 2. Nombre d'adolescentes qui bénéficient d'un transfert en espèces, avec les conditions nécessaires pour rester à l'école et retarder leur grossesse <i>Base de référence : 0 en 2018</i> <i>Objectif : 50 000 d'ici 2024</i></p>	<p>Indicateur 1. Utilisation des services de santé sexuelle et reproductive par les adolescents et adolescentes de 15 à 19 ans <i>Base de référence : 10 % en 2017</i> <i>Objectif : 25 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. % de variation entre le quintile supérieur et le quintile inférieur de l'utilisation par les femmes d'une méthode moderne de contraception <i>Base de référence : 15,3 % en 2017</i> <i>Objectif : 8 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Nombre de femmes supplémentaire qui reçoivent un enseignement en lecture, écriture et calcul <i>Base de référence : 0 en 2018</i> <i>Objectif : 14 000 d'ici 2024</i></p>	<p>Activités en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investir dans les premières années du développement humain au Sénégal (P161332) - Filet de sécurité sociale (P133597) + FA <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investir dans la santé maternelle, infantile et adolescente (P162042 – exercice 2020) - Engagement en matière d'éducation (projet en préparation pour l'exercice 2021) - P16991616 - Nouvelle série d'AB sur l'inclusion productive (exercices 2021-2023) – P172723 - <u>Régional</u> : Autonomisation des femmes du Sahel pour le dividende démographique (Sahel Women Empowerment for Demographic Dividend - SWEDD -projet provisoire en préparation pour l'IDA19) <p>ASA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la couverture universelle des soins de santé et à la préparation aux pandémies (P164017) - Examen des dépenses publiques (P170349)

AXE D'INTERVENTION 2 : Stimuler la compétitivité et la création d'emplois par la croissance portée par le secteur privé		
Objectif 2.1- Améliorer la connectivité et les infrastructures habilitantes en mettant l'accent sur les transports et les TIC		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. Temps de transport de fret sur le corridor régional clé Dakar-Bamako <i>Base de référence : 21 jours en 2019</i> <i>Objectif : 15 jours d'ici 2024 (réduction de 30 %)</i></p> <p>Indicateur 2. Temps de trajet moyen en véhicule par les transports publics de la préfecture de Guédiawaye à la gare routière de Petersen sur le Plateau de Dakar, aux heures de pointe <i>Base de référence : 95 minutes en 2018</i> <i>Objectif : 45 minutes d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Pénétration de l'internet mobile haut débit (3G/4G) (en % de la population - source : UIT) <i>Base de référence : 27 % en 2017</i> <i>Objectif : 40 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 4. Coût du sous-panier Internet mobile à haut débit en % du RNB/habitant (source : UIT) <i>Base de référence : 9 % en 2018</i> <i>Objectif : 6 % d'ici 2024</i></p>	<p>Indicateur 1. Nombre de kilomètres de voies ferrées réhabilitées <i>Base de référence : 0 en 2018</i> <i>Objectif : 200 d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Qualité des services Internet (bande passante Internet par internaute en kbits/s - source : UIT) <i>Base de référence : 6,6 en 2017 (décembre 2017)</i> <i>Objectif : 12 d'ici 2024</i></p>	<p>Activités en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet de Bus Rapid Transit de Dakar - Projet BRT (P156186)</i> - <i>Projet de mobilité urbaine dans les transports + FA (P101415)</i> - <i>Série d'AB (Exercices 2018-2020)</i> <p>SFI Conseils et Investissement: Senac (31305)</p> <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Régional : Projet de corridor régional intermodal Dakar-Bamako (P171122 – exercice 2021)</i> <p>ASAs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Étude sur les sources numériques de croissance : Productivité et possibilités d'inclusion découlant de l'adoption des technologies numériques (P168247)</i> - <i>Appui à la connectivité numérique et à la transformation au Sénégal (P171740)</i> - <i>Évaluation de l'impact du BRT et du TER à Dakar (P166486)</i> - <i>Évaluation du potentiel des PPP dans les transports urbains et routiers et renforcement des capacités</i>

		- Assistance technique (AT) d'amélioration de la sécurité routière
Objectif 2.2- Réduire les coûts énergétiques et l'empreinte carbone et optimiser le mix énergétique		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. Part du gaz dans le mix énergétique : <i>Base de référence : 0 en 2018</i> <i>Objectif : 57 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Niveau de subvention aux entreprises de service public <i>Base de référence : 157,70 milliards de FCFA en 2018</i> <i>Objectif : 0 d'ici 2024</i> <i>(c.-à-d. un service public équilibré sur le plan financier pour permettre une éventuelle privatisation en aval)</i></p> <p>Indicateur 3. Ménages ruraux ayant accès à l'électricité grâce à des solutions sur réseau et hors réseau <i>Base de référence : 42,3 % en 2018</i> <i>Objectif : 85 % d'ici 2023</i></p>	<p>Indicateur 1. Part de la matrice de production de l'hydroélectricité régionale <i>Base de référence : 9 % en 2018</i> <i>Objectif : 18 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Nombre de projets de production d'énergie renouvelable autorisé <i>Base de référence : 7 en 2018</i> <i>Objectif : 11 d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Pertes techniques et commerciales dans la fourniture de services d'électricité <i>Base de référence : 17,5 % en 2018</i> <i>Objectif : 14,8 % d'ici 2024</i></p>	<p>Activités en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui au secteur de l'électricité +FA (P125565) - <u>Régional</u> OMVS- Projet d'expansion du réseau de transport (P147921) - <u>Régional</u> projet d'interconnexion OMVG (P146830) - Série d'AB en cours <p>Investissements et conseils de la SFI :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tobene Power (33841) - Cap des Biches (35175) - Comasel Louga (30094) - Comasel St Louis (27790) <p>Garanties MIGA : électricité (Taiba Solaire S.A. ; Kael Solaire S.A., Khane Solaire S.A. ; Tobene S.A.)</p> <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet visant à favoriser le passage à une production d'électricité à faible émission de carbone (P169744) (Exercice 2021-en cours) <p>ASA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagne de changement de comportement et évaluation des lampes solaires (P155241)

Objectif 2.3 - Promouvoir une économie axée sur les services, notamment en intégrant l'innovation et l'inclusion financières, en mettant l'accent sur les PME.		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. % adultes disposant d'un compte de transactions (y compris les banques, les IMF et la monnaie électronique) : <i>Base de référence : 42,3 % dans l'ensemble en 2017</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Femmes 30,18 % - Zone Urbaine 65,9 % - Zone Rurale 34,3 % <p><i>Objectif: 65 % d'ici 2024</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Femmes 50 % - Zone Urbaine 55 % - Zone rurale 45% <p>Indicateur 2. % d'adultes ayant effectué ou reçu un paiement numérique <i>Base de référence : 39,5 % en 2017</i> <i>Objectif : 50 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. % de PME ayant accès aux services financiers <i>Base de référence : 46,7 % en 2017</i> <i>Objectif : 60 % d'ici 2024</i></p>	<p>Indicateur 1. Adoption du cadre réglementaire fintech <i>Base de référence : Non en 2018</i> <i>Cible : Oui d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Adoption du cadre réglementaire des agents bancaires <i>Base de référence : Non en 2018</i> <i>Objectif : Oui d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Une interopérabilité totale entre les comptes bancaires, les IMF et la monnaie électronique dans la zone UEMOA (permettant à tout client disposant d'un porte-monnaie électronique ou d'un compte bancaire ordinaire de transférer de l'argent à tout autre client disposant d'un porte-monnaie électronique ou d'un compte bancaire ordinaire) <i>Base de référence : Non en 2018</i> <i>Objectif: Oui d'ici 2024</i></p>	<p>Activités en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Série d'AB en cours <p>SFI Investissements et conseil:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baobab Sénégal (42984) - BOA Sénégal PME RSF (41340) - BASN MPE RSF (41612) - UM ACEP Sénégal (40063) <p>Garanties MIGA : SWAP de devises croisées</p> <p>ASAs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AT à la BCEAO et au gouvernement du Sénégal sur la numérisation des paiements - Plan national stratégique d'inclusion et opérationnalisation - Fonds d'assurance indicielle mondial (programme conjoint SFI-IDA axé sur le financement de l'agriculture)
Objectif 2.4 : Accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture et des chaînes de valeur associées		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. Volume du rendement en arachide <i>Base de référence 1,1 ha/ha en 2018</i> <i>Objectif : 1,5t/ha d'ici 2024</i></p>	<p>Indicateur 1. Ha supplémentaires irrigués par des systèmes d'irrigation dans les zones de cultures pluviales : <i>Base de référence : 0 en 2018</i> <i>Objectif : 15 000 d'ici 2024 ;</i></p>	<p>Activités en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de développement inclusif et durable de l'agro-business au Sénégal- PDIDAS- (P124018)

<p>Indicateur 2. Volume des exportations agricoles de grande valeur : <i>Dans l'ensemble</i> <i>Base de référence : 250 000 Mt en 2018 ;</i> <i>Objectif : 400 000 Mt d'ici 2024 ;</i> <i>Pour les arachides :</i> <i>Base de référence : 149 000 Mt en 2018 ; cible : 250 000 Mt d'ici 2024 ;</i> <i>Pour l'horticulture</i> <i>Base de référence : 101 000 Mt en 2018 ;</i> <i>objectif : 150 000 Mt d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Niveau de mise en œuvre des plans stratégiques nationaux pour deux maladies régionales prioritaires (lutte contre la péripneumonie contagieuse bovine [PPCB] et éradication de la peste des petits ruminants [PPR]) <i>PPCB : Base de référence : 20 % en 2018 ;</i> <i>objectif : 75 % d'ici 2024</i> <i>PPR : Base de référence : 30 % en 2018 ;</i> <i>objectifs : 75 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Parcelles de terrain avec droits d'usage ou de propriété enregistrés lors de campagnes de régularisation <i>Base de référence : 15 000 en 2018</i> <i>Objectif : 500 000 d'ici 2024 (dont 30 % détenus par des femmes)</i></p>	<p>Indicateur 2. Nombre de producteurs et d'éleveurs couverts par une police d'assurance (assurance agricole/assurance indicielle) <i>Base de référence : 188 000 en 2018</i> <i>Objectif : 350 000 d'ici 2024 (dont au moins 30 % de femmes)</i></p> <p>Indicateur 3. Bureaux fonciers communaux et campagnes de régularisation foncière <i>Base de référence : 9 en 2018</i> <i>Objectif : 120 d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 4. Nombre d'agriculteurs ayant accès à des actifs et à des services agricoles climato-intelligents⁶⁰ <i>Base de référence : [à confirmer] en 2018</i> <i>Objectif : 200 000 bénéficiaires (à confirmer) d'ici 2024, dont 40 % de femmes.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet du Pôle de développement de la Casamance (P125506)</i> - <i>Projet d'appui à l'Initiative d'irrigation du Sahel (P154482)</i> - <i>Projet d'appui au pastoralisme sahélien (P147674)</i> - <i>Projet de compétitivité de l'arachide et diversification de l'agriculture basé sur les résultats -P164967- (prévu exercice 2020)</i> <p>SFI Investissements et conseils :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Kirene (33844)</i> - <i>Sosagrin (40131)</i> - <i>Simpa (41868)</i> - <i>Polykrome (38748)</i> - <i>Projet d'investissement pour la compétitivité de l'agro-industrie au Sénégal (601575)</i> - <i>Projet de développement de récépissé d'entrepôt d'Invest West Africa (602976)</i> <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Projet de compétitivité de l'arachide et diversification de l'agriculture basé sur les résultats (P164967- exercice 2020)</i> - <i>Projet d'amélioration du cadastre et du régime foncier (P172422 - exercice 2021)</i> <p>ASAs :</p>
---	--	---

⁶⁰ Les actifs et services agricoles climato-intelligents comprennent des variétés améliorées, à haut rendement, à maturation précoce et résistantes aux parasites de la sécheresse, des technologies améliorées de gestion des terres, des technologies d'irrigation améliorées, des pratiques culturales exemplaires et d'autres innovations qui aideraient à atténuer les changements climatiques ou à s'y adapter.

		<ul style="list-style-type: none"> - Diagnostic multisectoriel de la région de Casamance (P171900) - Examen des dépenses publiques (P170349) - Chaînes de valeur agroalimentaires et marchés mondiaux
DOMAINE D'INTERVENTION 3 : ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE ET LA DURABILITÉ DANS UN CONTEXTE DE DÉFIS GRANDISSANTS		
Objectif 3.1- Promouvoir et protéger des moyens de subsistance, des écosystèmes et des infrastructures résilients face au changement climatique		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. Nombre de personnes bénéficiant de meilleures conditions de vie dans certaines zones urbaines vulnérables au climat <i>Base de référence : 0 en 2018</i> <i>Objectif : 500 000 d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. RNU systématiquement utilisé pour la sélection efficace, opportune et transparente des ménages qui bénéficieront des réponses à l'insécurité alimentaire. <i>Base de référence : Non en 2018</i> <i>Objectif : Oui d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Superficie nette des rives gagnée grâce aux investissements de protection et de restauration <i>Base de référence : 0 en 2018</i> <i>Objectif : 25 000 m2 d'ici 2024</i></p>	<p>Indicateur 1. Superficie des terres où des pratiques de gestion durable du paysage ont été adoptées : <i>Base de référence : 381 000 ha en 2018</i> <i>Objectif : 800 000 ha d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Nombre de ménages inscrits au Registre National Unique (RNU) <i>Base de référence : 450 000 en 2017</i> <i>Objectif : 550 000 d'ici 2024 / désagregés par 4 régions les plus pauvres⁶¹ - Tambacounda, Kaolack, Matam & Kaffrine)</i></p>	<p>Activités en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filet de sécurité sociale (P133597) + FA - <i>Projet de relèvement d'urgence et résilience à Saint-Louis (P166538)</i> - <i>Projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique, PROGEF (P122841)</i> - <i>Projet régional d'interconnexion OMVG (P146830)</i> - <i>Projet régional d'investissement pour la résilience des zones côtières de l'Afrique de l'Ouest - (P162337)</i> - <i>Régional : Projet d'appui au pastoralisme sahélien (P147674)</i> <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Politique de développement de la gestion des risques de catastrophes avec option de tirage différé (P172332 - prévu pour l'exercice 2021)</i>

⁶¹ 4 régions les plus pauvres ou celles qui ont les taux de pauvreté les plus élevés sur la carte de la pauvreté sont : Kolda (78 %) ; Kedougou (71 %) ; Sedhiou (70 %) ; Tambacounda (68 %) - données de l'enquête 2011 et du recensement 2013.

		<ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles séries d'AB sur l'inclusion productive (exercices 2021-2023) <p>ASA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection sociale adaptative <u>régionale</u> NLTA (P153183) - Appui à la couverture maladie universelle et à la préparation aux pandémies (P164017) - Etude sur le potentiel du Parc National du Niokolo Koba (à confirmer)
Objectif 3.2- Assurer l'accès à l'eau, à l'assainissement et à la gestion des déchets solides dans les zones les plus vulnérables		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. % de la population rurale ayant un accès sécurisé à l'eau par des branchements domestiques dans des zones ciblées (bassin arachidier) Base de référence : 35 % en 2018 Objectif : 48 % d'ici 2024</p> <p>Indicateur 2. % de la population ayant accès à des installations sanitaires améliorées dans les zones ciblées Base de référence : 72,7 % (périmètre urbain - Office National Assainissement du Sénégal) en 2018 ; objectif : 80 % en 2024 Base de référence : 36,4 % (zone rurale - bassin arachidier) en 2018 ; Objectif : 58 % d'ici 2024</p> <p>Indicateur 1. Nombre de personnes ayant accès à des services améliorés de gestion des déchets solides (ventilés par sexe)</p>	<p>Indicateur 1. Nombre de plans de gestion des ressources en eau réalisés et mis en œuvre dans la zone du bassin arachidier Base de référence : 1 en 2018 Objectif : 9 d'ici 2024</p> <p>Indicateur 2. Taux de défécation en plein air dans les zones rurales Base de référence : 43 % en 2018 Objectif : 10 % d'ici 2024</p> <p>Indicateur 3. Superficie des dépotoirs améliorée ou réhabilitée (mètres carrés) Base de référence : 0 en 2019 Objectif : 800 000 d'ici 2024</p>	<p>Activités en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eau et assainissement urbains et FA (P150351) - Approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural (P164262) - Surveillance <u>régionale</u> des maladies et intervention en Afrique de l'Ouest, -REDISSE- (P154807) <p>Nouvelles opérations dans le cadre de la période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet de gestion des déchets solides P161477 (exercice 2020) <p>ASAs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la sécurité de l'eau au Sénégal pour des usages multiples (P172233)

<i>Base de référence : 0 en 2019 (pour les hommes et les femmes)</i> <i>Objectif : 5 millions d'ici 2024 (dont 2,6 millions de femmes)</i>		
Objectif 3.3- Améliorer la gouvernance générale à travers une efficacité, une efficience et une transparence accrues		
Indicateurs des Objectifs du CPP	Indicateurs de progrès supplémentaires	Programme du GBM
<p>Indicateur 1. Proportion de gouvernements locaux urbains qui reçoivent des subventions conditionnelles de premier plan du Fonds d'équipement des collectivités locales (FECL) basées sur le respect des conditions minimales obligatoires annuelles. <i>Base de référence : 0 % en 2018</i> <i>Objectif : 70 % d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Élaboration d'un cadre de gestion des revenus pétroliers et gaziers <i>Base de référence : Non en 2018</i> <i>Objectif : Oui d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Nombre de paiements d'impôts⁶² <i>Base de référence : 58 (2018)</i> <i>Objectif : 25 (2024)</i></p>	<p>Indicateur 1. Mise en place du conseil budgétaire indépendant qui contrôle le système de gestion des recettes pétrolières et gazières. <i>Base de référence : Non en 2018</i> <i>Objectif : Oui d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 2. Mise en place d'un cadre réglementaire solide pour la gestion des recettes pétrolières et gazières et pour le fonctionnement des fonds de stabilisation et d'investissement dans la loi organique relative à la loi des finances , y compris un système de contrôle indépendant pour renforcer la transparence <i>Base de référence : Non en 2018</i> <i>Objectif : Oui d'ici 2024</i></p> <p>Indicateur 3. Nombre de contribuables MPME enregistrés auprès de la DGID. <i>Base de référence : 65 534 (2019)</i> <i>Objectif : 80 000 (2024)</i></p>	<p>Activités en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance technique pour le renforcement de la gestion des finances publiques (P122476) - Soutien aux municipalités et agglomérations (P157097) - Projet de développement du tourisme et des entreprises (P146469) - Appui aux négociations des projets gaziers et renforcement des capacités institutionnelles (P160652) - Série d'AB en cours <p>Nouvelles opérations dans le cadre de cette période du CPP :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programme de gouvernement en ligne basé sur les résultats - P172524 (exercice 2021) <p>ASA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités de vérification interne (P162490)

⁶² [Source : Doing Business "Payer des impôts". Notons que dans la méthodologie DB, un paiement d'impôt récurrent, tel que la TVA qui se produit généralement 12 fois par an, comptera pour un paiement annuel, lorsqu'il est possible de le faire en ligne - cet indicateur aidera donc à mesurer le degré de numérisation de la déclaration et du paiement des impôts].

	<p>Indicateur 4. Pourcentage des contribuables qui produisent leurs déclarations de revenus en ligne</p> <p><i>Base de référence (2018) : 15 % des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des sociétés</i></p> <p><i>Objectif (2024) : 50 % des déclarants de l'impôt sur le revenu des sociétés (et 20 % des entités assujetties à la TVA)</i></p> <p>Indicateur 5. PEFA PI-9 : Accès du public à l'information fiscale : Le gouvernement met à la disposition du public six éléments, dont au moins quatre éléments de base (proposition de budget exécutif annuel, budget adopté, rapports d'exécution du budget annuel et en cours d'exercice, rapport financier annuel vérifié), conformément aux délais fixés</p> <p><i>Base de référence : D en 2019</i></p> <p><i>Objectif : B en 2024</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la conception d'une vérification fiscale basée sur les risques - AT sur le Programme d'entrepreneuriat numérique (Digital Entrepreneurship Program-DEP) - AT de renforcement de la GFP - Dialogue sur la gestion du pétrole et des recettes (P171686) - Examen des dépenses publiques (P170349) - Régional : UEMOA - Stratégie et outils pour améliorer la dette publique régionale (P160746)
--	--	--

ANNEXE 2 : EXAMEN DE FIN D'EXECUTION ET DES ENSEIGNEMENTS (COMPLETION AND LEARNING REVIEW-CLR)

Examen de fin d'exécution et des enseignements

Stratégie de Partenariat Pays avec le Sénégal pour l'exercice 2013-2017

Discussion du conseil d'administration de la SPP : Le 19 février 2013

Examen des progrès et enseignements : Le 29 avril 2015

Période couverte par la SPP : janvier 2013 à juin 2017

I. Introduction

1. **Cet examen de fin d'exécution et des enseignements (Completion and Learning Review-CLR) évalue la performance de la Stratégie de Partenariat Pays (SPP) pour le Sénégal couvrant la période allant de l'exercice 2013 à l'exercice 2017.** La République du Sénégal est située entre la Mauritanie et la Guinée-Bissau sur la côte ouest africaine. L'économie sénégalaise repose en grande partie sur l'agriculture, les mines, les produits chimiques, le textile et le tourisme, et ses marchés d'exportation comprennent le Mali et les pays européens. Dakar, la capitale, est le principal centre économique du pays et la ville la plus à l'ouest du continent africain. Au cours des années qui ont précédé le CPP, le Sénégal a connu un ralentissement de la croissance du PIB, des problèmes de gouvernance et une série de chocs, notamment des sécheresses et des inondations récurrentes ; la crise financière mondiale de 2009 (qui a entraîné une baisse des exportations, du tourisme, des envois de fonds et des IED) ; ainsi que les tensions politiques internes et l'instabilité régionale au Mali et en Guinée-Bissau. En réponse, le gouvernement du Sénégal élu en 2012 a élaboré une nouvelle Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES), qui vise à mettre le Sénégal sur la voie de la reprise et de la croissance, en mettant l'accent sur la croissance économique, le développement du capital humain et le renforcement de la gouvernance et de la sécurité.

2. **La SPP couvrant la période 2013-2017 a soutenu les priorités clés du SNDES dans le but d'aider le Sénégal à réaliser la reprise économique et à atteindre une croissance plus forte et une prospérité partagée sur le moyen terme.** Reflétant les piliers du SNDES, la SPP comportait un pilier de base, *Renforcer le cadre de gouvernance et renforcer la résilience*, et deux piliers supplémentaires - le pilier 1 : *Accélérer la croissance inclusive et créer des emplois*, en mettant l'accent sur l'autonomisation du secteur privé ; et le pilier 2 : *Améliorer la prestation de services*, en particulier dans l'éducation, la santé, et la protection sociale. Les objectifs primordiaux de la SPP étaient d'améliorer la gouvernance, de renforcer la résilience et de rétablir la croissance et l'espace fiscal. Un important portefeuille de prêts en cours et nouveaux, d'interventions de la SFI/MIGA et des activités de conseils et d'analyse (ASA) a appuyé 16 résultats découlant des trois piliers. Un examen des progrès et enseignements (Performance and Learning Review-PLR) effectué à mi-parcours en avril 2015 a confirmé que le programme de la SPP demeurerait dans l'ensemble sur la bonne voie quant aux résultats et aux priorités du gouvernement, même dans le cadre d'un nouveau programme gouvernemental à moyen terme, en recentrant des éléments de la SPP sur de nouvelles réalités. Le Groupe de la Banque Mondiale (GBM) a finalisé ce CLR au cours de l'exercice 2019 après un léger retard lié à la nouvelle exigence de disposer d'un Diagnostic Systématique Pays (DSP) - finalisé en octobre 2018 - avant la préparation du nouveau CPP. Ce changement de calendrier présentait un avantage stratégique en ce sens que le CPP pourrait être aligné sur le nouveau plan stratégique quinquennal du

gouvernement, ou PAP2, pour la période 2019-2023. Ainsi, la SPP a été de facto prolongée de deux exercices financiers (2018 et 2019) jusqu'au début de la nouvelle période du CPP.

3. **Le CLR estime que les performances du programme de la SPP sont modérément satisfaisantes.** Les trois piliers ont été jugés modérément satisfaisants, la plupart des résultats de la SPP ayant été atteints ou en grande partie atteints. Dans le cadre du pilier de base, le Sénégal a bien progressé dans l'amélioration de la responsabilisation du secteur public, la prévention des inondations à Dakar et les opportunités génératrices de revenus en Casamance, mais peu de progrès dans la promotion d'une gestion durable des terres et des eaux. Dans le cadre du pilier 1, le Sénégal a bien progressé dans l'amélioration de l'environnement des entreprises et de l'accès des MPME au financement, avec le soutien actif de la SFI, ainsi que dans l'amélioration de la gestion des pêches, des rendements agricoles et de l'accès à l'électricité. Toutefois, les gains en matière d'électrification rurale n'étaient pas clairement attribuables aux interventions du GBM. Le Sénégal a également réalisé des progrès modestes dans l'amélioration de la mobilité urbaine et le développement des compétences. Dans le cadre du pilier 2, le Sénégal a accompli des progrès considérables dans l'amélioration de l'éducation de base et des services de santé maternelle et infantile, ainsi que dans l'accès aux filets de sécurité sociale et aux services d'eau et d'assainissement. Les principaux obstacles qui ont nui aux performances du portefeuille ont été l'appropriation limitée de la part du gouvernement, les objectifs trop ambitieux des projets et les retards dans les activités dus à des facteurs tels que la complexité des travaux de génie civil et des questions relatives à la sauvegarde environnementale et sociale, en particulier la réinstallation (des personnes déplacées).

4. **La SPP évalue les performances de la Banque comme étant bonnes.** La conception de la SPP est restée conforme aux priorités du gouvernement, malgré l'introduction d'un nouveau programme gouvernemental en 2014, le *Plan Sénégal Emergent* (PSE), qui a remplacé le SNDES. La SPP a eu un bilan mitigé en ce qui concerne le respect des leçons des engagements passés : la SPP a continué d'appuyer l'engagement à long terme dans des secteurs clés et de combiner de façon stratégique les Appuis Budgétaires Globaux (ABG) et les prêts à l'investissement pour mener des réformes essentielles. Toutefois, l'appui budgétaire s'est quand même avéré trop ambitieux et certaines conceptions de projets étaient trop complexes. La SPP a identifié des risques économiques et de mise en œuvre dans un contexte de vulnérabilité économique accrue en 2012, bien que les principaux risques ne se soient pas matérialisés ; principalement en raison d'un climat extérieur favorable et d'une reprise de la croissance. Le PLR a permis de faire un bilan adéquat à mi-parcours, de déterminer les mesures correctives à prendre pour certains problèmes de portefeuille et de mettre à jour les programmes et la matrice des résultats de la SPP. Toutefois, certains indicateurs de la SPP sont restés mal conçus. De plus, la période post-PLR de la SPP s'est prolongée plus longtemps que prévu en raison de l'échéancier changeant du nouveau CPP. Le GBM a livré un portefeuille substantiel et, dans l'ensemble, de haute qualité et a maintenu un bon taux de décaissement (23,8% pour l'exercice 2017), qui a dépassé la moyenne de 20% de la région Afrique au cours de l'exercice 2017. Au cours de l'exercice 2018, le taux de décaissement du Sénégal a ralenti pour s'établir à 14%, ce qui est inférieur à la moyenne de 18,7% de la région Afrique. La SPP a obtenu un bon bilan en matière d'intégration du genre et elle avait un programme d'appui hors-prêt.

5. **La SPP reflétait les principales priorités ministérielles et régionales.** La SPP a appuyé les priorités des clients en vue d'une reprise économique et d'une croissance plus forte et inclusive, ce qui s'alignait bien avec les objectifs généraux du GBM. Les principales interventions de la SPP ont directement soutenu la réduction de la pauvreté, comme les investissements visant à améliorer les revenus en Casamance et à augmenter le nombre de ménages recevant des transferts de fonds. D'autres interventions ont fourni un appui indirect pour réduire le coût de l'électricité, améliorer la mobilité et améliorer l'accès des pauvres

aux services de santé. La SPP a fait des progrès sur les thèmes clés de l'IDA16 et l'IDA17, y compris le genre, indiquant que 90% des projets de prêt approuvés au cours de la période de la SPP seraient adaptés aux différences entre les sexes ainsi qu'aux changements climatiques, en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, comme en témoigne une proportion de 37% des projets liés aux co-avantages climatiques durant cette période. De plus, certains éléments de la SPP reflétaient les priorités de la région Afrique. Par exemple, les activités du GBM visant à améliorer la productivité agricole grâce aux nouvelles technologies ont reflété les efforts de la région Afrique pour accélérer l'adoption de ces technologies. L'appui de la SPP à l'amélioration de la gestion des ressources énergétiques et des énergies renouvelables reflétait les priorités de la région Afrique visant à améliorer la capacité de gestion des entreprises publiques dans le secteur de l'énergie et à accroître leur utilisation de l'énergie solaire. L'appui de la SPP à l'éducation de base et au développement des compétences reflétait les priorités de la région Afrique en matière d'éducation et de capital humain, particulièrement en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM).

6. **Plusieurs leçons clés tirées de la SPP 2013-2017 aideront à améliorer l'efficacité du prochain CPP**

- Concentrer les efforts sur le renforcement de l'adhésion politique et des capacités à tous les niveaux de gouvernement afin d'assurer le succès des projets du GBM ;
- S'efforcer de maintenir des conceptions de projets simples et flexibles, avec des délais réalistes pour la préparation des projets et la mise en œuvre des réformes, et continuer à tirer parti des approches régionales le cas échéant ;
- Accorder une plus grande attention aux questions relatives à la sauvegarde environnementale et sociale, en particulier à la réinstallation des populations déplacées ;
- Améliorer la matrice de résultats du CPP et le suivi du portefeuille, et mieux communiquer les réalisations du GBM au Sénégal ;
- Lorsqu'on envisage d'accorder des prêts sous formes d'appuis budgétaires, il est important de trouver un équilibre entre des réformes significatives et des objectifs réalistes, ainsi qu'entre flexibilité et concentration sur quelques mesures essentielles ;
- La SFI, MIGA et l'IDA devraient s'appuyer sur des résultats conjoints positifs pour poursuivre leur étroite collaboration en vue d'atteindre les objectifs du programme.

II. **Résultats de développement**

A. **Contexte Pays**

7. **La SPP a été élaborée dans le contexte d'un changement de gouvernement, le Sénégal s'efforçant de faire face aux chocs et de relancer une croissance inclusive.** En 2012, le Président Macky Sall a remporté l'élection présidentielle contre le président sortant Abdoulaye Wade, avec le ferme soutien de la jeunesse, de la société civile et d'une population insatisfaite de la mauvaise gouvernance et de l'absence de progrès sur le plan économique et du développement humain. Au cours des années précédentes, le Sénégal avait connu un ralentissement de la croissance en raison du manque de précipitations, qui avait affecté l'agriculture ; des inondations, qui avaient endommagé les infrastructures ; de la crise financière mondiale en 2009, qui avait freiné le tourisme et l'IED ; ainsi que d'un secteur public pléthorique, qui avait augmenté les déficits et limité la marge de manœuvre budgétaire pour relever tous ces défis. En réponse, le gouvernement nouvellement élu a développé le SNDES en 2012 pour remettre le Sénégal sur la voie de la croissance, notamment en se concentrant sur la croissance tirée par le secteur privé, la productivité et la création de richesses, le capital humain et le

développement durable, et les améliorations de la gouvernance, des institutions, de la paix et de la sécurité.

8. **Le nouveau gouvernement a élaboré le PSE en 2014.** La première phase du PSE, qui couvre la période 2014-2018, reposait sur trois piliers : a) la transformation structurelle de l'économie en renforçant les moteurs actuels de la croissance et en développant de nouveaux secteurs pour créer de la richesse, des emplois et l'inclusion sociale ; b) l'amélioration du bien-être de la population et un effort plus soutenu pour surmonter les inégalités sociales, tout en préservant la base de ressources et en appuyant le développement des régions ; et c) le renforcement de la sécurité, la stabilité et la gouvernance ; la protection des droits et libertés ; et la consolidation de l'État de droit pour créer de meilleures conditions de paix sociale. La SPP est demeurée conforme au PSE, comme le confirme le PLR.

9. **Le Sénégal a fait preuve de stabilité politique au cours de la période de la SPP, bien qu'il y ait eu quelques tensions autour des élections.** Le Sénégal a tenu des élections municipales en juillet 2014 et des élections législatives en juillet 2017. Lors de ces dernières, la coalition qui soutient le Président Sall a remporté 125 sièges parlementaires sur 165, bien qu'une partie de l'opposition se soit plaint à l'issue du scrutin. Selon l'index universel de la liberté de la Freedom House, le Sénégal est passé de "partiellement libre" à "libre" au cours de la période SPP, et est resté "libre" en 2018, principalement en raison des réformes de gouvernance.

10. **La croissance s'est accélérée au cours de la période couverte par la SPP, principalement en raison de la reprise de l'activité dans l'agriculture et l'industrie, d'une consommation et d'exportations fortes, et des gains liés aux réformes structurelles.** En 2013, la croissance du PIB n'a été que de 2,8% en raison d'un contexte international difficile, des chocs climatiques, de la volatilité des prix du pétrole et de l'épidémie du virus Ebola dans la sous-région. La croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 6,4% en 2015 et 7,1% en 2017. La consommation privée, la hausse des investissements, les bonnes conditions climatiques et l'amélioration des termes de l'échange ont été parmi les facteurs qui ont stimulé la croissance. L'accélération de la croissance a reflété les progrès des réformes visant à améliorer la productivité, notamment les efforts de diversification des secteurs agricole et minier et de l'environnement des entreprises. Le taux de change fixe de la BCEAO et la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires importés ont maintenu l'inflation à un niveau bas, proche de zéro en 2015 et estimée à 1,3% en 2018.

11. **Le gouvernement a poursuivi ses efforts d'assainissement budgétaire afin de libérer des ressources pour l'investissement, et la dette publique est restée gérable.** Le déficit budgétaire a diminué après 2011 - 3,7% du PIB en 2015 et environ 3,0% pour 2017. Le déficit de la balance courante (Current Account Deficit-CAD) est passé de 8,2% du PIB en 2013 à 4,0% en 2016, principalement en raison de l'augmentation des envois de fonds et des exportations, mais il a de nouveau augmenté à 7,3% en 2017 en raison de la hausse des importations de produits pétroliers et de biens d'équipement pour financer les projets d'investissement public. La dette publique est passée de 44.5% du PIB en 2015 à 60.6% en 2017, principalement en raison d'opérations inférieures au seuil du budget qui ont réduit les liquidités du Trésor.

12. **La croissance récente a permis de réduire la pauvreté pendant la période couverte par la SPP, même si les inégalités demeurent préoccupantes.** Les dernières projections indiquent qu'environ un tiers de la population (33,5 %) vivait en dessous du seuil international d'extrême pauvreté de 1,90 dollar par

jour en 2018, contre 38 % en 2011 (l'année de la plus récente enquête sur la pauvreté).⁶³ Des estimations récentes des experts de la Banque mondiale, fondées sur des données provisoires, suggèrent que la croissance pour les 40% les plus pauvres, bien que positive à 2,6 %, a été considérablement plus lente que la moyenne, ce qui indique que la part de la consommation des plus pauvres continue de diminuer (poursuivant une tendance amorcée en 2005) et que l'inégalité de la consommation mesurée par le coefficient de Gini est passée de 0,40 à 0,43 environ. De même, l'inégalité des actifs s'est accentuée, en particulier dans les zones rurales, où elle est passée de 0,38 à 0,41 et où le décile supérieur détient désormais 14 fois les actifs du décile inférieur (contre 11 fois en 2011).

B. Performance du programme

13. **Conformément aux priorités du SNDES, la SPP a soutenu les efforts du Gouvernement pour relancer la croissance et la prospérité partagée à moyen terme, en capitalisant sur le soutien important de la SFI/MIGA et en favorisant les projets régionaux et la coordination des donateurs.** Le programme était ancré dans un pilier transversal de base ainsi que dans deux piliers supplémentaires :

- **Pilier de base : Renforcer le cadre de gouvernance et la résilience.** La SPP s'est concentrée sur le renforcement des systèmes et des processus de gouvernance afin d'améliorer la prévisibilité, la crédibilité et la redevabilité du gouvernement. En outre, les activités de la SPP visaient à améliorer la gestion des terres et à accroître la résilience aux chocs et aux catastrophes naturelles, en particulier à la suite des récentes sécheresses et inondations.
- **Pilier 1 : Accélérer la croissance inclusive et créer des emplois.** Les activités de la SPP visaient à réduire les dépenses publiques en mobilisant le secteur privé, en capitalisant sur des marchés régionaux et internationaux et en améliorant l'environnement commercial pour soutenir la création d'emplois.
- **Pilier 2 : Améliorer la prestation des services.** La SPP a cherché à aider le gouvernement à améliorer l'allocation et l'efficacité des dépenses et à améliorer les résultats, en particulier dans les secteurs sociaux.

14. **La cote globale de performance du programme est modérément satisfaisante.** La SPP a appuyé les 16 résultats présentés dans le tableau 1, qui ont été mesurés par 28 indicateurs de la SPP. Le résultat 9 comportait deux résultats distincts. Les trois piliers ont été jugés modérément satisfaisants, 69% des résultats de la SPP ayant reçu la cote " atteint ou en grande partie atteint". Soixante-huit pour cent des indicateurs présentés dans l'évaluation de la matrice des résultats ont été dépassés, atteints ou en grande partie atteints (voir l'annexe 1 du CLR). Des discussions détaillées sur les progrès réalisés à l'égard de chaque résultat sont présentées ci-dessous.

⁶³ MPO 2019.

Tableau 1. Résumé des cotes des piliers et des résultats de la SPP

Piliers et résultats de la SPP	Cote
Pilier de base - Renforcer le cadre de gouvernance et la résilience	Modérément Satisfaisant
Résultat 1 : Amélioration de la responsabilisation du secteur public	En partie atteint
Résultat 2 : Gestion durable des terres et des eaux	Non atteint
Résultat 3 : Amélioration du drainage et de la prévention des inondations dans certaines zones urbaines :	Atteint
Résultat 4 : Réduction de la vulnérabilité de la population et amélioration des infrastructures en Casamance	Atteint
Pilier I - Accélérer la croissance et l'emploi	Modérément satisfaisant
Résultat 5 : Amélioration du climat d'investissement pour le secteur privé	Atteint
Résultat 6 : Amélioration de l'accès au financement pour les micro, petites et moyennes entreprises	En grande partie atteint
Résultat 7 : Augmentation de la productivité agricole et de la commercialisation	En grande partie atteint
Résultat 8 : Amélioration de la gestion durable des ressources halieutiques	En partie atteint
Résultat 9A : Amélioration de l'accès à l'électricité à un prix abordable	En grande partie atteint
Résultat 9 B : Amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales	En partie atteint
Résultat 10 : Amélioration de la mobilité dans les zones urbaines et interurbaines ciblées	Atteint
Résultat 11 : Amélioration des compétences de la main-d'œuvre	En partie atteint
Pilier II - Améliorer la prestation des services	Modérément satisfaisant
Résultat 12 : Amélioration de l'équité et de la qualité de l'éducation	En grande partie atteint
Résultat 13 : Amélioration des services de santé	En grande partie atteint
Résultat 14 : Amélioration de l'accès aux filets de sécurité	Atteint
Résultat 15 : Amélioration de l'accès aux services d'approvisionnement en eau et assainissement dans certaines zones rurales et urbaines	En partie atteint

Pilier de base : Renforcer le cadre de gouvernance et la résilience

Résultat 1 : Amélioration de la responsabilisation du secteur public (En partie atteint)

15. **La SPP a réalisé des progrès importants dans le renforcement de la responsabilisation du secteur public, bien que les progrès réalisés à l'égard de certaines cibles de la SPP aient été inférieurs aux attentes.** L'appui du GBM a été ancré dans le *Projet d'assistance technique pour le renforcement de la gestion des finances publiques* (Public Financial Management Strengthening Technical Assistance Project-PFMSTA, P122476) et son *financement additionnel* (FA) en 2014, et dans trois *crédits d'appui à la croissance et à la gouvernance* (Governance and Growth Support Credits-GGSC) au cours des exercices 2013, 2014 et 2016.

16. **Le PFMSTA a appuyé la modernisation du système de GFP (Gestion des Finances Publiques) et d'un système basé sur les résultats pour le secteur public.** En partie liée à cet appui, la cote du Sénégal sur l'efficacité de son système d'audit interne (PEFA PI-21) est passée de " C " en 2011 à " B " en 2017 et 2018, puis à " B+ " en 2019. Cela s'explique par la création des fonctions d'audit interne dans 30 des 35 ministères de tutelle et par l'adoption d'une approche fondée sur les risques, y compris l'élaboration de cartes des risques et de plans d'audit dans 13 ministères. Quarante-deux contrats de performance ont été signés entre 2015 et 2017 dans le cadre des efforts visant à renforcer la surveillance des entreprises d'État et des agences. Le PFMSTA a formé 3 258 personnes en GFP en 2017 , et 3 325 personnes en 2018, dépassant ainsi l'objectif initial de 2 000 personnes. En outre, la BM a fourni des programmes hors-prêts pour améliorer la gestion du secteur public, tels que l'assistance technique pour établir un programme de recouvrement des avoirs volés et un code de transparence, un programme d'assistance technique sur les statistiques axées sur les résultats, un travail analytique et consultatif (ASA) ainsi qu'une assistance technique(AT) pour améliorer la gestion du secteur public aux niveaux local et urbain (notamment par un examen du développement urbain et spatial) ; et une assistance technique pour élaborer une stratégie pour Dakar visant à améliorer sa collecte et sa gestion des revenus.

17. **Les GGSC ont appuyé la crédibilité budgétaire, les mécanismes de transparence et de redevabilité, la gestion financière dans les domaines de la santé et de l'éducation et les réformes visant à stimuler le développement du secteur privé.** Dans le cadre des GGSC, le pourcentage de titulaires de charge publique couverts par la loi sénégalaise de 2014 sur la Déclaration du Patrimoine qui ont déclaré des actifs est passé de 0% en 2012 à 100% en 2017 - atteignant en principe l'objectif de la SPP, bien que ce dernier ait été formulé légèrement différemment.⁶⁴ En outre, le gouvernement a réduit le retard dans l'élaboration des rapports annuels de la Cour des Comptes de 34 mois en 2012 à 12 mois en 2017. Toutefois, les rapports annuels de la Cour des Comptes n'ont pas été divulgués selon les attentes de la SPP, en raison de retards dans la présentation officielle des rapports au Président. Par conséquent, cet indicateur de la SPP n'a pas été atteint. Les autorités ont réduit le délai d'adoption et de divulgation de la Loi d'Examen du Budget à la fin de l'exercice fiscal de 18 mois, en 2012, à 12 mois, en 2017. Cette réduction n'a pas atteint l'objectif de 6 mois de la SPP, quoique cet objectif aurait dû être de 12 mois, conformément aux pratiques gouvernementales et aux lois sur la GFP.⁶⁵ Les GGSC ont également contribué à faire passer le pourcentage d'organismes ciblés ayant des contrats de performance de 0% en 2012 à 70% en 2017. Toutefois, les GGSC ont enregistré des progrès mitigés dans l'amélioration de la crédibilité budgétaire dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les progrès des GGSC ont été quelque peu entravés par l'insuffisance de la capacité du client à adopter des réformes, d'objectifs trop ambitieux et d'un engagement dans un trop grand nombre de secteurs, ce qui a amené à des modifications dans l'envergure et les cibles des projets.

⁶⁴ Le libellé de l'indicateur de la SPP était le suivant : " Pourcentage des titulaires d'une charge publique (ministres) qui font une déclaration de biens dont la valeur est passée de 0 à 100 % en 2017 ". Aucune année de référence n'a été donnée.

⁶⁵ Le Gouvernement dispose de six mois après la fin de l'exercice pour soumettre la loi de révision budgétaire à la Cour des comptes, puis de six autres mois pour soumettre le rapport de révision au Parlement, qui examine et envisage d'adopter la loi. Par conséquent, l'objectif de la SPP aurait dû être de 12 mois, ce qui suggère une faiblesse dans la conception de cet indicateur par le GBM.

Résultat 2 : Gestion durable des terres et des eaux (Non atteint)

18. **La SPP n'a que très peu progressé dans la promotion de la gestion durable des terres et de l'eau (Sustainable Land and Water Management-SLWM) dans un contexte de menaces diverses pour les terres, les sols, l'eau et les ressources naturelles du Sénégal,** dues au changement climatique, à la sécheresse, aux incendies, à l'exploitation des terres et des forêts, à la croissance démographique et au développement agricole. Le Projet de développement durable et inclusif de l'agro-industrie (Sustainable and Inclusive Agribusiness Development Project-SIADP, P124018) de l'exercice 2014 visait à accroître les superficies visées par la SLWM, c'est-à-dire l'adoption de pratiques d'utilisation des terres qui maximisent les avantages économiques et sociaux des terres tout en maintenant ou en améliorant leurs fonctions écologiques de soutien. Dans le cadre de ce projet, le nombre d'hectares consacrés à la gestion durable des terres dans les zones ciblées est passé de 0 en 2013 à seulement 200 hectares en juin 2018, soit bien en deçà de l'objectif de 5 000 hectares fixé par la SPP, en raison de retards importants dans les activités du projet. Afin d'accroître la SLWM, ce projet visait à appuyer les communautés rurales à attribuer stratégiquement les droits d'utilisation des terres aux opérateurs privés et aux petits exploitants agricoles, ainsi qu'un programme d'infrastructure d'irrigation. Cependant, le modèle de transaction foncière du projet - une approche de location-sous-location - ne permettait pas de poser des questions sur la sécurité foncière ou sur l'engagement du secteur privé dans la SLWM, et ajoutait des obstacles bureaucratiques qui ralentissaient les activités générales du projet. Sur la base d'un examen à mi-parcours effectué en novembre 2017, la Banque, le gouvernement et les parties prenantes ont convenu de restructurer le projet afin d'assurer une plus grande sécurité foncière tout en préservant le rôle des communautés dans le processus de répartition. En outre, la restructuration a simplifié la mise en œuvre des projets et amélioré les arrangements avec les partenaires institutionnels. Les activités du projet se sont depuis accélérées, y compris l'achèvement d'une opération pilote du SLWM à Ngnith et l'achèvement en juin 2018 de sept des neuf plans de gestion des forêts et des réserves. En mars 2019, des progrès notables ont été observés en ce qui concerne la régularisation foncière, puisque la superficie des terres obtenues et enregistrées dépasse largement l'objectif prévu (41 620 ha en mars 2019 pour une cible de 20 000 ha).

Résultat 3 : Amélioration du drainage et de la prévention des inondations dans certaines zones urbaines (Objectif atteint)

19. **La SPP a dépassé les attentes à cet égard.** Les inondations récurrentes dues aux tempêtes constituent un grave problème au Sénégal et touchent les grandes villes, dont Dakar. On estime que les inondations ont touché entre 400 000 et 600 000 Sénégalais par an au cours des dernières décennies. Les risques liés aux inondations à Dakar ont augmenté en raison de l'urbanisation non planifiée, de l'insuffisance et de l'obstruction des systèmes de drainage et de la montée des eaux souterraines. Le projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique (P122841) de l'exercice 2012, qui a reçu un financement additionnel en 2015 de l'IDA et en 2017 du Fonds Mondial pour l'Environnement (FME), a amélioré le drainage des eaux pluviales et la prévention des inondations dans la zone périurbaine de Dakar. En investissant dans des infrastructures de drainage à Pikine et Guédiawaye et en dégageant des canaux de drainage, le projet a permis d'augmenter la superficie protégée contre les inondations récurrentes de 0 ha en 2012 à 571 ha en 2017 et 744 en 2018, dépassant ainsi l'objectif de 460. Le projet a réalisé 32 investissements dans des activités de réduction des risques d'inondation, mis sur pied neuf comités locaux de gestion des inondations et formé les parties prenantes à la gestion des risques d'inondation et à la résilience aux changements climatiques urbains. En 2017, plus de 137 000 personnes ont bénéficié directement du projet, dont 52 pour cent de femmes, dépassant ainsi l'objectif initial de 132 000 personnes. Le projet a atteint 144 000 personnes en 2018. Dans le cadre d'un nouveau sous-volet du projet ajouté dans le premier FA, et par le biais d'une évaluation des vulnérabilités du changement climatique côtier au Sénégal et d'un programme d'assistance technique sur le changement climatique, la BM a soutenu le développement

de plans de gestion pour une gestion intégrée et résistante au climat des zones côtières pour les zones urbaines, dont la ville de Saint-Louis.

Résultat 4 : Réduction de la vulnérabilité de la population et amélioration des infrastructures en Casamance (Objectif atteint)

20. **La SPP a bien progressé dans l'amélioration des opportunités et des infrastructures génératrices de revenus en Casamance.** Le conflit prolongé et de faible intensité dans la région de la Casamance a entravé l'investissement et le développement économique, en particulier dans l'agriculture et le tourisme. Reconnaisant que la pauvreté et le chômage étaient les moteurs de ce conflit, le projet du Pôle de Développement de la Casamance (P125506) de l'exercice 2014 a cherché à améliorer la productivité agricole des agricultrices et jeunes agriculteurs et à améliorer les liaisons de transport pour favoriser le commerce et l'accès aux marchés. Ce projet a permis d'accroître les superficies irriguées et les services de drainage améliorés de 0 hectare en 2013 à près de 53 000 hectares en 2017 et 111 494 hectares en 2019, dépassant de loin l'objectif de 30 000 hectares fixé pour 2018. Le projet a fourni du matériel et des intrants pour la culture du riz à 509 groupes de femmes et de jeunes. De 2013 à 2017, le rendement annuel moyen du riz pluvial est passé de 0 à 154 526 tonnes, et le revenu moyen par hectare d'horticulture est passé de 500 \$US équivalent à 1 500 \$US en 2017 et 1 650 \$US en 2018. En 2017, le projet avait permis à 324 927 personnes d'avoir accès à des activités génératrices de revenus - dépassant largement l'objectif de 200 000 personnes fixé par la SPP. En outre, le projet a soutenu la réhabilitation du réseau routier régional et rural. En 2017, 54% de la population rurale des régions ciblées avait accès à une route toutes saisons, chiffre qui est passé à 71% en 2018 et 2019, dépassant l'objectif initial de 60%. Le projet a également contribué à la formation d'environ 91 000 jeunes hommes et femmes en vue d'obtenir un emploi et a offert des formations en agriculture, en collecte de données et en participation citoyenne.

Pilier I : Accélérer la croissance et l'emploi

21. **Les activités relevant de ce pilier visaient à favoriser la croissance du secteur privé et la création d'emplois sur le moyen terme, avec l'appui résolu de la SFI.** Le GBM a appuyé les efforts visant à améliorer le climat d'investissement et l'accès au financement, à assurer une croissance durable dans l'agriculture et la pêche, à mettre en place des infrastructures dans les secteurs de l'énergie et des transports et à améliorer les compétences de la main-d'œuvre.

Résultat 5 : Amélioration du climat d'investissement pour le secteur privé (Atteint)

22. **Ce résultat a été obtenu avec l'appui de la BM et de la SFI.** L'appui de la Banque était ancré dans le projet de gouvernance économique de l'exercice 2010 (Economic Governance Project-EGP, P113801), qui souffrait à l'origine d'un Objectif de Développement du Projet (ODP) complexe, d'objectifs initiaux irréalistes et de difficultés à attribuer les gains aux interventions précoces de la BM - tous ces problèmes ayant été réglés lorsque le projet a été restructuré au cours de l'exercice 2014 pour harmoniser l'ODP, la matrice de résultats et les indicateurs aux réalités sur le terrain. La date de clôture a également été reportée de 2015 à 2016. L'EGP visait à améliorer le climat d'investissement en améliorant la gouvernance économique et l'efficacité du système judiciaire, en particulier dans le contexte des plaintes selon lesquelles la lenteur de l'action dans les affaires commerciales entravait l'investissement. L'EGP a contribué à augmenter le nombre de décisions annuelles rendues par le *Tribunal régional Hors Classe de Dakar* sur des affaires commerciales de 947 en 2010 à 1 371 en 2016, dépassant ainsi l'objectif révisé de la SPP de 1 020 d'ici 2016. Le pourcentage de dossiers de créances ayant fait l'objet d'une enquête par l'Agence des Marchés Publics est passé de 0% en 2010 à 64% en 2016. Le nombre d'affaires traitées par la Commission de Lutte Contre la Corruption est passé de 12 en 2009 à 164 en 2016, soit bien plus que l'objectif de 24. L'EGP a également soutenu le *Programme de réforme sur l'environnement des affaires* (PREAC) du gouvernement, ce qui a permis d'améliorer le classement du Sénégal en matière d'indice sur

la *facilité de faire des affaires* (« *Doing Business Index* »), qui est passé de 166 sur 185 économies 2013 à 140 sur 190 économies en 2018. Le Sénégal s'est ainsi classé parmi les 10 premiers pays réformateurs dans le monde dans cet indice en 2014 et 2015.

23. **Parallèlement à l'EGP, le GBM a appuyé l'adoption et la mise en œuvre d'un décret sur la médiation et d'une loi sur l'insolvabilité, ainsi que la mise en place de systèmes de permis de construire et d'enregistrement foncier.** Le nombre de jours requis pour obtenir un permis de construction est passé de 210 en 2012 à 177 en 2017 et 2018, soit un peu moins que l'objectif de 170 fixé par la SPP, qui était le seul indicateur supplémentaire de la SPP. La Banque a également fourni un appui complémentaire au secteur du tourisme par l'intermédiaire des GGSC et du *Projet de développement du tourisme et des entreprises* (P146469) de l'exercice 2017, qui se poursuivra dans le cadre du nouveau CPP. Ce projet vise à améliorer la compétitivité du secteur du tourisme, à renforcer le climat d'investissement en dehors de Dakar et à soutenir le développement des entreprises. Jusqu'à présent, les travaux d'analyse ont comporté une enquête auprès des entreprises, une évaluation du climat d'investissement (Investment Climate Assessment-ICA) et une étude sur l'impact des accords commerciaux sur les entreprises et les ménages.

24. **Au cours de la période couverte par la SPP, la SFI a également eu un engagement consultatif productif avec le gouvernement, axé sur le climat d'investissement.** La SFI a fourni une assistance technique de haut niveau à l'APIX, l'agence chargée de conduire les réformes du climat d'investissement, et a fourni une assistance technique approfondie sur l'enregistrement des sociétés et la justice commerciale. La SFI a indirectement contribué à améliorer l'environnement des entreprises en soutenant les réformes liées à l'*Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires* (OHADA). La SFI a contribué à renforcer le cadre de partenariat public-privé (PPP) du Sénégal en concluant le programme *Scaling Solar* du Sénégal et dans le cadre de son initiative *Health in Africa* (Santé en Afrique), qui vise à accroître la participation du secteur privé dans le domaine de la santé. En complément, la SFI a accordé un prêt de 7 millions d'euros à Chain Hotel S.A. pour soutenir la construction et l'exploitation de son hôtel Radisson Blu Dakar. Ce projet a contribué à améliorer l'infrastructure commerciale de Dakar tout en appliquant les normes environnementales et sociales (E&S) mondiales dans le secteur hôtelier local et en favorisant la formation professionnelle.

Résultat 6 : Amélioration de l'accès au financement pour les micro, petites et moyennes entreprises (En grande partie atteint)

25. **La SPP a bien progressé à cet égard. La SFI a fourni des activités d'investissement et de conseil pour soutenir le secteur financier, en particulier la microfinance et l'agro-financement.** La SFI a poursuivi son appui en matière d'investissement et de conseil à MC Sénégal, une institution de microfinance entièrement nouvelle qui fournit des services de crédit et de transfert de fonds aux MPME à Dakar. De 2013 à 2017, le nombre de clients MPME de MC Sénégal est passé de 28 538 à 57 208 et le nombre de prêts en cours de 28 578 à 81 871. En outre, la SFI a poursuivi son appui en matière d'investissement et de conseil à FIDES Microfinance Sénégal (FMS), qui offre des prêts de groupe, des prêts aux MPME et des services d'épargne et d'assurance volontaires aux ménages à faible revenu dans les zones rurales. De 2013 à 2016, le FMS a augmenté le nombre de clients des MPME de 19 174 à 32 374, et le nombre de prêts en cours des MPME de 12 807 à 18 690. Ainsi, l'objectif de la SPP d'accorder des crédits à au moins 30 000 MPME a été dépassé. En 2017, la SFI a accordé un prêt prioritaire à UM-ACEP, l'une des plus grandes institutions de microfinance et d'agro-financement du Sénégal, pour l'aider à financer l'achat d'intrants et de petit matériel aux petits exploitants agricoles. Ce projet est le premier investissement de la SFI auprès d'une institution financière coopérative en Afrique subsaharienne, et le soutien de la SFI se poursuivra au cours de la prochaine période du CPP. La SFI a également contribué à la création d'un bureau de crédit régional dans l'UEMOA, qui couvre désormais les huit pays de l'UEMOA. Toutefois, la

SPP ne peut pas encore rendre compte du deuxième indicateur SPP mesurant la croissance et la création d'emplois dans le secteur du tourisme, car la Banque a abandonné le projet connexe de croissance et de développement des exportations prévu pour l'exercice 2016, au profit du projet de développement du tourisme et des entreprises (P146469) de l'exercice 2017, qui transfère cette aide aux MPME. Étant donné le retard dans la présentation de rapports sur le deuxième indicateur SPP sur la croissance économique et la création d'emplois dans le tourisme, ce résultat de la SPP est évalué comme " en grande partie atteint ", car il ne mentionne pas spécifiquement l'accès au financement.

Résultat 7 : Accroissement de la productivité agricole et de la commercialisation (En grande partie atteint)

26. **La SPP a bien progressé dans l'amélioration de la productivité et de la commercialisation de l'agriculture.** L'aide de la BM a été canalisée par l'intermédiaire du projet de développement des marchés agricoles et de l'agro-industrie (PDMAS, P083609) de l'exercice 2005, qui a pris fin au cours de l'exercice 2015 après les FA des exercices 2010 et 2013 ; un projet de suivi du développement durable et inclusif de l'agro-industrie (PDIDAS, P124018) ; et une deuxième phase du programme sur la productivité agricole en Afrique occidentale (PPAAO-2) financé au cours de l'exercice 2014.⁶⁶ Le PDMAS a contribué à accroître la production d'exportations agricoles non traditionnelles (produits horticoles, fruits à coque, huiles essentielles et plantes aromatiques et produits alimentaires transformés) de 25 503 tonnes entre 2010 et 2015 dans les zones du projet, et a soutenu le développement des chaînes de valeur nationales, la réhabilitation des rizières et les améliorations dans la production animale. Le PDIDAS en cours vise à améliorer l'agriculture commerciale et la gestion des terres par le biais d'activités telles que l'appui aux communautés pour améliorer et commercialiser les terres en vue d'investissements privés dans l'agro-industrie ; l'offre de subventions de contrepartie aux PME et aux associations agricoles ; et des investissements dans l'irrigation. L'avancement du PDIDAS a d'abord été retardé en raison de problèmes liés à la terre, mais les activités ont démarré depuis l'examen à mi-parcours en 2017. Les bénéficiaires directs du projet ont atteint 3 343 personnes en 2018 et 10 432 personnes en 2019, dépassant de loin l'objectif initial de 6 980 personnes. Pour 2019, l'opération pilote de Ngnith (200 ha) donne des résultats prometteurs pour l'ensemble de la zone du projet, tant en termes de volume de produits agricoles (7 597 tonnes) que d'emploi (3 849 emplois, dont 1 521 femmes). La date de clôture du PDIDAS est prévue pour décembre 2019.

27. **Les indicateurs de la SPP pour ce résultat ont été associés au PPAAO-2A régional (2014-2019), qui vise à accroître la production, la diffusion et l'adoption de technologies améliorées dans les secteurs de produits prioritaires.** Dans le cadre du PPAAO-2A, les bénéficiaires de variétés améliorées de semences certifiées ont obtenu des rendements dans deux régions respectives du projet de 1,14 et 2,5 tonnes/hectare pour le mil et 1,5 et 2 tonnes/hectare pour le sorgho, ce qui est en deçà de l'objectif de la SPP de 3 tonnes/hectare pour chacune de ces cultures pour 2017.⁶⁷ Les bénéficiaires ont augmenté les rendements moyens de maïs à 2,5 et 5,2 tonnes/hectare, respectivement, dans les deux régions du projet, contre l'objectif de la SPP de 4 tonnes/hectare pour le maïs pour 2017. Les exportations annuelles de produits horticoles à l'échelle nationale sont passées à 101 098 tonnes en 2017, dépassant largement l'objectif de 40 000 tonnes fixé par la SPP. En 2017, environ 913 300 producteurs et transformateurs

⁶⁶ Le PPAAO-2 couvre également le Sénégal, le Ghana et le Mali.

⁶⁷ Le PPAAO-2A a suivi les moyennes des rendements dans deux régions différentes, reflétant la diversité de ces zones agroécologiques distinctes. La SPP a atteint à une cible pour chaque culture en additionnant les deux moyennes zonales et en divisant par deux.

agricoles, dont 41% étaient des femmes, ont bénéficié de technologies améliorées, ce qui dépasse l'objectif de la SPP de 700 000. En 2018, le nombre de bénéficiaires directs du projet est passé à 958 410 personnes. Le nombre d'agriculteurs inscrits sur une plate-forme "e-subvention", qui soutient la distribution d'intrants agricoles, est passé de 20 000 en 2012 à 800 000 en 2017, soit un peu moins que l'objectif de la SPP de 1 million. Pendant la crise financière de la compagnie d'huile d'arachide (SUNEOR) et compte tenu de l'importance de l'arachide pour les ménages ruraux, la BM a réalisé : a) Une étude diagnostique de la chaîne de valeur de l'arachide et des réformes proposées à SUNEOR ; b) Une évaluation de la compétitivité et des perspectives de la chaîne de valeur de l'arachide ; et c) Une évaluation du marché et de la politique de concurrence avec un chapitre sur les arachides, qui a été achevé en 2018.

28. La SFI a fourni un appui conséquent au secteur agricole, en aidant à bâtir un écosystème qui a amélioré l'accès des agriculteurs au financement et aux marchés grâce à son programme de système de récépissé d'entrepôt. En 2014, la SFI a lancé une expertise technique pour développer le cadre juridique et réglementaire et faciliter un dialogue public-privé sur le financement des entrepôts. Le dialogue a réuni des acteurs agricoles, des institutions financières et d'assurance, des sociétés de gestion des garanties et des ministères clés. En juin 2017, le Gouvernement avait adopté une loi sur le système de récépissé d'entrepôt, qui établissait les bases de l'utilisation des produits agricoles comme garantie des prêts des institutions financières. En outre, la SFI a investi 9,5 millions d'euros dans Kirene,⁶⁸ le leader sénégalais des boissons, qui s'approvisionne et transforme localement les mangues en jus. La SFI a par la suite appuyé un projet consultatif en 2017-2018 lié à son investissement dans Kirene pour soutenir et professionnaliser la chaîne de valeur du lait. Dans le même temps, les activités d'investissement et de conseil ciblant les institutions financières ont contribué à améliorer l'accès des agriculteurs aux services financiers. Grâce à des investissements directs dans l'industrie légère (SIMPA, prêt de 3 millions d'euros, engagé en juin 2016) et l'agro-industrie (Patisen, dette subordonnée et fonds propres de 11 millions d'euros, décaissés en 2012 et retirés en 2016), la SFI a contribué à garantir la sécurité alimentaire des produits agro-industriels, à réduire les déchets alimentaires, à développer la chaîne alimentaire formelle, à fournir un débouché aux agriculteurs et à créer plus et de meilleurs emplois.⁶⁹

Résultat 8 : Amélioration de la gestion durable des ressources halieutiques (En partie atteint)

29. La SPP a fait de grands progrès dans l'amélioration de la gestion durable des ressources halieutiques, qui sont essentielles à l'emploi et à la sécurité alimentaire. Le Sénégal bénéficie de riches zones de pêche mais a été confronté à une expansion incontrôlée des pêcheurs et à la surpêche. L'appui de la SPP a été ancré dans la première série de projets (SOP) du Programme régional des pêches pour l'Afrique de l'Ouest (SOP-A1 du WARFP) de l'exercice 2010, qui visait à améliorer la gestion des pêches, à réduire la pêche illégale et à accroître la valeur ajoutée aux produits de la pêche au Sénégal, en Sierra Leone, au Liberia et au Cap Vert. Avec l'aide de la SOP-A1 du WARFP, le gouvernement a alloué des droits de pêche légaux à huit communautés dans le delta du Saloum, la Petite-Côte et la péninsule du Cap Vert, et a élaboré et approuvé des plans de gestion pour deux pêcheries clés (cymbium et crevette de haute mer). Le projet a atteint l'étape clé de la SPP qui consistait à soutenir des associations privées dans 12 zones côtières pour la gestion des zones de pêche. Le projet n'a pas entièrement atteint la deuxième étape de la SPP, qui visait à geler ou à réduire le nombre de flottilles de pêche artisanale et industrielle. Cependant, le projet a mis en place des mécanismes de régulation des flottes en établissant un registre des bateaux artisanaux et un

⁶⁸ Deux prêts, engagés en 2014 et 2017, d'un montant total de 9,5 millions d'euros.

⁶⁹ Dans le cas de Patisen, l'emploi direct à temps plein est passé de 227 en 2010 à 668 en 2017 et l'emploi direct à temps plein des femmes est passé de 51 en 2010 à 158 en 2015. Pour Kirene, l'emploi direct à temps plein est passé de 216 en 2013 à 393 en 2017 et l'emploi direct à temps plein des femmes est passé de 43 en 2013 à 58 en 2017.

nouveau système de permis. Dans le cadre de la SOP-A1 du WARFP, le pourcentage de navires de pêche artisanale immatriculés originaires de la région côtière qui se sont vu attribuer des permis de pêche générale sécurisée est passé de 0% en 2010 à 55% en 2017. L'objectif de 70% fixé par la SPP n'a pas été atteint, formulé différemment comme l'attribution de " permis transférables et à long terme ". Les responsables du projet ont modifié l'objectif, les permis transférables ayant entraîné des pertes d'emplois dans le secteur dans d'autres pays. Le pourcentage de navires de pêche artisanale ayant commis une infraction grave est passé de 70% en 2009 à 45% en 2016. La capacité de manutention post-récolte des sites ciblés est passée de 17 500 tonnes par an en 2009 à 32 704 tonnes en 2016. La SOP-A1 du WARFP a validé l'efficacité des pêches communautaires et la valeur d'une approche à long terme et progressive dans le secteur, tout en soulignant l'importance de l'engagement politique et des incitations pour le succès des réformes, ainsi que la nécessité de nouveaux investissements dans le segment post-récolte de la chaîne de valeur.

Résultat 9A : Amélioration de l'accès à une électricité abordable (Atteint)

30. **La SPP a réalisé de bons progrès dans l'amélioration de l'accès à une électricité abordable en investissant dans la production d'électricité, en diversifiant le bouquet énergétique et en améliorant la performance de la Société Nationale d'Electricité du Sénégal (SENELEC).** De l'exercice 2013 à l'exercice 2017, le GBM a financé le développement d'environ 200 MW supplémentaires de production d'électricité, représentant 26% de la capacité totale du Sénégal. Les centrales de Tobene (115 MW) et du Cap des Biches (83 MW), deux projets phares financés par la SFI, ont déplacé des centrales de secours coûteuses louées et ont limité l'utilisation de centrales thermiques moins efficaces. Les unités d'extension ajoutées aux centrales dans le cadre de ces projets ont permis de réduire les coûts de production d'électricité dans les zones de projets de 12,7c €/kWh en 2013 à 8,2c €/kWh en 2017. Le GBM a soutenu le passage à des technologies moins intensives en carbone pour réduire les coûts de production, les émissions de gaz à effet de serre et la forte dépendance du Sénégal à l'égard du mazout lourd (Heavy Fuel Oil-HFO) importé, qui produit 85% de l'électricité nationale. Cependant ce dernier est vulnérable aux fluctuations des prix et contribue au changement climatique. L'un des éléments clés du soutien du GBM a été l'initiative Scaling Solar, un guichet unique conjoint BM-SFI-MIGA qui a permis d'apporter aux marchés émergents du solaire à faible coût et relié au réseau. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement a nommé la branche conseil de la SFI en 2016 pour concevoir un processus d'appel d'offres afin d'identifier les acteurs du secteur privé qui pourraient mettre en œuvre une nouvelle production d'énergie solaire indépendante (PEI) pour fournir jusqu'à 100MW à l'échelle nationale. La première phase du programme - 60 MW attribués au consortium Engie/Meridiam - a démontré les avantages de cet appel d'offres, qui a abouti à un tarif proposé de 3,9c €/kWh- 60 % inférieur aux précédents contrats solaires au Sénégal et parmi les plus bas sur le continent africain. De plus, le GBM a soutenu la mise en valeur à long terme du gaz au Sénégal après la découverte d'importants gisements de gaz naturel en mer. Le passage potentiel à la production d'électricité à partir de gaz domestique par la conversion des centrales thermiques devrait permettre de réduire davantage les coûts de production de la SENELEC et d'obtenir de nouvelles réductions tarifaires. Avec l'appui du Projet d'appui au secteur de l'électricité (ESSP, P125565) de l'exercice 2013 et de son FA au cours de l'exercice 2017, le Sénégal a amélioré le taux de recouvrement des factures de la SENELEC, a équipé les clients résidentiels en compteurs prépayés, a fourni l'accès à l'électricité à plus de 318 000 foyers (411 204 foyers en 2019) et a construit ou réhabilité près de 600 km de nouvelles lignes de transport et distribution (736 km en 2019). Enfin, la SPP a soutenu des interventions régionales, telles que les projets OMVS et OMVG, qui permettront l'accès à des sources d'énergie moins chères comme l'énergie hydraulique. Grâce à l'appui du GBM et d'autres partenaires, le Sénégal a réduit le coût de production d'énergie⁷⁰ de 88

⁷⁰ Hors amortissements

\$CA/kWh en 2011 à 55 \$CA/kWh en 2017, ce qui est nettement inférieur à l'objectif de la SPP de 75 \$CA/kWh.

Résultat 9B : Amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales (En partie atteint)

31. Le Sénégal a fait des progrès dans l'amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales, bien que l'appui de la Banque n'ait pas été conforme aux attentes de la SPP. La BM soutient depuis longtemps l'électrification rurale au Sénégal, notamment par le biais du projet d'électricité pour les zones rurales (Electricity Services for Rural Areas Project-ESRAP) de l'exercice 2004, qui a fait des progrès en matière de raccordement rural avant sa fermeture en 2012. Au cours de la période couverte par la SPP, le gouvernement, avec l'appui de la BM et d'autres bailleurs, a mis en œuvre divers programmes d'électrification rurale, notamment le programme national d'électrification rurale d'urgence, des petits kits solaires, et des concessions, y compris de petites concessions rurales ascendantes (ERIL). Le nombre de ménages ruraux bénéficiant de l'électricité est passé de 170 000 en 2012 à 326 000 en 2017, soit une augmentation de 156 000 ménages. L'objectif de la SPP, qui était associé au programme ESRAP et à d'autres programmes, était de 250 000 personnes supplémentaires ayant accès à l'électricité d'ici 2017 dans les zones rurales. D'autres indicateurs témoignent des bons progrès du Sénégal. De 2012 à 2017, le taux d'électrification rurale est passé de 24 à 40% et le nombre de villages électrifiés est passé de 1 648 à 3 900. Pour accélérer les progrès en matière d'électrification rurale, la Banque, avec le financement de l'ESMAP, a lancé en 2013 le Programme d'assistance technique (S-TAP) pour l'énergie durable pour tous (Sustainable Energy for All-SEALL), qui visait à aider davantage le gouvernement à élaborer une vision à long terme de l'électrification rurale - accès universel d'ici 2025. Le S-TAP a pris en charge trois composantes : a) Le renforcement du secteur de l'électrification rurale, y compris la restructuration et le renforcement des capacités de l'agence d'électrification rurale (ASER) ; b) le prospectus d'investissement et la stratégie de financement de l'électrification rurale ; et c) la gouvernance et la gestion du secteur énergétique, qui a appuyé, entre autres choses, la révision du cadre juridique, réglementaire et institutionnel du secteur énergétique au Sénégal. Les principaux obstacles à l'électrification rurale ont été la lenteur du travail des concessionnaires, les tarifs élevés et les frais de raccordement élevés. Au cours de l'exercice 2017, la Banque a approuvé le projet de financement carbone de l'électrification rurale (Rural Electrification Carbon Finance Project-RECFP, P158709), qui vise à accroître le nombre de personnes ayant accès à un raccordement dans le cadre du modèle concessionnaire, principalement en tirant parti de la finance carbone pour fournir aux ménages un coupon qui réduit le coût initial du raccordement. En l'absence de tels coupons pour réduire le coût du raccordement, les ménages ont tendance à continuer d'utiliser le kérosène et d'autres sources d'énergie polluantes. Un programme pilote a été mis en œuvre dans 15 villages et 2 000 bons ont déjà été distribués dans quatre zones de concession.

Résultat 10 : Amélioration de la mobilité dans les zones urbaines et interurbaines ciblées (Principalement atteint)

32. Le GBM a fait des progrès considérables dans l'amélioration de la mobilité dans la région ciblée de Dakar et ses environs (Greater Dakar Area-GDA) au sein de la région des Grandes Niayes. Consciente du défi croissant à la mobilité dans et autour de la région Dakar que posent la croissance démographique, la mauvaise gestion du trafic, le vieillissement des véhicules de transport et l'insuffisance ainsi que le mauvais entretien des infrastructures, la Banque a appuyé le projet de transport et de mobilité urbaine (P101415), qui a été approuvé au cours de l'exercice 2010 et a reçu un FA au cours de l'exercice 2016. La Banque a également appuyé le projet d'autoroute à péage Dakar-Diamniadio pour l'exercice 2009 (P087304). Dans le cadre du premier projet, les autorités ont réhabilité 93.84 km de routes urbaines et interurbaines autour de la GDA, dont 60 km de routes goudronnées dans Dakar et 162 km de routes rurales, et également augmenté la flotte de minibus et le nombre de passagers utilisant les services de transport urbain (de respectivement 505 à 1307 bus et de 135 à 202 millions de passagers). Le projet de la route à

péage Dakar-Diamniadio a été la première infrastructure routière urbaine du GBM financée par un PPP en Afrique de l'Ouest. L'IDA s'est concentrée sur le financement de mesures visant à atténuer l'impact de l'autoroute, telles que l'infrastructure urbaine (routes, drainage, écoles), la construction d'un site de réinstallation pour populations déplacées et des mesures compensatoires liées à l'impact environnemental et social en finançant les compensations aux personnes affectées par le projet (PAP). La SFI et MIGA ont participé à la structuration et au financement de la clôture du PPP au moyen d'un prêt et d'un swap de garantie avec le concessionnaire. Les activités ont contribué à réduire le temps de transport moyen dans la région des Grandes Niayes de 210 minutes en 2012 à 153 minutes en 2015 et 150 minutes en 2017 - atteignant ainsi l'objectif de la SPP de 150 minutes pour 2017. Le temps de transport entre Dakar et Diamniadio est passé de 1,5 heure en 2012 à 25 minutes en 2017, dépassant l'objectif de réduction de 30 minutes fixé par la SPP. S'appuyant sur les travaux analytiques du GBM, la Banque a approuvé en mai 2017 le projet pilote de bus rapide de transit de Dakar, qui financera une ligne de transport en commun séparée reliant Dakar et Guédiawaye. La SFI conseille le gouvernement sur le processus de sélection concurrentielle d'un opérateur de renommée internationale afin d'acheter, d'exploiter et de maintenir la flotte de bus. Un projet visant à améliorer le corridor de transport routier et ferroviaire de Dakar-Bamako est prévu dans le prochain SPP.

Résultat 11 : Amélioration des compétences de la main-d'œuvre (En partie atteint)

33. La Banque a contribué à jeter les bases de l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre sénégalaise, notamment par le biais de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), mais les progrès sur les objectifs clés de la SPP n'ont pas répondu aux attentes. Le projet sur la gouvernance et le financement de l'enseignement supérieur axé sur les résultats (Tertiary Education Governance and Financing for Results Project-TEGFRP, P123673) de l'exercice 2011 visait à améliorer la qualité et l'efficacité du système d'enseignement supérieur et comprenait une sous-composante sur l'enseignement professionnel à court terme, tandis que le projet sur les compétences pour l'emploi et la compétitivité (Skills for Jobs and Competitiveness Project-SJC, P145585) de l'exercice 2015 visait à renforcer le système d'EFTP et à améliorer l'employabilité des jeunes dans les secteurs prioritaires. Le nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels est passé de 40 222 en 2012 à 54 318 en 2017, mais le pourcentage (17%) n'a pas changé en raison d'une augmentation des inscriptions dans l'ensemble du secondaire. Par conséquent, aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne l'indicateur clé de la SPP, et la SPP n'a pas inclus d'indicateur pour le TEGFRP. Néanmoins, le TEGFRP a fourni un soutien limité pour améliorer l'EFTP et les inscriptions pour 2017. Le SJC a contribué à améliorer la qualité de la formation offerte par les Lycées Techniques (LT) ; a développé des centres de formation et un système de certification des compétences dans les secteurs prioritaires ; et a renforcé la gestion, le financement, le suivi et l'évaluation (S&E) du système d'EFTP. En 2017, le SJC avait inscrit 4 590 étudiants aux programmes scientifiques et techniques offerts par les LT, établi des contrats de performance avec trois LT et diplômé 561 jeunes de la formation professionnelle à court terme. En 2018, les bénéficiaires directs du projet ont compté près de 8 000 jeunes (Programme de certificat de spécialisation, LT, clusters) et chefs d'entreprises. Les progrès concernant le SJC ont été lents en raison de délais de construction et de la complexité des réformes.

Pilier II - Améliorer la prestation des services (modérément satisfaisant)

34. L'appui du GBM au titre de ce pilier visait à améliorer l'efficacité, l'efficacité et les résultats des dépenses publiques, l'accent étant mis en particulier sur l'éducation, la santé et les services sociaux.

Résultat 12 : Amélioration de l'équité et de la qualité de l'éducation (Principalement atteint)

35. **La SPP a fait des progrès considérables à cet égard, bien que les progrès réalisés à l'égard des deux objectifs de la SPP aient été mitigés.** L'initiative Éducation pour tous (Education for All-E4A, P116783) de l'exercice 2010, qui a pris fin au cours de l'exercice 2015, a augmenté la capacité des salles de classe pour faire face aux classes surchargées et à la prolifération des classes temporaires, ce qui a entravé l'accès et réduit la qualité de l'apprentissage. Dans le cadre du programme E4A, le Sénégal a construit 538 nouvelles écoles et 4 977 nouvelles salles de classe, remplacé près de 2 000 salles de classe temporaires et financé des infrastructures supplémentaires qui, ensemble, ont amélioré les taux de scolarisation et d'achèvement cycle du primaire. Le Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (Quality Improvement and Equity for Basic Education Project-QIEBE, P133333) de l'exercice 2013 a appuyé la conclusion de contrats fondés sur les résultats (Performance Based Contracts-PBC) entre les organismes d'éducation au niveaux des régions et des districts ; des accords d'amélioration de la qualité dans les écoles ciblées ; la création de comités locaux de gestion scolaire ; des subventions pour améliorer les écoles coraniques Daaras ; et la construction de 200 nouvelles écoles primaires et centres régionaux de formation pédagogique pour 2017. Grâce à ces interventions, le pourcentage d'élèves de CP (2^{ème} année) qui démontrent des compétences en lecture et en mathématiques est passé, respectivement, de 51,7% et 46,2% en 2012 à 59,7% et 59,2% en 2017 et 2018. La formulation de cet indicateur différait légèrement de celui de la SPP⁷¹. L'objectif atteint dépassait la cible du projet tout en étant en dessous de la cible de la SPP de 65 % pour les deux sujets.

36. **Le Sénégal a également progressé dans l'amélioration du système d'enseignement supérieur dans le cadre du TEGFRP pour l'exercice 2011.** Le Sénégal a créé une direction générale de l'enseignement supérieur et une autorité nationale d'assurance qualité ; a introduit des PBC pour 100 % des établissements d'enseignement supérieur ciblés ; a établi des conseils d'administration pour 20 établissements d'éducation supérieure ; et a investi dans des installations. Les interventions du projet ont contribué à faire passer le taux de promotion de la première à la deuxième année dans cinq universités ciblées d'une moyenne de 61,4% en 2011 à 71,2% en 2017, dépassant ainsi l'objectif de 70 % de la SPP. La série des GGSC a accru la crédibilité du budget dans le secteur de l'éducation et a accru l'égalité dans les bourses d'études pour les femmes. La Banque a réalisé un examen des dépenses publiques d'éducation au cours de l'exercice 2015 qui a souligné l'importance d'améliorer l'exécution du budget et la crédibilité pour améliorer l'infrastructure et l'apprentissage dans le domaine de l'éducation.

Résultat 13 : Amélioration des services de prestation des soins de santé (Principalement atteint)

37. **Le Groupe de la Banque mondiale a bien progressé dans ce domaine.** Le GBM soutient depuis longtemps la santé et la nutrition au Sénégal, notamment par le biais du Programme d'amélioration de la nutrition de l'exercice 2002 et d'une deuxième phase de l'exercice 2007 à l'exercice 2014. L'appui de la SPP au secteur a été ancré dans le projet de financement de la santé et de la nutrition pour l'exercice 2013 (P129472), qui vise à accroître l'utilisation et la qualité des services de santé et de nutrition maternelle, néonatale et infantile, en particulier dans les régions mal desservies. Le projet soutient certains aspects de la stratégie de la Couverture Maladie Universelle (CMU) du Sénégal, notamment : (a) renforcer l'offre du système de santé par une approche de financement basé sur les résultats ; et (b) des interventions axées sur

⁷¹ L'objectif de la SPP fait référence au pourcentage d'élèves de CP qui ont réussi le test d'apprentissage standardisé en mathématiques et en lecture, tandis que l'objectif du projet fait référence au pourcentage d'élèves qui, à la fin du CP et CE2, ont démontré leur capacité à lire et comprendre les textes et calculer et résoudre les problèmes de mathématiques adaptés à leur niveau.

la demande pour améliorer l'accessibilité aux services de soins de santé. Il s'agit notamment de l'assurance maladie universelle, du programme national d'amélioration de la demande de services de nutrition et des bons pour les services de santé maternelle. Avec l'appui de ce projet, le Sénégal a augmenté le nombre d'établissements de santé avec un contrat de FBR de 0 en 2013 à 318 en 2017 et 371 en 2018. Le projet a appuyé la création ou l'amélioration du fonctionnement de 202 régimes d'assurance maladie communautaires dans six régions et la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles communautaires par la *Cellule de Lutte contre la Malnutrition* (CLM). En outre, le projet a appuyé des bons d'achat pour encourager les femmes pauvres à utiliser les services de santé maternelle, des activités de communication sur le changement de comportement au niveau local et le renforcement des capacités pour améliorer la gestion et le S&E des hôpitaux. Grâce à ces activités et à d'autres, le nombre d'enfants de 0 à 11 mois complètement vaccinés est passé de 63% en 2012 à 75% en 2017 - contre un objectif national de 79% pour la SPP. Le nombre d'enfants recevant un minimum de sachets de micronutriments dans les zones ciblées est passé à 2 793 229, soit bien au-delà de l'objectif d'un million fixé par la SPP. Le pourcentage d'accouchements assistés par des accoucheuses qualifiées est passé de 65% en 2011 à 68,4% fin 2017, contre l'objectif de 75% fixé par la SPP. La BM a fourni un soutien analytique et une assistance technique complémentaires, y compris un rapport sur l'état nutritionnel du pays, une analyse des investissements dans la nutrition et un appui à l'élaboration de la stratégie de financement de la santé et du mécanisme mondial de financement pour chaque femme, chaque enfant. Le programme *investir dans la santé maternelle et infantile* (P162042) proposé poursuivra l'engagement de la Banque en matière de santé reproductive, maternelle, adolescente et infantile dans le cadre du CPP.

38. Dans le cadre de son initiative Santé en Afrique, la SFI a contribué à promouvoir l'investissement dans les services de santé par le biais des PPP. Cet engagement était fondé sur trois composantes : a) une assistance technique pour une nouvelle loi sur la santé, qui en est à son dernier stade d'élaboration ; b) la création d'une plate-forme de collaboration pour le dialogue public-privé avec le Ministère de la Santé, y compris une cartographie des PME du secteur de la santé dans tout le pays ; et c) la création d'un environnement favorable pour attirer les investissements dans les PME du secteur de la santé. Le dernier volet n'en est qu'à ses débuts, car il faut d'abord renforcer la capacité de gestion de ces PME.

Résultat 14 : Amélioration de l'accès aux filets de sécurité (Atteint)

39. La SPP a fait des progrès spectaculaires dans l'amélioration de l'accès aux filets de sécurité. Le soutien de la BM a été canalisé par le biais du projet de filet de sécurité sociale de l'exercice 2014, qui est toujours en cours. Le projet met en place les composantes de base d'un système de filet de sécurité sociale en établissant un registre national unique (RNU) des ménages vulnérables qui dessert plusieurs programmes sociaux et en élargissant et renforçant le programme national de transferts de fonds (PNBSF). Le projet de filet de sécurité a reçu un FA de la protection sociale adaptative MDTF au cours de l'exercice 2017 afin de mieux cibler les ménages vulnérables, d'introduire des mécanismes de protection sociale adaptative (tels que des transferts monétaires temporaires) et de soutenir les activités visant à renforcer la capacité de résistance des ménages. Ce projet a permis d'élaborer et d'opérationnaliser le RNU et d'établir les processus du PNBSF pour l'identification, l'enregistrement et les paiements des bénéficiaires. En décembre 2017, 442 000 ménages étaient inscrits au RNU, soit environ 30% de la population du Sénégal. Dans le cadre du projet, le nombre de ménages recevant des transferts monétaires ciblés est passé de 0 en 2012 à 277 803 en 2017, soit plus de 13 fois l'objectif de 20 000 de la SPP. Environ 65% des bénéficiaires sont des femmes. En outre, la Banque a réalisé au cours de l'exercice 2017 une évaluation des contraintes à l'emploi productif auxquelles sont confrontés les jeunes vulnérables en milieu urbain qui a abouti à la conception d'une série d'activités productives de protection sociale qui ont été mises en œuvre depuis les exercices 2018 et 2019 dans le cadre d'un FA au projet existant. En outre, la BM a produit la première revue

des dépenses publiques (Public Expenses Review-PER) en matière de protection sociale au Sénégal, couvrant la période 2010-2015.

Résultat 15 : Amélioration de l'accès aux services d'assainissement et d'approvisionnement en eau dans certaines zones rurales et urbaines (En partie atteint)

40. **La BM a bien progressé dans l'amélioration de l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les zones rurales et urbaines, bien que les indicateurs de la SPP ne soient pas étroitement liés au programme de la BM.** Les deux indicateurs de la SPP ont plutôt été conçus pour mesurer les impacts des multiples interventions du gouvernement, des bailleurs de fonds et du GBM dans le cadre du programme du millénaire pour l'eau et l'assainissement au Sénégal (PEPAM, P109986), mesurant ainsi certaines activités sur lesquelles le GBM avait peu de contrôle. En tant que tels, les indicateurs n'ont pas pris en compte les gains du projet d'eau et d'assainissement urbain en cours pour l'exercice 2015 (P150351), qui vise à améliorer les services d'eau et d'assainissement, en particulier dans la région de Dakar et de la Petite Côte. Les projets de l'IDA ont atteint leurs objectifs pour les zones ciblées ; en 2017, ils ont augmenté cumulativement le nombre de personnes ayant accès à l'eau courante dans les zones rurales de 172 375 contre un objectif de 130 000, et dans les zones urbaines de 385 160 contre un objectif de 191 000. De même, le nombre de personnes supplémentaires ayant accès aux services d'assainissement dans les zones rurales est passé à 188 110 contre un objectif de 175 000, et dans les zones urbaines à 86 600 contre un objectif de 79 000. Au cours de l'exercice 2018, 1 000 personnes supplémentaires ont eu accès à l'eau courante dans les zones urbaines et 19 870 autres ont eu accès aux services d'assainissement dans les zones urbaines. Toutefois, les objectifs du projet n'étaient pas alignés sur les objectifs de la SPP. Par conséquent, en 2018, le nombre de personnes avec accès à l'eau courante atteignait 565 179 contre un objectif SPP de 690 000 dans les zones urbaines et 172 375 contre un objectif SPP de 320 000 dans les zones rurales. D'autre part, le nombre de personnes ayant accès aux services d'assainissement atteignait 106 470 contre un objectif SPP de 690 000 dans les zones urbaines, tandis qu'il atteignait 188 110 en zones rurales contre un objectif de 275 000. Ces résultats justifient l'attribution d'une évaluation " En partie atteint " pour cet objectif, malgré les bonnes performances du projet. Une leçon à tirer est de choisir des indicateurs et des cibles de la SPP qui refléteront l'impact des interventions de l'IDA. La BM a également mis en œuvre des programmes d'assistance technique au cours de la période de la SPP sur le renforcement du cadre de réglementation et de prestation de services pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, et sur la préparation de projets pilotes pour les services ruraux d'approvisionnement en eau et d'assainissement qui feront participer le secteur privé.

C. Contributions de la SFI et de MIGA

41. **Entre les exercices 2013 et 2017, la SFI a engagé 146,3 millions de dollars américains en financement à long terme et 42,9 millions de dollars en financement à court terme.** En outre, la SFI a mobilisé 310 millions de dollars américains en financement à long terme auprès d'autres investisseurs. A la fin de l'exercice 2017, la SFI avait un portefeuille total engagé de 134,4 millions de dollars, dont 64% dans les infrastructures, 22% dans la fabrication, l'agroalimentaire et les services, et les 14% restants dans le secteur financier. Les dépenses consacrées aux services consultatifs au cours de la période couverte par la SPP se sont élevées à 5,5 millions de dollars. Au cours de la période couverte par la SPP, le portefeuille consultatif de la SFI est passé de 1,7 million de dollars pour deux projets à 11,7 millions de dollars pour sept projets. La SFI s'est positionnée comme le principal promoteur du développement du secteur privé au Sénégal et a obtenu un impact transformationnel sur le développement, en particulier dans le domaine des infrastructures. L'impact de la SFI sur le développement provient du financement de : a) trois projets énergétiques privés, qui produisent ensemble 40% de l'électricité du pays ; b) la première route à péage d'Afrique de l'Ouest ; et c) l'ensemble de l'écosystème des institutions financières, des banques régionales aux sociétés de microfinance locales, et le fonds régional de capital-investissement basé au Sénégal. La SFI

a également financé de multiples bailleurs de fonds locaux opérant dans la chaîne de valeur de l'agro-transformation, depuis les produits alimentaires jusqu'à l'eau, les jus et l'emballage, et a soutenu les ambitions des entreprises sénégalaises de se développer dans d'autres pays de la région. En outre, la SFI a financé des hôtels de qualité dans le but d'améliorer la gouvernance environnementale et sociale dans le secteur du tourisme.

42. MIGA est entrée dans la période de la SPP avec une exposition brute de 207 millions de dollars américain à l'appui de trois projets : le programme d'inspection à destination, le terminal à conteneurs DP World Dakar et le swap de devises croisées du Sénégal. Durant l'exercice 2017, les garanties à l'appui du projet d'inspection à destination et de DP World Dakar ont expiré, et celle pour le swap de devises croisées du Sénégal a été résiliée. Au cours de l'exercice 2016, MIGA a appuyé un deuxième swap de devises par le gouvernement. Le projet comportait des garanties d'un montant de 100,2 millions de dollars couvrant un accord de swap de devises euro-dollar entre la Citibank, la Société Générale, la Standard Chartered Bank et le gouvernement du Sénégal. Le ministère de l'Économie et des Finances a conclu les contrats de swap à titre de couverture contre le risque de change lié à une euro-obligation sénégalaise de 500 millions de dollars d'une durée de 10 ans, émise en juillet 2014. La garantie de MIGA couvrait le risque que l'État n'honore pas son obligation en vertu de l'accord de swap. Le produit de l'émission servira à financer deux projets de construction et d'agrandissement de routes dans le cadre du PSE.

III. Performance du GBM

43. L'évaluation globale du rendement du GBM est Bonne. La SPP, demeurée conforme aux priorités des clients de 2013 à 2017, a cerné les principaux risques et les mesures d'atténuation. Elle s'est conformée à certaines leçons tirées de la stratégie pays précédente et a reflété relativement bien les critères de sélectivité de la SPP. Le GBM a fourni un portefeuille substantiel et généralement de grande qualité ; a entrepris un examen à mi-parcours adéquat qui a permis d'identifier des mesures correctives pour améliorer la performance du portefeuille ; et a montré une bonne intégration du genre. D'un autre côté, quelques activités de la SPP ont été entravées ou retardées en raison de l'appropriation insuffisante par les clients, de la conception de projets et d'objectifs trop ambitieux et de problèmes liés aux garanties. Certains indicateurs de la matrice des résultats étaient également trop ambitieux et/ou peu clairs. En outre, la production du CLR a été légèrement retardée en raison de l'évolution du calendrier du CPP.

A. Conception

44. La SPP est demeurée conforme aux priorités du gouvernement au cours de la période visée par la SPP, même après l'adoption du PSE. Le PLR a confirmé que les piliers originaux de la SPP correspondaient bien aux priorités du PSE. Le pilier 1 de la SPP, qui met l'accent sur la promotion d'une croissance inclusive et la création d'emplois, coïncide avec le premier pilier du PSE visant à transformer l'économie du Sénégal pour soutenir une croissance durable et créer des emplois. Le pilier 2 de la SPP, qui soutenait l'amélioration de la prestation de services dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, reflétait certains aspects du deuxième pilier du PSE, qui visait à élargir l'accès aux services sociaux et à la protection sociale et à préserver les conditions du développement durable. Le pilier de base de la SPP, qui mettait l'accent sur la gouvernance et la résilience, reflétait le troisième pilier du PSE, qui visait la gouvernance en renforçant les institutions et en favorisant la paix, la sécurité et l'intégration régionale.

45. La SPP a fait preuve d'un bilan mitigé concernant le respect des leçons tirées du partenariat précédent. Tel que recommandé, la SPP a continué d'appuyer la participation à plus long terme afin d'améliorer les résultats dans des secteurs clés tel que l'énergie, à travers des appuis budgétaires pour

améliorer la gouvernance, la GFP et le climat commercial et d'investissement et l'engagement du secteur privé, entre autres. Le GBM combine de manière stratégique appuis budgétaires et prêts aux investissements (certains appuyant les approches FBR et les PBC), ASA et AT, pour mener des réformes critiques dans les domaines de la santé, de l'éducation, ainsi que dans d'autres secteurs. . L'un des principaux enseignements a été de veiller à ce que les réformes liées à l'appui budgétaire soient réalistes, mais les GGSC n'ont parfois pas atteint cette étape en raison d'objectifs irréalistes et d'un engagement dans un trop grand nombre de secteurs. Certaines conceptions de projets étaient trop complexes et ne correspondaient pas à la capacité administrative. Le projet de gouvernance économique du Sénégal (PGE), par exemple, avait un AOP trop complexe et des objectifs irréalistes, nécessitant une restructuration du projet.

46. La SPP a relativement bien respecté les critères de sélectivité qu'elle s'était fixés. L'engagement du GBM s'est concentré sur les principaux obstacles au développement, tels que la faiblesse des capacités et de la responsabilisation du secteur public, l'accès limité à une énergie abordable, les obstacles structurels dans l'agriculture et les questions de gestion des terres et de résilience, comme expliqué dans la SPP et validé rétrospectivement par le dernier DSP. Toutefois, le GBM a peut-être surestimé les possibilités de réforme dans certains domaines, comme la réforme agraire, qui a par la suite été retirée du troisième GGSC. Le GBM s'est généralement engagé dans des domaines où il avait des avantages comparatifs et où il pouvait travailler en partenariat avec le gouvernement, le secteur privé et les bailleurs. La SPP inclut une annexe indiquant les domaines d'engagement des bailleurs, y compris l'UE, la BAD, le PNUD et l'USAID ; l'annexe décrit comment les programmes des bailleurs complétaient les domaines d'engagement du GBM et créaient des synergies dans des secteurs tels que la gouvernance, l'agriculture, l'énergie, la pêche et les secteurs urbain et rural.

47. La SPP a progressé dans le renforcement des capacités des ministères et des systèmes centraux et dans l'utilisation accrue des systèmes nationaux pour la mise en œuvre des projets, mais des défis demeurent. La BM a utilisé des unités de mise en œuvre de projets (Project Implementation Units-PIU) pour améliorer la capacité et l'efficacité des ministères et des systèmes centraux. Afin d'utiliser efficacement les fonds publics, les PIUs ont été rattachées aux ministères de différents secteurs et ont utilisé le cadre des dépenses publiques pour approuver les opérations d'achat et de gestion financière. En outre, sur la base des conclusions de l'examen des performances du portefeuille de pays (Country Portfolio Performance Review-CPPR) de l'exercice 2017, la Banque a conclu un protocole d'accord avec le ministère des Finances pour éviter un double examen du processus d'achat.⁷² Plus important encore, le protocole d'accord précise que les appuis budgétaires doivent être entièrement gérés dans le cadre des dépenses publiques sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une "non-objection" de la Banque. Néanmoins, des défis persistent, comme les retards dans l'achèvement des opérations, les coûts de transaction élevés et le contrôle de la qualité. Le personnel de la Banque a recommandé qu'un diagnostic des systèmes nationaux soit entrepris (une étude sur l'harmonisation des coûts de transaction a ensuite été menée) et que l'on réfléchisse davantage à la façon de mieux évaluer le rendement du personnel des PIU. En tout état de cause, la Banque envisage de rationaliser le nombre de projets, réduisant ainsi le nombre de PIU et donnant la préférence aux PIU intégrées dans les principales entités de l'administration publique.

48. L'engagement de la SFI était aligné sur le pilier de la transformation économique du PSE. Ses activités dans les secteurs de l'électricité et des transports ont directement contribué à la réalisation des objectifs de développement du PSE. De plus, la collaboration de la SFI au sein du GBM a été efficace et a

⁷² Avant le protocole d'accord, la BM procédait à un examen préalable de tous les processus d'achat avant que les transactions ne soient effectuées, ce qui entraînait des retards. Le protocole d'accord permet de traiter les achats inférieurs à un certain seuil sans examen préalable par la BM. Ces transactions font toujours l'objet d'un examen a posteriori de la Banque mondiale sur une base aléatoire.

permis de débloquent des réformes complexes et d'exécuter des projets efficaces dans les domaines de l'électricité, de l'énergie, du climat d'investissement et des infrastructures financières. Le Sénégal a été l'un des premiers pays à mettre en œuvre l'approche MFD (Maximiser le Financement pour le Développement), comme en témoignent l'achèvement réussi du programme Scaling Solar et de la route à péage de Dakar. Parmi les facteurs qui ont contribué au succès de la SFI, on peut citer les engagements en amont par le biais de services de conseils et de travaux conjoints sur la réforme des politiques, ainsi que la vision à long terme de la SFI dans des secteurs à fort impact comme l'énergie et les transports. Néanmoins, la taille du secteur privé sénégalais est plutôt petite, ce qui a entraîné une augmentation progressive limitée des possibilités d'investissement de la SFI.

49. **L'exposition de MIGA au Sénégal a diminué pendant la période allant des exercices 2013 à 2017, mais elle est restée conforme à la SPP.** Par exemple, la deuxième opération de swap de devises croisées facilitée par MIGA était bien alignée sur les priorités de la SPP et du PSE. Pour pouvoir approfondir son travail avec la BM et la SFI au Sénégal et dans le reste de la région, MIGA a établi un bureau Afrique à Dakar en octobre 2016.

50. **La matrice des résultats de la SPP était considérable étant donné le portefeuille vaste et diversifié. Cependant il aurait sans doute été possible de combiner les résultats de la SPP et d'améliorer la qualité des indicateurs.** La SPP comportait 16 résultats distincts et 28 indicateurs, un nombre donc important à évaluer dans un CLR. L'équipe aurait pu fusionner certains résultats sans s'écarter de la logique de la SPP, tels que les résultats sur l'accès à une électricité abordable et l'accès à l'électricité dans les zones rurales, ou encore les résultats sur un meilleur climat d'investissement et l'accès des PME au financement. La matrice présentait principalement des chaînes de résultats logiques. Pourtant, les changements apportés aux programmes au cours de la période de cinq ans de la SPP ont conduit à ce que certains indicateurs et étapes de la SPP ne soient plus conformes. Le PLR a proposé des modifications de la matrice, mais il est encore difficile de rendre compte d'une partie de cette matrice dans ce CLR. Dans certains cas, les indicateurs n'étaient pas clairement attribués aux projets, étaient mal formulés et sans données de référence (p. ex. des "personnes supplémentaires" recevaient un avantage quelconque) ou étaient trop ambitieux étant donné l'ampleur de la participation du GBM. Dans quelques cas, ce CLR a utilisé des mesures indirectes et des extrapolations pour rendre compte des progrès réalisés. Certains indicateurs de la SPP ont été tirés de projets en préparation qui ont ensuite été révisés, ce qui a rendu difficile la mise à jour de la matrice des résultats sur la longue période de la SPP. Cela souligne l'importance du PLR comme opportunité pour ajuster les cibles et la formulation des indicateurs de la SPP.

51. **La SPP a cerné de multiples risques pour le programme dans un contexte de vulnérabilité économique et financière accrue en 2012, bien que certains risques ne se soient pas matérialisés.** La SPP a mis en lumière les risques pour la croissance d'un éventuel ralentissement prolongé de l'activité en Europe et de la faiblesse des exportations, ainsi que les risques de tensions budgétaires et sociales liés aux catastrophes naturelles et aux chocs de la hausse des prix. Ces risques ne se sont pas matérialisés de manière significative. En réponse à la crise du virus Ebola de 2014-2016, le GBM a réaffecté le financement des projets pour renforcer la capacité des pays à faire face à cette maladie qui, en fin de compte, n'a pas considérablement affecté le Sénégal. La crise politique en Gambie en 2016/17 et les tensions en Guinée-Bissau et en Guinée-Conakry n'ont pas sensiblement affecté la croissance du Sénégal. Le GBM a collaboré avec l'ONU et d'autres agences pour lancer une initiative régionale au Sahel, visant à aider les pays du Sahel à s'attaquer aux vulnérabilités politiques, alimentaires, climatiques et sécuritaires, et à renforcer leur résilience et leurs opportunités économiques. La SPP a suggéré que la capacité limitée du gouvernement à mettre en œuvre la réforme pourrait générer des tensions entre le gouvernement et la société civile et conduire à des tensions budgétaires et à des pressions pour utiliser des comptes hors budget. Ce risque s'est quelque peu matérialisé, la dette publique du Sénégal ayant augmenté au cours de la période couverte par

la SPP, principalement pour financer les déficits des entreprises d'État, en dépit d'un déficit en baisse lié aux opérations de trésorerie hors budget. La SPP a suggéré que la faible capacité des agences gouvernementales pourrait retarder les activités du GBM. Pour atténuer ce risque, le GBM s'est efforcé de concentrer ses opérations sur des domaines d'une grande importance stratégique, de dégager un consensus sur le contenu des projets lors de leur conception, notamment en supprimant les exigences de financement de contrepartie, de rationaliser la taille du portefeuille et d'accroître les examens de portefeuille et les missions de soutien.

B. Mise-en-œuvre

52. La SPP a mis en œuvre un important programme de prêts, bien que les livraisons se soient quelque peu écartées du plan initial. Une certaine souplesse a été intégrée à la SPP en raison de son échéancier de cinq ans et du niveau incertain des ressources de l'IDA17 qui deviendraient disponibles après l'exercice 2014. La SPP présentait des projets indicatifs jusqu'à la fin de l'exercice 2015, et les engagements réels ont dépassé les attentes. Au cours de la période de l'exercice 2013 à l'exercice 2017 de la SPP, le total des engagements de prêt de l'IDA est passé de 731,25 millions \$US à 1 351,90 millions \$US, et le nombre de projets est passé de 13 à 18. La série des appuis budgétaires représente 145 millions de dollars américains, tandis que le financement basé sur les résultats ne représente que 20 millions de dollars américains. Le ratio de décaissement de l'IBRD/IDA s'est établi à 22,6 % pour l'exercice 2013, est tombé à 20,5 % en 2014, mais a atteint 23,8 % pour l'exercice 2017, contre la moyenne de la région Afrique de 21,06 % pour les exercices 2013-2017.

53. La qualité du portefeuille était généralement bonne, malgré les difficultés de mise en œuvre. Au cours de la période couverte par la SPP, environ 80 % des projets de prêts en cours ont été jugés satisfaisants ou modérément satisfaisants en ce qui concerne les résultats de développement (Development Outcomes-DO) et les progrès de mise en œuvre (Implementation Progress-IP), les principaux problèmes étant la lenteur des décaissements, le financement de contrepartie, les garanties et les clauses juridiques. La SPP avait en moyenne un projet à problèmes par année, à l'exception des exercices 2014 et 2017, qui avaient deux projets à problèmes. Dans l'ensemble, le pourcentage de projets à problèmes s'établit en moyenne à 9,23% pour la période 2013-2017, ce qui est inférieur à la moyenne africaine de 15,83% des projets à problèmes pour la même période. Néanmoins, au cours des exercices 2018 et 2019, le pourcentage de projets à problèmes est passé à 16,08% (contre 12,68 % en moyenne pour la région Afrique), en raison de problèmes récurrents, tels que l'absence de fonds de contrepartie, de garanties sociales et environnementales et la lenteur de la mise en œuvre de l'approche basée sur les résultats.

54. La BM a pris des mesures pour accélérer la mise en œuvre des projets et régler les problèmes de portefeuille. Le GBM a augmenté l'utilisation des avances pour la préparation des projets et s'est efforcé d'éliminer les conditions d'efficacité pour les nouveaux projets chaque fois que cela était possible. Le GBM a également mis l'accent sur les restructurations et la simplification des ODP. La BM a soutenu l'adoption par le gouvernement d'un nouveau code des marchés publics en 2014, qui a relevé les seuils d'approbation des marchés et contribué à augmenter les décaissements au cours de l'exercice 2017. L'équipe de la Banque a travaillé avec la nouvelle unité de prestation de services du Cabinet du Président, qui supervise les projets prioritaires de l'éducation postsecondaire et tient des réunions trimestrielles sur la performance du portefeuille avec les ministères sectoriels.

55. Les évaluations effectuées par le groupe indépendant d'évaluation (Independent Evaluation Group-IEG) témoignent du bon rendement du portefeuille. L'IEG a examiné dix projets qui ont pris

fin pendant la période de la SPP.⁷³ En ce qui concerne le résultat de développement (DO), deux ont été jugés très satisfaisants (TS), trois satisfaisants (S), trois modérément satisfaisants (MS) et deux modérément insatisfaisants (MI) - les deux derniers étant le projet de services d'électricité pour les zones rurales de l'exercice 2006 et le projet initial de gouvernance économique de l'exercice 2010 (le projet révisé a été jugé modérément satisfaisant). En ce qui concerne les performances de la Banque, l'IEG a attribué l'évaluation TS à un projet, l'évaluation S à six projets et l'évaluation MS à trois projets. L'IEG a jugé la plupart des rapports de fin d'exécution (ICR) satisfaisants et un insatisfaisant. Pour cinq projets, les évaluations de l'IEG reflétaient exactement celles des ICR. L'IEG a accordé des évaluations plus élevées pour les objectifs de développement de deux projets (de S à TS) et des évaluations inférieures à celles de l'ICR pour deux projets ⁷⁴ (passage de S à MS) et un projet⁷⁵ (de MS à MI) en raison de la faible pertinence des objectives du projet et de failles importantes dans le cadre de résultats.

56. Le PLR a dressé un bilan généralement bon des performances du programme à mi-parcours, malgré les problèmes relevés dans la matrice des résultats. Le PLR a confirmé la pertinence de la SPP par rapport au nouveau PSE et la performance globale satisfaisante des piliers de la SPP. Le PLR a relevé certains retards de mise en œuvre, en particulier dans le cadre du pilier de base, et des mesures correctives, y compris celles mentionnées ci-dessus et certaines restructurations de projets pour refléter les priorités du PSE. Le PLR a introduit quelques changements programmatiques pour les exercices 2016-2017, tels qu'un accent accru sur la région de la Casamance, l'emploi, la mobilité urbaine et la diversification énergétique, et un soutien accru aux programmes de protection sociale adaptative et à la crise du virus Ebola. Le PLR a également identifié des changements aux indicateurs dans la matrice de résultats de la SPP afin de mieux s'harmoniser avec les besoins du PSE et des clients.

57. Le GBM a fourni un important portefeuille hors-prêt. Dans le cadre du pilier de base de la SPP, le GBM a mis en œuvre plusieurs programmes d'AT et d'ASA pour améliorer la gouvernance et la responsabilisation du secteur public, tels qu'une analyse des achats, une AT sur le renforcement des capacités statistiques, une AT sur le recouvrement des avoirs mal acquis et un examen du développement urbain et spatial. Le GBM a également soutenu divers programmes hors-prêt en faveur de la croissance et de l'emploi dans le cadre du pilier 2 de la SPP, notamment une évaluation du climat d'investissement, un programme d'assistance technique sur l'accès des PME au financement, des études sur le commerce régional et l'interconnectivité du transport régional et des programmes d'assistance technique dans l'agriculture et l'électrification rurale. Dans le cadre du troisième pilier, le GBM a fourni des travaux de diagnostic, tels qu'un examen des dépenses publiques dans le domaine de l'éducation et des évaluations de la pauvreté et de l'égalité des sexes, pour mieux comprendre les défis dans les secteurs sociaux. Le GBM a également fourni des programmes d'assistance technique pour élaborer des indicateurs de prestation de services dans le domaine de l'éducation et renforcer la résilience face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Plusieurs programmes approuvés ou exécutés au cours de l'exercice 2017 n'avaient pas été programmés dans le cadre de la SPP, ce qui était prévu compte tenu de la période de cinq ans de la SPP et de l'évolution de la demande des clients.

⁷³ Projet de services d'électricité pour les zones rurales de l'exercice 2005, Projet de développement des marchés agricoles et des agro-industries de l'exercice 2006, Programme de développement des autorités locales de l'exercice 2007, Programme d'amélioration de la nutrition II pour l'exercice 2007, PPAAO de l'exercice 2007 (régional), Projet de gestion durable des terres de l'exercice 2010, Projet du millénaire pour l'eau et l'assainissement de l'exercice 2010, Projet de gouvernance économique de l'exercice 2010, le projet à réponse rapide de transfert de fonds et de nutrition basé sur les enfants de l'exercice 2010, et projet de fond catalytique pour l'EFI-FTI de l'exercice 2010.

⁷⁴ Projet de développement des marchés de l'agriculture et de l'agrobusiness de l'exercice 2006 et le programme de développement des autorités locale de l'exercice 2007.

⁷⁵ Projet d'électrification des zones rurales.

58. **Le GBM a maintenu une bonne coordination avec les bailleurs et les parties prenantes pendant la période couverte par la SPP, notamment par l'intermédiaire du Groupe d'appui budgétaire (Budget Support Group-BSG) et des groupes de travail thématiques** dans des domaines tels que la GFP, la protection sociale, les transports et les infrastructures, le développement rural et la sécurité alimentaire. Les équipes de la Banque ont joué un rôle clé dans la coordination et l'harmonisation des bailleurs. L'une des principales réussites a été la conclusion d'un mémorandum d'accord conjoint entre bailleurs sur l'harmonisation des coûts de transaction pour les activités organisées au niveau des pays. Outre son rôle au sein du BSG, la Banque a dirigé certains groupes thématiques en rotation avec d'autres bailleurs. L'engagement de la BM auprès des bailleurs a donné plus de crédibilité et de cohérence aux activités des bailleurs et au dialogue avec le gouvernement. Dans le même temps, une telle coordination s'est avérée longue et difficile à gérer en termes de présence à toutes les réunions, et la mise en œuvre des investissements du GBM s'est avérée être un processus long et difficile.

59. **La SPP a efficacement tiré parti des approches et des ressources régionales.** Dès le début, la SPP a appuyé cinq projets régionaux et, au cours de l'exercice 2017, elle en appuyait six. En particulier, le GBM a continué à soutenir l'organisation de bassin du fleuve Sénégal (OMVS) et son projet de bassin fluvial. La BM a poursuivi un important travail dans le cadre du programme régional des pêches pour l'Afrique de l'Ouest (WARFP) et du Projet des centres d'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique. En particulier, le WARFP a fourni aux pays une plate-forme pour travailler à l'harmonisation des politiques nationales sur la préservation, la conservation et l'exploitation des ressources halieutiques, et renforcer la coopération régionale sur les actions de suivi, contrôle et surveillance (Monitoring, Control and Surveillance-MCS) et la recherche halieutique. En outre, le GBM a appuyé le Programme phare de la CEDEAO sur la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), qui a réussi à reconstruire le système de R&D agricole de l'Afrique de l'Ouest en ruine. Ce système génère et diffuse des innovations visant à inverser la tendance à long terme de baisse de productivité et d'affaiblissement de la résilience et de la compétitivité de l'agriculture en Afrique de l'Ouest.

60. **La SPP a montré une bonne intégration du genre dans le portefeuille du GBM.** La SPP a inclus une annexe qui dresse un bref bilan des résultats liés au genre au Sénégal et met en correspondance les principales activités de la SPP avec les priorités thématiques de la Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité des sexes (SNEEG). Presque toutes les activités de prêt comportaient une forme ou une autre d'indicateur genre - des plus simples, comme la proportion de femmes bénéficiaires d'un projet ou d'un groupe cible (par exemple, personnel judiciaire formé ou bénéficiaires de transferts monétaires), aux plus complexes, comme le pourcentage de jeunes femmes diplômées d'une formation professionnelle à court terme et ayant trouvé un emploi en un an. Quatre-vingt-dix pour cent des opérations de prêt de l'IDA approuvées de l'exercice 2013 à l'exercice 2017 étaient axées sur l'égalité des sexes, ce qui dépasse l'objectif de 75 % de la SPP. En outre, 70% de ces opérations comprenaient les trois dimensions du genre - analyse, actions et suivi et évaluation. Comme prévu, la SPP a réalisé une évaluation nationale de la pauvreté basée sur le genre.

61. **De l'exercice 2013 à l'exercice 2017, le portefeuille de la BM a enregistré des co-avantages climatiques moyens de 37%,** contre un objectif régional de 22% (pour l'exercice 2020), grâce aux projets énergétiques et à l'investissement important dans le projet pilote de bus rapide de transit de Dakar de l'exercice 2017, qui a été considéré comme ayant 100% des co-avantages climatiques.

62. **Le GBM s'est engagé dans de vastes consultations au cours de la préparation de la SPP,** notamment un lancement présidé par le Ministre des Finances en octobre 2012 et une séance de clôture par

le Premier Ministre après la réunion du Conseil d'Administration par le Premier Ministre.⁷⁶ Le GBM a inclus des universitaires et des organisations de la société civile (OSC) dans ses consultations et a tenu une réunion avec la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale. L'engagement avec les membres du Parlement a été moins intense parce que l'Assemblée Nationale ne vote pas les projets financés par la BM. Au cours de la mise en œuvre de la SPP, la préparation du DSP a été l'occasion pour le GBM de s'engager et d'interagir avec diverses parties prenantes, notamment les autorités nationales et locales, le secteur privé, la société civile et le monde universitaire.

63. Le portefeuille s'est heurté à des problèmes de sauvegarde environnementale et sociale. Le projet énergétique a été confronté à des violations des exigences de sauvegarde du GBM, notamment la construction d'une ligne de transport à haute tension à Dakar sans indemnisation adéquate des personnes affectées par le projet et sans que les instruments de sauvegarde nécessaires aient été mis en place, y compris un plan d'action rapide et une évaluation des incidences environnementales et sociales (ESIA). Ces problèmes ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets et ont failli entraîner leur suspension. En outre, le projet d'autoroute à péage Dakar-Diamniadio a été confronté à des problèmes liés aux plans d'action de réinstallation (PAR) et au processus d'indemnisation. Ce projet est clôturé depuis janvier 2018 et les responsabilités en matière de sauvegarde sont en instance. La Banque suit de près l'évolution de la situation afin de s'assurer que toutes les PAP ont été correctement indemnisées et que des fonds ont été obtenus pour compenser davantage les PAP manquants. De plus, le projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation aux changements climatiques a également été confronté à des problèmes de sauvegarde liés à la réinstallation des populations déplacées.

IV. Harmonisation avec les objectifs de l'organisation

64. La SPP était bien alignée sur les principales priorités ministérielles et régionales. La SPP a appuyé les priorités du gouvernement dans le cadre du SNDES et du PSE pour favoriser une reprise économique et une croissance plus forte et inclusive, qui s'alignent sur les objectifs organisationnels du GBM de réduction de la pauvreté et de prospérité partagée. La SPP a fourni un appui direct à la réduction de la pauvreté, y compris des investissements pour améliorer les revenus en Casamance et augmenter le nombre de ménages recevant des transferts de fonds, ainsi qu'un appui indirect en réduisant les coûts d'électricité et en améliorant l'accès des ménages pauvres aux services sanitaires. La SPP a fait des progrès sur les thèmes de l'IDA16 et l'IDA17, y compris l'égalité des sexes (notant encore une fois que près des trois quarts des projets de prêt comportaient les trois dimensions genre de l'analyse, des actions et du suivi et évaluation) et les changements climatiques, en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience et l'amélioration des co-avantages climatiques des projets d'investissement. La SPP reflétait également les priorités de la région Afrique. Par exemple, les activités du GBM visant à améliorer la productivité agricole, notamment grâce aux nouvelles technologies, ont reflété les efforts de la région Afrique pour accroître le soutien à l'agriculture comme alternative au développement du pétrole et du gaz. L'appui de la SPP à l'amélioration de la gestion des ressources énergétiques, des réseaux de production, de transport et de distribution d'électricité et des énergies renouvelables reflète les priorités de la région Afrique visant à améliorer la gouvernance et l'efficacité des entreprises d'État, à réduire les pertes énergétiques et à améliorer

⁷⁶ On peut trouver des bulletins d'informations concernant les consultations de la SPP au lien suivant <https://www.youtube.com/watch?v=usfiS4V7tLM> et .

l'utilisation de l'énergie solaire. L'appui de la SPP à l'éducation de base et au développement des compétences reflétait les priorités de la région Afrique en matière d'éducation et de capital humain, en particulier dans les matières STEM.

V. Leçons

65. Plusieurs leçons peuvent être tirées de la mise en œuvre de la SPP.

- **Concentrer les efforts sur le renforcement de l'adhésion politique et des capacités à tous les niveaux de gouvernement afin d'assurer le succès des projets du GBM.** Les problèmes systémiques liés à l'insuffisance des ressources budgétaires et de la planification budgétaire pour déboursier les prêts (le gouvernement ayant cherché à retarder les décaissements pour éviter de creuser le déficit budgétaire au-delà des objectifs de l'UEMOA et du FMI), et l'insuffisance plus générale des ressources budgétaires (par exemple, le manque de mobilisation de fonds de contrepartie dans un contexte budgétaire très étroit) ont ralenti les décaissements. Pour aller de l'avant, il faudra davantage de financement basé sur les résultats (y compris les programmes axés sur les résultats), renforcer l'appropriation par le gouvernement (par le biais des systèmes nationaux en matière de sauvegardes, de passation des marchés, de gestion financière et de renforcement des capacités des responsables locaux et des agences d'exécution) ainsi qu'une meilleure planification en amont pendant le processus budgétaire (sur les fonds de contrepartie et sur l'approbation et le suivi des décaissements des dépenses des donateurs et des bailleurs).
- **Veiller à ce que la conception des projets reste simple et souple, avec des calendriers réalistes pour la préparation des projets et la mise en œuvre des réformes.** Plusieurs projets ont éprouvé des difficultés à cause de la complexité de leur conception, de l'insuffisante préparation pour le démarrage (p. ex., personnel clé non recruté) et des délais irréalistes. A l'avenir, cette leçon sera intégrée dans l'ensemble du portefeuille du GBM, notamment par le biais (a) de discussions plus systématique en amont de tous ces aspects à l'étape des notes conceptuelles (Project Concept Note-PCN) ; (b) de filtres de contrôle de l'état de préparation à l'entrée; (c) de revues préliminaires à mi-parcours et une éventuelle restructuration des projets faisant face à des difficultés de décaissement et d'exécution ; et (d) d'une meilleure compréhension initiale du contexte politique et réglementaire dans les secteurs clés du portefeuille (par exemple, agriculture, énergie et éducation).
- **Continuer de tirer parti des approches régionales.** Les projets régionaux lancés pendant la période de la SPP, tels que le Projet de Productivité Agricole de l'Afrique de l'Ouest (PPAAO), ont fourni de bonnes plates-formes pour l'innovation et le partage des connaissances, mais ces types de projets exigent des budgets suffisants et une coordination régionale et des organisations nationales fortes. Les projets régionaux nécessitent également un soutien supplémentaire en ce qui concerne la supervision et le suivi qui peuvent être facilités par des outils et mécanismes virtuels.
- **Accorder une plus grande attention aux questions relatives aux sauvegardes environnementales et sociales, en particulier la compensation et la réinstallation des personnes affectées par les projets.** Les défis posés par les sauvegardes (petit nombre et rotation élevée d'experts sociaux et environnementaux qualifiés, manque d'équipement et de moyens financiers) ont complexifié la mise en œuvre des projets tels que l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio, le projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique (PROGEP), le projet d'Appui aux transports et à la mobilité urbaine (PATMUR), et le projet de développement du tourisme et des entreprises (PTDE). Le renforcement des capacités et des systèmes gouvernementaux sera essentiel dans ce domaine spécifique.

- **Améliorer la matrice de résultats du CPP et le suivi du portefeuille, et mieux communiquer sur les réalisations du GBM au Sénégal.** La matrice des résultats du CPP comprendra des indicateurs SMART (Spécifiques, Mesurables, Réalisables, Pertinents et limités dans le temps) - avec des données de base et des cibles claires, de manière plus systématique. Le PLR sera l'occasion d'effectuer tous les changements nécessaires aux indicateurs en fonction des changements apportés aux projets à mi-parcours. Au vu des retours reçus pendant les consultations et visites de terrains pour le nouveau CPP, Le GBM devrait également s'efforcer de discuter des activités et des résultats des projets avec les principales parties prenantes et la population sénégalaise, de manière plus régulière, notamment à travers de nombreux canaux de communication en fonction du public ciblé afin d'aider à renforcer l'appropriation et l'appréciation du programme.
- **Lorsqu'on envisage d'accorder des prêts sous forme d'appuis-budgétaires, il est important de trouver un équilibre entre réformes significatives et objectifs réalistes, ainsi qu'entre flexibilité et concentration sur quelques mesures essentielles, étant donné la nature du processus décisionnel politique.** Le présent CPP comprend la dernière année (exercice 2020) de la série actuelle d'appuis-budgétaires et une nouvelle série pour les exercices 2021-2023 sur l'inclusion productive et l'équité qui prendront en compte ces leçons en se concentrant sur un nombre réduit de secteurs et en favorisant un engagement soutenu et plus profond afin de permettre la poursuite du programme à mesure que la série évolue. Des efforts sont également faits pour combiner les appuis-budgétaires et les études analytiques (ASA) afin de maximiser la complémentarité et l'impact ; se concentrer sur les domaines où une collaboration étroite existe entre l'IDA et la SFI et où des réformes peuvent ouvrir la voie au secteur privé (une opportunité de pouvoir appliquer l'approche en cascade) ; et de mieux calibrer l'ampleur du soutien du GBM en fonction de la portée des réformes et du risque politique.
- **L'IFC, MIGA et l'IDA devraient s'appuyer sur des résultats communs positifs (par ex. dans le cas des projets de routes à péage et des projets de producteurs indépendants d'électricité (PEI)) pour poursuivre leur étroite collaboration afin d'atteindre les objectifs du programme.** Il s'agit notamment d'exploiter les engagements consultatifs de l'IFC en amont et d'adopter une vision à long terme des résultats dans des secteurs clés tels que l'énergie, les transports, et l'inclusion financière. MIGA est encouragée à continuer de tirer parti de sa présence à travers son nouveau Bureau central pour la région Afrique à Dakar pour favoriser une plus grande coopération au sein du GBM et de générer de nouvelles activités.

CLR ANNEXE 1. Sénégal SPP EXERCICE 2013-2017 Évaluation de la matrice des résultats

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
Pilier de base : Renforcer le cadre de gouvernance et accroître la résilience			
<p>Résultat 1 : Amélioration de la responsabilisation du secteur public</p> <p>Indicateur 1 : Retard dans la publication du rapport annuel de la Cour des comptes est passé de 34 mois en 2012 à 12 mois d'ici 2017.</p> <p>Indicateur 2 : Le pourcentage de titulaires d'une charge publique (ministres) qui font une déclaration de patrimoine passe de 0 à 100 % d'ici 2017.</p> <p>Indicateur 3 : Réduction du délai d'adoption et de divulgation publique de la Loi de Révision du Budget (<i>Lois de Règlement</i>) après la fin de l'exercice financier de 18 mois en 2012 à 6 mois d'ici 2017.</p> <p>Indicateur 4 : Tous les ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement déclarent leurs patrimoines à l'OFNAC</p>	<p>Résultat 1 : En partie atteint</p> <p>Indicateur 1 : Non atteint (L'élaboration du rapport est passée à 18 mois en 2017, mais le rapport n'a pas encore été publié)</p> <p>Indicateur 2 : Atteint d'ici 2017, sous réserve que le libellé soit légèrement différent dans l'ABG (c'est-à-dire le <i>pourcentage de titulaires d'une charge publique définie dans la loi sur la déclaration de patrimoine qui ont fait une déclaration de patrimoine</i>).</p> <p>Indicateur 3 : Non atteint, à 14 mois d'ici 2016, il est important de noter que l'objectif de la SPP n'était ni réaliste ni conforme aux lois sur la GFP. Le Gouvernement dispose de six mois après la fin de l'exercice budgétaire pour soumettre la loi de révision du budget à la Cour des comptes, puis de six mois pour soumettre son rapport d'examen au Parlement qui l'examinera et l'adoptera, de sorte que l'objectif de la SPP aurait dû être de douze mois.</p> <p>Indicateur 4 : Atteint</p>	<p>Le pourcentage d'organismes ayant un contrat de performance est passé de 0 % en 2012 à 50 % en 2017 (dépassé, à 70 %).</p> <p>Cinq nouveaux hôpitaux ont signé un accord de performance en 2017 (terminé)</p> <p>Revue du système informatisé d'information sur la GFP (terminé)</p> <p>Le cadre de S&E est opérationnel dans les institutions sectorielles et dans le centre du gouvernement et soutient le processus de prise de décision pour 2017. (Peu clair)</p> <p>Cadre opérationnel de suivi et d'évaluation axé sur les résultats établi dans</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> • AT de renforcement de la gestion des ressources publiques (P122476, exercice 2011) • <i>Série d'ABG GGSC</i> • <i>SWAP Performance du secteur public ou PforR (exercice 2014/2015)</i> • <i>PforR Appui à la décentralisation et à la gouvernance locale (exercice 2017)</i> <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> • AAA Secteur public programmatique: Déclaration de patrimoine • Renforcement de l'AT sur la GFP (exercice 2014) • Soutien à la planification des politiques de gouvernance • Notes de politique • Rapport sur la pauvreté et le genre

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
	(100 % en 2017)	<p>les secteurs nationaux et les secteurs clés en 2017 (terminé)</p> <p>Adoption du cadre de budgétisation axé sur les résultats en 2017 (Terminé)</p> <p>Le Sénégal atteindra le statut de conformité ITIE au cours de l'année civile 2015 (à déterminer)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Étude de développement spatial • Secteur public programmatique AAA : Planification stratégique et S&E, et HRM • Développement de la capacité statistique • Impact du secteur public sur la prestation des services d'éducation • Analyse de la chaîne de valeur des marchés publics (EXERCICE 2013) • Recettes de financement de l'assistance technique de la ville de Dakar
<p>Résultat 2 : Gestion durable des terres et de l'eau</p> <p>Indicateur : Zone supplémentaire avec la pratique de la GDSL dans des zones d'intervention ciblées : 7 000 ha d'ici 2017.</p>	<p>Résultat 2 : Non atteint</p> <p>Indicateur 1 : Non atteint (200ha pour 2017)</p>	<p>Elaboration d'un plan de résilience au climat et de gestion des zones côtières intégrées (A coordonner avec l'UE) (Terminé)</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des eaux pluviales et adaptation aux changements climatiques (P122841, exercice 2012) • Gestion durable des terres (P108184, exercice 2010) • Projet de développement des marchés agricoles et de l'agro-industrie)
<p>Résultat 3 : Amélioration du drainage et de la prévention des inondations dans certaines zones urbaines</p>	<p>Résultat 3 : Atteint</p>	<p>Élaboration de plans d'urbanisme intégrant les risques d'inondation dans les zones périurbaines</p>	

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
Indicateur : D'ici 2017, une zone supplémentaire sera protégée contre les inondations récurrentes à Dakar : 460 ha	Indicateur : Dépassé (571ha en 2017)	Dakar (Terminé)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Ressources en eau du bassin du fleuve Sénégal AO</i> • <i>Projet du Pôle de développement de la Casamance (exercice 2013)</i>
Résultat 4 : Réduction de la vulnérabilité de la population et amélioration des infrastructures en Casamance Indicateur : D'autres personnes se sont vu offrir des possibilités de création de revenus en Casamance, qui atteindront 200 000 personnes d'ici 2017.	Résultat 4 : Atteint Indicateur : Dépassé (324 927 personnes supplémentaires en 2017)	150 000 jeunes femmes et hommes formés pour des emplois en Casamance en 2017 (progrès considérable : 90 644 formés) Réhabilitation de 150 km de routes en 2017 (achevé ; 194 km réhabilités)	AAA <ul style="list-style-type: none"> • <i>ESW (Activités Économiques Sectorielles) sur le Changement climatique</i> • <i>Évaluation LGAF (cadre d'analyse de la gouvernance foncière)</i> • <i>3a- ESW Étude de la vulnérabilité des zones côtières au changement climatique</i>
Pilier I - Accélérer la croissance et l'emploi			
Résultat 5 : Amélioration du climat d'investissement pour le secteur privé Indicateur 1 : Augmentation du nombre de décisions prises chaque année au Tribunal Régional Hors Classe de Dakar en matière commerciale (base de référence ;	Résultat 5 : Atteint Indicateur 1 : Dépassé (1371 décisions annuelles prises à la fin 2016)	Mise en œuvre de systèmes relatifs aux permis de construction, processus, à l'enregistrement des biens immobiliers et au paiement des taxes (IC) (Terminé)	Financement <ul style="list-style-type: none"> • <i>Projet de gouvernance économique (EGP) (exercice 2010)</i> • <i>SFI - OHADA UA 2</i> • <i>SFI SMS Afrique / IFC SVC Afrique</i>

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
<p>947 en 2012 ; objectif de 1020 pour 2016)</p> <p>Indicateur 2 : Réduction du nombre de jours requis pour obtenir un permis de construction de 210 jours en 2012 à 170 jours pour 2017</p>	<p>Indicateur 2. En grande partie atteint (177 jours pour obtenir un permis de construction pour 2017)</p>	<p>L'acte uniforme de l'OHADA sur le droit des sociétés et le droit de l'insolvabilité réformés pour 2016 (vague)</p> <p>Adoption et mis en œuvre du nouveau décret sur la médiation (Terminé)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • SFI - GTFP Ecobank Sénégal (27515) • SFI - Sénégal TA • SFI- MC Sénégal & MC Sénégal TA • Série d'ABG GGSC • Projet de la SFI sur le climat d'investissement (EXERCICE 2013-16) • SFI - Programme des bureaux de crédit de l'AAS (577627) <p>AAA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic du secteur minier • Activité économiques sectorielles (ESW) d'accès au financement pour les PME • ESW du développement du secteur financier • AT les TIC pour transformer le Sénégal • Obstacles au commerce intrarégional et aux exportations sénégalaises • Evaluation du climat d'investissement
<p>Résultat 6 : Amélioration de l'accès au financement pour les micro, petites et moyennes entreprises</p> <p>Indicateur 1 : Augmentation du nombre de MPME ayant obtenu des crédits pour atteindre au moins 30 000 pour 2017</p> <p>Indicateur 2 : Croissance et création d'emplois dans le tourisme</p>	<p>Résultat 6 : En grande partie atteint</p> <p>Indicateur 1 : Atteint (les institutions de microfinance de la SFI (MC Sénégal et FMS) ont augmenté le nombre de clients des MPME de plus de 40 000 et le nombre de prêts aux MPME de plus de 50 000 pendant la période couverte par la SPP)</p> <p>Indicateur 2 : Non atteint (le projet associé de la BM a été retardé, mais les résultats sont attendus pour la prochaine période du CPP. Cet indicateur ne concerne pas directement l'accès au financement, de sorte</p>	<p>Bureau de crédit créé en 2017 au niveau de la région UEMOA (Terminé)</p> <p>Formation au renforcement des capacités à au moins 300 PME ciblées (SMS /SVC Afrique) pour 2017 (En partie atteint)</p>	

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
	que ce résultat est classé comme "en grande partie atteint").		
<p>Résultat 7 : Augmentation de la productivité agricole et de la commercialisation</p> <p>Indicateur 1 : <i>Le rendement moyen des principales céréales est passé de 1,5 tonne/ha en 2012 à 3 tonnes/ha en 2017 pour le mil et le sorgho, et de 2 tonnes/ha à 4 tonnes/ha pour le maïs.</i></p> <p>Indicateur 2 : <i>Les exportations horticoles (fruits et légumes) sont passées de 24 000 tonnes en 2012 à 40 000 tonnes en 2017.</i></p> <p>Indicateur 3 : <i>Nombre de bénéficiaires de technologies améliorées, dont 40 % de femmes ; base de référence (2013) : 80 000, objectif (2017) : 700 000</i></p> <p>Indicateur 4 : <i>Une plate-forme de subventions en ligne conçue et utilisée pour assurer la transparence et l'efficacité dans la distribution des intrants agricoles :</i></p>	<p>Résultat 7 : En grande partie atteint</p> <p>Indicateur 1 : En partie atteint. (En 2017, les rendements moyens des principales céréales sont passés à 1,14 et 2,5 tonnes/ha pour le mil, 1,5 et 2 tonnes/ha pour le sorgho, et 2,5 et 5,2 tonnes/ha pour le maïs. Le projet connexe a permis de suivre deux rendements moyens par culture dans des zones de projet distinctes.)</p> <p>Indicateur 2 : Dépassé (les exportations horticoles annuelles des bénéficiaires soutenus par le PDMAS ont atteint 101 098 tonnes métriques)</p> <p>Indicateur 3 : Dépassé (913 300 bénéficiaires de technologies améliorées dans le cadre du PPAAO-2A en 2017, dont 41 % de femmes)</p>	<p>Superficie sous nouvelle technologies ont augmenté, passant de 40 000 ha en 2013 pour atteindre 500 000 ha en 2017 (Dépassé ; 528 000 ha couverts)</p> <p>Etablissement d'un centre d'excellence de recherche agricole régionale en 2017 (Achevé ; le Centre national de spécialisation du Sénégal est devenu Centre régional d'excellence avec un taux de 89 %)</p> <p>Assurance indicielle pour les catastrophes naturelles et les risques météorologiques fournis aux 66 000 agriculteurs (GIIF) en 2017 (en partie atteint : 46 530 agriculteurs)</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet de développement des marchés agricoles et de l'agro-industrie (exercice 2006) • Productivité agricole en Afrique de l'Ouest (exercice 2012) • Projet agro-industriel au Sénégal (exercice 2013) • Série d'ABG GGSC • SFI – Programme de facilité d'assurance indicielle mondiale /Garantie PlaNet • SFI - Patisen • SFI - Kirene • SFI - Système de réception d'entrepôt • SFI – Programme mondiale de financement des entrepôt (GWFP) BICIS (32394) <p>AAA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AT Assurance indicielle agricole (exercice 2014) - ESW Commerce & Agriculture en Afrique de l'Ouest, ICA avec un accent sur l'emploi, l'agro-industrie, le tourisme et l'investissement

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
<p><i>Base de référence : 20 000 producteurs enregistrés en 2012 ; cible : 1 million de producteurs enregistrés d'ici 2017 et plate-forme utilisée</i></p>	<p>Indicateur 4 : En grande partie atteint (800 000 producteurs enregistrés en 2017)</p>	<p>bénéficiaires de l'assurance indicielle)</p> <p>Accès accru au marché à 1 000 PME/agriculteurs (Patisen) en 2017 (Achevé)</p> <p>Réhabilitation de 7 400 ha de périmètres irrigués dans la zone d'intervention de la Vallée du fleuve Sénégal et 465 ha dans le bassin de l'Anambe en 2015 (Achevé)</p>	
<p>Résultat 8 : Amélioration de la gestion durable des ressources halieutiques</p> <p>Indicateur : <i>Pourcentage de navires de pêche artisanale immatriculés originaires de la région côtière qui se voient attribuer des droits sûrs sous la forme de permis transférables et à long terme.</i></p> <p><i>Base de référence (2010): 0 %.</i></p> <p><i>Objectif (2017): 70 %.</i></p>	<p>Résultat 8 : En partie atteint</p> <p>Indicateur : en partie atteint (atteint 55% en 2017, bien que les SOP-A1 du WARFP aient changé l'indicateur pour l'allocation et l'application des " permis de pêche généraux actuels " au lieu des " permis à long terme et transférables ", comme première étape vers l'allocation du nouveau permis avec un permis de pêche spécifié et légalement reconnu).</p>	<p>Congélation des produits artisanaux et flottes de pêche industrielle en vigueur à la fin 2013 (Non atteint. Le gel a été déclaré mais n'a pas été mis en œuvre en raison de pressions politiques exercées par les pêcheurs ; bien que les règlements appropriés aient été adoptés).</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme régional des pêches pour l'Afrique de l'Ouest SOP-A1 (exercice 2010) • SFI - Programme de facilité d'assurance indicielle mondiale /Garantie PlaNet • IFC - Programme mondiale de financement des entrepôt (GWFP) BICIS <p>AAA:</p>

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
		Associations privées d'utilisateurs dans 12 sites le long de la côte pour la gestion de la pêche/définition des zones de pêche en 2017 (Terminé)	<ul style="list-style-type: none"> • AT Assurance agricole indicielle (exercice 2014) • ESW Commerce & Agriculture en Afrique de l'Ouest , ICA avec un accent sur l'emploi, l'agro-industrie, le tourisme et l'investissement
Résultat 9A : Amélioration de l'accès à l'électricité à un prix abordable Indicateur : <i>Réduction du coût de production d'électricité de 88 FCFA/kWh en 2011 à 75 FCFA/kWh d'ici 2017.</i>	Résultat 9A : Atteint Indicateur : Atteint (En 2017, selon SENELEC, le coût de la production d'électricité était d'environ 55 FCFA/kWh, hors amortissement)	Réalisation d'étude de faisabilité sur le Gaz naturel liquéfié en 2015 (Achevé) 123 MW d'énergie additionnelle produite (Tobene et GTi2 PPP) pour 2016 (Atteint : Tobene = 115 MW /CdB = 83 MW) 80 MW de production d'énergie importé de Mauritanie pour 2017 (Non atteint) Plan d'action pour les énergies renouvelables développée en 2015 (Achevée)	Financement <ul style="list-style-type: none"> • PROGEDE II Gestion de l'énergie (exercice 2010) • Pool Energétique de l'AO-OMVS Projet hydroélectrique de Felou (exercice 2006) • Soutien au secteur de l'électricité (exercice 2013) • Projet de producteur indépendant d'électricité de Taiba Ndiaye (exercice 2014) • Banda du Gas a l'électricité Power (exercice 2014) • Opération électricité Sénégal-Mauritanie (exercice 2014) • IDA/SFI - Tobene IPP/PRG (exercice 2014) • Scaling Solar

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
		50MW d'énergie solaire installés pour 2017 (Terminé)	<ul style="list-style-type: none"> SFI - Projet GTi2 producteur d'électricité indépendant GTi2 (exercice 2016)
Résultat 9B : Amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales Indicateur : 250 000 personnes supplémentaires ayant accès à l'électricité dans certains domaines d'intervention en 2017	Résultat 9B : En partie atteint En partie atteint (Le nombre de ménages ruraux bénéficiant de l'électricité est passé de 170 000 en 2012 à 326 000 en 2017. Le taux d'électrification rurale est passé de 24 % en 2012 à 40 % en 2017. Cependant, ces chiffres étaient faiblement liés aux projets de la BM)	Objectif prévu pour la fin 2015 par contrat avec les concessionnaires pour le projet en cours, y compris la contribution d'autres bailleurs ont atteint 146 000 personnes) (vague)	Financement <ul style="list-style-type: none"> PROGEDE II Gestion de l'énergie (P120629, exercice 2010) Soutien au secteur de l'électricité (P125565, exercice 2013) Initiative Énergie durable pour tous Opération électricité Sénégal-Mauritanie (exercice 2014) IDA/SFI - Tobene IPP/PRG (exercice 2014) AAA <ul style="list-style-type: none"> Étude sur l'énergie durable pour tous, axée sur l'amélioration du cadre institutionnel des énergies renouvelables
Résultat 10 : Amélioration de la mobilité dans les zones urbaines et interurbaines ciblées	Résultat 10 : en grande partie atteint Indicateur : En grande partie atteint	Construction de 60 Kms de nouvelles routes urbaines/interurbaines pour 2017	Financement <ul style="list-style-type: none"> Autoroute à péage Dakar Diamniadio (exercice 2009) & SFI - SENAC

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
<p>Indicateur : Réduction du temps de transport sur les itinéraires sélectionnés :</p> <p>(i) Zone des Grandes Niayes de 3,5 heures en 2012 à 2,5 heures pour 2017 et</p> <p>(ii) Entre Dakar et Diamniadio de 1h30 en 2012 à ½ hr pour 2017</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le temps de trajet dans la région des Niayes est passé à 153 minutes en 2015 (dernières données disponibles). Le temps de trajet entre Dakar et Diamniadio est tombé à 25 minutes en 2017 	<p>(En partie atteint : 35,4 km en 2017)</p> <p>Mécanismes institutionnels efficace en place pour gérer le chemin de fer Dakar-Bamako pour 2017 (non réalisé ; le projet connexe a été abandonné)</p> <p>20 km de routes urbaines goudronnées (vague)</p> <p>75 km de routes urbaines réhabilitées pour 2017 (presque tous les objectifs atteints : 60 km)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Transports et mobilité urbaine (exercice 2010) Transport aérien Afrique AO II (exercice 2009) SFI - Extension de l'autoroute à péage de Dakar Diamniadio au nouvel aéroport (exercices 2015 & 2016) <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> Appui au commerce intrarégional et à la politique sénégalaise d'exportation étude sur l'urbanisation et le développement spatial
<p>Résultat 11 : Amélioration des compétences de la main-d'œuvre</p> <p>Indicateur : Le taux d'inscription à la formation professionnelle et technique est passé de 17 % en 2012 à 30 % en 2017 (ventilé par sexe).</p>	<p>Résultat 11 : En partie atteint</p> <p>Indicateur. Non atteint. Le nombre d'étudiants inscrits dans des formations professionnelles et techniques est passé de 40 222 en 2012 à 54 318 en 2017, mais ce pourcentage est resté à environ 17 % en raison d'une augmentation des inscriptions</p>	<p>6000 travailleurs de niveau intermédiaire formés pour 2017 (Non atteint ; 400 travailleurs formés)</p> <p>10 000 bénéficiaires de l'EFTP dans les secteurs sélectionnés en 2017 (En partie atteint ; 2 500)</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> Fonds catalytique FTI pour l'éducation pour tous (P116783, exercice 2010) L'enseignement supérieur axé sur les résultats (P123673, exercice 2011) Série d'ABG GGSC

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
	<p>dans l'ensemble de l'enseignement secondaire. Cet indicateur n'a pas été inclus dans le projet de la Banque correspondant (TEGFRP). Néanmoins, le TEGFRP a fourni un soutien limité pour améliorer l'EFTP et les inscriptions. En 2017, le SJC avait inscrit 4 590 étudiants aux programmes scientifiques et techniques offerts par les Lycées Techniques et diplômé 561 jeunes de formation professionnelle de courte durée.</p>	<p>bénéficiaires et 10 000 en formation)</p> <p>5 écoles d'EFTP avec un financement PPP pour 2017 (Terminé)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Éducation de base de qualité (exercice 2013, IDA & GPE) Développement des compétences pour la création d'emplois (exercice 14) Renforcement des capacités du Ministère de l'Éducation TF (exercice 2013) <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> Étude multisectorielle sur les marchés du travail et le capital humain (y compris l'emploi des jeunes en Casamance) Mise à jour du RAR sur l'éducation Réseau sous-régional pour la gouvernance du secteur de l'éducation axée sur les résultats
Pilier II - Améliorer la prestation des services			
<p>Résultat 12 : Amélioration de l'équité et de la qualité de l'éducation</p> <p>Indicateur 1 : Le taux de promotion en première année dans certaines universités est passé de 50</p>	<p>Résultat 12 : Principalement atteint</p> <p>Indicateur 1 : Atteint avec réserve (Le taux de promotion de certaines universités a atteint en moyenne 71,2 % en 2017,</p>	<p>Contrats de performance signée avec au moins 5 universités (Terminé)</p> <p>Signature du contrat de performance avec tous les districts scolaires en 2017 (Terminé)</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> Série d'ABG GGSC L'enseignement supérieur axé sur les résultats (P123673, exercice 2011) Éducation de base de qualité (exercice 2013, IDA & GPE)

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
<p>% en 2012 à 70 % en 2017 (ventilé par sexe).</p> <p>Indicateur 2 : Le pourcentage d'élèves de 2e année qui réussissent le test d'apprentissage normalisé en mathématiques et en lecture est passé de 54 % en 2012 à 65 % en 2017 (ventilé selon le sexe).</p>	<p>mais aucune ventilation selon le sexe n'était disponible)</p> <p>Indicateur 2 : En partie atteint (Le pourcentage d'élèves de 2e année a atteint 59,7 % et 59,2 %, respectivement, en mathématiques en 2017)</p>	<p>Passer des disciplines artistiques aux mathématiques et sciences à partir du premier cycle du secondaire pour 2017 (Terminé)</p> <p>Mise en œuvre d'une réforme du programme pédagogique pour le secondaire (Terminé)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités institutionnelles du Ministère de l'Éducation TF (exercice 2013) <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> Impact du secteur public sur la prestation des services d'éducation Mise à jour du PER sur l'éducation, Réseau sous-régional OA pour une gouvernance du secteur de l'éducation axée sur les résultats
<p>Résultat 13 : Amélioration des services de santé</p> <p>Indicateur 1 : Les <i>accouchements assistés par des accoucheuses qualifiées</i> sont passés de 65 % en 2012 à 75 % en 2017.</p> <p>Indicateur 2 : Le taux de vaccination complète des enfants de 0 à 11 mois est passé de 63 % en 2012 à 79 % en 2017.</p> <p>Indicateur 3 : Le nombre d'enfants recevant un minimum de sachets de micronutriments dans les zones ciblées est passé à 1 million en 2017</p>	<p>Résultat 13 : en grande partie atteint</p> <p>Indicateur 1 : En partie atteint (les prestations ont atteint 68,4 % en 2017)</p> <p>Indicateur 2 : En grande partie atteint (Le taux était de 74,7 % en 2017)</p> <p>Indicateur 3 : Dépassé. (Le nombre d'enfants ayant reçu un minimum de sachets de micronutriments dans les zones</p>	<p>Le nombre de centres de santé dotées d'un contrat de financement basé sur les résultats passe de 0 en 2012 à 250 en 2017. (Achevé ; 318 installations pour 2017)</p> <p>Le nombre de personnes couverte par un micro-système privé d'assurance maladie atteint 108 000 en 2017. (Atteint 816 393 personnes inscrites)</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> Programme d'amélioration de la nutrition II (AF07) et FA (exercice 2012) Projet de financement de la santé et de la nutrition pour l'exercice 2013 SFI - Projet de micro-assurance maladie CIDR/PMAS <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> AT Comportement favorable à la santé chez les femmes

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
	ciblées était de 2 793 229 en 2017)	<p>Surveillance épidémiologique et capacité de suivi des contacts en place en 2015 (En partie atteint ; une seule approche en matière de santé établie. Soutien du projet d'amélioration des systèmes régionaux de surveillance des maladies)</p> <p>Couverture maladie universelle - CMU : Création de 100 mutuelle dans 4 régions avec 100 000 membres affiliés en 2017 (Atteint. 202 CBHI fonctionnelles avec le soutien du projet de santé de la BM avec 816 393 personnes inscrites. Au niveau national, 676 mutuelles de santé communautaire)</p>	

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
<p>Résultat 14 : Amélioration de l'accès aux filets de sécurité Indicateur 1 :</p> <p>Indicateur 1. Le nombre de ménages bénéficiaires de transferts de fonds ciblés est passé de 0 en 2012 à 20 000 en 2017 (ventilé par sexe).</p>	<p>Résultat 14 : Atteint</p> <p>Indicateur 1 : Dépassé. (Le nombre de ménages bénéficiaires du programme de transferts monétaires est passé à 218 194 en 2017)</p>	<p>Le cadre institutionnel pour une "Caisse autonome pour la protection sociale " opérationnelle est en place pour 2017 (Non atteint)</p> <p>Des outils et processus du programme sont développés et testés : Il s'agit notamment des procédures suivantes pour l'identification, l'inscription, le paiement des bénéficiaires ; et le suivi et évaluation du PNBSF en 2017 (Terminé)</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> Opération filet de sécurité sociale (exercice 2014) <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> AT Évaluation des filets de sécurité (exercice 2013) AT pour configurer CUPSU (exercices 2013/ 2014)
<p>Résultat 15 : Amélioration de l'accès aux services d'assainissement et d'approvisionnement en eau dans certaines zones rurales et urbaines Indicateur 1 : Personnes supplémentaires ayant accès à l'eau courante dans certaines zones</p>	<p>Résultat 15 : En partie atteint</p> <p>Indicateur 1 : En partie atteint dû à des problèmes liés aux indicateurs. (Dans les zones influencées par les interventions de l'IDA et des bailleurs, le nombre de personnes supplémentaires ayant eu accès à l'eau courante était de 364 000</p>	<p>Un nouveau cadre institutionnel qui maintient l'option PP pour le sous-secteur des eaux urbaines est définie pour 2016 (Terminé)</p>	<p>Financement</p> <ul style="list-style-type: none"> Projet du Millénaire pour l'eau et l'assainissement (P109986, exercice 2010) Appui consultatif et financier de SFI-IDA au développement d'une installation de dessalement dans le cadre d'un

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
<p>d'intervention : 320 000 personnes en milieu rural et 690 000 personnes en milieu urbain pour 2017</p> <p>Indicateur 2 : Personnes supplémentaires ayant accès aux services d'assainissement dans certaines zones d'intervention : 275 000 personnes dans les zones rurales et 690 000 personnes dans les zones urbaines d'ici 2017</p>	<p>dans les zones rurales et de 944 000 dans les zones urbaines, d'après les extrapolations des indicateurs du projet. Dans les zones influencées uniquement par les interventions de l'IDA, l'accès supplémentaire dans les zones rurales était de 172 375 contre un objectif de 130 000, et dans les zones urbaines, de 385 160 contre un objectif de 190 000.)</p> <p>Indicateur 2 : En partie atteint dû à des problèmes liés aux indicateurs. (Dans les zones influencées par les interventions de l'IDA <i>et des</i> bailleurs, le nombre de personnes supplémentaires ayant accès aux services d'assainissement était d'environ 348 000 dans les zones rurales et de 275 000 dans les zones urbaines, sur la base d'une extrapolation des indicateurs du projet. Dans les zones influencées uniquement par les interventions de l'IDA, l'accès supplémentaire dans les zones rurales était de 188 110 contre</p>	<p>Au moins 100 associations d'utilisateurs d'eau établies dans des zones d'intervention choisies (Terminée)</p> <p>Plan Générale du drainage de Dakar développé (Terminé)</p>	<p>programme de PPP (exercices 2015-2016)</p> <ul style="list-style-type: none"> Projet Eau et Assainissement (exercice 2015) <p>AAA</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>AT Secteur privé dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (exercice 2014)</i>

Résultats de la SPP	État d'avancement de l'évaluation	Statut des étapes de la SPP	Activités de prêts/hors-prêts pendant la période de la SPP
	un objectif de 175 000, et dans les zones urbaines, de 86 600 contre un objectif de 79 000.)		

Annexe 2 : Comparaison entre prestations prévues et réelles
(Basé sur un programme de prêt révisé dans le PLR. Le présent tableau sera finalisé dans la prochaine édition du CLR)

Projets prévus pendant la période de la SPP				
Exercice Fiscale ou titre prévu		Prévus en Millions de dollars US	Statut/Commentaires	Réels en Millions de dollars US
EXERCICE 2013	Projet d'appui au secteur de l'électricité	85	Livré	85
EXERCICE 2013	ABG GGSC 1	55	Livré	55
EXERCICE 2013	Qualité et équité de l'éducation de base	20	Livré	20
EXERCICE 2014	Projet du Pôle de développement de la Casamance	40	Livré	40
EXERCICE 2014	Financement de la santé et de la nutrition au Sénégal	20	Livré	20
EXERCICE 2014	Projet de développement durable et inclusif de l'agro-industrie	80	Livré	80
EXERCICE 2014	ABG GGSC 2	30	Livré	30
EXERCICE 2014	Projet de producteur indépendant d'électricité de Taïba Ndiaye	40	Livré	40
EXERCICE 2014	Opération filet de sécurité	40.5	Livré	40.5
EXERCICE 2014	Garantie du Gas a l'électricité	99	Livré, pas dans la SPP initial	99
EXERCICE 2014	Centres d'excellence de l'enseignement supérieur en Afrique (régionaux)	16	Livré	16
EXERCICE 2014	Projet de développement des	58.5	Livré	58.5

	ressources en eau du bassin hydrographique à usages multiples 2			
EXERCICE 2015	Projet d'AT de renforcement de la GFP	30	Livré	30
EXERCICE 2015	Financement additionnel pour le projet de gestion des eaux pluviales	35	Abandonné	Aucun
EXERCICE 2015	Compétences pour l'emploi et le développement	35	Livré	35
EXERCICE 2015	Financement supplémentaire pour le projet de gestion des eaux pluviales	35	Livré	35
EXERCICE 2015	Projet d'eau et d'assainissement urbains au Sénégal	70	Livré	70
EXERCICE 2015	FA pour les transports et la mobilité urbaine	50	Déplacé à l'exercice 2016	50
EXERCICE 2015	ABG GGSC 3	60	Déplacé à l'exercice 2016	60
EXERCICE 2015	Projet d'appui au pastoralisme du Sahel	14 IDA/ 26 Autres	Livré	30
EXERCICE 2015	OMVG d'interconnexion	15 IDA/ 30 Autres	Livré	45
EXERCICE 2016	ABG GGSC 4	30	Abandonné	0
EXERCICE 2016	Projet de développement de la croissance et des exportations	50	Abandonné	0
EXERCICE 2016	Projet d'énergie solaire	15	Abandonné	68
EXERCICE 2016	Projet d'expansion du réseau OMVS	36 IDA / 61 Autres	livré	97

EXERCICE 2016	Chemin de fer régional Dakar-Bamako	40 IDA / 80 Autres	Abandonné	0
EXERCICE 2017	ABG GGSC 5	30	Baisse, bien que certaines réformes aient été ajoutées aux nouvelles séries d'ABG	0
EXERCICE 2017	Secteur financier et judiciaire	30	Abandonné	0
EXERCICE 2017	Décentralisation ou projet urbain	À DÉTERMINER	Abandonné	0
EXERCICE 2017	Projet de développement humain	À DÉTERMINER	Abandonné	0
Projets non prévus dans la SPP				
EXERCICE 2017	FA pour le projet d'appui au secteur de l'électricité	n/a	Livré	70
EXERCICE 2017	Série d'ABG sur la réforme structurelle	n/a	Livré	60
Projets approuvés avant l'exercice 2013 Prolongation de la période de la SPP				
Exercice d'approbation		Exercice de clôture	PO	Engagement (en millions de dollars américains)
EXERCICE 2005	Services d'électricité pour les zones rurales	EXERCICE 2013	P085708	29.9
EXERCICE 2006	Développement des marchés agricoles et de l'agro-industrie	EXERCICE 2015	P083609	35
EXERCICE 2007	Programme de développement des collectivités locales	EXERCICE 2014	P084022	80
EXERCICE 2007	Programme d'amélioration de la nutrition II	EXERCICE 2014	P097181	15
EXERCICE 2009	Autoroute à péage Dakar-Diamniadio	En cours	P087304	105
EXERCICE 2010	Deuxième gestion de l'énergie durable	En cours	P120629	15

EXERCICE 2010	Projet de gouvernance économique	EXERCICE 2016	P113801	8
EXERCICE 2010	Gestion durable des terres (GEF)	EXERCICE 13	P108144	À DÉTERMINER
EXERCICE 2010	Transport et mobilité urbaine	En cours	P101415	55
EXERCICE 2010	SIL Eau et assainissement	EXERCICE 2015	P109986	55
EXERCICE 2011	L'enseignement supérieur axé sur les résultats	En cours	P123673	101.3
EXERCICE 2011	Renforcement de la gestion des ressources publiques	En cours	P122476	15
EXERCICE 2012	Gestion des eaux pluviales et adaptation au changement climatique	En cours	P122841	55.6

Livraisons prévues par rapport aux livraisons réelles de l'ASA

Proposition d'ASA/AT	Numéro de commande	Exercice fiscal prévu	Statut
AT Évaluation du filet de sécurité	P123929	EXERCICE 2013	Livré
Les TIC pour transformer le Sénégal	P131221	EXERCICE 2013	Livré
AT Politique nutritionnelle et partenariat	À DÉTERMINER	EXERCICE 2013	Livré
Étude sur la rationalisation des organismes	À DÉTERMINER	EXERCICE 2013	Livré
Analyse de la chaîne de valeur des marchés publics	À DÉTERMINER	EXERCICE 2013	Livré
Assistance technique programmatique du secteur public	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
AT Performance du secteur public	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
AT SE4ALL	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
Étude sur le commerce interrégional (régional)	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
AT Assurance Agricole	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
AT PS Eau et assainissement	P131999	EXERCICE 2014	Livré
Etude sur le développement spatial	P124695	EXERCICE 2014	Abandonné
Climat d'investissement de GBM/SFI	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
Evaluation Cadre d'analyse de la gouvernance foncière	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
Étude sur l'interconnectivité des transports régionaux	À DÉTERMINER	EXERCICE 2014	Livré
AT Capacité statistique	P152706	EXERCICE 2015	Livré
AT Accès au financement pour les PME	À DÉTERMINER	EXERCICE 2015	Livré

Notes sur la politique en matière de pauvreté et de genre	P127438	EXERCICE 2015	Livré
Analyse du climat de l'investissement ICA axé sur l'emploi (et al)	À DÉTERMINER	EXERCICE 2015	Livré
PER Enseignement	P143517	EXERCICE 2015	Livré
Indicateurs de la prestation des services d'éducation	À DÉTERMINER	EXERCICE 2015	Livré
Revue du financement pour Dakar	P149766	EXERCICE 2015	Livré
AT sur le suivi et l'évaluation du PSE	À DÉTERMINER	EXERCICE 2015	Livré
Réforme du secteur de l'arachide	À DÉTERMINER	EXERCICE 2015	Livré
Note de politique Commerciale	À DÉTERMINER	EXERCICE 2016	Abandonné
AT SE4ALL Programme d'action pour l'électrification rural et prospectus d'investissement	À DÉTERMINER	EXERCICE 2016	Livré
Analyse de l'urbanisation	À DÉTERMINER	EXERCICE 2016	Abandonné
AT Développement du secteur financier	À DÉTERMINER	EXERCICE 2016	Abandonné
AAA Emplois et jeunesse	À DÉTERMINER	EXERCICE 2016	Abandonné
ESW Décentralisation et gouvernance locale	À DÉTERMINER	EXERCICE 2016	Abandonné
Diagnostic du secteur minier	À DÉTERMINER	EXERCICE 2017	Abandonné
Programmes supplémentaires hors-prêts au cours de la période de la SPP			
ASA/TA	Numéro de commande	Exercice	Statut
Rapport du ROSC	P154245	EXERCICE 2016	Livré
Enquête sur les capacités financières	P151555	EXERCICE 2016	Livré
Compétitivité de la chaîne de valeur de l'arachide et perspectives de développement	P167033	EXERCICE 2017	Livré

Renforcement de l'environnement favorable à l'intensification de l'assainissement en milieu rural	P132028	EXERCICE 2016	Livré
Comprendre l'acquisition de compétences	P125084	EXERCICE 2016	Livré
Entrepreneuriat numérique	À DÉTERMINER	EXERCICE 2017	En cours En cours
Renforcer la résilience aux chocs de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	À DÉTERMINER	EXERCICE 2017	En cours En cours
Protection sociale : Travaux publics	P155780	EXERCICE 2017	Livré
Tarif extérieur commun, Accord de partenariat économique & Comp.	P151885	EXERCICE 2017	Livré
Programme d'électrification rurale	À DÉTERMINER	EXERCICE 2017	En cours En cours
Amélioration de la logistique des denrées périssables agricoles	P153735	EXERCICE 2017	Livré
Mise à jour économique semestrielle pour l'exercice 2015	P151598	EXERCICE 2017	Livré
Cas de l'investissement dans la nutrition	P159364	EXERCICE 2017	Livré
Soutien technique du CHU	P155881	EXERCICE 2017	Livré
Rapport sur l'état nutritionnel du pays	P155880	EXERCICE 2017	Livré
ICA : Étude sur les marchés du travail et les exportations	P133268	EXERCICE 2017	Livré
Livre blanc sur le transport et la logistique	À DÉTERMINER	EXERCICE 2017	Livré
Financement de la santé et de la nutrition	P151316	EXERCICE 2017	Livré

**ANNEXE 3 : PORTEFEUILLE IDA (AU 1ER JUILLET 2019) ET RESERVE INDICATIVE DE PRETS POUR LES
EXERCICES 2020-2021**

Domaine d'action prioritaire n° 1 : renforcer le capital humain pour accroître la productivité et stimuler le dividende démographique				
Portefeuille national	Date d'approbation	Date de clôture	Montant de l'IDA (en millions de dollars US)	Cofinancement (en millions de dollars US)
Qualité et équité de l'éducation de base +AF (P133333)	13/06/2013	31/12/2021	80	ACDI 2,8 ; Partenariat mondial pour l'éducation 49,46
Des compétences pour l'emploi et la compétitivité (P145585)	08/12/2014	25/01/2020	35	AFD (12 millions d'euros)
Investir dans la petite enfance pour le développement humain (P161332)	28/09/2018	30/06/2024	75	
Améliorer l'employabilité des jeunes par l'apprentissage informel (P167681)	21/11/2018	31/03/2024	53	
Filet de sécurité + FA (P133597)	29/04/2014	15/03/2024	97,5	11,05 (TF)
Portefeuille régional	Date d'approbation	Date de clôture	Montant de l'IDA (en millions de dollars US)	Cofinancement
Centres d'excellence de l'enseignement supérieur africain (ACE) + AF (P126974)	15/04/2014	31/03/2020	16 (5,4 Nat & 10,6 Reg)	
Le premier CAE pour l'impact (P164546)	27/03/2019	31/12/2023	15 (5 Nat & 10 Reg)	
Opérations prévues au cours des exercices 2020 et 2021 (national et régional)	Date d'approbation prévue		Montant de l'IDA (millions USD)	Cofinancement (en millions de dollars US)
Projet "Investir dans la santé maternelle, infantile, des enfants et adolescente" (P162042)	Approuvé le 26/09/2019	31/12/2024	140	10 (Mécanisme de financement global - MFG TF)
Nouvel engagement en matière d'éducation (P169916)	EXERCICE 2021 (11/10/2020 - TBC)		À DÉTERMINER	
Nouvelle série de AB sur l'inclusion productive (P172723)	Annuellement, de l'exercice 2021 à l'exercice 2023		À DÉTERMINER	
Domaine d'action prioritaire n° 2 : stimuler la compétitivité et la création d'emplois par une croissance tirée par le secteur privé				
Portefeuille national	Date d'approbation	Date de clôture	Montant de l'IDA	Cofinancement

			(en millions de dollars US)	
Projet de soutien au secteur de l'électricité (P125565)	26/07/2012	31/10/2020	155	BEI (95 millions de dollars)
Soutenir les négociations sur les projets gaziers et renforcer les capacités institutionnelles (P160652)	26/05/2017	31/12/2023	29	
Projet de développement inclusif et durable de l'agro-industrie (P124018)	19/12/2013	31/12/2019	80	6 (Fonds pour l'environnement mondial -FEM TF)
Deuxième réforme structurelle multisectorielle - DPF (P164525)	14/12/2018	31/12/2019	180	
Projet de pôle de développement de la Casamance (P125506)	25/09/2013	30/06/2020	40	
Projet de transport et de mobilité urbaine (P101415)	01/06/2010	31/12/2019	104,87	
Projet pilote de bus rapide de transit à Dakar (P156186)	25/05/2017	30/06/2023	300	30 (Banque européenne d'investissement - en €) ; 30M (Fonds vert pour le climat) ; 54M (Sources commerciales privées étrangères - identifiées -ZPCI-)
Portefeuille régional	Date d'approbation	Date de clôture	Montant de l'IDA (en millions de dollars US)	Cofinancement
Projet d'interconnexion de l'OMVG (P146830)	29/07/2015	30/06/2022	45 (15 Nat & 30 Reg)	
OMVS - Projet d'extension du réseau de transport (P147921)	12/05/2017	31/12/2020	97 (36 Nat & 61 Reg)	
Projet d'appui à l'initiative d'irrigation au Sahel (P154482)	05/12/2017	31/03/2024	25 (12,5 Nat & 12,5 Reg)	
Opérations prévues au cours des exercices 20 et 21 (national et régional)	Date d'approbation prévue		Montant de l'IDA (millions USD)	Cofinancement (en millions de dollars US)
Troisième développement des réformes structurelles multisectorielles (P170366)	Exercice 2020 (18/12/2019)		180	
Programme de diversification de l'agriculture pour des résultats dans le bassin arachidier (P164967)	Exercice 2020 (12/05/2020)		150 (Tous les SUF)	

Projet de production d'électricité à faible émission de carbone (P169744)	Exercice 2021 (30/09/2020)		À DÉTERMINER	
Projet d'amélioration des cadastres et du régime foncier (P172422)	Exercice 2021 (30/10/2020)		À DÉTERMINER	
Projet de corridor intermodal Dakar-Bamako (P171122)	Exercice 2021 (25/05/2021)		À DÉTERMINER	230 millions de dollars (financement commercial)
AB Développement du secteur financier de l'UEMOA (P171234)	Exercice 2021 (30/07/2020)		À DÉTERMINER	

Pilier n° 3 : accroître la résilience et la durabilité dans un contexte de risques croissants

Portefeuille national	Date d'approbation	Date de clôture	Montant de l'IDA (en millions de dollars US)	Cofinancement
Assistance technique pour le renforcement de la gestion des finances publiques (P122476)	26/04/2011	31/12/2019	45	
Projet de gestion des eaux pluviales et d'adaptation au changement climatique + FA (P122841)	10/05/2012	31/12/2019	90,6	5,5 (Fonds pour les villes durables du FEM)
Programme de soutien aux municipalités et aux agglomérations (P157097)	30/01/2018	30/07/2023	110	
Projet de relèvement d'urgence et résilience à Saint-Louis (P166538)	07/06/2018	30/06/2023	30	
Projet d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu urbain (P150351)	15/06/2015	31/12/2021	100	
Projet d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural (P164262)	22/06/2018	30/06/2023	130	
Projet de développement du tourisme et des entreprises (P146469)	26/04/2017	30/06/2022	74	
Portefeuille régional	Date d'approbation	Date de clôture	Montant de l'IDA (en millions de dollars US)	Cofinancement
Projet de développement de la résilience au changement climatique du bassin du fleuve Sénégal (P131323)	05/12/2013	30/06/2021	58,5	
Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (P147674)	26/05/2015	31/12/2021	30	

Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières d'Afrique de l'Ouest (P162337)	09/04/2018	31/12/2023	30 (10 IDA Nat & 20 IDA Reg)	
Amélioration des systèmes régionaux de surveillance des maladies en Afrique de l'Ouest (P154807)	28/06/2016	31/01/2023	30 (15 IDA Nat & 15 IDA Reg)	
Opérations prévues au cours des exercices 2020 et 2021 (national et régional)	Date d'approbation prévue		Montant de l'IDA (millions USD)	Cofinancement (en millions de dollars US)
Projet municipal de gestion des déchets solides (P161477)	Exercice 2020 (05/03/2020)		125 (tous les SUF)	
AF- Projet de relèvement d'urgence et résilience à Saint-Louis (P170954)	Exercice 2020 (21/05/2020) - À CONFIRMER		50	
Programme d'administration en ligne pour les résultats (P172524)	Exercice 2021 (17/12/2020)		À DÉTERMINER	

IDA travaux analytiques – En cours à compter du 1er Juillet 2019 et prévue pour l'exercice 2020

Domaine d'intervention	ASA et TF actuels	ASA prévue pour l'exercice 2020
Transversal	Série de notes politiques pour soutenir le dialogue politique au Sénégal (P168261)	AFCF1 - Suivi de la pauvreté (TO024721)
	AFCF1 Suivi de la pauvreté (P164474)	AFCF1 - Renforcement des capacités institutionnelles dans le cadre du FSE (TO025110)
	Examen des dépenses publiques (P170349)	Surveillance économique (IO#2001561)
	Mise à jour économique pour l'exercice 2019 (P170866)	Mise à jour économique (P171696)
Domaine d'intervention I : Renforcer le capital humain pour accroître la productivité et stimuler le dividende démographique, en mettant l'accent sur les plus vulnérables	Évaluation de l'impact du financement axé sur les résultats (FAR) dans le domaine de la santé (P145230)	Soutenir le dialogue sur le capital humain - AFCF1 (TO024712)
	Soutien aux indicateurs de prestation de services (IPS) Enquêtes sur la santé et l'éducation dans les pays de l'AFCF1 (P164343)	Impact de la modernisation des écoles coraniques sur le développement cognitif et socio-émotionnel (P171045)
		Soutien à la couverture sanitaire universelle et à la préparation aux pandémies (P164017)
		Évaluation d'impact - Améliorer l'employabilité des jeunes par l'apprentissage informel
		Étude sur la compréhension des migrations internationales en Afrique de l'Ouest (P164474)
Domaine d'intervention II : Stimuler la compétitivité et la création d'emplois par une croissance tirée par le secteur privé	Dialogue politique de l'UEMOA sur les services financiers numériques (P169516)	Étude sur les sources numériques de croissance : Possibilités de productivité et d'inclusion découlant de l'adoption des technologies numériques (P168247)
	Mettre en œuvre l'agenda de l'économie numérique par une assistance technique multisectorielle (P169886)	
	Cadre juridique et réglementaire de l'UEMOA sur l'inclusion financière (P169852)	
	Programme de transformation numérique (P166386)	Soutien à la connectivité et à la transformation numérique au Sénégal (P171740)
	Évaluation de l'impact du BRT et du TER à Dakar (P166486)	Dialogue sur la politique des transports (TO024726)
	Évaluations de la politique de concurrence du Sénégal et de la Mauritanie (P161218)	Chaînes de valeur agroalimentaires et marchés mondiaux
	Dialogue politique sur les réformes des corridors et la préparation des projets (P165127)	
	Évaluation des marchés et de la politique de concurrence (161218)	
	Campagne de changement de comportement et évaluation des lampes solaires (P155241)	
	Inclusion financière (P163925)	

	Diagnostic sur le financement de l'agriculture (P161579)	
	Soutien à la politique foncière rurale du Sénégal (P164820)	Projet d'amélioration du cadastre et du régime foncier (P172422)
	Évaluation de l'impact du système de récépissés d'entrepôt (P158266)	
Domaine d'intervention III : accroître la résilience et la durabilité dans un contexte de risques croissants sur le plan social/équitable, climatique et de la transparence	Renforcement de la prestation de services et du cadre réglementaire dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (P159051)	Diagnostic multisectoriel de la région de Casamance (P171900)
	Protection sociale adaptative NLTA (P153183)	Renforcement des capacités institutionnelles dans le cadre du FSE
	Soutien à la couverture sanitaire universelle et à la préparation aux pandémies (P164017)	AFCF1 - Renforcement des capacités institutionnelles dans le cadre du FSE
	Gestion macroéconomique des revenus du pétrole et du gaz au Sénégal et en Mauritanie (P164580)	Assistance technique pour la gestion des recettes pétrolières et gazières (P171686)
	Renforcement de la capacité d'audit interne (P162490)	Renforcer la sécurité de l'eau au Sénégal pour des usages multiples (P172233)
	Évaluation des passifs fiscaux éventuels (P164596)	Examen des dépenses publiques (P170349)
	Évaluation de la gouvernance et des finances du groupe publique LA POSTE (P166979)	
	Évaluation des performances de la gestion de la dette -DeMPA-, 2018 (P167414)	
	UEMOA-Stratégie et outils pour améliorer la dette publique régionale (P160746)	

ANNEXE 4 : INDICATEURS SELECTIONNES DE PERFORMANCE ET DE GESTION DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE
Projets nationaux (au 31 décembre 2019)

ID du projet	Nom du projet	Nom du Chef de Projet	Date d'Approbation du Conseil d'administration*	Clôture de la Rev.	Âge du projet en années	LstDO	LstIP	Montants Engagés Nets (\$m)	Total Decaissé (\$m)	Total Non-decaissé (\$m)	% Decaissé	Tot non-decaissé au début de l'exercice (\$m)	Decaiss. au cours exercice (\$m)	Ratio de Decaiss. (%)
P146469	Développement du tourisme et des entreprises	Dib	26/04/2017	30/06/2022	2,7	MU	MU	74.00	25.13	52.95	34.0%	67.52	14.18	21.0%
P122476	SN : AT pour le renforcement de la gestion des finances publiques	Fam	26/04/2011	31/12/2019	8,7	S	S	45.00	34.92	6.55	77.6%	7.73	1.19	15.4%
P164525	Deuxième réforme structurelle multisectorielle	Hussain	14/12/2018	31/12/2019	1,0			180.00	180.06	0.00	100.0%	0.00	0.00	0.0%
P133333	SN Qualité et équité de l'éducation de base	Kamil	13/06/2013	31/12/2021	6,6	MS	MS	79.20	24.23	49.49	30.6%	49.82	-0.47	-0.9%
P145585	Développement des compétences EFTP	Kamil	08/12/2014	25/01/2020	5,1	MS	MS	35.00	19.56	13.44	55.9%	16.30	2.90	17.8%
P161332	Sénégal Investir dans les premières années du développement humain	Devercelli	28/09/2018	30/06/2024	1,3	MS	MS	75.00	5.76	66.02	7.7%	71.07	5.50	7.7%
P162042	Investir dans la santé maternelle, infantile et adolescente-	Karamoko	26/09/2019	31/12/2024	0,3			140.00	0.00	134.44	0.0%	0.00	0.00	0.0%
P133597	SN Filet de sécurité	Bossuoy	29/04/2014	15/03/2024	5,7	S	S	97.50	40.88	51.38	41.9%	56.46	4.05	7.2%
P167681	Employabilité des jeunes	Tesliuc	21/11/2018	31/03/2024	1,1	MS	MS	53.00	3.35	46.98	6.3%	51.76	3.35	6.5%
P125565	SN - Appui au secteur de l'électricité (EF12)	Trimble	26/07/2012	31/10/2020	7,4	MS	MU	155.00	101.80	48.13	65.7%	57.34	8.55	14.9%
P170366	Troisième réforme structurelle multisectorielle DPF	Hussain	18/12/2019	31/12/2020	0,0			180.00	180.64	0.00	100.4%	0.00	180.64	0.0%
P101415	SN-Transport et mobilité urbaine (Exercice 2010)	Ba	01/06/2010	31/12/2019	9,6	S	S	104.87	100.88	2.08	96.2%	5.94	3.80	64.0%
P156186	Projet pilote du BRT de Dakar	Taillandier	25/05/2017	30/06/2023	2,6	MS	S	300.00	39.83	271.14	13.3%	305.65	25.51	8.3%
P160652	Soutien aux négociations gazières et au renforcement de la capacité institutionnelle	Salamon	26/05/2017	31/12/2023	2,6	MS	MS	29.00	4.15	26.40	14.3%	27.79	1.10	4.0%
P124018	SN-PDIDAS	Ahouissoussi	19/12/2013	31/12/2020	6,0	MS	MS	80.00	29.78	42.69	37.2%	50.34	7.84	15.6%
P130271	SN Projet communautaire de GDT (PSG)	Toure	19/12/2013	31/12/2020	6,0		MS	6.00	2.51	3.49	41.8%	4.09	0.59	14.5%

P1255 06	SN : Projet de pôle de développement de la Casamance	Perrin	25/09/2013	30/06/2020	6,3	MS	MS	40.00	33.76	3.40	84.4%	5.20	1.80	34.6%
P1228 41	SN-Gestion des Eaux de pluviale et adaptation au changement climatique	Kane	10/05/2012	31/03/2020	7,6	S	MS	90.60	73.39	14.14	81.0%	19.20	5.03	26.2%
P1570 97	SN - Appui aux municipalités et aux agglomérations	Beddies	30/01/2018	30/07/2023	1,9	MS	MS	110.00	19.53	85.32	17.8%	86.20	0.72	0.8%
P1584 15	2e FA Villes durables	Kane	13/04/2017		2,7			5.50	0.00	0.00	0.0%	0.00	0.00	0.0%
P1665 38	Relèvement d'urgence et de résilience à Saint Louis	Kane	07/06/2018	30/06/2023	1,6	S	MS	30.00	6,18	21,05	20,6%	23,33	2,18	9,3%
P1503 51	Projet d'eau et d'assainissement urbains Exercice 2016	Ndaw	15/06/2015	12/31/2021	4,5	MS	S	100.00	73,37	29,03	73,4%	38,72	9,12	23,6%
P1642 62	Projet d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural au Sénégal	Diallo	22/06/2018	30/06/2023	1,5	S	S	130.00	6,96	112,39	5,4%	114,51	0,08	0,1%
SN	23							2,139.68	1.006,65	1.080,51	47.0%	1.058,97	277,65	9,2%

Portefeuille régional (au ³¹ décembre 2019)

ID du projet	Nom du projet	Secteur	TTL(s)	Date d'approbation	Date de clôture	Engag. Nets (\$m)	Décaiss. Total	Solde non décaissé au début de l'exercice (\$)	Décaiss.. pendant l'exercice (\$)	Ratio De Décaiss. Exercice	Dernier DO	Dernier IP
P126974	Projet de centres d'excellence pour l'enseignement supérieur en Afrique	Éducation	Himdat Iqbal Bayusuf	15-Avril-2014	30-sept-2020	16,00	11.52	6.11	1.53	25.0%	S	S
P131323	Projet de développement de la résilience au changement climatique du bassin du fleuve Sénégal	Eau	Marie-Laure Lajaunie	5-Déc-2013	30 juin-2021	58,50	40.11	22.08	3.57	16.0%	S	MS
P146830	Projet d'interconnexion de l'OMVG	Énergie et industries extractives	Christopher Philip Trimble	29-Avril-2015	30-Juin-2022	45,00	16.93	28.50	0.72	3.0%	MS	MS
P147674	Projet régional d'appui au pastoralisme Sahélien		Caroline Aurelie Plante	26-mai-2015	31-déc-2021	30,00	21.98	12.02	3.68	31.0%	MS	MS
P147921	OMVS - Projet d'extension du réseau de transport	Énergie et industries extractives	Thierno Bah	12-mai-2017	31-déc-2020	97,00	26.02	81.35	7.85	10.0%	S	MS
P154482	Projet de soutien à l'initiative d'irrigation au Sahel	Eau	Pierrick Fraval	5-Déc-2017	31-mar-2024	25,00	3.38	23.14	1.36	6.0%	MS	MS
P154807	Amélioration des systèmes régionaux de surveillance des maladies (REDISSE)	Santé, nutrition et population	John Paul Clark	28-Juin-2016	31-Jan-2023	30,00	10.38	21.00	2.11	10.0%	MS	MS
P162337	Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières d'Afrique de l'Ouest	Environnement, ressources naturelles et économie bleue	Nicolas Benjamin Claude Desramaut	9-Avril-2018	31-déc-2023	30,00	1.23	28.35	0.00	0.0%	S	MS
P164546	Premier projet africain de centres d'excellence d'enseignement supérieur pour l'impact sur le développement	Éducation	Himdat Iqbal Bayusuf	27 mars 2019	31-déc-2023	15,00	0.00	14.77	0.00	0.0%	S	S
9						346,50	131.56	237.34	20.83	8.8%		

ANNEXE 5 : PORTEFEUILLE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE (AU 31 DECEMBRE 2019)

Population (millions) (2018)	15.9	IDA, Blend or BIRD	IDA										
RIB (\$ milliards) (Atlas) (2018)	22.4	16 allocations IDA (SDR)											
RIB par Habitant (\$) (2018)	1,410.0	% de transfert IDA15											
Croissance PIB (%) (2018)	6.8%	Taux d'Inflation (%) (2018)	0.5%										
Classement Doing Business (2019)	123	* Données à compter du 9 Janvier 2020 ⁴											
Données d'exposition de BIRD/IDA à compter du 30 Septembre 2017													
GBM	Engagemets Nets/Net Engagé (\$m) *	Non Décaissé (\$m) *	Exposition (Montant totaux des décaissements et encours) (\$m)										
BIRD	0.0 ¹	0.0	0.0 ⁴										
IDA	1,798.3 ¹	1,056.4	1,914.3 ⁴										
SFI	136.1 ²	40.1	96.0										
MIGA			306.2 ³										
Groupe Banque Mondiale	1,934.4	1,096.5	2,316.6										
1.Engagements nets pour des projets en portefeuille actifs active. 2.Solde dû ou Engagements non-décaissés. 3. Garanties d'exposition MIGA													
IBRD/IDA													
Engagements Nets(\$m)		# de projet dans le portefeuille											
1,798.3		18											
Décaissements prévus en 2020 (\$m)		% Décaissé											
96.2		58.7											
# projets prévus pour 2020		dont approuvés (AAJ) (#)											
5		2											
Engagements(\$m) prévus en 2020		dont approuvés (AAJ) (\$m)											
645.0		320.0											
World Bank Data as of : Jan 09, 2020													
Portefeuille Engagé SFI en cours													
Compte propre de la SFI (\$m USD)								Syndicated (\$m USD)		SFI AMC (\$m USD)			
Prêt		Fonds Propres		Quasi Fonds Propres (LN & ET)		GT (incl. Trade Fin) and Gestion de Risques		Total SFI		Tranche B		Quasi Fonds Propres (LN & ET)	
Expositi	Cmtd	Expositior	Cmtd	Expositior	Cmtd	Exposition	Cmtd	Cmtd	Exposition	Cmtd	Expositior	Cmtd	
47.1	77.3	3.4	3.8	10.1	10.1	35.5	44.9	136.1	47.5	47.5			
Secteurs de Placement SFI - 5 principaux secteurs (Engagements SFI en \$m USD)								Services Conseils de la SFI - Secteur d'activité (fonds gérés en \$m USD)					
5	Électricité					55.8	Accès au financement					2.8	
6	Autres					80.3	Conseil en entreprise durable					0.8	
Total						136.1						3.6	
Données SFI à compter du 31 Dec 2019													
MIGA													
								En Cours		Total			
# de projets garantis pour l'investissement								5		6			
Exposition Brute Garantie (\$m)								306.2		326.3			
Garanties - Secteurs Principaux													
Infrastructure				205.8				Financier				100.5	
Données MIGA à compter du 30 Nov 2019													

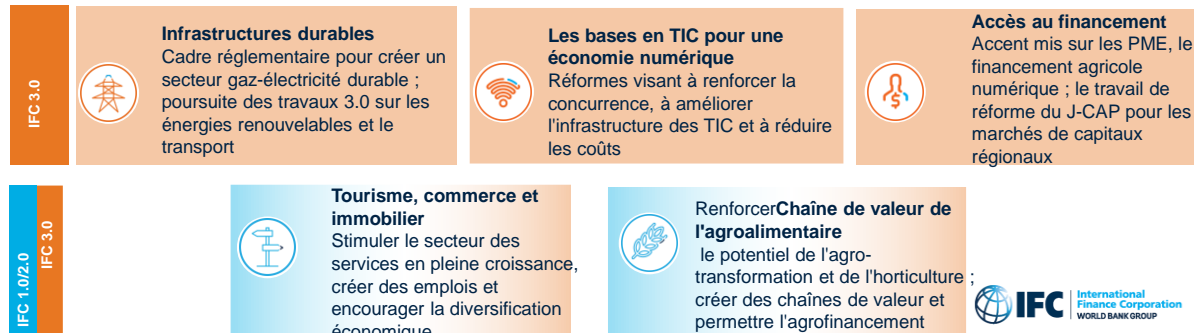
ANNEXE 6 : BILAN DE LA SFI SUR LE PORTEFEUILLE DETENU ET DECAISSE ET APERÇU DE LA STRATEGIE
AU 31/12/2019

Exercice Fiscal	Nom de l'Institution	SFI LN Cmtd -	Remboursement SFI LN	SFI ET Cmtd -	SFI QL + QE Cmtd -	SFI GT Cmtd -	SFI RM Cmtd -	SFI ALL Cmtd -	Tout Cmtd - Part	SFI LN Out -	SFI ET Out -	SFI QL + QE Out -	SFI GT Out -	SFI RM Out -	SFI ALL Out -	ALL Out - Part
2010	COMASEL St Louis	0	0	0.70	0	0	0	0.70	0	0	0.70	0	0	0	0.70	0
2010/2013/2019/2011	Baobab Senegal	7.00	3.83	1.63	0	0	0	8.63	0	0	1.63	0	0	0	1.63	0
2011	Comasel de Louga	0	0	0.63	0	0	0	0.63	0	0	0.63	0	0	0	0.63	0
2011/2015	SENAC	8.91	1.78	0	10.10	0	5.40	24.42	0	8.91	0	10.10	0	1.62	20.64	0
2014/2017	Kirene	5.00	4.07	0	0	0	0.18	5.18	0	5.00	0	0	0	0.08	5.07	0
2016	SIMPA SN	2.81	0.57	0	0	0	0	2.81	0	2.81	0	0	0	0	2.81	0
2017	UM-ACEP Senegal	0.84	1.15	0	0	0	11.27	12.11	0	0.84	0	0	0	11.27	12.11	0
2018	BASN SME RSF	0	0	0	0	4.04	0	4.04	0	0	0	0	1.82	0	1.82	0
2018/2017/2015/2016	Tobene Power	27.07	13.55	0.39	0	0	4.45	31.92	47.53	27.07	0	0	0	2.91	29.98	47.53
2018/2019	BOA Senegal SME RSF	0	0	0	0	2.51	0	2.51	0	0	0	0	0.75	0	0.75	0
2018/2020	SIFAKA - SOSAGRIN & IBS	12.91	0	0	0	0	0	12.91	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	Polykrome	5.61	0	0	0	0	0	5.61	0	2.43	0	0	0	0	2.43	0
2020	Kael Solaire	3.25	0	0	0	0	0	3.25	0	0	0	0	0	0	0	0
2020	Kahone Solaire	3.94	0	0	0	0	0	3.94	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap des Biches	0	0	0	0	0	9.94	9.94	0	0	0	0	0	9.94	9.94	0
Grand Total:		77.34	24.95	3.35	10.10	6.55	31.25	128.60	47.53	47.06	2.96	10.10	2.56	25.82	88.51	47.53

La stratégie de la SFI pour le Sénégal : La SFI 3.0 est nécessaire dans les secteurs clés pour permettre la mise en place de la version 1.0/2.0

- Le domaine d'intervention de la SFI 3.0 (infrastructures durables, bases en informatique pour une économie numérique et un accès au financement) vise à réduire les coûts et à améliorer l'accès aux principaux secteurs propices et à ouvrir de nouveaux secteurs d'opportunité.
- Les réformes, les investissements et les conseils dans les domaines d'intervention du tourisme et de la chaîne de valeur de l'agroalimentaire (1.0/2.0 et 3.0) permettront de créer des emplois, de renforcer la diversification économique et de fournir des services à une économie en voie d'urbanisation.
- La SFI tirera parti des engagements, des produits et des connaissances de la BM pour réaliser des réformes et accroître l'impact.

Secteurs stratégiques de la stratégie pays SFI



ANNEXE 7 : PORTEFEUILLE DE GARANTIE DE MIGA (AU ³¹ DECEMBRE 2019)

Mois d'émission	ID du projet	Nom du projet	Date Effective	Date d'expiration	Pays hôte	Secteur	code de la ligne de produits	Secteur de Gestion	Exposition Brute (\$USD)	Exposition Nette Ajustée (\$USD)
Exercice 2016										
Juillet	12514	Swap de Devises Croisé- Sénégal	30/07/2015	20/08/2024	Sénégal	Financier	NH	FINCAP	101,489,031	21,417,831
Juillet	1 Project								101,489,031	21,417,831
Exercice 2018										
Juin	13563	Parc Éolien Taiba N'Diaye	29/06/2018	28/06/2038	Sénégal	Infrastructure	PRI	EEI	142,490,856	49,405,677
Juin	1 Projet								142,490,856	49,405,677
Exercice 2019										
Juin	14311	Tobene Power SA	28/06/2019	27/06/2034	Sénégal	Infrastructure	PRI	EEI	58,004,578	58,004,578
Juin	1 Projet								58,004,578	58,004,578
Exercice 2020										
Juillet	14283	Kael Solaire S.A.	19/07/2019	18/07/2034	Sénégal	Infrastructure	PRI	EEI	3,452,195	3,452,195
	14284	Kahone Solaire S.A.	19/07/2019	18/07/2034	Sénégal	Infrastructure	PRI	EEI	4,175,589	4,175,589
Juillet	2 Projets								7,627,784	7,627,784
Grand Total	5 Projets								309,612,250	136,455,870

Annexe 8 : L'approche genre du CPP

1. **n certain nombre d'ASA récentes et en cours (portant spécifiquement sur le genre ou mettant l'accent sur le genre) constituent l'équivalent d'une évaluation nationale de la parité (Country Gender Assessment-CGA), conformément à l'OP/BP4.20.** Il s'agit notamment de : l'évaluation de 2015 sur la pauvreté et la parité (qui couvre le genre en matière d'emploi, d'éducation, de pauvreté, d'accès au financement, de santé et d'agriculture) ; l'ASA 2017 sur le suivi de la pauvreté en Afrique de l'Ouest (incluant deux rapports sur les contraintes à la participation économique des femmes au Sénégal) ; l'étude 2018 sur les femmes, les affaires et le droit) ; les évaluations d'impact en cours sur le financement basé sur les résultats dans le domaine de la santé ; l'amélioration de l'employabilité des jeunes grâce à l'apprentissage informel et les effets des filets de sécurité social ; l'étude sur la compréhension de la migration internationale en Afrique occidentale et sur la politique rurale au Sénégal. **Dans l'ensemble et comme le résume en partie le DSP, cet important ensemble de travaux désigne le manque d'accès des femmes aux services de base (en particulier la santé sexuelle et reproductive, qui contribue également une forte croissance démographique) et le manque d'accès des femmes aux intrants productifs (notamment la terre) comme étant les principaux obstacles sexospécifiques à la réduction de la pauvreté et au partage de la prospérité.**

Résumé des tendances en matière d'égalité des sexes

2. **Les filles sont légèrement avantagées par rapport aux garçons en ce qui concerne l'indice du capital humain (c.-à-d. un ICH de 0,43 contre 0,41 pour les garçons).** En effet, le Sénégal a atteint la parité entre les sexes dans le taux de scolarisation primaire en 2009, et les tendances récentes sont désormais légèrement en faveur des filles : le taux brut de scolarisation (TBS) des filles dépasse celui des garçons dans le primaire (93,86 % contre 81,10 % en 2017) et au collège (55,43% contre 47,21% en 2017). Du fait de ces tendances positives en faveur des filles dans l'éducation de base, l'écart entre les sexes se réduit lentement au lycée également : le pourcentage de filles est passé de 26,2 % en 2005 à 34,78 % en 2017.

Toutefois, d'importants obstacles à l'accès subsistent :le manque d'eau et d'assainissement au niveau scolaire (l'eau potable n'est disponible que dans 32 % des écoles primaires avec des inégalités frappantes entre zones urbaines et rurales, ce qui affecte particulièrement la fréquentation scolaire des filles surtout après la puberté) et le taux élevé de mariage précoce (9% et 31% des filles sont toujours mariées avant 15 et 18 ans, respectivement). La participation des filles dans les disciplines scientifiques reste également une préoccupation spécifique, en particulier au lycée : la proportion de filles entrant dans les séries scientifiques était de 44,55 % au début du cycle (Seconde) mais est tombée à 39,41 % à la fin de celui-ci (Terminale).

3. **La part des femmes dans l'enseignement supérieur, qui représente 35 % du total des inscriptions à l'université, est également faible,** quoique supérieure à celle de nombreux pays de la région. Les taux d'analphabétisme restent également nettement plus élevés chez les femmes que chez les hommes, même si l'écart s'est considérablement réduit au cours de la dernière décennie, ce qui donne à penser que des efforts importants sont déployés.
4. **Quant à la santé des filles et des femmes, des progrès importants ont été réalisés, mais des indicateurs clés restent à la traîne dans des domaines critiques, tels que les accouchements assistés par du personnel qualifié (59 % en 2016), l'utilisation de méthodes contraceptives modernes (26 % en 2017), la grossesse chez les adolescentes (16,4 % des filles de 15-19 ans)**

et le taux global de fécondité (4,6 enfants par femme en 2017, avec de grandes disparités selon les milieux urbain et rural). Le taux de fécondité des adolescentes (naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) est passé de 101 en 2005 à 72 en 2016. Près d'un tiers des adolescents les plus pauvres (29%) ont un enfant avant 19 ans (contre 4% des plus riches). Seulement 29 % des femmes les plus pauvres bénéficient d'accouchements assistés (contre 53 % en moyenne nationale). Le taux de mortalité maternelle est passé de 392/100 000 en 2010 à 315/100 000 en 2015, mais il reste très élevé. L'espérance de vie des femmes à la naissance s'est également nettement améliorée, passant de 59 ans en 2000 à 68 ans en 2015. La prévalence du VIH chez les femmes âgées de 15 à 24 ans est passée de 0,8 % en 2000 à 0,1 % en 2015 (Banque mondiale WDI).

5. **L'accès financier demeure le principal obstacle à une amélioration encore plus rapide des soins de santé** et le gouvernement a adopté ces dernières années une politique de gratuité des services de soins primaires. L'objectif de la politique de gratuité des soins de santé ciblant les femmes est d'éliminer les obstacles financiers aux soins pour les femmes enceintes, en prévenant les dépenses de santé désastreuses si elles ont besoin d'une césarienne, par exemple. Avec cette politique, les femmes ne devraient payer aucun frais dans les établissements de santé publique. Toutefois, ce régime ne couvre pas les coûts indirects liés à l'accès aux services de santé (tels que les coûts de transport et les pertes de revenus entraînée en cas d'absence de plusieurs heures ou jours de travail).
6. **En matière d'emploi, plusieurs normes sociales et lois obsolètes limitent la pleine participation des femmes.** Selon le code du travail, bien que les femmes puissent travailler pendant les mêmes horaires de nuit que les hommes, elles ne sont pas autorisées à faire le même travail que les hommes. Les femmes ne sont pas autorisées à travailler dans l'industrie minière, les usines, la construction et la métallurgie. En outre, elles ne peuvent être **employées** dans des emplois jugés moralement ou socialement inappropriés ou dans des emplois exigeant de soulever des charges lourdes passées un certain seuil. Les contraintes sociales, économiques et culturelles réduisent encore davantage la participation des femmes sénégalaises à la prise de décision, augmentent leur charge de travail domestique (tâches ménagères, soins aux enfants et aux personnes âgées, par exemple) et affaiblissent leur accès aux ressources et accroissent leur vulnérabilité économique.
7. **En conséquence, les disparités entre les sexes demeurent élevées dans la population active.** En 2014, le taux d'activité des femmes) était de 66 %, contre 88 % pour les hommes, et le chômage des femmes) était de 12,9 contre 7,5 % pour les hommes. Un écart similaire a été enregistré pour les taux de chômage des jeunes femmes et des jeunes hommes, qui étaient respectivement de 18,6 et 9,3 % en 2014 (Banque mondiale WDI). La situation des jeunes femmes dans les zones rurales est particulièrement préoccupante : 41 % des filles âgées de 15 à 19 ans et 55 % des femmes âgées de 20 à 24 ans sont des "ninis", c'est-à-dire qu'elles ne sont ni scolarisées ni au travail (contre 23 % et 21 % des hommes, respectivement). Dans les zones urbaines, la part est plus faible, mais l'écart reste important : le groupe "nini" comprend 21 % des filles âgées de 15 à 19 ans et 34 % des femmes âgées de 20 à 24 ans (contre 10 % et 12 % chez les hommes, respectivement).
8. **Au cours des 10 dernières années, l'essor de l'entrepreneuriat féminin au Sénégal a attiré l'attention sur la question de l'accès des femmes au crédit. Bien que** la loi n'interdise pas la discrimination des créanciers fondée sur le sexe ou l'état matrimonial pour l'accès au crédit,

dans la pratique, , l'accès au crédit tend à être plus limité chez les femmes. Les taux d'accès aux services financiers décentralisés (SFD) sont estimés à 8% pour les hommes et 2% pour les femmes dans le système bancaire, 9,90% pour les hommes et 6,60% pour les femmes dans le système non bancaire (secteur informel).

9. **Le Sénégal reste l'un des 31 pays du monde où les femmes ne peuvent toujours pas légalement choisir où vivre ou être considérées comme chefs de famille au même titre que les hommes.** Le Sénégal fait également partie de plusieurs pays (dont 75 % sont des pays d'Afrique francophone) qui ont encore des réglementations en vigueur qui limitent l'emploi des femmes. **Le droit familial sénégalais est également discriminatoire à l'égard des femmes en matière d'héritage, y compris pour les terres.** Alors que le mari a le droit d'hériter de la moitié de la succession de sa femme décédée, la femme ne doit hériter que du quart de la succession de son mari décédé. De même, la loi est plus avantageuse pour les fils que pour les filles lorsqu'il s'agit d'hériter de leurs parents.
10. **Dans l'ensemble, si les femmes apportent une contribution importante dans le secteur agricole, où l'on estime qu'elles représentent plus de la moitié des personnes économiquement actives, le potentiel du secteur agricole pour aider les femmes rurales à sortir de la pauvreté est entravé par leur faible accès aux intrants productifs, comme la terre et le crédit, qui fait que les activités les plus rentables sont essentiellement le fait des hommes.**
11. **Le Sénégal dispose d'une loi sur la violence domestique qui criminalise les agressions et prévoit une peine d'un à cinq ans de prison et une amende.** La violence domestique qui cause des blessures durables est passible d'une peine d'emprisonnement de 10 à 20 ans. Si un acte de violence domestique cause la mort, la loi prescrit la réclusion à perpétuité. La loi ne traite pas du viol conjugal et autorise la pratique courante d'utiliser les antécédents sexuels d'une femme pour défendre les hommes accusés de viol. Le viol conjugal n'est pas criminalisé par la loi sénégalaise, mais une épouse ou un partenaire peut porter plainte. **En conséquence, la violence à l'égard des femmes (y compris les mutilations génitales féminines, la traite ou le harcèlement sexuel) reste répandue, même si certaines lois et politiques commencent à provoquer des changements sociétaux.**
12. Le Sénégal a ratifié la plupart des textes juridiques internationaux promouvant les droits des femmes et le Gouvernement a entrepris d'harmoniser la législation nationale dans ce domaine, mais leur mise en œuvre est limitée. Par exemple, le Sénégal est l'un des 20 pays qui ont ratifié le Protocole relatif aux droits de la femme, entré en vigueur en novembre 2005, bien que l'application effective de ses dispositions reste un défi. Les obstacles culturels et la discrimination de fait restent des questions importantes. Par exemple, les pratiques traditionnelles font qu'il est difficile pour les femmes d'acheter des biens dans les zones rurales. De nombreuses femmes n'ont accès à la terre que par l'intermédiaire de leur mari, et la sécurité de leurs droits dépend du maintien de la relation avec ce dernier.
13. **Depuis 2008, des dispositions législatives ont été prises pour permettre l'accès des femmes aux fonctions militaires, à la gendarmerie et à la police. En 2010, le Parlement a également adopté une nouvelle loi obligeant tous les partis politiques à introduire la parité absolue**

entre les sexes dans leurs listes électorales pour les élections législatives, régionales, municipales et rurales, avec un nombre égal d'hommes et de femmes sur toutes les listes en alternance. Ce principe a été appliqué lors des élections législatives de 2012 et d'autres élections plus récentes. En conséquence, la part des femmes à l'Assemblée nationale est passée de 23 % à 43 % (Indicateur de Développement dans le monde). Toutefois, les femmes ne représentent toujours qu'une minorité des fonctionnaires aux niveaux central, régional, municipal et des conseils ruraux.

Engagement du gouvernement

- 14. Le Gouvernement a fait preuve d'un engagement ferme en faveur de l'égalité des sexes et vient de finaliser (en octobre 2019) une nouvelle stratégie nationale pour l'autonomisation économique des femmes 2020-2035** qui identifie trois défis majeurs (i) accroître et stabiliser les revenus des activités traditionnellement féminines (transformation des produits de l'agriculture et de la pêche) ainsi que dans les secteurs de l'énergie et du numérique ; (ii) éliminer les violences faites aux femmes et la discrimination sexiste ; et (iii) réduire considérablement le travail domestique non rémunéré. Le plan d'action prioritaire de la stratégie fixe deux objectifs primordiaux : (i) porter le taux d'emploi des femmes à 60 % en 2035 (contre 34 % en 2018) et (ii) porter le pourcentage d'entreprises dirigées par des femmes à 40 % en 2035 (contre 20 % en 2018).

Intégration d'une perspective sexospécifique dans le CPP

- 15. La plupart des activités envisagées au cours de la période couverte par le CPP** (y compris celles qui sont encore en cours d'exécution dans le cadre du portefeuille en cours et de celles prévues pour l'exercice 2020 et au-delà) comprennent des analyses, des actions et des indicateurs en matière d'égalité des sexes, avec des activités spécifiques explicitement intégrées dans des projets clés (par exemple, dans la santé, l'éducation, la protection sociale, l'agriculture, l'innovation et l'inclusion financière, l'eau et l'assainissement) pour réduire cet écart.
- 16. En conséquence, et comme il est décrit plus en détail dans la matrice des résultats du CPP (Annexe 1),** 7 des 11 objectifs de ce CPP comprennent des objectifs ventilés par sexe au niveau des indicateurs des objectifs du CPP (ou, dans certains cas, dans le cadre des indicateurs de progrès supplémentaires). Ceci s'ajoute à l'objectif spécifique axé sur l'autonomisation des femmes et le complète stratégiquement. En particulier : l'objectif 1.2 promeut une plus grande équité dans l'accès aux filières STEM pour les deux sexes au niveau secondaire ; l'objectif 1.3 garantit qu'au moins un tiers des jeunes bénéficiant de programmes spécifiques de formation et d'apprentissage sont des filles/jeunes femmes (en violation des normes traditionnelles du genre dans certains métiers) ; plusieurs indicateurs dans le premier domaine bénéficient du projet de filet de sécurité (les transferts monétaires étant volontairement confiés aux femmes pour maximiser leurs investissements dans le capital humain des enfants) ; Objectif 2.3 vise à augmenter le pourcentage de femmes ayant un compte de transactions et à promouvoir les PME dirigées par des femmes (y compris par le biais d'une initiative spécifique visant à établir un lien entre les besoins nationaux en matière d'approvisionnement et les PME appartenant à des femmes) ; l'objectif 2.4 garantit que les femmes sont bien représentées parmi les agriculteurs bénéficiant des actifs et services agricoles climato-intelligents ; l'objectif 3.2 garantit une couverture égale des services essentiels d'eau et d'assainissement.

- 17. Dans certains cas, les objectifs sont en outre ventilés par région géographique et/ou par niveau de pauvreté,** afin que les femmes les plus pauvres et les plus vulnérables puissent réaliser des gains encore plus importants. Par exemple, plusieurs activités visant à réduire les grossesses chez les adolescentes et à promouvoir le développement de la petite enfance sont concentrées dans les régions les plus en retard du pays.
- 18. Plusieurs opérations abordent intentionnellement la question des normes sociales et s'adressent aussi aux garçons et aux hommes (y compris dans leurs rôles de pères et de maris, mais aussi de chefs religieux et traditionnels) dans le cadre du processus** visant à assurer une pleine appropriation communautaire et de meilleurs résultats pour les hommes et les femmes, plutôt que simplement réduire l'écart. Ceci est essentiel pour la durabilité et pour éviter certaines des conséquences négatives involontaires qui peuvent se produire lorsque des activités bien intentionnées destinées aux filles ou aux femmes ne suscitent aucun intérêt ou provoquent même un ressentiment chez les garçons et les hommes.
- 19. Ce faisant, les résultats des dernières données mondiales et régionales, y compris les travaux réalisés en collaboration avec le *Gender Innovation Lab* de la Banque mondiale, contribuent à l'élaboration d'activités spécifiques.** Par exemple, les travaux régionaux sur l'impact des mesures d'accompagnement, telles que la sensibilisation aux normes de genre, dans les programmes de protection sociale adaptative au Sahel fournissent des enseignements spécifiques au Sénégal. Quelques activités spécifiques au Sénégal sont à leur tour en cours d'évaluation afin de faire progresser l'ensemble des connaissances mondiales dans ces domaines. Par exemple, différentes modalités de transferts monétaires pour maintenir les adolescentes à l'école (dans le cadre du nouveau projet sur l'investissement dans la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent) sont en cours d'évaluation pour leur impact respectif et leur rapport coût-efficacité afin de contribuer à réaliser des activités similaires dans la région (puisque l'essentiel des données actuelles sur ce sujet proviennent d'autres pays de la région Afrique, à savoir l'est et le sud, et ne seront pas toujours valables ici).
- 20. Enfin, une nouvelle série d'AB sur l'inclusion productive et l'équité,** provisoirement prévue pour les exercices 2021-2023, étudiera la possibilité de s'attaquer aux principaux obstacles juridiques à l'autonomisation des femmes d'une manière qui complète des activités spécifiques à travers les projets, notamment pour la mise en œuvre de politiques spécifiques.

Économie numérique : Importance mondiale et régionale

- 1. L'essor des technologies numériques et de l'économie numérique (Digital Economy-DE) offre des possibilités uniques d'accélération de la croissance économique, d'innovation, de création d'emplois et d'accès à des services de qualité.** L'accélération de la diffusion des technologies, la convergence de technologies multiples et l'émergence de plates-formes mondiales perturbent les modèles de développement et d'entreprise traditionnels, élargissant l'accès aux marchés mondiaux, permettant des gains de productivité et créant des emplois. Par exemple, Alibaba, la plus grande plateforme de commerce en ligne au monde en termes de volume de ventes, soutient environ 10 millions d'emplois, soit 1,3 % de la main-d'œuvre chinoise. Dans l'ensemble, l'évaluation de l'économie numérique, d'une valeur de 11,5 milliards de dollars américains, soit 15,5 % du PIB mondial en 2016, devrait atteindre 25 % en moins d'une décennie, dépassant de loin la croissance de l'économie " traditionnelle ".
- 2. La révolution numérique est bien engagée en Afrique, avec des progrès impressionnants dans de nombreux domaines.** Le taux de pénétration unique des abonnés mobiles sur l'ensemble du continent a atteint 44 % à la fin 2017, contre 25 % en 2010. En 2017, les technologies et services mobiles ont généré 7,1 % du PIB, soit 110 milliards de dollars américains. L'argent mobile favorise l'inclusion financière, en particulier en Afrique subsaharienne, le nombre de comptes doublant pour atteindre 21 % entre 2014 et 2017. Le commerce électronique africain connaît également une croissance rapide, à un taux annuel estimé à 40 pour cent. L'offre de nouveaux intermédiaires et de structures d'appui, tels que les incubateurs, les accélérateurs et les centres technologiques, a décuplé dans toute la région au cours des cinq dernières années, pour atteindre aujourd'hui plus de 200 dans la région Afrique. Dans l'ensemble, on s'attend à ce que l'économie numérique africaine atteigne plus de 300 milliards de dollars américains d'ici 2025 (McKinsey, 2013), mais on peut faire beaucoup plus.

Approche régionale : Penser grand & viser la lune

- 3. Pour prospérer à l'ère de l'économie numérique, l'Afrique a besoin d'une action coordonnée avec une ambition sans précédent à la hauteur des opportunités et des enjeux.** L'initiative économie numérique pour l'Afrique (Digital Economy for Africa-DE4A), qui appuie la mise en œuvre de la stratégie de transformation numérique de l'Union Africaine pour l'Afrique, répond à ces immenses défis et opportunités. La Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique énonce une vision audacieuse visant à faire en sorte que chaque individu, chaque entreprise et chaque gouvernement africains puisse accéder au numérique d'ici 2030 ; l'objectif est de conduire la transformation numérique de l'Afrique et de garantir sa pleine participation à l'économie numérique mondiale. L'initiative DE4A reconnaît que l'économie numérique peut contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU et du double objectif du Groupe de la Banque mondiale.
- 4. L'initiative DE4A repose sur cinq principes et dépend de cinq conditions de base pour sa mise en œuvre.**

Complet : Adopter une approche écosystémique qui tient compte de l'offre et de la demande et qui va au-delà d'une approche en silo étroit pour définir les éléments et les bases nécessaires ; *Transformateur* : Viser une ambition d'une toute autre envergure, au-

delà des " îlots " de succès progressifs ;. *Inclusif* : Créer l'égalité d'accès aux chances et faire face aux risques d'exclusion pour assurer l'économie numérique pour " tout le monde, en tout lieu et à tout moment " ; *Local* : Basé sur les réalités de l'Afrique et libérant l'esprit d'entreprise africain pour stimuler le contenu et les solutions numériques locaux, tout en adoptant les meilleures pratiques suivies à l'étranger ; *Collaboratif* : Instaurer un " état d'esprit " souple et une forte collaboration entre les pays, les secteurs et les acteurs en facilitant, en réoutillant et en encourageant la prise de risques.

5. Les pays africains devront suivre une approche holistique pour établir les bases solides d'une économie numérique dynamique, inclusives et sûrs. Ces cinq blocs fondamentaux sont les suivants.

L'infrastructure numérique permet aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements de se connecter et d'accéder aux services numériques locaux et mondiaux ; elle comprend, entre autres, la connectivité (internet haute vitesse et points d'échange Internet), l'Internet des objets (réseau de dispositifs interconnectés et en interaction) et les dépôts de données (data centers et clouds).

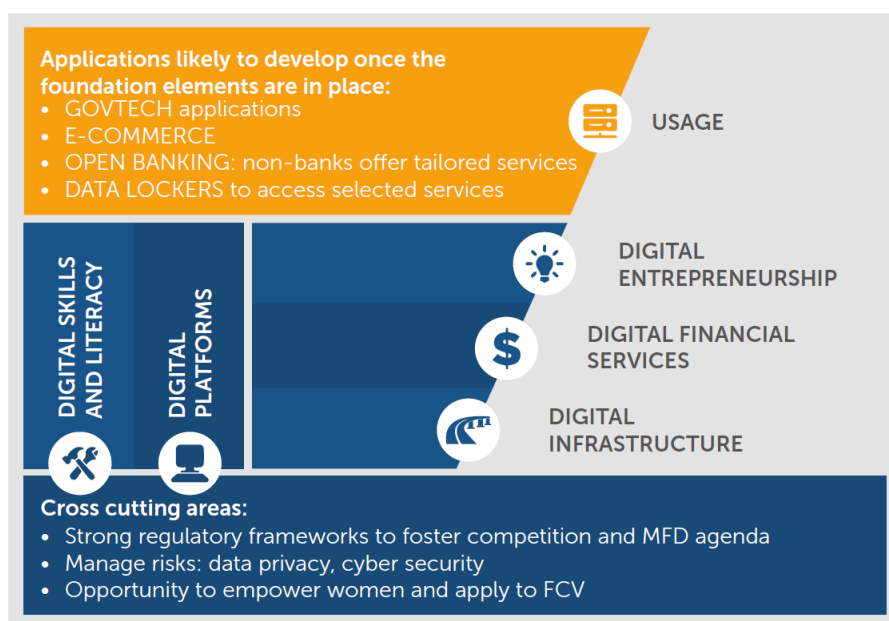
Les plates-formes numériques offrent des produits et des services accessibles par des canaux numériques, tels que les systèmes d'identification numériques, les services gouvernementaux numériques destinés aux personnes (registres d'état civil et du commerce, fiscalité et procédure douanière en ligne, etc.), les plates-formes numériques commerciales (médias sociaux et commerce en ligne, co-voiturage et services vidéo en continu, analyse de données et réalité augmentée, éducation et santé numériques, etc.).

Les services financiers numériques permettent les transactions électroniques et ouvrent la voie à une gamme de services en plus des paiements, notamment le crédit, l'épargne et l'assurance.

L'entrepreneuriat numérique crée un écosystème pour donner vie à l'économie numérique grâce à des entreprises innovantes axées sur la croissance (nouvelles et transformées) qui contribuent à la croissance nette de l'emploi et aident à améliorer la compétitivité et la productivité des pays.

Les compétences numériques comprennent la culture numérique de base, les compétences numériques de base des utilisateurs ainsi que les compétences professionnelles et technologiques avancées, combinées à un talent en affaires combiné aux connaissances. De telles compétences numériques avancées pour créer des contenus locaux et promouvoir des solutions adaptées à l'Afrique sont nécessaires pour faire en sorte que le continent ne soit pas seulement du côté des consommateurs, mais qu'il joue également un rôle vital dans la production de technologies.

Figure 3 : Fondements de l'économie numérique



Source : Banque mondiale (2019). Rapport du groupe de travail de la Commission de l'ONU sur le haut débit "Le haut débit pour tous : Connecter l'Afrique par le haut débit."⁷⁷

6. **L'engagement à grande échelle au Sénégal : Analyser l'impact, jeter les bases et renforcer les applications** Dans ce contexte mondial et régional d'expansion de l'innovation technologique, un petit pays ouvert et politiquement stable comme le Sénégal, doté d'institutions historiquement fortes et d'une population jeune et urbaine en pleine croissance, est bien placé en Afrique pour tirer pleinement parti du potentiel transformateur des technologies numériques. L'environnement sénégalais est relativement favorable à l'économie numérique et se caractérise par une population jeune (62 % de la population a moins de 25 ans) et urbaine croissante (+3,6 % par an) ainsi que par une diaspora importante et active fournissant des compétences, des réseaux dans les marchés développés et un soutien financier. Ces conditions favorables sont amplifiées par une utilisation généralisée des technologies (le taux d'adoption des smartphones au Sénégal est parmi les plus élevés d'Afrique de l'Ouest avec 35,6%), un taux d'activité entrepreneuriale élevé (39% de la population âgée de 18 à 64 ans crée ou dirige une nouvelle entreprise) et un écosystème en pleine évolution, comptant actuellement plus de 15 incubateurs, accélérateurs, espaces de travail en commun au service des besoins de plus de 2 500 startup et entrepreneurs. En 2015, le Sénégal comptait 63 startups par million d'habitants, se classant 13ème sur 107 pays classés contre 43 en France et 7 en Inde. Dans l'ensemble, l'économie numérique au Sénégal a un fort potentiel pour jouer un rôle de catalyseur en stimulant la compétitivité et la productivité dans tous les secteurs de l'économie ainsi qu'en améliorant les résultats en matière d'inclusion du pays.
7. **Reconnaissant l'importance stratégique et le potentiel de l'économie digitale, le Gouvernement lui a donné une place beaucoup plus importante dans la dernière phase de son plan de développement (PAP2) et s'est engagé à "promouvoir une industrie numérique innovante et créatrice de valeur et à stimuler les opportunités de transfert de technologie avec l'ambition de devenir un pays de référence en Afrique dans le domaine numérique".** Dans ce contexte, les priorités du gouvernement comprennent l'expansion de l'infrastructure

⁷⁷ https://www.broadbandcommission.org/Documents/working-groups/DigitalMoonshotforAfrica_Report.pdf

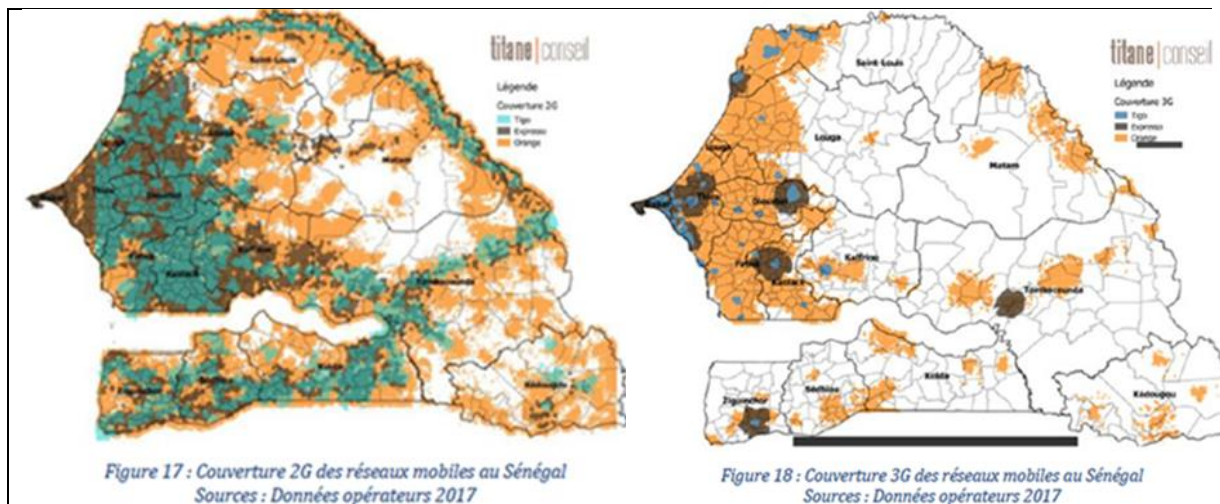
numérique en assurant l'accès universel à l'Internet et en doublant presque la part de la population qui l'utilise ; le renforcement des possibilités d'éducation et de formation spécialisées en mettant l'accent sur les *compétences numériques et TIC* ; le soutien aux *technologies numériques innovantes*, notamment les solutions fintech ; l'accélération de la *diffusion numérique dans les secteurs prioritaires*, comme l'agriculture et les transports, et le soutien à l'*entrepreneuriat numérique*.

8. **Le GBM s'est fermement engagé à soutenir le Gouvernement dans ses priorités à travers un ensemble d'engagements stratégiques d'analyse et de prêts axés sur l'évaluation des impacts de l'économie numérique, l'établissement de bases solides et l'accélération de l'accès et de l'utilisation de services et applications Internet et numériques de haute qualité, inclusifs et abordables pour permettre au Sénégal de rester concurrentiel à l'ère numérique.**
 - **Comprendre les moteurs, les canaux de transmission et les contraintes de l'économie numérique, tout en évaluant leur impact potentiel** par le biais de l'évaluation nationale de l'économie numérique (Digital Economy Country Assessment-DECA), de l'étude sur les sources numériques de croissance (Digital Source of Growth-DSoG) et des notes politiques sur les infrastructures numériques et la finance numérique. Le rapport DECA présente un portrait complet du niveau de développement numérique au Sénégal aujourd'hui, couvrant les cinq domaines fondamentaux de l'économie numérique. Sur la base de cette analyse, le DSoG s'efforce d'aller plus loin dans la quantification du degré d'adoption des technologies au niveau de l'entreprise et dans l'estimation de l'impact des technologies numériques spécifiques sur la productivité et les résultats inclusifs. Les notes d'orientation sur l'infrastructure numérique et la finance numérique présentent des analyses sectorielles approfondies axées sur les principaux moteurs de la transformation numérique, tels que l'infrastructure et les services financiers numériques, et les principales contraintes à leur développement accéléré et inclusif au Sénégal.
 - **Soutenir les bases juridiques, réglementaires et politiques de l'économie digitale** par le biais d'une opération de prêt multisectorielle de financement de la politique de développement (FPD). Le FPD se concentre sur le renforcement de la fourniture en amont de l'infrastructure énergétique et des TIC, tout en renforçant en aval les bases politiques et institutionnelles de l'économie numérique émergente que l'énergie et les TIC rendent possible et alimentent. Les piliers de l'énergie et des TIC sont axés sur les réformes visant à accroître l'offre et à réduire le coût d'un accès amélioré et plus équitable aux services, tandis que le pilier de l'économie numérique vise à renforcer le cadre institutionnel de l'économie numérique, à soutenir le déploiement des solutions de gouvernement en ligne et à consolider l'écosystème de démarrage.
 - **Renforcer les applications sectorielles numériques** - dans la finance, l'agro-industrie, le secteur public - par une combinaison d'activités d'assistance technique et de prêts. Ces engagements comprennent l'appui à la BCEAO dans l'adoption de réformes d'inclusion financière (par le biais de la finance numérique) ; le renforcement de l'agro-financement avec le projet consultatif de la SFI sur le système de réception des entrepôts et le fonds mondial d'assurance indicielle ; l'intégration d'éléments numériques dans les principales chaînes de valeur agroalimentaires (comme l'introduction d'une plate-forme en ligne pour connecter directement les producteurs de mangues aux clients et réduire ainsi les coûts d'intermédiation) ; et l'appui de la fiscalité en ligne et de services rationalisés entre gouvernements et entreprises au titre du projet de développement du tourisme et des entreprises.

Aller de l'avant : Intégrer l'objectif économie numérique dans toutes les activités du GBM

9. **Au cours de la période couverte par le CPP, le GBM, capitalisant sur les premiers succès, s'efforcera d'approfondir ses engagements** en matière d'infrastructure numérique, de finance numérique et d'administration en ligne, tout en veillant à ce que les technologies numériques soient intégrées de manière naturelle dans le portefeuille sectoriel tout en gérant correctement les risques tels que la confidentialité des données et la cybersécurité.
- Il sera essentiel de **continuer à renforcer le cadre juridique et réglementaire de l'infrastructure numérique et de promouvoir une approche en cascade** en mettant l'accent sur l'élargissement de l'accès dans les zones rurales et saturées de grande pauvreté, où les externalités positives attendues sont les plus importantes. Son importance est soulignée par le fait que de graves lacunes en matière de connectivité persistent même dans les zones de pénétration 2G (zones non couvertes importantes ou zones avec un seul fournisseur de services selon la carte ci-dessous), ce qui implique que même des solutions de base fondées sur l'USSD (Unstructured Supplementary Services Data) ne peuvent être déployées partout dans le pays. Ces efforts seront appuyés par la troisième série d'opérations de prêt du FPD (FPD3) et viseront à optimiser l'allocation du spectre et à réduire le coût d'utilisation des fréquences, à promouvoir davantage l'accès universel aux services TIC grâce à un plan d'investissement gouvernemental entièrement financé et à privatiser la capacité excédentaire du réseau public à fibre optique actuellement sous la gestion lacunaire de l'ADIE (Agence de l'Informatique de l'Etat).

Figure 4 : Couverture de la connectivité au Sénégal : 2G (carte de gauche) et 3G (carte de droite)



Source: MCTPEN et Titane Conseil (2018). Rapport sur «Actualisation de la Stratégie d'Accès au Service Universel des Télécommunications du Sénégal».

- **Consolider les premiers acquis en matière d'inclusion financière** : Grâce à une série d'AB régionaux en préparation, la Banque appuiera les changements cruciaux en termes d'infrastructure, de réglementation et de politiques du secteur financier. En particulier, la BCEAO établira de nouvelles règles pour i) uniformiser les règles du jeu entre les opérateurs de réseaux mobiles, les banques et les institutions de microfinance (avec la possibilité d'engager un réseau d'agents au lieu de succursales), ii) permettre aux entreprises de Fintech de prospérer, et iii) étendre la couverture du système régional d'information du crédit. La BCEAO modernisera également le système de paiement régional afin d'assurer sa pleine interopérabilité (en permettant les transactions de porte-monnaie électronique à porte-monnaie électronique entre différents émetteurs de monnaie électronique, mais aussi de transactions de porte-monnaie électronique à compte bancaire) et de renforcer le cadre de Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme-AML/CFT.

- **Soutenir davantage les efforts de numérisation du gouvernement** par le biais d'une éventuelle opération de gouvernance P4R qui, entre autres objectifs, pourrait faciliter l'utilisation des paiements électroniques et mobiles au sein du Trésor ; aider à la mise en œuvre d'un entrepôt de données pour l'agrégation des données financières de divers systèmes publics, notamment fiscaux, douaniers, E-GP, etc. et assurer une prestation plus transparente et efficace des services dans les domaines prioritaires, notamment grâce aux technologies innovantes. Cela s'appuiera sur les mesures réglementaires du FPD3 en matière d'administration en ligne axées sur l'interopérabilité de différentes bases de données publiques, y compris l'état civil et l'identification en ligne entre autres, et sur la poursuite de la numérisation des procédures fiscales, y compris l'introduction de la taxe mobile des MPME et du système transparent de sélection des cas d'audit basée sur le risque.
- **Assurer l'adoption d'un objectif numérique dans le reste du portefeuille sectoriel du GBM** - comme le suggère l'encadré 5.

ANNEXE 10 : CARTE DU SENEGAL

